

---

---

**UE 214** ➡

# **COMPTABILITÉ ET AUDIT**

---

---

Année 2013-2014

Ce fascicule comprend :  
La série 2

Le devoir 2 à envoyer à la correction

Le devoir 3 à envoyer à la correction

## **CONSOLIDATION DES COMPTES**

En collaboration avec  
le Centre National  
d'Enseignement à Distance  
Institut de Lyon

**CNED**

Bernadette COLLAIN  
Marie-Astrid LE THEULE

W2141-F2/4

**Les auteurs :**

Bernadette COLLAIN : Diplômée d'expertise comptable et commissaire aux comptes.

Marie-Astrid LE THEULE : Expert-comptable diplômée et maître de conférences, correcteur au DSCG et DEC.

⟨••• [www.cnamintec.fr](http://www.cnamintec.fr) •••⟩

L'ensemble des contenus (textes, images, données, dessins, graphiques, etc.) de ce fascicule est la propriété exclusive de l'INTEC-CNAM.

En vertu de l'art. L. 122-4 du Code de la propriété intellectuelle, la reproduction ou représentation intégrale ou partielle de ces contenus, sans autorisation expresse et préalable de l'INTEC-CNAM, est illicite. Le Code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » (art. L. 122-5).

## ⟨... **O**BJECTIFS ...⟩

le cnam  
Institut national  
de l'intec

Cette série a pour objet de présenter les règles et les méthodes applicables aux comptes consolidés. Elle est conforme au programme de la partie 3 « Comptes de groupe » de l'UE 4 « Comptabilité et audit » du DSCG (BO n° 11 du 18 mars 2010). Le cours s'appuie sur les dispositions légales et réglementaires du Code de commerce, sur le règlement 99-02 du 29 avril 1999 relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques ainsi que sur les normes internationales IAS/IFRS adoptées au sein de l'Europe.





# TABLE DES MATIÈRES

<b>PARTIE 3. CONSOLIDATION DES COMPTES</b>	<b>9</b>
<b>INTRODUCTION GÉNÉRALE</b>	<b>9</b>
<b>TITRE 1. ENJEUX ET DÉMARCHE DE LA CONSOLIDATION EN RÈGLEMENT 99-02 DU CRC ET EN NORMES IFRS</b>	<b>12</b>
<b>Introduction</b>	<b>12</b>
<b>Chapitre 1. Approche du groupe : définitions, enjeux et avantages</b>	<b>15</b>
Section 1. Définitions d'un groupe	15
Section 2. Enjeux de la consolidation	16
Section 3. Intérêts de la consolidation	17
<b>Chapitre 2. Les méthodes de consolidation</b>	<b>20</b>
Section 1. Niveau de contrôle et méthode de consolidation	20
Section 2. La consolidation par intégration globale en règlement 99-02 du CRC et en normes IFRS	21
Section 3. La consolidation par mise en équivalence en règlement 99-02 du CRC ou en normes IFRS	24
Section 4. La consolidation par intégration proportionnelle	26
Section 5. Cas particulier des entités ad hoc (règlement n° 2004-03 du CRC)	29
Section 6. L'écart d'acquisition ou goodwill (§ 10052)	29
Section 7. Consolidation par paliers et consolidation directe (§ 111 et § 291)	30
<b>Chapitre 3. Le périmètre de consolidation</b>	<b>30</b>
Section 1. Définition du périmètre de consolidation	30
Section 2. Définition du pourcentage de contrôle et pourcentage d'intérêt	32
Section 3. Calcul de la fraction des droits de vote détenus	33
Section 4. Distinction entre liaison directe et liaison indirecte	36
<b>Chapitre 4. Méthodes d'évaluation et de présentation</b>	<b>39</b>
Section 1. Les principes comptables	39
Section 2. L'homogénéité et l'indépendance relative	39
<b>Chapitre 5. Les états de synthèse obligatoires</b>	<b>42</b>
Section 1. Date de clôture des comptes consolidés (art. L. 233-25 et § 202)	42
Section 2. Bilan, compte de résultat et tableau des flux de trésorerie consolidés, annexe, rapport de gestion	42
Section 3. Rapport de gestion du groupe	53
<b>Synthèse</b>	<b>53</b>

<b>TITRE 2. LA CONSOLIDATION SUIVANT LA RÉGLEMENTATION FRANÇAISE.....</b>	<b>56</b>
<b>Chapitre 1. Présentation des retraitements de pré-consolidation .....</b>	<b>56</b>
Section 1. Objectifs et principes.....	57
Section 2. Convention de présentation des écritures .....	59
Section 3. Exemples de retraitement.....	60
<b>Chapitre 2. Traitement de l'impôt .....</b>	<b>63</b>
Section 1. Problématique de l'impôt .....	63
Section 2. Comptabilisation de l'impôt exigible .....	65
Section 3. Définition de l'impôt différé .....	65
Section 4. Détermination de l'impôt différé .....	65
Section 5. Règles de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt différé .....	68
Section 6. L'impôt différé appliqué aux retraitements .....	69
<b>Chapitre 3. Les retraitements obligatoires .....</b>	<b>70</b>
Section 1. Introduction .....	70
Section 2. Provisions réglementées et amortissements dérogatoires.....	71
Section 3. Subvention d'investissement .....	73
Section 4. Frais d'acquisition des immobilisations .....	76
Section 5. Changement de méthode comptable.....	81
Section 6. Les frais d'augmentation du capital .....	82
<b>Chapitre 4. Les méthodes préférentielles du règlement 99-02.....</b>	<b>86</b>
Section 1. Le cadre réglementaire .....	87
Section 2. Engagement de retraite .....	87
Section 3. Contrat de location financement .....	89
Section 4. Contrat cession bail.....	97
Section 5. Emprunts obligataires.....	98
Section 6. Écarts de conversion.....	101
Section 7. Contrats partiellement achevés à la clôture .....	106
<b>Chapitre 5. Les méthodes préférentielles et options du règlement 99-03, l'option du Code de commerce.....</b>	<b>110</b>
Section 1. La problématique.....	110
Section 2. Les frais d'établissement.....	111
Section 3. Les coûts de développement .....	113
Section 4. Coût des emprunts : intérêts intercalaires.....	116
Section 5. Réévaluation.....	119
Section 6. Méthode d'évaluation des stocks .....	120
<b>Chapitre 6. filiales à l'étranger : conversion des comptes libellés en monnaie étrangère .....</b>	<b>122</b>
Section 1. Les différentes monnaies .....	122
Section 2. Détermination du choix de la méthode de conversion.....	122
Section 3. Méthode du cours historique .....	124
Section 4. Méthode du cours de clôture .....	126

<b>Chapitre 7. Le cumul des comptes.....</b>	<b>128</b>
Section 1. Règles de sommation des comptes.....	128
Section 2. Définition du pourcentage d'intérêt.....	129
Section 3. Détermination du pourcentage d'intérêt – Cas général.....	129
Section 4. Actions avec des droits particuliers .....	133
Section 5. En résumé.....	133
<b>Chapitre 8. Élimination des opérations intra-groupe .....</b>	<b>134</b>
Section 1. Éliminations sans incidence sur le résultat.....	134
Section 2. Éliminations avec incidence sur le résultat.....	137
Section 3. Dividendes.....	138
Section 4. Dépréciations internes sur titres de participation.....	139
Section 5. Marges internes sur stock.....	140
Section 6. Résultat interne sur contrats à long terme .....	141
Section 7. Cessions d'immobilisation .....	143
<b>Chapitre 9. Élimination des titres et partage des capitaux propres –     souscription des titres à la création de la filiale.....</b>	<b>145</b>
Section 1. Principe général.....	145
Section 2. Intégration globale.....	146
Section 3. Intégration proportionnelle .....	148
Section 4. Mise en équivalence.....	150
<b>Chapitre 10. Élimination des titres et partage des capitaux propres :     acquisition des titres d'une société existante .....</b>	<b>151</b>
Section 1. Coût d'acquisition des titres.....	151
Section 2. Écart d'évaluation.....	153
Section 3. Écart d'acquisition.....	158
Section 4. Élimination des titres intégration globale .....	159
Section 5. Élimination des titres intégration proportionnelle .....	164
Section 6. Mise en équivalence.....	166
<b>Chapitre 11. Réduction ou perte de contrôle .....</b>	<b>171</b>
Section 1. Perte du contrôle de fait.....	171
Section 2. Déconsolidation sans cession.....	172
Section 3. Participation inégale à une augmentation de capital .....	173
Section 4. Cession de titres a une autre société du groupe.....	174
Section 5. Cession partielle de titres sans déconsolidation.....	175
Section 6. Cession partielle de titres et déconsolidation .....	177
Section 7. Cession total des titres et déconsolidation .....	179
<b>TITRE 3. SPÉCIFICITÉS DES NORMES IFRS.....</b>	<b>179</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>180</b>
<b>Chapitre 1. IFRS 10 « États financiers consolidés ».....</b>	<b>181</b>
Section 1. Enjeux de la norme IFRS 10.....	181
Section 2. Le pouvoir, les rendements, le contrôle.....	182
Section 3. Langage courant pour définir le contrôle ou proposition de chemin..	185

Section 4. Exemples .....	188
Section 5. Exigences comptables (IFRS 10, § B86 à B99).....	194
<b>Chapitre 2. IFRS 11 « Partenariat » .....</b>	<b>197</b>
Section 1. Enjeux de la norme IFRS 11 .....	197
Section 2. Partenariats .....	198
Section 3. Un chemin pour s'y retrouver ? .....	205
Section 4. États financiers .....	206
Section 5. Définitions (IFRS 11, annexe A) .....	207
<b>Chapitre 3. IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » .....</b>	<b>208</b>
Section 1. Objectif (IFRS 12, § 1) .....	208
Section 2. Hypothèses (IFRS 12, § 7).....	208
Section 3. Intérêts détenus dans les filiales (IFRS 12, § 10 et 11).....	208
Section 4. Définitions (IFRS 12 annexe A) .....	209
<b>Chapitre 4. IFRS 27 « États financiers individuels » .....</b>	<b>209</b>
Section 1. Objectif (IFRS 27, § 1) .....	209
Section 2. Champ d'application (IFRS 27, § 2) .....	209
Section 3. Définitions (IFRS 27, § 4) .....	210
<b>Chapitre 5. IFRS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » .....</b>	<b>210</b>
Section 1. Objectif (IFRS 28, § 1) .....	210
Section 2. Champ d'application (IFRS 28, § 2) .....	210
Section 3. Définitions (IFRS 28, § 3) .....	210
Section 4. Influence notable (IFRS 28, § 5 à 9) .....	211
Section 5. Méthode de la mise en équivalence (IFRS 28, § 10 à 14) .....	212
<b>Chapitre 6. IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » .....</b>	<b>213</b>
Section 1. Définitions.....	214
Section 2. Objectifs de la norme .....	215
Section 3. Champ d'application .....	215
Section 4. Identification d'un regroupement d'entreprises .....	215
Section 5. La méthode de l'acquisition .....	216
Section 6. Évaluation et comptabilisation ultérieures.....	224
Section 7. Informations à fournir .....	224
<b>Chapitre 7. IAS 1.....</b>	<b>227</b>
Section 1. Le bilan .....	227
Section 2. L'état de résultat global ( <i>statement of comprehensive income</i> ).....	229
Section 3. Résultat par action ou résultat dilué par action.....	229
<b>Synthèse .....</b>	<b>229</b>
<b>TITRE 4. CAS DE SYNTHÈSE.....</b>	<b>231</b>
<b>DEVOIR 2 .....</b>	<b>255</b>
<b>DEVOIR 3 .....</b>	<b>259</b>



# CONSOLIDATION DES COMPTES

Le programme « Comptes de groupe » de l'UE 4 « Comptabilité et audit » du DSCG (BO n° 11 du 18 mars 2010) est le suivant :

Sens et portée de l'étude	Notions et contenus
<b>3. Comptes de groupe (60 heures)</b>	
<b>3.1. Principes de consolidation</b>	Définition des groupes Pourcentages d'intérêt et de contrôle Cadre réglementaire et légal national et normes comptables internationales (IFRS)
<b>3.2. Processus d'élaboration des comptes de groupe</b> Comprendre l'incidence comptable de la définition d'une entité et de son périmètre (le périmètre doit-il être défini selon des critères juridiques – droit de propriété – ou de contrôle ?)	Opérations de pré-consolidation Méthodes de consolidation Retraitements de consolidation Élimination des comptes réciproques et des résultats internes Traitement des écarts de première consolidation Variations du pourcentage d'intérêts et du périmètre de consolidation Comptes combinés
<b>3.3. Documents de synthèse des groupes</b>	Bilan, compte de résultat, annexe Tableau des variations des capitaux propres Tableau des flux

## Indications complémentaires :

**3.2.** Les retraitements de consolidation concernent : les retraitements d'homogénéité, les retraitements pour des raisons d'ordre fiscal, les retraitements des différences temporaires, l'ajustement des comptes réciproques, la conversion des comptes des sociétés étrangères.

## INTRODUCTION GÉNÉRALE

Comptable, financier, comment doivent-ils comprendre les comptes individuels lorsque un groupe de sociétés est constitué ? C'est, pour eux un enjeu important. Avoir une vision d'ensemble c'est-à-dire des comptes consolidés leur est nécessaire. Celle-ci passe par l'addition des comptes individuels. Quelles méthodes utiliser pour consolider ? Différentes approches théoriques et pratiques existent. Prenons un exemple extrême pour comprendre des enjeux sous tendant des groupes : Enron avait mis en place plus de 80 entités ad hoc, ce qui lui permettait de consolider ses comptes sans prendre les dettes et les pertes. Depuis, la réglementation a changé ! Au-delà de cet exemple extrême, consolider des comptes met en évidence les répartitions de pouvoir au sein d'un groupe et donne à voir une certaine image du groupe. Quelle législation est utilisée ? Quelles évolutions sont en train de se dérouler ? Répondons à ces questions en ayant en tête l'image d'exemples de groupe tels l'Oréal, Saint-Gobain, LVMH.

## I. Rapprochement du règlement 99-02 du CRC et des normes IAS/IFRS

En France, c'est une obligation légale de consolider (loi du 3 janvier 1985 et son décret d'application du 17 janvier 1986). Cette loi a été adoptée en application de la 7<sup>e</sup> directive européenne. Elle est intégrée dans le Code de commerce. Selon l'article L. 233-16 du Code de commerce, les sociétés commerciales établissent et publient chaque année à la diligence du conseil d'administration, du directoire, du ou des gérants, selon le cas, des comptes consolidés, ainsi qu'un rapport sur la gestion du groupe, dès lors qu'elles contrôlent de manière exclusive ou conjointe une ou plusieurs autres entreprises ou qu'elles exercent une influence notable sur celles-ci. L'article L. 233-21 du Code de commerce précise que les comptes consolidés doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans le périmètre de consolidation.

Cette loi a été complétée par le règlement CRC 99-02 du Comité de la réglementation comptable homologué par arrêté du 22 juin 1999 qui, à l'origine, ne concernait que les entreprises industrielles et commerciales, relatif aux comptes consolidés. Ce règlement a été plusieurs fois modifiés et complété, notamment par les règles de combinaison (règlement n° 2002-12 du CR) qui concerne les entités sans lien en capital (mutuelles, associations, etc.). D'autres règlements (99-07,...) traitent de la consolidation pour les compagnies d'assurances et les banques, certaines entreprises publiques contrôlant ou exerçant une influence sur une ou plusieurs entreprises.

Ces règlements définissent les règles et méthodes relatives aux comptes consolidés qui doivent être appliquées obligatoirement par les sociétés commerciales, autres types de sociétés et les entreprises publiques soumises à l'obligation d'établir des comptes consolidés.

Le Code de commerce prévoit aux articles L. 233 et R. 233-15 une exemption de consolidation pour les groupes de sociétés qui ne dépassent pas certains seuils total de l'actif supérieur à 15 millions d'euros, chiffre d'affaires à 30 millions d'euros, effectif moyen supérieur à 250 personnes.

Dès lors que des comptes consolidés sont établis, ils doivent être certifiés par les commissaires aux comptes et soumis, avec le rapport de gestion du groupe, à l'Assemblée Générale des actionnaires qui doit les approuver (article L. 823-2 du Code de commerce).

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, les sociétés européennes cotées doivent établir leurs comptes consolidés selon le référentiel IFRS (Règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002). Le Code de commerce (art. L. 233-24) indique que les sociétés sont dispensées de se conformer aux règles comptables régissant les comptes consolidés (art. L. 233-18 à 23) lorsqu'elles utilisent les normes comptables internationales adoptées par règlement de la Commission européenne. Cette disposition permet donc aux sociétés, même non cotées, d'opter pour l'application des IFRS. Elles sont alors dispensées d'établir des comptes consolidés conformes au règlement 99-02 du CRC.

Compte tenu de la décision de faire converger la réglementation comptable vers les normes internationales Les règles d'établissement des comptes consolidés prévues dans le règlement 99-02 du CRC ont été élaborées en référence aux normes internationales IAS/IFRS. Pour les deux référentiels, « l'homogénéité des comptes » et les principes sont identiques. Les principes sont respectivement « prédominance de la substance sur l'apparence », « rattachement des charges aux produits », « élimination de l'incidence des écritures passées pour la seule application des législations fiscales ». Le processus de consolidation en règlement 99-02 du CRC et en IAS/IFRS sont similaires (addition des comptes, retraitement, annulation des titres, etc.).

## II. Évolution des normes IFRS depuis décembre 2012

Lorsqu'un groupe est constitué, une question fondamentale est de savoir qui contrôle ? En fonction du pourcentage de contrôle, les comptes constituant les groupes ne sont pas additionnés de la même manière. Sous-jacent à la question : qui contrôle, est la question : qui a le pouvoir ? Bien sûr, le contrôle et le pouvoir peuvent être mesurés par des droits, le nombre de droits de vote. Ce sont des éléments nécessaires au contrôle, mais insuffisants.

En effet, lorsqu'un groupe est coté, non seulement le nombre de droit de vote d'un actionnaire est important mais également les alliances entre actionnaires dénommées pactes d'actionnaires. Les pactes d'actionnaires sont un document juridique signé entre plusieurs actionnaires afin de régir leur relation dans la durée. Certains pactes peuvent être considérés comme des actions de concert. Les pactes comprennent les clauses organisant la gouvernance d'entreprise (par exemple conditions de nomination, décisions concernant les dividendes, votes en assemblée, etc.) et les clauses organisant le futur des actions (par exemple impossibilité de les céder...).

Pour déterminer qui a le pouvoir, l'analyse doit inclure non seulement le nombre de droits de vote mais également l'analyse des pactes d'actionnariat et les liens entre les actionnaires et les rendements (dividendes) de l'entreprise.

De plus, un autre élément important pour les groupes cotés est l'alliance technologique, financière,... ce qui favorise le développement des co-entreprises ou joint-ventures. Les pactes d'actionnaires, les joint-ventures sont des éléments stratégiques pour les groupes cotés. Ce qui explique que les normes IFRS depuis décembre 2012 ont développé la définition du contrôle et le traitement des co-entreprises ou joint-ventures.

Autant le règlement 99-02 du CRC s'est rapproché des normes IAS/IFRS, autant la norme IFRS 10 définissant le contrôle et la norme IFRS 11 définissant les différents types de partenariat, se différencient du règlement 99-02 du CRC. Ces évolutions sont à prendre en compte pour aborder et étudier la consolidation.

### Comment est organisée la série 2 ?

La première partie (titre 1) traite de la démarche générale en consolidation et de la détermination du périmètre.

La deuxième partie (titre 2) traite du règlement 99-02 du CRC.

La troisième partie (titre 3) traite des spécificités des IFRS.

La quatrième partie (titre 4) traite de cas de synthèse.

Les cas particuliers (variation du périmètre de consolidation, méthode dérogatoire, combinaison) ne sont pas présentés dans cette série et seront développés dans la série 4.

Des cas illustrant chaque titre sont en ressources pédagogiques sur le site de l'UE 214.

Quelques conseils :

1. Comprendre la démarche générale commune au règlement 99-02 et aux normes IAS/IFRS.
2. Comprendre les spécificités d'IFRS.
3. S'entraîner, vous avez de nombreux cas sur le site.

Ne vous perdez pas dans les détails. Soyez rassurés, la consolidation est un processus, « un chemin » à comprendre. Il est nécessaire de s'entraîner. Pour chacun d'entre nous, c'est un processus long mais intéressant.

Bon courage.

# TITRE 1. ENJEUX ET DÉMARCHE DE LA CONSOLIDATION EN RÈGLEMENT 99-02 DU CRC ET EN NORMES IFRS

Chapitre 1. Approche du groupe : définitions, enjeux et avantages  
Chapitre 2. Les méthodes de consolidation  
Chapitre 3. Le périmètre de consolidation  
Chapitre 4. Méthodes d'évaluation et de présentation  
Chapitre 5. Les états de synthèse obligatoires

## Objectifs :

- Comprendre les enjeux et les intérêts et les intérêts des comptes consolidés
- Comprendre les niveaux de contrôle et les méthodes de consolidation
- Comprendre le pourcentage de contrôle et d'intérêt
- Comprendre l'homogénéité des comptes, les principes et les retraitements
- Connaître le bilan, le compte de résultat, le tableau de flux de trésorerie, les tableaux de variation de capitaux propres
- comprendre l'importance de l'annexe

## INTRODUCTION

L'objet des comptes consolidés est de présenter la situation financière d'un groupe de sociétés comme si celles-ci ne font qu'une seule entité économique.

En France, les comptes consolidés peuvent être établis et publiés selon l'un des deux référentiels suivants :

- soit les normes françaises (règlement 99-02 du CRC), pour les sociétés commerciales non cotées sur un marché réglementé ;
- soit les normes comptables internationales IAS/IFRS ; ces normes sont appliquées :
  - de manière obligatoire, par les sociétés cotées sur un marché réglementé,
  - sur option, par les sociétés non cotées sur un marché réglementé.

La **consolidation** consiste à établir les états financiers d'un groupe de sociétés. Le consolidateur additionne pour cela les comptabilités de chacune des sociétés qui composent ce groupe et opère des retraitements afin de faire comme s'il ne s'agissait que d'une entité unique. Le mot « consolidation » provient du mot *to consolidate*, qui signifie « grouper ».

Les états financiers consolidés (ou « comptes » consolidés), dont le bilan consolidé et le compte de résultat consolidé, sont établis comme s'il s'agissait d'une seule et même entreprise.

L'objectif des comptes consolidés est de donner une vision économique de l'activité, du patrimoine et du résultat d'un ensemble d'entités détenues par une entreprise consolidante. Les comptes consolidés ne peuvent donc pas respecter le principe de séparation des patrimoines principe appliqué pour les comptes individuels. Un des principes essentiels est le principe qui traduit une vision économique : **le principe de prééminence de la réalité économique sur la forme juridique (Substance over form)**.

Le groupe est constitué d'une société-mère ainsi que toutes ses filiales ou participations. On entend par filiale ou participation, une entité **contrôlée** par une autre entité (sa mère). La **notion de « contrôle » provient du mot anglais to control qui veut dire diriger ou maîtriser. Qu'est-ce que le contrôle ? Cette notion est centrale et n'est pas la même en réglementation française (99-02) et en normes IFRS. De façon très large, la notion de contrôle est définie comme le pouvoir de décider de la politique financière et de l'activité d'une entreprise, de façon à en retirer des profits. Il est mesuré par les droits de vote en réglementation française. On se pose les questions suivantes : Quelles filiales ou participations sont contrôlées par la société mère et à quel niveau de contrôle ?**

**Pour définir un groupe, il faut déterminer l'ensemble des filiales et la société mère qui constitue le groupe. Cet ensemble définit le périmètre de consolidation.** Le périmètre de consolidation englobe la société mère et ses filiales contrôlées ou sur lesquelles elle exerce une influence notable. **Néanmoins toutes les filiales ne sont pas contrôlées au même degré, certaines sont très contrôlées et d'autres très peu. Pour connaître le degré de contrôle, il faut calculer le pourcentage de contrôle.** Le pourcentage de contrôle de la société mère dans une filiale exprime, en réglementation française, souvent le pourcentage de droits de vote dont dispose la société mère à chaque assemblée générale. Selon le pourcentage de contrôle, la filiale ou participation est **contrôlée** de manière **exclusive, conjointe** ou **sous influence notable**.

Pour résumer, il est nécessaire de se poser les questions suivantes et d'y répondre : Quelles filiales sont contrôlées par la société mère ? Et à quel niveau de contrôle ? Il faut déterminer le pourcentage de contrôle qui détermine le périmètre de consolidation et la méthode de contrôle à utiliser, qui peut être soit un **contrôle exclusif, un contrôle conjoint** ou **une influence notable**.

Une fois déterminés le périmètre de consolidation et les méthodes de contrôle, il nous faut calculer un autre pourcentage qui est la participation de la société mère dans le capital de la filiale. Ceci est le pourcentage d'intérêt. Le pourcentage d'intérêt est utilisé pour établir les comptes consolidés. **Selon le type de contrôle, c'est-à-dire contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable**, les méthodes de consolidation sont respectivement **l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence**.

Donc, le pourcentage de contrôle est un pourcentage de « pouvoir » souvent mesuré par les droits de vote. **Il détermine les méthodes de contrôle. Une fois le périmètre de consolidation et les méthodes définies, est calculé le pourcentage d'intérêts qui correspond à la partie financière.** Pour établir les comptes consolidés, on retient le pourcentage d'intérêts.

Le processus de consolidation consiste à additionner les comptes des filiales ou participations et ceux de la société mère. Néanmoins, on ne peut additionner sans retraiter. Il faut s'assurer que les **principes et pratiques comptables sont homogènes** entre les différentes sociétés. En effet au sein du groupe, par exemple des ventes en internes peuvent s'effectuer, il faut donc éliminer les profits internes. Puis, il faut également harmoniser les différentes méthodes comptables et neutraliser les questions fiscales. Enfin il faut éliminer les détentions de titres des sociétés entre elles : les capitaux propres d'une filiale ainsi que ses titres de participation détenus chez sa mère sont annulés. Plusieurs étapes sont nécessaires afin d'établir les comptes consolidés ou comptes du groupe. À partir des tableaux, on doit enregistrer la reprise des bilans, des comptes de résultat et les retraitements. Ces opérations sont enregistrées dans le journal de consolidation.

Pour résumer, pour déterminer le type de contrôle et la méthode de consolidation, on retient le pourcentage de contrôle. En revanche pour établir les comptes consolidés, on retient le pourcentage d'intérêts. (Idem en normes IFRS mais le calcul du pourcentage de contrôle et d'intérêt changent.)

Si le contrôle est exclusif (c'est-à-dire beaucoup de contrôle), on consolide par intégration globale. On additionne à 100 % les comptes des filiales (contrôlées exclusivement) et on élimine les titres de participation détenus par la société mère au pourcentage d'intérêt. Néanmoins au niveau des capitaux propres, il y aura des intérêts minoritaires. (Idem en normes IFRS, le contrôle exclusif est appelé contrôle.)

Si le contrôle est conjoint on consolide par intégration proportionnelle. On additionne selon le pourcentage d'intérêt et on élimine les titres de participation détenus par la société mère. (Idem en normes IFRS, pour le contrôle conjoint appelé partenariat, certaines filiales sont contrôlées par intégration proportionnelle ou par mise en équivalence.)

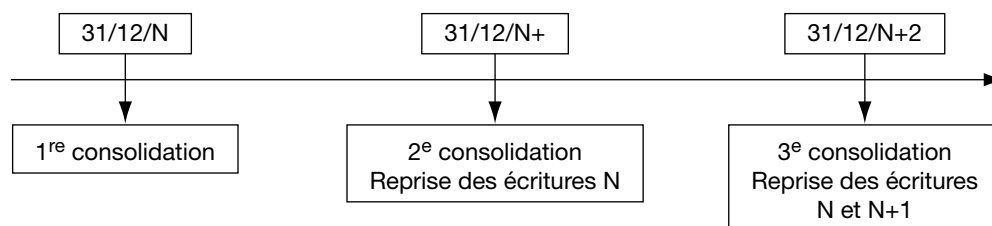
Si le contrôle est d'influence notable, on intègre par mise en équivalence, on n'additionne pas les comptes. La valeur comptable des titres de participation est remplacée par la part des capitaux propres (résultats compris) que détient la société mère. Cette méthode revient en réalité à réévaluer chaque année ces mêmes titres. Au compte de résultat du groupe apparaît la quote-part dans le résultat de la filiale sous « résultat mis en équivalence ». (Idem en normes IFRS.)

Souvent une société mère achète une entreprise en payant un prix supérieur à la quote-part des capitaux propres de l'entreprise. Cet écart sera en immobilisations incorporelles, minoré des plus et moins-values latentes sur les actifs et les passifs de la société acquise, sous le nom d'écart d'acquisition ou goodwill. Cet écart d'acquisition est comparé chaque année à sa valeur estimative et dépréciée en cas de moins-value latente (normes IFRS) ou amorti sur une durée fixe d'au maximum 20 ans (normes françaises).

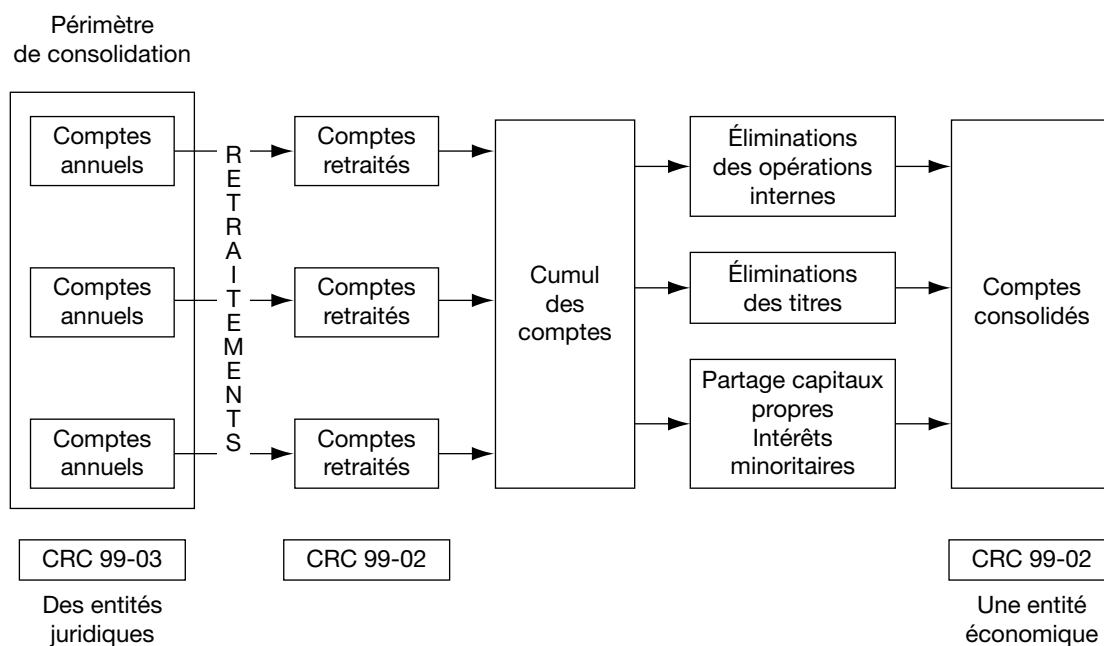
Le groupe établit le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé et l'annexe des comptes consolidés. Selon le règlement français 99-02, l'annexe comprend notamment un tableau de variation des capitaux propres et un tableau des flux de trésorerie. Selon les normes IFRS, ces deux tableaux constituent des états distincts de l'annexe. Le rapport de gestion du groupe expose la situation de l'ensemble consolidé. Les comptes consolidés doivent être réguliers et sincères et donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de l'ensemble des sociétés appartenant au périmètre de consolidation.

La consolidation présente des difficultés particulières :

- changement de référentiel comptable, traitement comparable à un changement de méthode comptable ;
- caractère discontinu :
  - pour l'établissement des comptes annuels, il n'y a pas de rupture d'un exercice sur l'autre, le bilan de clôture est identique au bilan d'ouverture de l'exercice suivant,
  - pour l'établissement des comptes consolidés, les écritures sont constatées à chaque clôture, sur la base des comptes annuels. Il faut donc à chaque fois reprendre les écritures comptabilisées pour les comptes consolidés précédents.



### Schéma général de méthodologie de la consolidation





# CHAPITRE 1. APPROCHE DU GROUPE : DÉFINITIONS, ENJEUX ET AVANTAGES

Selon le référentiel français, le groupe n'est pas défini. En norme IFRS, le groupe est une mère et toutes ses filiales. Les intérêts de la consolidation correspondent à différents objectifs : obligation de publication, information en interne, information pour les analystes financiers. La notion de contrôle est une notion fondamentale.

## SECTION 1. DÉFINITIONS D'UN GROUPE

Un « groupe de sociétés » est un ensemble constitué par plusieurs sociétés ayant chacune une existence juridique, mais liées entre elles par des participations dans le capital. L'une d'elles appelée société mère et tenant les autres sous sa dépendance, exerce un contrôle sur l'ensemble. Cependant, **le groupe de sociétés n'a pas la personnalité morale.**

La société mère est la société, chef du groupe, qui détient directement ou indirectement des participations dans d'autres sociétés.

Selon le référentiel français, le groupe n'est pas défini. Dans cette acception, le « groupe » est constitué des entreprises qui sont incluses dans le périmètre de consolidation. On retrouve ce sens dans l'article L. 233-26 :

« Le rapport sur la gestion du groupe expose la situation de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, son évolution prévisible, les événements [...] »

Le Code de commerce distingue les « filiales » des « participations » :

- est filiale toute société dont plus de la moitié du capital appartient à une autre société (art. L. 231-1), sans prendre en compte éventuellement la fraction du capital correspondant à des actions à dividende prioritaire sans droit de vote ;
- est participation toute société dont la fraction de capital détenu est comprise entre 10 et 50 % (art. L. 233-2).

L'entreprise consolidante est celle qui contrôle exclusivement ou conjointement d'autres entreprises quelle que soit leur forme ou qui exerce sur elles une influence notable.

Selon le référentiel international, les normes IFRS donnent les définitions suivantes :

- une mère est une entreprise qui a une ou plusieurs filiales ;
- une filiale est une entreprise contrôlée par une autre entreprise (appelée la mère) ;
- un groupe est une mère et toutes ses filiales ;
- les états financiers consolidés sont les états financiers d'un groupe présentés comme ceux d'une entité unique.

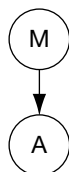
La notion de contrôle est déterminante dans la classification des types de participation.

### Illustration de participation financière

La participation d'une société dans une autre peut s'effectuer de différentes façons :

**Participation directe** (de M dans A)

Possession par la société M des actions d'une société A.

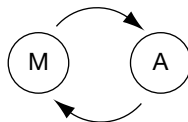


**Participation indirecte** (de M dans B)

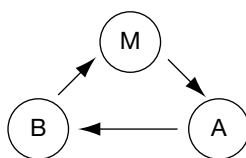
Possession par la société M d'actions d'une société A qui détient des actions d'une société B.

**Participation réciproque** (ou croisée)

Une société M détient des actions d'une société A qui elle-même détient des actions de M.

**Participation circulaire**

Une société M détient des actions d'une société A qui détient des actions d'une société B qui détient elle-même des actions de M.



## SECTION 2. ENJEUX DE LA CONSOLIDATION

### I. LE POUVOIR ET LE CAPITAL

Dans un groupe, la notion de contrôle est essentielle. Qui contrôle ? À quel pourcentage ? On pourrait traduire en langage courant : Qui détient le pouvoir ? La répartition du pouvoir entre les actionnaires est un enjeu important. Il y a donc des différences entre la répartition du pouvoir et les participations financières dans le capital. Pour protéger le pouvoir et le renforcer, il est possible d'utiliser, par exemple, des actions à vote double, de monter une holding de contrôle, de monter une société en commandite par actions, de proposer des actions de préférence. Mais également, il est possible de limiter les droits de vote en utilisant par exemple des droits d'agrément ou des droits de préemption. Cette notion de contrôle est si importante que les normes IFRS définissent une norme IFRS 10 spécifique à la notion de contrôle.

La société mère peut être une société-holding n'ayant pas d'activité industrielle ou commerciale directe exerçant essentiellement une action de direction et de gestion du groupe grâce à la possession de ses participations financières. De nombreuses sociétés françaises cotées en bourse sont des holdings. Par exemple, la société Christian Dior est depuis la fin des années 1980 la holding de tête du groupe Arnault (qui en détient 69,43 % du capital), le groupe LVMH étant lui-même sa principale filiale (à hauteur de 42 % du capital de LVMH et 58 % des droits de vote) et représentant plus de 92 % de l'actif du bilan de Christian Dior en tant que leader mondial de l'industrie du luxe.

### II. LA VISION ÉCONOMIQUE DE LA CONSOLIDATION

Pour établir les comptes consolidés, il est nécessaire d'« homogénéiser » les politiques comptables de chaque entité et de neutraliser les politiques fiscales.

Quels que soient les référentiels français ou international, le choix en consolidation est de traduire **la vision économique** ce qui explique que le contenu du règlement 99-02 du CRC se rapprochent des normes IAS/IFRS.



### III. DIFFÉRENTES PERSPECTIVES SELON LES PARTIES PRENANTES

Il peut y avoir différentes manières de consolider si l'on souhaite favoriser tels ou tels parties prenantes.

**La notion de société mère est considérée comme essentielle**, ce qui compte est l'information des actionnaires de la société mère. L'objectif est de connaître la valeur comptable des actions et ce qui revient aux actionnaires de la société mère. Les actionnaires minoritaires sont traités, alors, comme des tiers.

**Les actionnaires minoritaires** ne sont pas considérés comme des tiers, ils sont alors classés séparément des actionnaires majoritaires. Les comptes consolidés mettent en évidence la fraction de la situation nette qui appartient aux actionnaires majoritaires.

## SECTION 3. INTÉRÊTS DE LA CONSOLIDATION

### I. OBLIGATIONS DE PUBLICATION

#### A. RÈGLE GÉNÉRALES

Selon la réglementation française, une société commerciale doit établir et publier chaque année, à la diligence du conseil d'administration, du directoire, du ou des gérants, selon le cas, des **comptes consolidés** ainsi qu'un rapport sur la gestion du groupe, dès lors qu'elle exerce sur une ou plusieurs entreprises :

- soit un **contrôle exclusif** ;
- soit un **contrôle conjoint** ;
- soit une **influence notable**.

Selon la réglementation française, les états de synthèse consolidés obligatoires sont : le bilan, le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie consolidés, accompagnés de l'annexe aux comptes consolidés. Un rapport de gestion du groupe doit être présenté à l'assemblée des actionnaires. Pour les groupes cotés, il est obligatoire de publier des comptes consolidés semestriels et un chiffre d'affaires consolidé trimestriel.

Selon les normes IFRS, toute entreprise qui possède une ou plusieurs filiales doit établir des états financiers consolidés pour renseigner les utilisateurs de l'information financière.

#### B. CAS D'EXEMPTION

En France, le règlement 99-02 envisage deux cas pour lesquels l'établissement de comptes consolidés n'est pas obligatoire, à condition que la société mère ne soit pas cotée :

- Lorsque la société concernée est elle-même consolidée par une autre société étrangère (européenne ou non européenne), l'exemption est subordonnée au fait que la société mère étrangère établisse des comptes consolidés en conformité (ou offrant un niveau d'exigence équivalent) avec les dispositions de la réglementation française, ou du référentiel IFRS, ou encore de la 7<sup>e</sup> directive européenne
- Lorsque l'ensemble à consolider ne dépasse pas deux des trois seuils suivants pendant deux exercices successifs :
  - chiffre d'affaires total : 30 millions d'euros ;
  - total de bilan : 15 millions d'euros ;
  - nombre moyen de salariés permanents : 250.

Selon les normes IFRS, une société mère est exemptée de présenter des comptes consolidés si les quatre conditions suivantes sont remplies :

- Elle est la filiale d'une autre entité et si les autres détenteurs ne s'opposent pas à ce fait.
- Ses dettes ou capitaux propres ne sont pas négociés sur un marché public qu'il soit national ou étranger et local ou régional.

- Elle n'a pas déposé ou n'est pas en train de déposer ses comptes auprès d'une commission de valeurs mobilières ou d'un autre régulateur avec l'objectif d'émettre une quelconque catégorie d'instruments financiers sur un marché public.
- La société tête de groupe ou l'une des mères intermédiaires établit des comptes consolidés conformes aux IFRS et les publie.

## II. BESOIN EN INTERNE DE GESTION DES GROUPES

En interne, lors de l'établissement des comptes consolidés, les cycles de remontée d'informations concernent à la fois les données purement comptables et les données issues du contrôle de gestion. Les dirigeants des groupes en ont besoin pour comprendre rapidement leurs résultats, et prendre des décisions stratégiques.

### Organisation du contrôle interne dans l'élaboration et le traitement de l'information financière et comptable destinée aux actionnaires

[...]

#### II. Procédures de contrôle interne mises en place par la Compagnie de Saint-Gobain

##### *Les comptes individuels de la Compagnie de Saint-Gobain (Société-Mère)*

La Direction des Services Comptables remplit sa mission d'information financière des actionnaires, des partenaires et des tiers dans le cadre des obligations légales françaises. Elle s'appuie sur des normes et des principes en vigueur. Ces derniers sont les principes communément admis de la continuité de l'exploitation, de la permanence des méthodes, de l'intangibilité du bilan d'ouverture, du rattachement des charges aux produits, de l'indépendance des périodes et de la prééminence de la réalité sur l'apparence.

##### **L'organisation comptable**

L'organisation comptable s'appuie sur les règles, méthodes et procédures décrites dans les notes de doctrine du Groupe. Elle assure le rapprochement et la justification de tous les comptes mensuellement, et l'image fidèle des événements qui sont représentés. Elle a également un rôle de conseil pour appréhender, en amont, les conséquences comptables des événements et les changements de réglementations susceptibles d'affecter les comptes de la Compagnie. Le plan comptable est adapté aux besoins de classification des opérations et respecte le principe de l'importance relative. Il est lié au Système d'Information Financière du Groupe.

##### **Le contrôle interne**

Outre le contrôle du respect des procédures d'ordonnancement et de double signature de ses moyens de paiement sécurisés, la Direction des Services Comptables joue, en matière de contrôle interne, un rôle de garant du respect des responsabilités définies par la Direction générale et formalisées par une structure de comptabilité analytique par centres de responsabilités appelés « centres de frais ». En particulier, les responsables de centres de frais reçoivent mensuellement les états leur permettant de vérifier la prise en charge des frais engagés sous leur signature, et de comparer les dépenses réelles du mois et cumulées à celles prévues au budget initial.

##### *Les comptes consolidés du Groupe*

Les comptes consolidés du Groupe sont établis par la Direction de la Consolidation et du Reporting Groupe. Cette Direction est chargée, en outre, de la mise à jour des procédures de consolidation, de la formation et de l'intégration des filiales dans le périmètre de consolidation, du traitement de l'information, de l'exploitation de la maintenance et des développements de l'outil de consolidation et du Système d'Information Financière pour le Groupe et l'ensemble des Pôles.

##### **Les normes du Groupe**

La Consolidation assure l'information et la formation périodique des filiales en liaison avec les Pôles et les Délégations. Elle dispose pour cela d'un manuel de consolidation, de guides d'aide à la saisie, d'un site intranet et d'un outil de formation en français et en anglais.

Elle diffuse régulièrement des instructions ciblées sur les nouveautés propres à chaque arrêté et les évolutions du reporting, des normes et procédures. En 2012, le Groupe a poursuivi ses efforts

.../...

.../... de formation à l'outil de reporting et aux normes IFRS, notamment afin d'accompagner la mise en œuvre des centres de services partagés comptables et leur intégration dans le système d'information financière. Chaque année, la Direction de la Consolidation assure en moyenne une dizaine de sessions de formation.

### **L'organisation de la consolidation des comptes du Groupe**

La consolidation du Groupe est organisée par paliers et sous-paliers dépendant hiérarchiquement de chaque activité et fonctionnellement de la Direction de la Consolidation et du Reporting Groupe. Cette organisation, calquée sur l'organisation en Pôles (activités) et Délégations Générales (zones géographiques) du Groupe, vise à assurer la fiabilité des comptes tout en assurant un encadrement et un traitement de l'information proches des opérationnels.

### **Le traitement de l'information et le contrôle des comptes**

Chaque filiale communique ses comptes selon un calendrier fixé par la Compagnie. Ils sont contrôlés et traités au niveau de chaque Pôle, revus par la Délégation Générale concernée et remontés ensuite à la Direction de la Consolidation qui revoit dans sa globalité les comptes du Groupe et procède aux ajustements nécessaires à l'établissement des comptes consolidés. Ces comptes sont diffusés tous les mois à la Direction Générale. Les comptes consolidés sont ensuite contrôlés par le collège des Commissaires aux comptes qui appliquent les normes de la profession. Les filiales font l'objet d'un contrôle de leurs comptes par les auditeurs locaux qui adaptent leurs diligences aux exigences légales locales et à la taille des sociétés.

### **Les outils de la consolidation**

L'établissement des comptes s'effectue à l'aide d'un logiciel qui permet de disposer d'une base de données puissante, performante et hautement sécurisée, respectant la structure matricielle du Groupe. L'outil de consolidation est remis à jour régulièrement afin de garantir la pérennité du système d'information financière. La dernière migration de version date de 2011. À cette occasion, la mise en place d'une procédure d'accès hautement contrôlée a encore renforcé la sécurité du système.

Cet outil est capable de gérer une base de données par paliers et de centraliser en toute transparence l'intégralité des données dans la base du Groupe. Il alimente un outil sécurisé de diffusion de l'information disponible sur l'intranet du Groupe, à destination de la Direction Générale, des Directions de Pôles et des Délégations Générales, assurant ainsi un contrôle interne des informations produites.

### **La fiabilisation des comptes par le processus de reporting**

Le processus de reporting mensuel assure la fiabilisation des comptes intermédiaires et annuels du Groupe.

Les clôtures au 30 juin et 31 décembre sont anticipées grâce à une procédure de « hard close » au 31 mai et au 31 octobre. Ces deux arrêts font l'objet d'un examen approfondi selon les mêmes principes que les arrêts annuels et semestriels. À cette occasion, les principaux responsables financiers de la Compagnie, des Pôles et Délégations Générales procèdent à un examen détaillé des résultats et du bilan « hard close » ainsi que des projections de résultats au 30 juin et 31 décembre. Ainsi, les comptes des sociétés sont analysés préalablement aux clôtures finales et font l'objet d'une revue par les Commissaires aux comptes. Cette procédure permet la détection anticipée d'anomalies éventuelles et leur correction pendant les phases de clôture proprement dites.

Depuis 2006, le Groupe a adopté une procédure de reprévision trimestrielle de manière à revoir ses estimations régulièrement en fonction de l'évolution réelle des résultats mensuels précédents. Ces actions croisées de la Compagnie, des Pôles et des Délégations Générales constituent l'un des fondements du contrôle interne du Groupe dans le domaine de l'information financière et comptable destinée aux actionnaires.

Un rapport consolidé, accompagné de commentaires et d'analyses sur les événements et les points significatifs de la période, est remis chaque mois à la Direction Générale de la Compagnie.

### **III. Limitations éventuelles des pouvoirs du Directeur Général**

Les fonctions de Directeur Général et de Président du Conseil d'administration, dissociées le 7 juin 2007, ont été à nouveau réunies le 3 juin 2010, M. Pierre-André de Chalendar ayant été à cette date nommé Président-Directeur Général. Il tient ses pouvoirs de la loi, et ni les statuts ni le Conseil n'y ont apporté de limitation.

[...]

Rapport annuel de Saint-Gobain, 2012.

### III. BESOINS DES ACTIONNAIRES ET DES ANALYSTES FINANCIERS

Présenter séparément aux actionnaires les comptes d'une société mère et les comptes de chacune de ses filles ne permet pas une analyse financière d'ensemble. Par exemple, les comptes individuels comportent des créances, des dettes, des produits et des charges réciproques, issus d'opérations internes au groupe, ces profits internes sont éliminés lors de la consolidation. Les actionnaires préfèrent connaître une vision d'ensemble.

## CHAPITRE 2. LES MÉTHODES DE CONSOLIDATION

### RÉSUMÉ

Réglementation 99-02 du CRC	
Niveau de contrôle	Méthode de consolidation
Contrôle exclusif	Intégration globale
Contrôle conjoint	Intégration proportionnelle
Influence notable	Mise en équivalence

Normes IFRS	
Niveau de contrôle	Méthode de consolidation
Contrôle	Intégration globale
Partenariat : coentreprise ou activité conjoint	Intégration proportionnelle, mise en équivalence
Influence notable	Mise en équivalence

En règlement 99-02 du CRC et en normes IFRS :

- **L'intégration globale** consiste à additionner 100 % les comptes de la filiale dans ceux de la société-mère.
- **L'intégration proportionnelle**, qui est contrôlée conjointement avec d'autres partenaires, consiste à additionner la partie (selon un pourcentage d'intérêt) des comptes de la société concernée et ceux de la société-mère.
- **La mise en équivalence** est une méthode qui consiste, non pas à cumuler les actifs et les dettes, mais seulement à réévaluer – dans les comptes de la société-mère – les titres de la société à chaque clôture à hauteur de la quote-part des capitaux propres détenus.

### SECTION 1. NIVEAU DE CONTRÔLE ET MÉTHODE DE CONSOLIDATION

#### Composition de l'ensemble à consolider

Toutes les entreprises contrôlées (contrôle exclusif ou contrôle conjoint) ou sous influence notable doivent être consolidées ; les exceptions à ce principe sont très limitées.

Les entreprises à retenir en vue de l'établissement de comptes consolidés sont :

- l'entreprise consolidante ;
- les entreprises contrôlées de manière exclusive ;
- les entreprises contrôlées conjointement ;
- les entreprises sur lesquelles est exercée une influence notable.

Évidemment, chacune des sociétés du groupe doit produire des comptes individuels nommés comptes sociaux. L'entreprise consolidante est celle qui contrôle exclusivement ou conjointement d'autres entreprises quelle que soit leur forme ou qui exerce sur elles une influence notable.

Les sociétés à retenir pour l'établissement de comptes consolidés, dont l'ensemble est appelé **le périmètre de consolidation, comprennent** la société mère et les sociétés dans lesquelles la société mère exerce, a minima, directement ou indirectement une influence notable.

La réglementation française distingue **3 types de contrôle de la société mère sur ses filiales : le contrôle exclusif, le contrôle conjoint, l'influence notable**. Selon le mode de contrôle, on

additionne les comptes soit globalement (100 %), soit proportionnellement. Le principe de base de la consolidation consiste à substituer au montant des titres de participation figurant au bilan de la société consolidante, la situation active et passive de la société à consolider.

Les méthodes de consolidation en réglementation française sont les suivantes :

- pour les entreprises sous contrôle exclusif, l'intégration globale ;
- pour les entreprises sous contrôle conjoint, l'intégration proportionnelle ;
- pour les entreprises sous influence notable, la mise en équivalence.

Les normes IFRS distinguent **3 types de contrôle de la société mère sur ses filiales : le contrôle, le partenariat, l'influence notable**. Selon le mode de contrôle, on additionne les comptes soit globalement (100 %), soit proportionnellement. Le principe de base de la consolidation consiste à substituer au montant des titres de participation figurant au bilan de la société consolidante, la situation active et passive de la société à consolider.

Les méthodes de consolidation en normes IFRS sont les suivantes :

- pour les entreprises sous contrôle, l'intégration globale ;
- pour les entreprises sous partenariat, l'intégration proportionnelle ou la mise en équivalence ;
- pour les entreprises sous influence notable, la mise en équivalence.

## **SECTION 2. LA CONSOLIDATION PAR INTÉGRATION GLOBALE EN RÈGLEMENT 99-02 DU CRC ET EN NORMES IFRS**

### **RÉSUMÉ**

**Intégration globale applicable en cas de contrôle exclusif (99-02) ou en cas de contrôle (normes IFRS)**

L'intégration globale consiste à :

- intégrer à 100 % dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels (cumul des bilans et comptes de résultats à 100 %) ;
- annuler des titres de participation de la filiale ;
- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts dits « intérêts minoritaires ».

### **I. CONTRÔLE EXCLUSIF OU CONTRÔLE**

**Que veut dire contrôle exclusif (règlement 99-02 du CRC) ou contrôle (normes IFRS 10) ?**

En normes IFRS, les comptes d'une filiale sont consolidés par intégration globale lorsque la maison mère **contrôle** sa filiale. Le contrôle est la capacité à utiliser son pouvoir sur la société pour influencer sur ses « rendements » (c'est-à-dire souvent ses dividendes). Ce qui compte est la réalité du contrôle. Le contrôle peut être indépendant des droits de vote, et donc il est possible de contrôler avec moins de 50 % des droits de vote. Inversement, la société ne sera pas contrôlée si un autre actionnaire dispose de droits (de veto par exemple) lui permettant d'influer sur la gestion. Une société ne peut être consolidée globalement que par un seul actionnaire. Elle peut n'être consolidée globalement par aucune (en cas de contrôle conjoint notamment). (cf. titre 3, chapitre 2)

En réglementation française :

#### **§ 1002 du règlement 99-02**

« Le contrôle exclusif est le **pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités**. Il résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise ;
- soit de la désignation, pendant deux exercices successifs de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise ; l'entreprise

.../...

.../...

consolidante est présumée avoir effectué cette désignation lorsqu'elle a disposé, au cours de cette période, directement ou indirectement, d'une fraction supérieure à quarante pour cent des droits de vote et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détenait, directement ou indirectement, une fraction supérieure à la sienne ;

- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires, lorsque le droit applicable le permet ; l'influence dominante existe dès lors que, dans les conditions décrites ci-dessus, l'entreprise consolidante a la possibilité d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs de la même façon qu'elle contrôle ses propres actifs. »

En langage courant, en réglementation française, pour le contrôle exclusif, le pouvoir de diriger la politique financière et opérationnelle est possible lorsque :

- ou elle détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote de cette dernière ;
- ou qu'un pacte conclu avec d'autres actionnaires lui donne ce pouvoir ;
- ou qu'elle dispose de la majorité des voix au conseil d'administration ;
- ou qu'enfin elle puisse nommer ou démettre la majorité des administrateurs ;
- ou qu'elle détermine la politique financière et opérationnelle de cette filiale par disposition statutaire ou contractuelle.

Selon l'article L. 233-3 du Code de commerce :

« I. – Une société est considérée, comme en contrôlant une autre :

1° Lorsqu'elle détient directement ou indirectement une fraction du capital lui conférant la majorité des droits de vote dans les assemblées générales de cette société ;

2° Lorsqu'elle dispose seule de la majorité des droits de vote dans cette société en vertu d'un accord conclu avec d'autres associés ou actionnaires et qui n'est pas contraire à l'intérêt de la société ;

3° Lorsqu'elle détermine en fait, par les droits de vote dont elle dispose, les décisions dans les assemblées générales de cette société.

4° Lorsqu'elle est associée ou actionnaire de cette société et dispose du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de cette société.

II. – Elle est présumée exercer ce contrôle lorsqu'elle dispose directement ou indirectement, d'une fraction des droits de vote supérieure à 40 % et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détient directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne.

III. – deux ou plusieurs personnes agissant de concert sont considérées comme en contrôlant conjointement une autre lorsqu'elles déterminent en fait les décisions prises en assemblée générale. »

**Pour conclure, on peut définir :**

### 1. Le contrôle exclusif en règlement 99-02 du CRC

Il existe trois types de contrôle exclusif :

- **de droit** lorsque le pourcentage de contrôle supérieur (ou égal) est à 50 % ;
- **de fait** lorsque le pourcentage de contrôle est supérieur à 40 %, qu'aucun tiers ne possède plus que la société mère a procédé à la majorité des désignations des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance ;
- **contractuel** lorsque ce contrôle est contractualisé ou présent dans les clauses statutaires, il peut donc même exister dans l'hypothèse où la société mère n'aurait aucune participation dans la filiale considérée.

### 2. Le contrôle en normes IFRS 10 (cf. titre 3)

Un investisseur contrôle si ces 3 conditions sont réunies :

- **le pouvoir sur les activités pertinentes de cette entité** (analyse des droits de vote substantiels) ;
- **les droits aux rendements variables ;**
- **la capacité d'agir sur ces rendements.**



## II. INTÉGRATION GLOBALE

### L'intégration globale en réglementation 99-02 du CRC ou en normes IFRS

L'intégration globale consiste à reprendre l'intégralité (100 %), au bilan de la société mère, tous les éléments qui constituent l'actif et le passif de la filiale, et au compte de résultat, toutes les charges et tous les produits qui en déterminent le résultat net. Les éléments du bilan viennent ainsi se substituer aux titres de participation détenus par la société mère, lesquelles sont annulés au bilan.

Cependant, lorsque la filiale n'est pas contrôlée à 100 % par la société mère, il convient de faire apparaître au bilan et au compte de résultats consolidés les droits des autres actionnaires, dits « minoritaires », sur les capitaux propres et les résultats de la filiale.

#### Au bilan :

L'actif et le passif exigible de la filiale sont ajoutés à 100 %, poste par poste, au bilan de la société mère.

Les titres de participation dans la filiale consolidée sont éliminés de l'actif du bilan de la maison mère et soustrait pour le même montant, de ses réserves.

Les capitaux propres (résultats inclus) de la filiale sont ajoutés aux capitaux propres de la société mère et ensuite éclatés entre :

- la part correspondant aux intérêts de la société mère (qui est ajoutée à ses réserves) ;
- et la part correspondant aux intérêts des tiers : « intérêts minoritaires sur les capitaux propres » qui sont en dessous des capitaux propres de la société mère.

#### Au compte de résultat :

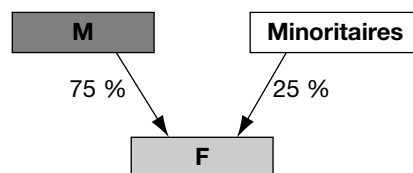
Tous les postes de charges et de produits de la filiale sont ajoutés poste par poste, aux postes du compte de résultat de la société mère. Le résultat net de la filiale est éclaté entre :

- la part qui correspond aux intérêts mère, qui est ajoutée au résultat net de la société mère, à la fois au compte de résultat et au bilan ;
- et la part qui correspond aux intérêts des tiers, « intérêts minoritaires » ou intérêts des tiers, ou intérêts hors groupe dans le résultat net.

### EXEMPLE APPLICATIF 1

#### Consolidation par intégration globale en règlement 99-02 du CRC ou en normes IFRS

La société la société mère M détient 75 % de la société filiale F.



#### Bilan de la société Mère

Titres Filiale	15	Capitaux propres	100
Autres actifs	87	Dettes	2

#### Bilan de la société Filiale

Actifs	30	Capitaux propres	20
		Dettes	10

Le bilan consolidé se présente ainsi :

#### Bilan consolidé

Titres Filiale (15 – 15)	0	Capitaux propres part du groupe (100 – (20 – 15))	95
		Intérêts minoritaires (20 × 25 %)	5
Actifs (87 + 30)	117	Dettes (2 + 10)	12

Les actifs et le passif exigible du groupe correspondent donc à la somme de ceux de la mère et de sa filiale.

Les capitaux propres du groupe correspondent à ceux de la mère, majorés de la quote-part des résultats de la filiale non distribués depuis l'arrivée de sa mère à son capital.

Les intérêts minoritaires correspondent à la part des actionnaires minoritaires dans les capitaux propres de la fille et dans le résultat de celui-ci.

Les comptes de résultat sont les suivants :

#### Compte de résultat de la société Mère

Charges	100	Produits	110
Résultat net	10		

#### Compte de résultat de la société Filiale

Charges	34	Produits	38
Résultat net	4		

Le compte de résultat consolidé se présente ainsi :

#### Compte de résultat consolidé

Charges (90 + 34)	134	Produits (100 + 38)	148
Résultat net (10 + 4)	14		

Ou, sous une forme plus détaillée :

#### Compte de résultat consolidé

Charges	134	Produits	148
Résultat net :			
• Part du groupe	13		
• part des minoritaires (4 × 25 %)	1		

## SECTION 3. LA CONSOLIDATION PAR MISE EN ÉQUIVALENCE EN RÈGLEMENT 99-02 DU CRC OU EN NORMES IFRS

### RÉSUMÉ

La mise en équivalence applicable en cas d'influence notable consiste à :

- à annuler les titres de l'entreprise associée, remplacés par une ligne « titres mis en équivalence » qui est égale à la quote-part de capitaux propres de la filiale détenue par la mère ;
- à réévaluer des titres sur la base de l'actif net ;
- à éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées.



## I. L'INFLUENCE COMPTABLE

En règlement 99-02 du CRC, l'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. L'influence notable peut notamment résulter :

- soit d'une représentation dans les organes de direction ou de surveillance, de la participation aux décisions stratégiques, de l'existence d'opérations interentreprises importantes, de l'échange de personnel de direction, de liens de dépendance technique ;
- soit lorsque l'entreprise consolidante dispose, directement ou indirectement, dispose d'une fraction au moins égale à 20 % des droits de vote de cette entreprise.

En normes IFRS, avec la nouvelle norme IFRS 11, les entreprises co-contrôlées seront mises en équivalence. (cf. titre 3)

## II. LA MISE EN ÉQUIVALENCE

En règlement 99-02 du CRC et en normes IFRS, la mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable des actions de la filiale détenues par la société mère, la part à laquelle elles correspondent dans les capitaux propres de la filiale (résultat compris).

Cette méthode est en fait purement financière : elle conduit à réévaluer chaque année d'une part les participations d'un groupe et d'autre part le bénéfice global. La technique de mise en équivalence est une méthode de réévaluation des titres de participation.

La mise en équivalence consiste à :

- substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation ;
- éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées.

Les titres mis en équivalence représentent la quote-part des capitaux propres qui revient à la société mère dans les filiales ainsi consolidées.

La consolidation par mise en équivalence revient donc à ajouter chaque année la quote-part de résultat mis en réserve par la filiale au montant pour lequel cette filiale figure au bilan consolidé.

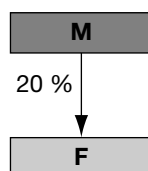
### ATTENTION

Cette méthode ne donne pas de précision sur les risques et la responsabilité que peut avoir le groupe en matière d'engagement de sa filiale. Le risque couru par le groupe se limite à la valeur de sa participation.

### EXEMPLE APPLICATIF 2

#### Méthode de consolidation par mise en équivalence

La société Mère détient 20 % de la société Filiale.



Les bilans de départ sont les suivants :

#### Bilan de la société Mère

Titres Filiale	5	Capitaux propres	100
Autres actifs	97	Dettes	2

**Bilan de la société Filiale**

Actifs	45	Capitaux propres	35
		Dettes	10

Le bilan consolidé se présente ainsi :

**Bilan consolidé**

Titres Filiale mis en équivalence (20 % × 35)	7	Capitaux propres (100 + 20 % × 35 – 5)	102
Autres actifs	97	Dettes	2

Les capitaux propres consolidés correspondent aux capitaux propres de M (100) + l'augmentation de la valeur de la filiale depuis l'acquisition des titres :  $20 \% \times 35 - 5 = 2$ .

Les comptes de résultat de départ sont les suivants :

**Compte de résultat de la société Mère**

Charges	80	Produits	100
Résultat net	20		

**Compte de résultat de la société Filiale**

Charges	30	Produits	45
Résultat net	15		

Le compte de résultat consolidé se présente ainsi :

**Compte de résultat consolidé**

Charges	80	Produits	100
Résultat net (20 + 15 × 20 %)	23	Résultat de Filiale mis en équivalence (15 × 20 %)	3

## **SECTION 4. LA CONSOLIDATION PAR INTÉGRATION PROPORTIONNELLE**

### **RÉSUMÉ**

L'intégration proportionnelle applicable en cas de contrôle conjoint consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de l'entreprise consolidée, après retraitements éventuels ; aucun intérêt minoritaire n'est donc constaté ; c'est-à-dire :
  - cumul des bilans et compte de résultat : seule la quote-part des actifs, passifs, charges et produits contrôlés de la filiale est prise en compte,
  - annulation des titres de participation de la co-entreprise,
  - pas d'intérêts minoritaires (directs) ;
- éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée proportionnellement et les autres entreprises consolidées dans les conditions.

### **I. LE CONTRÔLE CONJOINT**

En règlement 99-02, le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financière et opérationnelle résultent de leur accord. (§ 1003)

Deux éléments sont essentiels à l'existence d'un contrôle conjoint :

- un nombre limité d'associés ou d'actionnaires partageant le contrôle ; le partage du contrôle suppose qu'aucun associé ou actionnaire n'est susceptible à lui seul de pouvoir exercer un contrôle exclusif en imposant ses décisions aux autres ; l'existence d'un contrôle conjoint n'exclut pas la présence d'associés ou d'actionnaires minoritaires ne participant pas au contrôle conjoint ;
- un accord contractuel qui prévoit l'exercice du contrôle conjoint sur l'activité économique de l'entreprise exploitée en commun ; établit les décisions qui sont essentielles à la réalisation des objectifs de l'entreprise exploitée en commun et qui nécessitent le consentement de tous les associés ou actionnaires participant au contrôle conjoint.

L'intégration proportionnelle est utilisée lorsque la société mère exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'associés sur sa filiale.

En normes IFRS 11, le contrôle conjoint est le partage contractuel du contrôle d'une activité économique. Pour qu'il y ait contrôle conjoint d'une activité, il convient de vérifier que, grâce au processus décisionnel convenu entre les parties :

- les partenaires doivent agir de concert pour prendre les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité ou de l'activité économique, ce qui leur en confère ensemble le contrôle ;
- et qu'aucun des partenaires n'est en mesure de contrôler unilatéralement l'activité.

La norme IFRS 11 restreint l'utilisation de l'intégration proportionnelle que lorsque la société mère dispose d'un droit direct sur certains actifs et des obligations sur une quote-part des passifs (coentreprises, joint-venture). (cf. titre 3)

## II. L'INTÉGRATION PROPORTIONNELLE

En règlement 99-02 du CRC et en normes IFRS 11, l'intégration proportionnelle conduit à remplacer dans le bilan de la société mère les titres de participation dans sa filiale par les actifs et les passifs de celle-ci, pris au prorata des droits de la société mère sur sa filiale. De même, au compte de résultat, les produits et les charges de la filiale viennent s'ajouter à ceux de la société mère au prorata de sa part relative dans le capital de sa filiale.

Techniquement, la consolidation par intégration proportionnelle s'effectue ainsi :

- L'actif et le passif exigible de la filiale sont ajoutés à l'actif et au passif de la mère, proportionnellement au pourcentage d'intérêt de celle-ci.
- Le prix de revient comptable des actions de la filiale détenues par la société mère est soustrait de ses titres de participation à l'actif, et de ses réserves au passif.
- La part de la société mère dans les capitaux propres hors résultat de la filiale est ajoutée aux réserves de la société mère.
- Tous les postes de charges et de produits de la filiale sont ajoutés, proportionnellement au pourcentage d'intérêt de la société mère, au poste correspondant du compte de résultat de celle-ci.
- La part du résultat net de la filiale revenant à la société mère est ajoutée à son résultat au bilan et au compte de résultat.

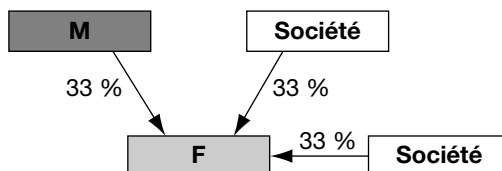
Dans le cas de l'intégration proportionnelle, il n'y a pas d'intérêts minoritaires qui apparaissent puisque la mère ne prend que sa quote-part des actifs et des passifs de la filiale.

### ATTENTION

En réglementation française, l'intégration proportionnelle augmente dans les chiffres en apparence la puissance du groupe en consolidant des filiales dans lesquelles il ne dispose pas du pouvoir attaché au contrôle.

**EXEMPLE APPLICATIF 3****Consolidation par intégration proportionnelle en règlement 99-02 du CRC ou en normes IFRS**

La société Mère détient 33,3 % de la société Filiale aux côtés de deux autres actionnaires à 33,3 % :



Les bilans de départ sont les suivants :

**Bilan de la société Mère**

Titres Filiale	4	Capitaux propres	102
Autres actifs	100	Dettes	2

**Bilan de la société Filiale**

Actifs	30	Capitaux propres	12
		Dettes	18

Le bilan consolidé se présente ainsi :

**Bilan consolidé**

Titres Filiale (4 - 4)	0	Capitaux propres (102 - 4 + 12 × 33 %)	102
Actifs (100 + 30 × 33 %)	110	Dettes (2 + 18 × 33 %)	8

Les comptes de résultat de départ sont les suivants :

**Compte de résultat de la société Mère**

Charges	80	Produits	110
Résultat net	30		

**Compte de résultat de la société Filiale**

Charges	30	Produits	36
Résultat net	6		

Le compte de résultat consolidé se présente ainsi :

**Compte de résultat consolidé**

Charges (80 + 30 × 33 %)	90	Produits (110 + 36 × 33 %)	122
Résultat net (30 + 6 × 33 %)	32		

## **SECTION 5. CAS PARTICULIER DES ENTITÉS AD HOC (RÈGLEMENT N° 2004-03 DU CRC)**

Une entité ad hoc est une structure juridique distincte, créée spécifiquement pour gérer une opération ou un groupe d'opérations similaires pour le compte d'une entreprise. L'entité ad hoc est structurée ou organisée de manière telle que son activité n'est en fait exercée que pour le compte de cette entreprise, par mise à disposition d'actifs ou fourniture de biens, de services ou de capitaux.

Une entité ad hoc est comprise dans le périmètre de consolidation dès lors qu'une ou plusieurs entreprises contrôlées ont en substance en vertu de contrats, d'accords, de clauses statutaires, le contrôle de l'entité.

Afin de déterminer l'existence de ce contrôle, il est nécessaire d'apprécier l'économie d'ensemble de l'opération à laquelle l'entité ad hoc participe et d'analyser les caractéristiques de la relation entre cette dernière et l'entité consolidante.

Dans cette optique, les critères suivants seront pris en considération :

- l'entreprise dispose en réalité des pouvoirs de décision, assortis ou non des pouvoirs de gestion sur l'entité ad hoc ou sur les actifs qui la composent, même si ces pouvoirs ne sont pas effectivement exercés. Elle a par exemple la capacité de dissoudre l'entité, d'en changer les statuts, ou au contraire de s'opposer formellement à leur modification ;
- l'entreprise a, de fait, la capacité de bénéficier de la majorité des avantages économiques de l'entité, que ce soit sous forme de flux de trésorerie ou de droit à une quote-part d'actif net, de droit de disposer d'un ou plusieurs actifs, de droit à la majorité des actifs résiduels en cas de liquidation ;
- l'entreprise supporte la majorité des risques relatifs à l'entité ; tel est le cas si les investisseurs extérieurs bénéficient d'une garantie, de la part de l'entité ou de l'entreprise, leur permettant de limiter de façon importante leur prise de risques.

L'existence d'un mécanisme d'autopilotage (prédétermination des activités d'une entité ad hoc) ne préjuge pas du contrôle effectif de cette entité par une contrepartie donnée. Bien souvent en effet, les limites imposées aux activités de l'entité ad hoc sont conçues de manière à servir et protéger les intérêts des parties prenantes sans qu'aucune d'entre elles ne puisse prendre seule le contrôle de l'entité. L'analyse des critères définis précédemment est dès lors nécessaire pour caractériser l'existence d'un contrôle entraînant la consolidation. En particulier, lorsqu'un tel mécanisme oriente les décisions dans l'intérêt d'une des parties, cette dernière est considérée comme exerçant un contrôle de fait.

Le premier critère relatif aux pouvoirs de décision est prédominant. Il est également nécessaire de prendre en considération le deuxième ou le troisième critère. En conséquence, une entité ad hoc est consolidée si les conditions du premier et du deuxième critère, ou du premier et du troisième critère, sont remplies.

En outre, dès lors que les deuxième et troisième critères se trouvent réunis, l'entité ad hoc est également consolidée, car considérée comme contrôlée.

## **SECTION 6. L'ÉCART D'ACQUISITION OU GOODWILL (§ 10052)**

Une société fait rarement l'acquisition d'une autre société en payant cette dernière pour le montant exact de ses capitaux propres comptables. Il peut y avoir un écart entre le prix d'acquisition qui peut être payé en cash ou en titres et la part des capitaux propres de la société acquise qui revient à la société mère.

L'écart entre le prix payé et la quote-part des capitaux propres de la nouvelle filiale est composé de deux parties :

- la première correspond aux plus-values latentes des actifs et des passifs consolidés pour la première fois et qui sont inscrits dans leur valorisation au bilan consolidé pour leur valeur ;

- la seconde, qui n'est attribuée à aucun élément en particulier du bilan, est le solde. Elle apparaît à l'actif du bilan du nouveau groupe en immobilisations incorporelles.

Est alors inscrit au bilan les actifs incorporels acquis : marques concernées, brevets, logiciels, autorisation d'émettre ou d'atterrissage, listes de clientèle...

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur des actifs et des passifs exigibles de l'entreprise acquise est appelé écart d'acquisition ou goodwill.

Cet écart d'acquisition est évalué chaque année pour savoir si sa valeur correspond au moins à son montant net comptable pour lequel il figure à l'actif du bilan du groupe.

## **SECTION 7. CONSOLIDATION PAR PALIERS ET CONSOLIDATION DIRECTE (§ 111 ET § 291)**

### **Consolidation directe ou par paliers**

La consolidation est effectuée à partir des comptes individuels des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, après avoir effectué les retraitements préalables. Elle est réalisée soit directement par l'entreprise consolidante, soit par paliers, c'est-à-dire en consolidant successivement des sous-ensembles consolidés dans des ensembles plus grands. Les capitaux propres consolidés, les écarts d'acquisition et d'évaluation, les intérêts minoritaires et le résultat déterminés dans le cadre d'une consolidation directe doivent être les mêmes que ceux qui seraient obtenus si la consolidation était réalisée par paliers.

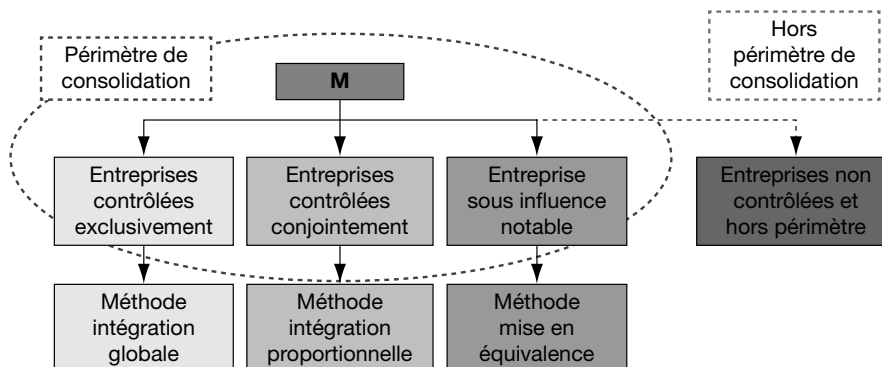
La mise en équivalence peut être effectuée selon la méthode de la consolidation par paliers ou selon celle de la consolidation directe au niveau de l'entreprise consolidante. Quelle que soit la méthode utilisée, les montants des capitaux propres, du résultat, des postes « Titres mis en équivalence » et « Intérêts minoritaires » doivent rester identiques aux montants obtenus en utilisant la consolidation par paliers.

## **CHAPITRE 3. LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION**

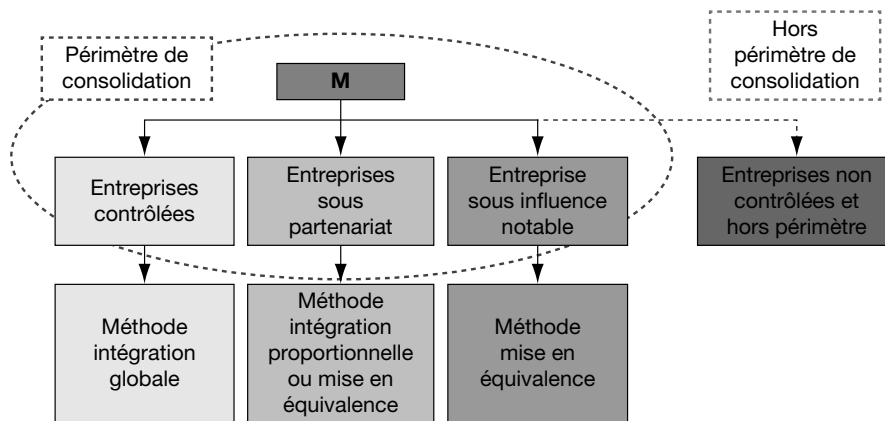
### **SECTION 1. DÉFINITION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION**

Le périmètre de consolidation est l'ensemble des sociétés filiales et participations qui seront consolidées. Cela suppose donc l'établissement du pourcentage de contrôle par la société consolidante sur chacune de ses filiales.

#### **Règlement 99-02 du CRC**



## Normes IFRS



Une entreprise est comprise dans le périmètre de consolidation dès lors que sa consolidation, ou celle du sous-groupe dont elle est la tête, présente, seule ou avec d'autres entreprises en situation d'être consolidées, un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Le caractère significatif ne peut être fixé de manière arbitraire et chiffrée. En effet, un seuil sur la base du chiffre d'affaires ou d'un autre poste des états financiers n'est pas nécessairement pertinent. Par exemple, une entreprise consolidante peut souhaiter consolider une entreprise nouvellement créée qu'elle contrôle ou sur laquelle elle exerce une influence notable, et qui n'a pas un total de chiffre d'affaires ou de bilan significatifs, parce qu'elle considère qu'il s'agit d'un investissement stratégique.

L'entreprise consolidante est celle qui contrôle exclusivement ou conjointement d'autres entreprises quelle que soit leur forme ou qui exerce sur elles une influence notable.

L'annexe indique les critères retenus par le groupe pour définir son périmètre de consolidation.

## I. EXCLUSION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Une entreprise contrôlée ou sous influence notable est exclue du périmètre de consolidation lorsque :

- dès leur acquisition, les titres de cette entreprise sont détenus uniquement en vue d'une cession ultérieure ; mais si le projet de cession ultérieure porte seulement sur une fraction des titres, le contrôle ou l'influence notable est défini par référence à la fraction destinée à être durablement possédée ;
- des restrictions sévères et durables remettent en cause substantiellement :
  - le contrôle ou l'influence exercée sur cette entreprise,
  - les possibilités de transferts de trésorerie entre cette entreprise et les autres entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Lorsqu'une entreprise est ainsi exclue du périmètre de consolidation, ses titres sont comptabilisés en « Titres de participation » dans les comptes consolidés.

## II. LES MODIFICATIONS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

L'étude du périmètre de consolidation est importante surtout dans son évolution et dans ce qui est exclu du périmètre de consolidation. En effet, ne pas consolider une filiale c'est :

- ne pas faire apparaître ses pertes ni ses capitaux propres ;
- ne pas faire apparaître le montant de ses dettes.

Consolider par équivalence permet de ne pas faire apparaître l'ensemble des dettes. Certains montages, grâce par exemple aux entités ad hoc, permettent à des filiales de sortir du périmètre de consolidation contrôlées par la société mère afin de rendre les comptes consolidés plus intéressants.



### III. DATES D'ENTRÉE ET DE SORTIE DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION (§ 102)

#### A. DATE D'ENTRÉE DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION (§ 1020)

L'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation est effective :

- soit à la date d'acquisition des titres ;
- soit à la date de prise de contrôle ou d'influence notable, si l'acquisition a eu lieu en plusieurs fois ;
- soit à la date prévue par le contrat si celui-ci prévoit le transfert du contrôle à une date différente de celle du transfert des titres.

#### B. DATE DE SORTIE DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION (§ 1021)

Une entreprise sort du périmètre de consolidation à la date de perte de contrôle ou d'influence notable.

##### 1. Cas de cession

En cas de cession, le transfert du contrôle ou d'influence notable est en général concomitant au transfert des droits de vote lié à celui des titres. Ainsi, même si des accords de cession d'une entreprise intégrée sont intervenus à la date de clôture d'un exercice, l'entreprise cédante continue à consolider cette entreprise car elle en a encore le contrôle. Toutefois, l'entreprise contrôlée peut être déconsolidée dans des cas très exceptionnels où le transfert de contrôle est effectué avant le transfert des titres, soit à la suite de changements dans les organes de direction ou de surveillance, soit du fait d'un contrat entre les parties intervenant avant la date de clôture des comptes. L'entreprise cédante doit alors pouvoir justifier, par des éléments de fait, que la perte du contrôle est effective avant le transfert des droits de vote.

##### 2. Perte de contrôle sans cession

La cession temporaire, sans perte de contrôle, de titres d'entreprises consolidées, suivie de leur rachat dans un bref délai ne doit pas avoir de conséquence sur l'établissement des comptes consolidés à la clôture de l'exercice de l'entreprise qui cède provisoirement ses titres.

### **SECTION 2. DÉFINITION DU POURCENTAGE DE CONTRÔLE ET POURCENTAGE D'INTÉRÊT**

Le pourcentage de contrôle mesure le lien de dépendance, direct ou indirect, entre la maison mère et ses filiales. Il correspond au pourcentage des droits de vote que la maison mère peut exercer dans la filiale. Pour le calculer, on additionne des pourcentages de contrôle de toutes les sociétés du groupe dans la filiale, pourvu que ces sociétés soient directement ou indirectement contrôlées par la société mère, c'est-à-dire qu'à chaque échelon de la cascade, le pourcentage des droits de vote exerçable soit supérieur à 50 % ou qu'il y ait contrôle de fait.

**Il ne faut pas confondre ce pourcentage de contrôle avec le pourcentage d'intérêt. Ces deux notions sont différentes mais les pourcentages peuvent être identiques. Le pourcentage d'intérêt sert au calcul des droits économiques de la maison mère dans ses filiales. Il exprime la part de l'intérêt économique détenue, directement ou indirectement, par la maison mère dans sa filiale. C'est une notion financière, contrairement au pourcentage de contrôle qui est une notion de pouvoir.**

**Le pourcentage d'intérêt se calcule comme la somme des produits des pourcentages de capital détenus, directement ou indirectement par la société mère dans sa filiale.**

Distinction entre pourcentage de contrôle et d'intérêt en réglementation française	
Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
Pourcentage de droit de vote détenu par la société mère dans la société concernée	Part de capital détenue directement ou indirectement par la société mère
Sert à déterminer : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le périmètre de consolidation</li> <li>• les méthodes à appliquer</li> </ul>	Sert de base au calcul des droits financiers de la mère dans les sociétés consolidées
Mesure le lien de dépendance et sert à déterminer où est le pouvoir	Mesure l'implication financière et sert à déterminer les dividendes



Distinction entre pourcentage de contrôle et d'intérêt en normes IFRS	
Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
Pourcentage de droit de vote détenu par la société mère dans la société concernée	Part de capital détenue directement ou indirectement par la société mère
Sert à déterminer : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le périmètre de consolidation</li> <li>• les méthodes à appliquer</li> </ul> <b>La norme IFRS 10 fait non seulement référence au calcul des droits de vote mais aussi à un ensemble de faits et de circonstances. Pour déterminer le contrôle, il peut, donc, y avoir pouvoir avec majorité des droits de vote, majorité des droits de vote mais pas de pouvoir, pouvoir sans majorité des droits de vote. (cf. titre 3).</b>	Sert de base au calcul des droits financiers de la mère dans les sociétés consolidées
Mesure le lien de dépendance et sert à déterminer où est le pouvoir	Mesure l'implication financière et sert à déterminer les dividendes

### **SECTION 3. CALCUL DE LA FRACTION DES DROITS DE VOTE DÉTENUS**

En règlement 99-02 du CRC, pour le calcul de la fraction des droits de vote détenus, il convient de tenir compte des actions à droit de vote double, des certificats de droit de vote créés lors de l'émission de certificats d'investissement et, s'il y a lieu, des titres faisant l'objet d'engagements ou de portage fermes détenus pour le compte de l'entreprise consolidante.

**Les actions de préférence remplacent les actions à dividendes prioritaires sans droit de vote, les certificats d'investissement, les actions de priorité dont l'émission est interdite depuis l'ordonnance du 24 juin 2004.**

Pour le calcul du pourcentage de contrôle, il faut tenir compte des actions à droit de vote double, des certificats de droits de vote créés lors de l'émission des certificats d'investissement.

#### **Définition**

**Action de préférence (art. L. 228-11) :** Depuis l'ordonnance n° 2004-604 du 24/06/04, une société par actions peut créer, lors de sa constitution ou au cours de son existence, des « actions de préférence », avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de 50 % du capital social (la limite est fixée à 25 % du capital pour une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé).

#### **Définition**

**Action à droit de vote double (art. L. 225-123) :** Le droit de vote double ne peut être attribué que si l'action est nominative et si elle est entièrement libérée et inscrite au nom d'un même actionnaire depuis au moins deux ans. En principe, le droit de vote double est perdu lors d'une cession de l'action.

#### **Définition**

**Portage (§ 100 du règlement 99-02 du CRC) :** Le portage recouvre un ensemble d'opérations par lesquelles une entreprise a l'obligation d'acheter des titres à un porteur au terme d'une période et à un prix déterminés à l'avance, ce porteur ayant l'obligation de les lui vendre. Ces titres sont considérés comme détenus pour le compte de l'entreprise consolidante, si les spécificités de l'engagement ferme ou du contrat de portage ferme la rendent titulaire des prérogatives essentielles attachées à ces titres. Pour déterminer la nature et l'importance du contrôle ou de l'influence notable, le titulaire des droits relatifs au contrôle des titres faisant l'objet du portage prend également en compte les autres titres de l'entreprise considérée qu'il détient par ailleurs.

### Catégories qui n'existent plus depuis 2004, mais qui ont existé auparavant et qui peuvent être utilisés si elles ont été émises avant 2004

Avant l'ordonnance n° 2004-604, les sociétés par actions pouvaient créer les catégories suivantes de titres représentatifs du capital :

#### Définition

**Certificat d'investissement (art. L. 228-30) :** Le certificat d'investissement (CI) est une valeur mobilière issue du démembrement d'une action. La proportion des CI ne peut pas être supérieure à 25 % du capital social. La valeur nominale du CI est égale à celle de l'action.

Les CI sont représentatifs des droits pécuniaires (dividendes).

Les certificats de droit de vote (CDV) sont représentatifs des autres droits attachés aux actions. Le CDV doit revêtir la forme nominative.

L'action est reconstituée de plein droit entre les mains du porteur d'un CI et d'un CDV.

#### Définition

**Action de priorité (art. L. 228-35-1) :** L'action de priorité jouit d'avantages par rapport à toutes autres actions.

#### Définition

**Action à dividende prioritaire sans droit de vote (art. L. 228-35-3) :** La proportion des actions à dividende prioritaire sans droit de vote (ADP) ne peut excéder 25 % du capital social. La valeur nominale de l'ADP est égale à celle de l'action.

L'ADP donne droit à un premier dividende prioritaire prélevé sur le bénéfice distribuable avant toute autre affectation. La partie de ce premier dividende prioritaire qui n'a pas pu être versée en raison de l'insuffisance de bénéfice distribuable est reportée sur l'exercice suivant et, s'il y a lieu, sur les deux exercices ultérieurs (report possible sur 3 exercices au total).

Pour le calcul du pourcentage de contrôle :	Règlement CRC 99-02	Normes IFRS
		<b>Attention le calcul des droits de votes n'est pas suffisant, il faut tenir compte de l'ensemble des faits et des circonstances (IFRS 10)<sup>(1)</sup></b>
Les actions à dividende prioritaires (ADP) sans droits de vote	exclure	exclure
Les certificats d'investissement	exclure	exclure
Les actions propres	exclure	exclure
<b>Les droits de vote potentiels<sup>(2)</sup> : (les obligations convertibles, les actions non libérées)</b>	exclure	<b>inclure</b>
Les actions à droits de vote double	inclure	inclure
Les certificats de droits de vote	inclure	inclure
Les titres faisant l'objet d'engagements ou de portages fermes détenus pour le compte de l'entreprise consolidante	inclure	inclure

(1) Un investisseur (normes IFRS 10) contrôle si ces 3 conditions sont réunies :

- le pouvoir sur les activités pertinentes de cette entité (analyse des droits de vote substantiels) ;
- les droits aux rendements variables ;
- la capacité d'agir sur ces rendements.

Le contrôle conjoint (normes IFRS 11) est le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une opération, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

(2) Les normes IFRS imposent la prise en compte de la substance de tous les droits de vote potentiels détenus par l'entreprise consolidante ou par des tiers pour le calcul du pourcentage de droits de vote. À condition que ces droits de vote potentiels puissent être exercés ou convertis à tout moment par leur détenteur.

**REMARQUE**

Dans les exemples suivants, l'objectif est de comprendre le lien entre la nature de l'action et les droits de vote en réglementation 99-02 du CRC. En normes IFRS, cette première étape est nécessaire mais est insuffisante.

**EXEMPLE APPLICATIF 4****Action à droit de vote double**

La société Mère détient 100 000 actions dont 10 actions à vote double.

Le capital de la filiale F1 est composé de 200 000 actions ordinaires et 20 000 actions à vote double.

Le pourcentage de contrôle de la mère M dans F1 est de :

$$\frac{100\,000 + 10\,000 \times 2}{200\,000 + 20\,000 \times 2} = 50\%$$

En règlement 99-02 du CRC et en normes IAS/IFRS, le pourcentage des droits de vote détenu par la société mère M est le même.

**EXEMPLE APPLICATIF 5****Actions à droits de vote double et droits de vote potentiel**

La société M détient 100 000 actions dont 10 actions à vote double, 10 000 obligations convertibles en actions.

Le capital de la filiale F1 est composé de 200 000 actions ordinaires et 20 000 actions à vote double.

En règlement 99-02 du CRC et en normes IAS/IFRS, le pourcentage des droits de vote détenu par la société M n'est pas le même. En normes IAS/IFRS, il faut tenir compte des droits de vote potentiel.

En règlement 99-02 du CRC :

$$\frac{100\,000 + 10\,000 \times 2}{200\,000 + 20\,000 \times 2} = 50\%$$

En normes IAS/IFRS :

$$\frac{100\,000 + 10\,000 \times 2 + 10\,000}{200\,000 + 20\,000 \times 2} = 54\%$$

**ATTENTION**

Il n'est pas possible, en normes IAS/IFRS, de déduire le niveau de contrôle à partir du calcul du pourcentage.

## SECTION 4. DISTINCTION ENTRE LIAISON DIRECTE ET LIAISON INDIRECTE

### I. DROITS DE VOTE ET CONTRÔLE

En règlement 99-02 du CRC :

- entre 100 % et 50 % : contrôle exclusif ;
- entre 50 % et 40 % : peut-être contrôle exclusif ;
- entre 40 % et 20 % : peut-être influence notable ;
- inférieur à 20 % : exclusion du périmètre.

### II. LIAISON DIRECTE

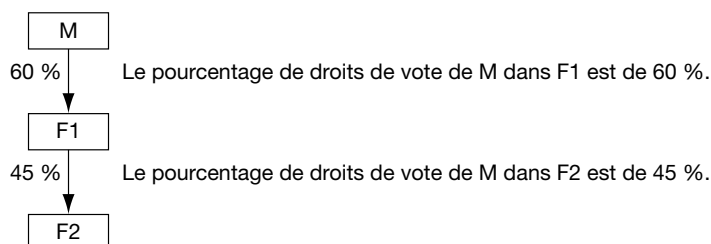
Le pourcentage de droit de vote est égal au pourcentage détenu par l'entreprise consolidante.

### III. LIAISON INDIRECTE

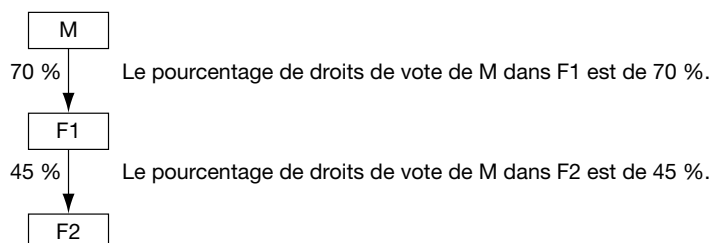
Si une entreprise du groupe est contrôlée exclusivement, cette entreprise contrôle les entreprises dans lesquelles elle détient des actions.

#### EXEMPLE APPLICATIF 6

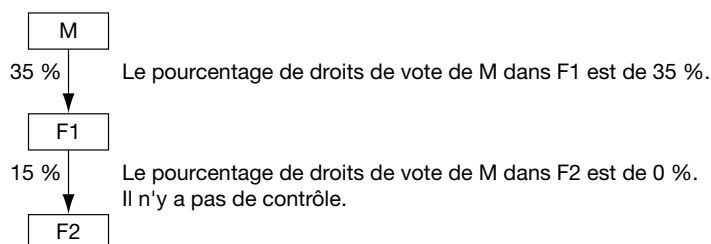
##### Cas n° 1

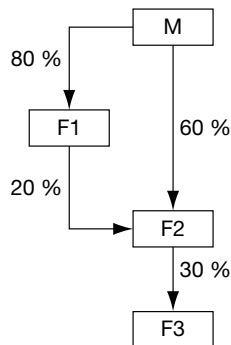


##### Cas n° 2



##### Cas n° 3

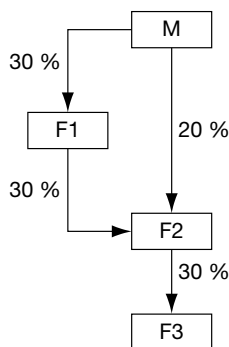


**Cas n° 4**

Le pourcentage de droits de vote de M dans F1 est de 80 %.

Le pourcentage de droits de vote de M dans F2 est de 80 %  
(60 + 20).

Donc le pourcentage de droits de vote de M dans F3 est de 30 %.

**Cas n° 5**

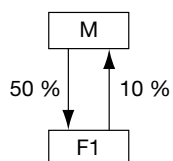
Le pourcentage de droits de vote de M dans F1 est de 30 %.

Le pourcentage de droits de vote de M dans F2 est de 20 %.  
Pour F2, il y a rupture de chaîne.

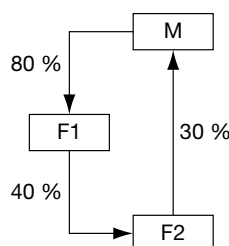
Donc M n'exerce pas de contrôle indirect sur F3.

**IV. LIAISON CIRCULAIRES OU RÉCIPROQUES****EXEMPLE APPLICATIF 7****Liaisons circulaires lorsque la société mère M est concernée**

Pour la détermination du pourcentage des droits de vote, il ne faut pas en tenir compte.

**Cas n° 1**

Le pourcentage de droits de vote de M dans F1 est de 50 %.

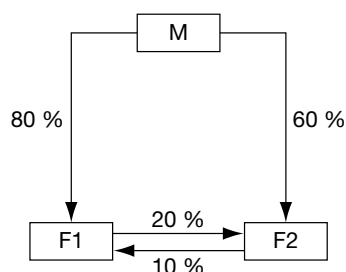
**Cas n° 2**

Le pourcentage de droits de vote de M dans F1 est de 80 %.

Le pourcentage de droits de vote de M dans F2 est de 40 %.

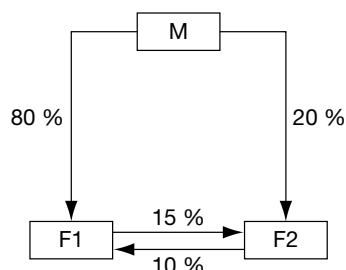
**EXEMPLE APPLICATIF 8****Liaisons réciproques entre filiales**

Pour la détermination du pourcentage des droits de vote, il faut en tenir compte.

**Cas n° 1**

Le pourcentage de droits de vote de M dans F1 est de 90 %.  
(80 % + 10 % = 90 %)

Le pourcentage de droits de vote de M dans F2 est de 80 %.  
(60 % + 20 % = 80 %)

**Cas n° 2**

Le pourcentage de droits de vote de M dans F1 est de 80 %.

Le pourcentage de droits de vote de M dans F2 est de 30 %.  
(20 % + 10 % = 30 %)

**V. LES ACTIONS PROPRES DÉTENUS PAR UNE ENTREPRISE**

Pour le calcul des droits de vote, il ne faut pas en tenir compte. Lorsqu'une entreprise détient ses propres droits de vote, ces droits de vote sont supprimés.

**Article L. 233-31 du Code de commerce**

« Lorsque des actions ou des droits de vote d'une société sont possédés par une ou plusieurs sociétés dont elle détient directement ou indirectement le contrôle, les droits de vote attachés à ces actions ou ces droits de vote ne peuvent être exercés à l'assemblée générale de la société. Il n'en est pas tenu compte pour le calcul du quorum. »

La limitation de l'autocontrôle prévue par la loi du 12 juillet 1985 avait pour objectif de priver les dirigeants sociaux « *des moyens de se procurer à bon compte, par le biais de sociétés, une majorité artificielle* ». La loi n° 89-531 du 2 août 1989 a renforcé cette limitation puisqu'elle supprime les droits de vote attachés aux actions d'autocontrôle. Les présidents, les administrateurs, les membres du directoire, les directeurs généraux ou les gérants qui, sciemment, contreviennent aux dispositions de l'article 359-1 de la loi du 24 juillet 1996, s'exposent à une amende.

Il faut distinguer deux niveaux d'autocontrôle, selon que les titres concernés ont été émis par une société consolidée autre que la société consolidante ou par la société consolidante elle-même.

Les différences entre les liaisons circulaires, réciproques et les actions propres détenus par une entreprise seront explicités dans la série 4.

Pour le calcul des droits de vote, il ne faut pas en tenir compte. Lorsqu'une entreprise détient ses propres droits de vote, ces droits de vote sont supprimés.

## CHAPITRE 4. MÉTHODES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION

### SECTION 1. LES PRINCIPES COMPTABLES

Quels sont les principes comptables que l'on doit suivre dans l'établissement des comptes consolidés ?

#### § 201 du règlement 99-02

« Les principes comptables généraux doivent être respectés. Les comptes consolidés doivent donner toutes les informations de **caractère significatif** sur le patrimoine, la situation financière ainsi que sur le résultat de l'ensemble consolidé. Les évaluations, les retraitements et les éliminations de résultats internes sont soumis à une appréciation de leur importance relative. Par ailleurs, les actifs, les passifs, les charges et les produits des entreprises consolidées sont évalués et présentés selon des méthodes homogènes au sein du groupe. En conséquence des retraitements sont opérés préalablement à la consolidation dès lors que des divergences existent entre les méthodes comptables et leurs modalités d'application retenues pour les comptes individuels des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation et celles retenues pour les comptes consolidés. »

#### Règlement n° 2005-10 du CRC

« Les comptes consolidés visent à donner une représentation homogène de l'ensemble formé par les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation, en tenant compte des caractéristiques propres à la consolidation et des objectifs d'information financière propres aux comptes consolidés (**prédominance de la substance sur l'apparence, rattachement des charges aux produits, élimination de l'incidence des écritures passées pour la seule application des législations fiscales**). »

Les principes comptables sont les mêmes sauf que le règlement CRC n° 99-02 introduit trois principes comptables généraux non prévus dans le PCG, issus des référentiels internationaux :

- **prédominance de la substance sur l'apparence ;**
- **rattachement des charges aux produits ;**
- **élimination de l'incidence des écritures passées pour la seule application des législations fiscales.**

### SECTION 2. L'HOMOGENÉITÉ ET L'INDÉPENDANCE RELATIVE

Comment additionner des comptabilités différentes ?

#### § 201 du règlement 99-02

« Par ailleurs, les actifs, les passifs, les charges et les produits des entreprises consolidées sont évalués et présentés **selon des méthodes homogènes** au sein du groupe. En conséquence des retraitements sont opérés préalablement à la consolidation dès lors que des divergences existent entre les méthodes comptables et leurs modalités d'application retenues pour les comptes individuels des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation et celles retenues pour les comptes consolidés. »

#### § 300 du règlement 99-02

« L'article L. 233-22 du Code de commerce, pris en application de l'article 29-2.a) de la septième directive, impose pour **la consolidation des méthodes homogènes**. Il n'impose pas les méthodes de l'entreprise consolidante. Les comptes consolidés sont donc établis suivant des méthodes définies par le groupe pour sa consolidation et conformes à la réglementation française, y compris

.../...

.../... les options ouvertes par le Code de commerce pour les comptes individuels et celles spécifiquement ouvertes, pour les comptes consolidés, par l'article L. 233-23 du Code de commerce et l'article 248- 8 du décret du 23 mars 1967 [...]. »

Deux notions sont structurantes et indispensables :

- **Homogénéité des comptes.**
- **Indépendance relative**, des règles d'évaluation en consolidation par rapport aux règles dans les comptes individuels (on parle d'autonomie des règles d'évaluation en consolidation).

Il est donc obligatoire dans certains cas, possibles dans d'autres, d'appliquer en consolidation des règles d'évaluation qui ne sont pas applicables aux comptes individuels, à condition bien sûr :

- de le faire dans l'intérêt particulier des comptes consolidés ;
- et de respecter les textes réglementaires de consolidation.

Ainsi, par exemple, un groupe peut provisionner dans ses comptes consolidés des engagements de retraite qu'il se borne à indiquer dans l'annexe des comptes individuels : dans les deux cas, il se conforme à l'article L. 123-13 du Code de commerce. De même, un groupe peut inscrire au résultat consolidé des écarts provenant de la conversion de créances et dettes en monnaies étrangères : il fait alors usage d'une possibilité ouverte par l'article 248-8.g) du décret.

Les groupes définissent en général leurs propres règles au sein de manuels dits « de consolidation » :

- un manuel de technique de consolidation ;
- un manuel de principes comptables et de retraitements de consolidation, relatif aux méthodes d'évaluation et de présentation des comptes entrant dans la consolidation.

**Limite à cette règle** : Néanmoins, le groupe ne peut pas, dans une situation donnée et à partir de faits identiques, apprécier risques et charges de manière différente entre les comptes consolidés et les comptes individuels ou les comptes de sous-groupes, comme par exemple les considérer comme probables dans un cas et improbables dans l'autre.

De ces principes découlent donc **des retraitements obligatoires et préférentiels**.

## I. RETRAITEMENTS OBLIGATOIRES

Afin de ne pas fausser l'image donnée par les comptes consolidés, il convient de procéder à l'élimination de l'incidence des écritures passées pour la seule application des législations fiscales du pays où se situe l'entreprise consolidée et notamment :

- la constatation ou la reprise d'amortissements dérogatoires lorsqu'une entreprise applique un système d'amortissement dégressif prévu par la législation fiscale, tout en estimant nécessaire de conserver comptablement un mode d'amortissement linéaire ;
- la constitution ou la reprise de provisions réglementées ;
- la reprise de subventions d'investissements en résultats ;
- l'inscription en charges de certains frais accessoires engendrés par l'acquisition d'immobilisations ;
- la comptabilisation en résultats de l'impact des changements de méthodes.

Liste des retraitements obligatoires en consolidation	
Règlement 99-02	Normes IFRS
<b>Principes</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prédominance de la substance sur l'apparence ;</li> <li>• rattachement des charges aux produits ;</li> <li>• élimination de l'incidence des écritures passées pour la seule application des législations fiscales ;</li> </ul>	
<b>Homogénéité des comptes</b> <b>Élimination des écritures fiscales</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Élimination des amortissements dérogatoires</li> <li>• Élimination des provisions réglementées</li> <li>• Retraitement des subventions d'investissement</li> <li>• Capitalisation de certains frais accessoires d'acquisitions d'immobilisation</li> <li>• Enregistrement en capitaux propres de l'impact des changements de méthode</li> </ul>	<b>Homogénéité des comptes</b> <b>Élimination des écritures fiscales</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Élimination des amortissements dérogatoires</li> <li>• Élimination des provisions réglementées</li> <li>• Retraitement des subventions d'investissement</li> <li>• Capitalisation de certains frais accessoires d'acquisitions d'immobilisation</li> <li>• Enregistrement en capitaux propres de l'impact des changements de méthode</li> </ul>



Liste des retraitements obligatoires en consolidation	
Règlement 99-02	Normes IFRS
Comptabilisation des impôts différés	Comptabilisation des impôts différés
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Provision pour engagement de retraite et coûts assimilés</li> <li>• Retraitement du crédit-bail</li> <li>• Étalement des frais d'émission d'emprunts et primes</li> <li>• Comptabilisation en résultat des écarts de conversion actif et passif</li> <li>• Comptabilisation des contrats à LT selon la méthode de l'avancement</li> </ul>

## II. RETRAITEMENTS PRÉFÉRENTIELS (§ 300)

Certaines méthodes sont considérées comme préférentielles dans les comptes consolidés ; ainsi (règlement n° 2004-03 du CRC) :

- **Les coûts des prestations de retraite et des prestations assimilées** (indemnités de départ, retraites, compléments de retraite, couverture médicale, prestations de maladie et de prévoyance...) versées à la date du départ à la retraite ou ultérieurement, au bénéfice du personnel mis à la charge de l'entreprise, devraient être provisionnés et systématiquement pris en compte dans le résultat sur la durée d'activité des salariés.
- **Les contrats de location financement.**
- **Les frais d'émission et les primes de remboursement et d'émission des emprunts obligataires** devraient être systématiquement étalés sur la durée de vie de l'emprunt.
- **Les écarts de conversion des actifs et passifs monétaires libellés en devises** devraient être enregistrés en résultat au cours de la période à laquelle ils se rapportent.
- **Les opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice (prestations de services ou fournitures de biens)** devraient être comptabilisées suivant la méthode de l'avancement.

Le choix d'utiliser ces méthodes préférentielles est irréversible ; en cas de non-application d'une méthode, son impact sur le bilan et le compte de résultat est donné en annexe sauf en ce qui concerne la méthode de l'avancement lorsque les données de gestion ne permettent pas de donner une information fiable.

Liste des retraitements préférentiels en règlement 99-02 du CRC	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Provision pour engagement de retraite et coûts assimilés</li> <li>• Retraitement du crédit-bail</li> <li>• Étalement des frais d'émission d'emprunts et primes</li> <li>• Comptabilisation en résultat des écarts de conversion actif et passif</li> <li>• Comptabilisation des contrats à LT selon la méthode de l'avancement</li> </ul>	Ces retraitements sont <b>obligatoires</b> en normes IFRS

Ces retraitements obligatoires et préférentiels sont des travaux réalisés dans chaque entité à partir des comptes individuels. Ce sont des travaux de pré-consolidation. Puis, à partir de ces comptes individuels retraités, les travaux de consolidation sont réalisés, c'est-à-dire l'addition des comptes selon le type de contrôle en fonction du pourcentage d'intérêt. La somme de toutes ces entités oblige à éliminer les profits et les pertes internes, ainsi que les dividendes intra-groupes. La dernière étape est l'élimination des titres de participation et des capitaux propres de la filiale ainsi que l'analyse et la comptabilisation des éventuels écarts entre ces deux éléments. Une fois les travaux de consolidation réalisés, les comptes de groupe sont établis.

## CHAPITRE 5. LES ÉTATS DE SYNTHÈSE OBLIGATOIRES

Le bilan, le compte de résultat, le tableau de variation des capitaux propres sont obligatoires ainsi que le tableau de flux de trésorerie. L'annexe est également obligatoire et est un élément indispensable pour comprendre les comptes.

### **SECTION 1. DATE DE CLÔTURE DES COMPTES CONSOLIDÉS (ART. L. 233-25 ET § 202)**

Les comptes consolidés sont généralement établis à la date de clôture des comptes de la société consolidante. Dans le cas exceptionnel où la plupart des entités consolidées clôturent leur exercice à une autre date que celle qui est adoptée par la société consolidante, la consolidation peut être effectuée, sous réserve qu'il en soit justifié dans l'annexe :

- soit à la date de clôture retenue par la plupart des entités consolidées ;
- soit à la date de clôture retenue par la société consolidante pour ses comptes individuels.

#### **REMARQUE**

La consolidation des entités qui ne clôturent pas à la date retenue pour les comptes consolidés est effectuée sur la base de comptes intermédiaires contrôlés par un commissaire aux comptes ou, s'il n'en est point, par un professionnel chargé du contrôle des comptes. Si la date de clôture de l'exercice d'entreprises comprises dans la consolidation n'est pas antérieure de plus de trois mois à la date de clôture de l'exercice de consolidation, il n'est pas nécessaire d'établir des comptes intermédiaires, à condition de prendre en compte les opérations significatives entre les deux dates.

#### **Certification des comptes consolidés**

Les personnes et entités astreintes à publier des comptes consolidés **désignent au moins deux commissaires aux comptes (CAC) titulaires** (art. L. 823-2). Les CAC de la société consolidante et ceux des entités consolidées sont, les uns à l'égard des autres, libérés du secret professionnel.

Les CAC certifient que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### **SECTION 2. BILAN, COMPTE DE RÉSULTAT ET TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS, ANNEXE, RAPPORT DE GESTION**

En règlement 99-02 du CRC, les documents de synthèse consolidés comprennent obligatoirement le bilan, le compte de résultat et une annexe qui forment un tout indissociable et doivent être présentés sous une forme comparative avec l'exercice précédent. L'annexe comprend le tableau de variation de capitaux propres et le tableau de flux de trésorerie. Les modèles de tableaux présentés ci-après sont indicatifs ; en revanche, la liste des informations devant figurer dans les différents documents de synthèse sont des informations minimales obligatoires pour autant qu'elles soient significatives. D'autres agrégats, que ceux présentés dans les modèles de tableaux ci-après, peuvent être retenus par les groupes à condition d'en donner une définition précise dans l'annexe.

En normes IAS/IFRS, les documents de synthèse consolidés comprennent obligatoirement le bilan, le compte de résultat, le tableau de variation de capitaux propres et le tableau de flux de trésorerie et une annexe.

## I. BILAN RÈGLEMENT 99-02 DU CRC (§ 4)

Le bilan consolidé est présenté sous forme de tableau (ou éventuellement sous forme de liste pour les entreprises qui le faisaient précédemment). Il est établi avant répartition (ou éventuellement avant et après répartition).

Actif	Exercice N	Exercice N-1	Passif	Exercice N	Exercice N-1
<b>Actif immobilisé</b> Écarts d'acquisition Immobilisations incorporelles Immobilisations corporelles Immobilisations financières Titres mis en équivalence <b>Actif circulant</b> Stocks et en-cours Clients et comptes rattachés Autres créances et comptes de régularisation Valeurs mobilières de placement Disponibilités <b>Total de l'actif</b>			<b>Capitaux propres (part du groupe)</b> Capital <sup>(1)</sup> Primes <sup>(1)</sup> Réserves et résultats consolidés <sup>(2)</sup> Autres <sup>(3)</sup> <b>Intérêts minoritaires</b> <b>Provisions pour risques et charges</b> <b>Dettes</b> Emprunts et dettes financières Fournisseurs et comptes rattachés Autres dettes et comptes de régularisation <b>Total du passif</b>		

(1) De l'entreprise mère consolidante.

(2) Dont résultat net de l'exercice.

(3) À détailler dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés (part du groupe).

## II. COMPTE DE RÉSULTAT RÈGLEMENT 99-02 DU CRC (§ 41)

Le compte de résultat consolidé est présenté sous forme de liste (ou éventuellement de tableau) selon un classement des produits et des charges soit par nature, soit par destination.

Dans tous les cas, il convient de retenir une forme synthétique comportant les lignes spécifiques liées à la consolidation.

### Résultat par action et résultat dilué par action

Le règlement 99-02 ne précise pas les modalités de calcul du résultat par action. L'avis 27 de l'OEC donne les dispositions suivantes. La publication par un groupe de ses résultats par action oblige à présenter les deux informations suivantes :

- le résultat de base par action, établi à partir du nombre d'actions en circulation ;
- le résultat dilué par action, calculé en sus du résultat de base par action en cas d'émission d'instruments dilutifs.

C'est l'entreprise consolidante qui établit le résultat par action et le résultat dilué par action. Lorsqu'il existe plusieurs catégories de titres négociés sur un marché actif ayant des modes de rémunération différents, il convient de calculer un résultat par action pour chacune de ces catégories

### Classement des charges et produits par nature

	Exercice N	Exercice N-1
Chiffre d'affaires		
Autres produits d'exploitation		
Achats consommés		
Charges de personnel <sup>(1)</sup>		
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
<b>Résultat d'exploitation</b>		
Charges et produits financiers		
<b>Résultat courant des entreprises intégrées</b>		
Charges et produits exceptionnels		
Impôts sur les résultats		
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>		
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		
Intérêts minoritaires		
<b>Résultat net (part du groupe)</b>		
Résultat par action		
Résultat dilué par action		

(1) Y compris participation des salariés.

### Classement des charges et produits par destination

	Exercice N	Exercice N-1
Chiffre d'affaires		
Coût des ventes		
Charges commerciales		
Charges administratives		
Autres charges et produits d'exploitation		
<b>Résultat d'exploitation</b>		
Charges et produits financiers		
<b>Résultat courant des entreprises intégrées</b>		
Charges et produits exceptionnels		
Impôts sur les résultats		
Résultat net des entreprises intégrées		
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		
Intérêts minoritaires		
<b>Résultat net (part du groupe)</b>		
Résultat par action		
Résultat dilué par action		

## III. TABLEAU DE FINANCEMENT PAR L'ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE RÈGLEMENT 99-02 DU CRC

Ce tableau est communément appelé tableau des flux de trésorerie.

### A. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le tableau des flux de trésorerie présente, pour l'exercice, les entrées et sorties de disponibilités et de leurs équivalents, classées en activité d'exploitation, d'investissement et de financement.

Les placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de liquidités et dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative, sont considérés comme des équivalents de disponibilités.

Les activités d'exploitation sont les principales activités génératrices de revenus et toutes activités autres que celles qui sont définies comme étant des activités d'investissement ou de financement.

Les activités d'investissement sont l'acquisition et la cession d'actifs à long terme et de tout autre investissement (sauf ceux réalisés par location financement) qui n'est pas inclus dans les équivalents de liquidités.

Les activités de financement sont les activités qui entraînent des changements quant à l'ampleur et à la composition des capitaux propres et des capitaux empruntés de l'entreprise.

## B. MODALITÉS DE PRÉSENTATION DU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

### 1. Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Une entreprise doit présenter les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, en utilisant :

- soit la méthode directe, suivant laquelle des informations sont fournies sur les principales catégories d'entrées et de sorties de fonds brutes ;
- soit la méthode indirecte, suivant laquelle le résultat net est corrigé pour tenir compte de l'incidence des opérations n'ayant pas un caractère monétaire, de tout report ou régularisation d'encaissements ou de décaissements passés ou futurs liés à l'exploitation ainsi que des éléments de produits ou de charges associés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

### 2. Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement et de financement

Une entreprise doit présenter les principales catégories d'entrées et de sorties de fonds liées aux activités d'investissement et de financement pour leur montant brut.

### 3. Possibilité de présentation des flux de trésorerie pour un montant net

Par dérogation aux règles énoncées ci-avant, certains flux de trésorerie provenant des opérations d'exploitation, d'investissement ou de financement suivantes peuvent être présentés pour leur montant net :

- variation des dettes et créances financières lorsque le tableau des flux de trésorerie est présenté sous la forme d'une analyse de la variation de l'endettement net ; dans ce cas, l'entreprise doit détailler dans l'annexe le montant de l'endettement net par rapport aux soldes du bilan ainsi que les variations de ses composantes pendant l'exercice,
- encaissements et paiements pour le compte de clients lorsque les flux de trésorerie découlent des activités du client et non de celles de l'entreprise ;
- encaissements et paiements concernant des éléments ayant un rythme de rotation rapide, un montant élevé et des échéances brèves.

### Modèle de tableau de flux de trésorerie à partir du résultat net des entreprises intégrées (méthode indirecte)

Flux de trésorerie liés à l'activité	N	N-1
Résultat net des sociétés intégrées		
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
• Amortissements et provisions <sup>(1)</sup>		
• Variation des impôts différés		
• Plus-values de cession, nettes d'impôt		
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité <sup>(2)</sup>		
Flux net de trésorerie généré par l'activité		
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations		
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt		
Incidence des variations de périmètre <sup>(3)</sup>		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		

<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentations de capital en numéraire		
Émissions d'emprunts		
Remboursements d'emprunts		
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		
<b>Variation de trésorerie</b>		
Trésorerie d'ouverture		
Trésorerie de clôture		
<b>Incidence des variations de cours des devises</b>		

(1) À l'exclusion des provisions sur actif circulant.

(2) À détailler par grandes rubriques (stocks, créances d'exploitation, dettes d'exploitation).

(3) Prix d'achat ou de vente augmenté ou diminué de la trésorerie acquise ou versée – à détailler dans une note annexe.

### Modèle de tableau des flux de trésorerie à partir du résultat d'exploitation des entreprises intégrées (méthode directe)

<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>	<b>N</b>	<b>N-1</b>
Résultat d'exploitation des entreprises intégrées		
Élimination des charges et produits d'exploitation sans incidence sur la trésorerie :		
• Amortissements et provisions <sup>(1)</sup>		
Résultat brut d'exploitation		
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation <sup>(2)</sup>		
<b>Flux net de trésorerie d'exploitation</b>		
Autres encaissements et décaissements liés à l'activité :		
• Frais financiers		
• Produits financiers		
• Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
• Impôt sur les sociétés, hors impôt sur les plus-values de cession		
• Charges et produits exceptionnels liés à l'activité		
• Autres		
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations		
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt		
Incidence des variations de périmètre <sup>(3)</sup>		
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentations de capital en numéraire		
Émissions d'emprunts		
Remboursements d'emprunts		
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		
<b>Variation de trésorerie</b>		
Trésorerie d'ouverture		
Trésorerie de clôture		
<b>Incidence des variations de cours des devises</b>		

(1) À l'exclusion des provisions sur actif circulant.

(2) À détailler par grandes rubriques (stocks, créances d'exploitation, dettes d'exploitation).

(3) Prix d'achat ou de vente augmenté ou diminué de la trésorerie acquise ou versée – à détailler dans une note annexe.

## IV. ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDÉS (§ 42)

L'annexe des comptes consolidés est un document très important. Les informations sont essentielles à l'analyse des comptes.

### A. PRINCIPES GÉNÉRAUX

L'annexe doit comporter toute information de caractère significatif permettant aux utilisateurs des comptes consolidés de porter une appréciation sur le patrimoine, la situation financière et le résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation. L'information porte au minimum sur l'exercice écoulé et sur le précédent.

La liste des informations recensées ci-après, dont l'ordre est indicatif, ne doit en aucun cas être considérée comme limitative. En revanche, celles qui ne présentent pas un caractère significatif ne sont pas à fournir.

### B. LISTE DES INFORMATIONS

#### 1. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation (règlement n° 2005-10 du CRC)

##### a. Référentiel comptable

Référence aux règles françaises et, le cas échéant, aux règles internationales ou à des règles internationalement reconnues.

##### b. Modalités de consolidation

- méthodes de consolidation ;
- détermination de l'écart d'acquisition, justification en cas d'écart d'acquisition négatif ; détermination de la valeur d'entrée des actifs et passifs ; modalités d'amortissements des écarts d'acquisition positifs y compris les dépréciations, et modalités de reprise des écarts d'acquisition négatifs ; justification en cas d'imputation, le cas échéant, des écarts d'acquisition sur les capitaux propres ;
- information sur les méthodes de conversion utilisées pour la consolidation des filiales étrangères et analyse des écarts de conversion résultant de leur intégration dans les comptes consolidés en précisant les écarts de conversion provenant de la zone euro ; le cas échéant indicateurs retenus pour déterminer si les entreprises étrangères sont situées dans des pays à forte inflation ; évolution de ces indicateurs au cours de la période et des deux périodes précédentes pour les filiales concernées ;
- date(s) de clôture des exercices des entreprises consolidées si la date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est différente de celle de la plupart d'entre elles.

##### c. Méthodes et règles d'évaluation

- frais de recherche et développement : activation ou charge (méthodes d'amortissement le cas échéant) ;
- immobilisations corporelles ou incorporelles, durées de vie usuelles et méthodes d'amortissements, règles de dépréciation ;
- subventions d'investissement ;
- stocks et travaux en cours ;
- créances et dettes en monnaies étrangères ;
- prise en compte des produits et opérations partiellement exécutées à la clôture de l'exercice ;
- contrats de location financement ;
- comptabilisation des instruments financiers ;
- provisions pour pertes et charges ;
- engagements de retraite et prestations assimilées ;



- impôts différés ;
- comptabilisation des « stocks options » accordés aux salariés ;
- précision sur les critères retenus pour identifier les charges et produits exceptionnels ;
- modalités de calcul des résultats par action.

#### **d. Non application des méthodes préférentielles**

Si les méthodes préférentielles ne sont pas appliquées, indication de l'impact sur le bilan et le compte de résultat de cette non-application.

## **2. Informations relatives au périmètre de consolidation**

- indication des critères retenus par le groupe pour définir son périmètre de consolidation ;
- identification des entreprises consolidées, ainsi que de la fraction de leur capital détenue directement et indirectement, et leur mode de consolidation ;
- justification, pour certaines entreprises contrôlées, de l'utilisation de la méthode de mise en équivalence ;
- justification des cas d'intégration globale lorsque la fraction des droits de vote détenus est inférieure ou égale à 40 % ;
- justification des cas d'exclusion de l'intégration globale lorsque la fraction des droits de vote détenus est supérieure à 50 % ;
- justification des cas de consolidation par la méthode de mise en équivalence lorsque la fraction des droits de vote détenus est inférieure à 20 % ;
- justification des cas d'exclusion de la mise en équivalence lorsque la fraction des droits de vote détenus est supérieure à 20 % ;
- indication des motifs qui justifient la non-consolidation de certaines entreprises.

## **3. Comparabilité des comptes**

- justification des changements comptables et de leur incidence sur le résultat consolidé et les capitaux propres ;
- dans le cas de l'acquisition d'une entreprise à consolider par intégration globale ou proportionnelle, indication à la date de son entrée dans le périmètre de toutes les informations utiles concernant le coût d'acquisition des titres, le montant de l'écart d'acquisition et l'impact de l'acquisition sur tout poste du bilan, du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie présenté au titre de l'exercice d'acquisition ; ces informations prennent, de préférence, la forme de comptes *pro forma* présentant les comptes de résultat de l'exercice clos et ceux de l'exercice précédent selon un même périmètre en tenant compte des amortissements des écarts d'acquisition et frais financiers entraînés par l'acquisition ;
- dans le cas particulier d'une acquisition comptabilisée en application de la méthode dérogatoire, indication des entreprises concernées et des mouvements qui en résultent sur les réserves ;
- dans le cas de variations ultérieures du périmètre ou des méthodes de consolidation, indication de toutes les informations utiles concernant l'incidence des changements significatifs portant sur tout poste du bilan, du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie affecté de façon significative par cette modification du pourcentage de détention ; ces informations prennent, de préférence, la forme de comptes *pro forma* présentant les comptes de résultat de l'exercice clos et ceux de l'exercice précédent selon un même périmètre et avec les mêmes méthodes de consolidation, en tenant compte des amortissements des écarts d'évaluation et des produits financiers ;
- mention des informations significatives concernant le coût ou le prix des acquisitions et cessions effectuées entre la date de clôture de l'exercice et la date d'arrêté des comptes.

#### 4. Explications des postes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations (règlement n° 2004-14 du CRC) (règlement n° 2005-10)

##### a. Postes d'actifs immobilisés

Pour chacun des postes d'actifs immobilisés présentés au bilan :

- indication des valeurs brutes, amortissements, dépréciations ;
- analyse commentée des principaux soldes et mouvements de l'exercice.

Autres informations relatives aux postes d'actifs immobilisés :

- écarts d'acquisition : cas exceptionnel justifiant leur affectation dans les capitaux propres ;
- immobilisations et amortissements : montant des biens inscrits dans les immobilisations qui font l'objet de contrats de location financement, par catégorie d'immobilisation, ainsi que modalités de dépréciation ;
- titres mis en équivalence : indication des contributions aux capitaux propres et aux résultats consolidés des principales entreprises composant ce poste ;
- titres de participation non consolidés : liste des principales entreprises composant ce poste en précisant leur identification, la fraction du capital détenu directement ou indirectement, le montant de leurs capitaux propres, le résultat du dernier exercice, ainsi que la valeur nette comptable des titres concernés ; indication de la valeur boursière des titres cotés ;
- titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP) : liste des principales entreprises composant ce poste et indication de la valeur boursière des titres cotés.

##### b. Autres postes du bilan

###### Stocks :

- indication des principales composantes, montant des valeurs brutes et des dépréciations.

###### Créances :

- ventilation par nature ;
- ventilation par échéance (moins d'un an, plus d'un an et plus de cinq ans) ;
- montant des valeurs brutes et des dépréciations.

###### Titres de placement :

- indication de la valeur boursière des titres cotés.

**Tableau de variation des capitaux propres consolidés (part du groupe)**

Tableau de variation des capitaux propres consolidés (part du groupe)										
	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Autres					Total capitaux propres
					Écarts de conversion	Écarts de réévaluation	Titres de l'entreprise consolidante	...	Total Autres	
Situation à la clôture N-2										
Mouvements <sup>(1)</sup>										
Situation à la clôture N-1										
Mouvements <sup>(1)</sup>										
Situation à la clôture N <sup>(2)</sup>										

(1) Les mouvements les plus significatifs doivent être identifiés un par un et les autres regroupés sur une ligne intitulée « Autres mouvements ».

(2) Cette ligne du tableau reprend, en les détaillant le cas échéant, les montants inscrits dans la rubrique « Capitaux propres (Part du groupe) » du bilan.

Les variations des capitaux propres consolidés peuvent avoir notamment pour origine :

- les variations du capital de l'entreprise consolidante ;
- l'acquisition ou la cession de titres d'autocontrôle ;

- l'incidence éventuelle des réévaluations ; dans ce cas sont fournis les indications sur la méthode de réévaluation retenue, l'écart dégagé, son incidence sur les écarts d'évaluation et d'acquisition ainsi que sur les dotations aux amortissements et provisions relatifs aux biens réévalués ;
- la part de l'entreprise consolidante dans le résultat consolidé de l'exercice « Résultat net (part du groupe) » ;
- les distributions effectuées par l'entreprise consolidante au cours de l'exercice ;
- l'incidence des variations de taux de conversion ;
- les changements de méthodes comptables ;
- l'imputation éventuelle de l'écart d'acquisition sur les capitaux propres.

**Le tableau de variation des capitaux propres peut être complété par un tableau de variation des intérêts minoritaires.**

**Provisions : (règlement n° 2005-10 du CRC)**

- analyse commentée des principaux soldes et mouvements.

**Impôts sur les bénéfices : (règlement n° 2005-10 du CRC)**

- ventilation entre impôts différés et impôts exigibles ;
- rapprochement entre la charge d'impôt totale comptabilisée dans le résultat et la charge d'impôt théorique calculée en appliquant au résultat comptable avant impôt le taux d'impôt applicable à l'entreprise consolidante sur la base des textes fiscaux en vigueur. Parmi les éléments en rapprochement se trouve l'incidence de taux d'impôt réduits ou majorés pour certaines catégories d'opérations, et de différences de taux d'impôt pour les résultats obtenus par l'activité exercée dans d'autres pays que celui de l'entreprise consolidante ;
- indication du montant des actifs d'impôts différés non comptabilisés du fait que leur récupération n'est pas jugée probable avec une indication de la date la plus lointaine d'expiration ;
- ventilation des actifs et passifs d'impôts différés comptabilisés par grande catégorie : différences temporaires, crédits d'impôts ou reports fiscaux déficitaires ;
- justification de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé lorsque l'entreprise a connu
- une perte fiscale récente.

**Emprunts et dettes financières :**

- ventilation par nature, avec notamment l'indication des montants correspondant à des contrats de crédit-bail retraités ;
- ventilation par principales devises, par échéance (moins d'un an, plus d'un an et plus de cinq ans), par nature de taux (fixe, variable), en prenant en compte les instruments de couverture y afférent ;
- état des sûretés réelles accordées en garantie.

**Instruments financiers : (règlement n° 2004-14 du 25 novembre 2004)**

- information sur la valeur de marché des instruments financiers comparée à la valeur inscrite dans les comptes ;
- informations sur les risques de taux, risque de change et risque de contrepartie sur l'ensemble des instruments financiers ;
- informations sur les couvertures de transactions futures ;
- les indications sur le volume et la nature des instruments.

**Engagements hors bilan :**

- informations relatives aux effets escomptés non échus et autres engagements donnés ou reçus ;
- informations relatives aux autres risques et engagements.

**Méthodes préférentielles : (règlement n° 2005-10 du CRC) :**

Quand les entreprises appliquent les méthodes préférentielles pour comptabiliser les coûts de développement, les engagements de retraite et avantages similaires, les contrats de location financement, les contrats à long terme, elles doivent indiquer expressément dans l'annexe la référence et les modalités d'application de la méthode de comptabilisation utilisée. Il en est de même pour la détermination des indices de perte de valeur et les modalités de calcul utilisées pour les tests de dépréciation prévus au 1<sup>er</sup> alinéa du § 21130.

**c. Postes du compte de résultat****Charges de personnel :**

- charge globale (en cas de classement par destination) ;
- effectif moyen employé par les entreprises consolidées par intégration globale et quote-part contrôlée des effectifs employés par les entreprises consolidées par intégration proportionnelle, ventilé par catégorie.

**Frais de recherche et de développement :**

- montant des frais de recherche et développement inscrits en charges, y compris la dotation aux amortissements des frais immobilisés.

**Amortissements et dépréciations :**

- montant de la dotation aux amortissements ;
- montant de la dotation aux dépréciations.

**Charges et produits financiers :**

- principaux composants et notamment indication des écarts de conversion éventuellement inclus dans ces postes ;
- charges financières incluses dans la production immobilisée, vendue ou stockée.

**Produits et charges exceptionnels :**

- principaux composants ;
- indication de la part de l'impôt sur les bénéfices et, si elle est significative, la part des minoritaires qui leur correspondent.

**6. Autres informations (règlement n° 2004-03 du CRC)****Informations sectorielles :**

- comptes synthétiques des entreprises consolidées dont les comptes sont structurés de manière très différente de l'ensemble des entreprises du périmètre ;
- ventilation du chiffre d'affaires et des immobilisations ou des actifs employés par zone géographique ou monétaire et par secteur d'activité ;
- ventilation du résultat d'exploitation par zone géographique et/ou par secteur d'activité selon le mode d'organisation choisi par le groupe. Pour les besoins de cette information sectorielle, un secteur d'activité ou une zone géographique est défini comme un ensemble homogène de produits, services, métiers ou pays qui est individualisé au sein de l'entreprise, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles. La segmentation adoptée pour l'analyse sectorielle devrait être issue de celle qui prévaut en matière d'organisation interne de l'entreprise. Les secteurs d'activités ou les zones géographiques représentant moins de 10 % du total consolidé peuvent être regroupés.

**Événements postérieurs à la clôture :**

- information sur les événements postérieurs à la clôture d'importance significative n'ayant pas donné lieu à un enregistrement au bilan, ni au compte de résultat.

**Entités ad hoc : (règlement n° 2004-03 du CRC)**

- information sur l'activité, les actifs, passifs et résultats des entités ad hoc issues d'opérations de cessions de créances (fonds communs de créances ou autres organismes étrangers visés au paragraphe 10052) lorsqu'elles n'ont pas été consolidées.

**Entreprises liées :**

- informations relatives aux transactions avec les entreprises liées non consolidées par intégration globale ou proportionnelle : nature des relations entre les entreprises liées, nature et éléments de ces opérations nécessaires à la compréhension du bilan, du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie.

**Dirigeants :**

- montant des rémunérations allouées, au titre de l'exercice, aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance de l'entreprise consolidante, à raison de leurs fonctions dans des entreprises contrôlées ; cette information est donnée de façon globale pour les membres de chacun de ces organes ;

- engagements en matière de pensions et indemnités assimilées dont bénéficient les membres et les anciens membres des organes susvisés ; cette information est donnée de façon globale pour les membres de chacun de ces organes ;
- avances et crédits accordés aux membres des organes susvisés par l'entreprise consolidante et par les entreprises placées sous son contrôle, avec l'indication des conditions consenties.

## V. NORMES IAS/IFRS

En normes IAS/IFRS, les documents de synthèse consolidés comprennent obligatoirement le bilan, le compte de résultat, le tableau de variation de capitaux propres et le tableau de flux de trésorerie et une annexe.

### A. LES « NOTES ANNEXÉES AUX ÉTATS FINANCIERS »

Ces notes doivent (IAS 1, § 91) :

- « [...] présenter des informations sur la base d'établissement des états financiers et sur les méthodes comptables spécifiques choisies et appliquées aux transactions et événements importants ;
- indiquer les informations imposés par les Normes comptables internationales qui ne sont pas présentées par ailleurs dans les états financiers ; et
- fournir des informations supplémentaires qui ne sont pas présentées dans le corps des états financiers mais qui sont nécessaires à une image fidèle. »

Il n'y a donc pas de différence de fond en ce qui concerne l'annexe entre l'IAS 1 et la réglementation française. Dans la pratique, beaucoup d'entreprises françaises suivent les prescriptions de l'IAS 1 relatives à la présentation de l'annexe (§ 92).

#### Le compte de résultat proposé par l'IASB/IAS

Dans sa version applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009, l'IAS 1 (« Présentation des états financiers ») offre deux possibilités de présentation des charges et des produits :

- dans un état unique de résultat global (*statement of comprehensive income*) ;
- ou dans deux états : un état séparé de résultat traditionnel (*separate income statement*) et un deuxième état qui, à partir de ce premier résultat, débouche sur le résultat global.

### B. L'ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL (STATEMENT OF COMPREHENSIVE INCOME)

En ce qui concerne son contenu, la norme se borne à donner une liste minimale d'informations qui doivent y figurer, à savoir (certaines de ces informations ne concernent que les groupes) :

- les produits des activités ordinaires ;
- les charges financières ;
- la quote-part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence ;
- la charge d'impôt sur le résultat ;
- le total, d'une part, du profit ou de la perte après impôt des activités abandonnées et, d'autre part, du profit ou de la perte après impôt comptabilisé (e) résultant de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente, ou de la cession des actifs ou du (des) groupe (s) destiné (s) à être cédé (s) constituant l'activité abandonnée ;
- le résultat traditionnel ;
- les autres éléments du résultat global classés par nature ;
- la quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (lorsqu'il s'agit du compte de résultat d'un groupe) ;
- et le résultat global total.

## SECTION 3. RAPPORT DE GESTION DU GROUPE

### Spécificités du rapport de gestion du groupe

Le rapport de gestion groupe est un document dans lequel les organes de direction du groupe rendent compte à l'assemblée des actionnaires de leur gestion au cours de l'exercice écoulé. Le rapport de gestion accompagne obligatoirement les comptes consolidés annuels présentés à l'assemblée. Il est établi par les mêmes organes que ceux qui arrêtent les comptes annuels. Si la société établit des comptes consolidés, elle peut établir un rapport unique, rapport sur la gestion du groupe et rapport de gestion de la société mère (C. com. art. L. 233-26 et art. L. 233-6, al. 2).

## SYNTHÈSE

Distinction entre pourcentage de contrôle et d'intérêt en réglementation française	
Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
Pourcentage de droit de vote détenu par la société mère dans la société concernée	Part de capital détenue directement ou indirectement par la société mère
Sert à déterminer : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le périmètre de consolidation</li> <li>• les méthodes à appliquer</li> </ul>	Sert de base au calcul des droits financiers de la mère dans les sociétés consolidées
Mesure le lien de dépendance et sert à déterminer où est le pouvoir	Mesure l'implication financière et sert à déterminer les dividendes

### Définition différente du pourcentage de contrôle en norme IFRS :

La norme IFRS 10 fait non seulement référence au pourcentage de contrôle, mais aussi à un ensemble de faits et de circonstances. Pour déterminer le contrôle, il peut, donc, y avoir pouvoir avec majorité des droits de vote, majorité des droits de vote mais pas de pouvoir, pouvoir sans majorité des droits de vote. (cf. titre 3)

Pour le calcul du pourcentage de contrôle :	Règlement CRC 99-02	Normes IFRS
		<b>Attention le calcul des droits de votes n'est pas suffisant, il faut tenir compte de l'ensemble des faits et des circonstances (IFRS 10)<sup>(1)</sup></b>
Les actions à dividende prioritaires (ADP) sans droits de vote	exclure	exclure
Les certificats d'investissement	exclure	exclure
Les actions propres	exclure	exclure
<b>Les droits de vote potentiels<sup>(2)</sup> : (les obligations convertibles, les actions non libérées)</b>	exclure	<b>inclure</b>
Les actions à droits de vote double	inclure	inclure
Les certificats de droits de vote	inclure	inclure
Les titres faisant l'objet d'engagements ou de portages fermes détenus pour le compte de l'entreprise consolidante	inclure	inclure

(1) Un investisseur (normes IFRS 10) contrôle si ces 3 conditions sont réunies :

- le pouvoir sur les activités pertinentes de cette entité (analyse des droits de vote substantiels) ;
- les droits aux rendements variables ;
- la capacité d'agir sur ces rendements.

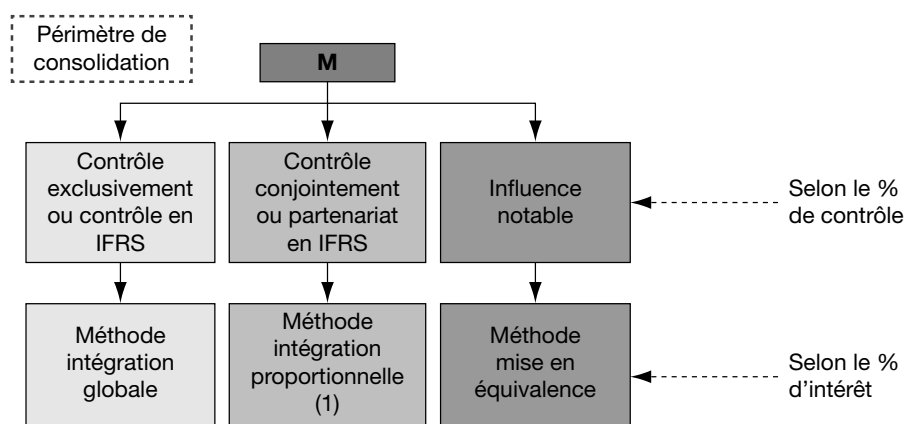
Le contrôle conjoint (normes IFRS 11) est le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une opération, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

(2) Les normes IFRS imposent la prise en compte de la substance de tous les droits de vote potentiels détenus par l'entreprise consolidante ou par des tiers pour le calcul du pourcentage de droits de vote. À condition que ces droits de vote potentiels puissent être exercés ou convertis à tout moment par leur détenteur.



Liste des retraitements obligatoires en consolidation	
Règlement 99-02	Normes IFRS
<b>Principes</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prédominance de la substance sur l'apparence ;</li> <li>• rattachement des charges aux produits ;</li> <li>• élimination de l'incidence des écritures passées pour la seule application des législations fiscales.</li> </ul>	
<b>Homogénéité des comptes</b> <b>Élimination des écritures fiscales</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Élimination des amortissements dérogatoires</li> <li>• Élimination des provisions réglementées</li> <li>• Retraitement des subventions d'investissement</li> <li>• Capitalisation de certains frais accessoires d'acquisitions d'immobilisation</li> <li>• Enregistrement en capitaux propres de l'impact des changements de méthode</li> </ul>	<b>Homogénéité des comptes</b> <b>Élimination des écritures fiscales</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Élimination des amortissements dérogatoires</li> <li>• Élimination des provisions réglementées</li> <li>• Retraitement des subventions d'investissement</li> <li>• Capitalisation de certains frais accessoires d'acquisitions d'immobilisation</li> <li>• Enregistrement en capitaux propres de l'impact des changements de méthode</li> </ul>
<b>Comptabilisation des impôts différés</b>	<b>Comptabilisation des impôts différés</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Provision pour engagement de retraite et coûts assimilés</li> <li>• Retraitement du crédit-bail</li> <li>• Étalement des frais d'émission d'emprunts et primes</li> <li>• Comptabilisation en résultat des écarts de conversion actif et passif</li> <li>• Comptabilisation des contrats à LT selon la méthode de l'avancement</li> </ul>

Liste des retraitements préférentiels du règlement 99-02 du CRC	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Provision pour engagement de retraite et coûts assimilés</li> <li>• Retraitement du crédit-bail</li> <li>• Étalement des frais d'émission d'emprunts et primes</li> <li>• Comptabilisation en résultat des écarts de conversion actif et passif</li> <li>• Comptabilisation des contrats à LT selon ma méthode de l'avancement</li> </ul>	Ces retraitements sont <b>obligatoires</b> en normes IFRS



(1) Pour le partenariat, les méthodes peuvent être l'intégration proportionnelle ou la mise en équivalence.

### Processus de consolidation en règlement 99-02 du CRC

Les quatre étapes sont similaires en normes IAS/IFRS et en règlement 99-02 du CRC.  
Les quatre étapes sont présentées en règlement 99-02 du CRC.

#### Première étape : Travaux préparatoires

Détermination du périmètre de consolidation (identification des entités pouvant être exclues)  
Détermination des méthodes de consolidation



**Deuxième étape : Opération de traitement de chaque entité consolidée**

1. Report des comptes individuels (comptes de bilan et comptes de gestion)
2. Retraitements préalables à la consolidation et retraitements d'homogénéité :
  - a. Application des méthodes d'évaluation et de présentation retenues pour le groupe (choix de gestion)
  - b. Retraitements obligatoires
  - c. Retraitements optionnels, application des méthodes préférentielles
  - d. Conversion des comptes libellés en monnaie étrangère

**Troisième étape : Consolidation**

1. Cumul des comptes retraités :
  - Report à 100 % pour les entités intégrées globalement
  - Report limité au pourcentage d'intérêts intégrés, pour les entités intégrées proportionnellement
  - Pas de report pour les sociétés mises en équivalence
2. Retraitements de consolidation :
  - Élimination des comptes réciproques des entreprises intégrées
  - Élimination des résultats internes
3. Traitement des écarts d'évaluation et des écarts d'acquisition
4. Mise en équivalence des entités sous influence notable
5. Partage des capitaux propres et élimination des titres des entités intégrées

**Quatrième étape : Présentation des documents de synthèse consolidés****Bilan**

- **Capitaux propres (part du groupe)** : ils représentent les droits des associés de la société mère.
- **Intérêts minoritaires**

**Compte de résultat**

Les soldes suivants doivent être mis en évidence :

- Résultat net des entreprises intégrées
- Résultat net de l'ensemble consolidé  
= Résultat net des entreprises intégrées + Quote-part dans les résultats des entreprises mise en équivalence
- Résultat net (part du groupe)  
= Résultat net de l'ensemble consolidé – Intérêts minoritaires

**Annexe**

- **Tableau de variation de capitaux propres**
- **Tableau de flux de trésorerie**
- Principes généraux, référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation
- Informations relatives au périmètre de consolidation
- Comparabilité des comptes
- Explications des postes du bilan et du compte de résultat, méthodes préférentielles

## TITRE 2. LA CONSOLIDATION SUIVANT LA RÉGLEMENTATION FRANÇAISE

Chapitre 1. Présentation des retraitements de pré-consolidation  
 Chapitre 2. Le traitement de l'impôt  
 Chapitre 3. Les retraitements obligatoires  
 Chapitre 4. Les méthodes préférentielles du règlement 99-02  
 Chapitre 5. Les méthodes préférentielles et les options du règlement 99-03  
 Chapitre 6. Filiales à l'étranger : conversion des comptes libellés en monnaie étrangères  
 Chapitre 7. Le cumul des comptes  
 Chapitre 8. Élimination des opérations intragroupe  
 Chapitre 9. Élimination des titres et partage des capitaux propres : souscription des titres à la création de la filiale  
 Chapitre 10. Élimination des titres et partage des capitaux propres : acquisition des titres d'une société existante  
 Chapitre 11. Présentation des comptes consolidés

### Objectifs :

- Savoir analyser et présenter les retraitements et connaître les enjeux des choix à effectuer
- Savoir analyser la charge d'impôt.
- Connaître la réglementation et savoir l'appliquer
- Connaître la réglementation et savoir l'appliquer
- Savoir analyser les traitements comptables pratiqués et savoir appliquer une autre méthode
- Connaître les méthodes de conversion et savoir les appliquer
- Savoir déterminer le pourcentage d'intérêt et connaître les règles de cumul
- Savoir analyser les opérations internes au groupe et savoir les éliminer
- Savoir analyser les capitaux propres et procéder à l'élimination des titres de participation
- Savoir déterminer les écarts d'évaluation et l'écart d'acquisition et savoir comptabiliser le partage des capitaux propres
- Connaître les particularités de la présentation des comptes consolidés et de l'annexe

### RÉSUMÉ

Quel que soit le référentiel retenu, la méthodologie de la consolidation est identique. Une fois le périmètre et les méthodes à appliquer déterminées, les différentes étapes de la consolidation présentées dans cette partie sont :

- Obtenir des comptes homogènes : déterminer et comptabiliser les retraitements de pré-consolidation.
- Faire le cumul des comptes en fonction du pourcentage d'intérêt.
- Éliminer les opérations intra-groupes.
- Éliminer les titres de participation et les capitaux propres des filiales.
- Présenter les comptes consolidés : bilan, compte de résultat et annexe.

## CHAPITRE 1. PRÉSENTATION DES RETRAITEMENTS DE PRÉ-CONSOLIDATION

### RÉSUMÉ

Les travaux de pré-consolidation sont une étape importante dans la préparation des comptes consolidés. La pertinence de l'analyse des comptes consolidés en dépend en grande partie. Le choix des méthodes comptables n'est pas neutre.

Cette étape fait appel à la technique comptable : passage du plan comptable général aux règles applicables aux comptes consolidés : règles définies dans le règlement 99-02 et/ou adoption d'une méthode préférentielle ou d'une option du plan comptable général.

## SECTION 1. OBJECTIFS ET PRINCIPES

### I. OBJECTIFS

Les comptes consolidés sont établis à partir de la sommation des comptes des sociétés du groupe.

Pour pouvoir analyser les comptes consolidés, le résultat du groupe, il est nécessaire que les comptes des entités incluses dans le périmètre de consolidation soient établis avec les mêmes règles de comptabilisation et d'évaluation.

Il va donc être nécessaire de modifier les comptes annuels de chaque société en fonction des règles du groupe, ce qui aura une incidence sur le résultat et les capitaux propres de chacune de ces sociétés.

#### § 300 du règlement 99-02 – Détermination de méthodes d'évaluation et de présentation (règlement n° 2005-10 du CRC)

« L'article L. 233-22 du Code de commerce, pris en application de l'article 29-2.a) de la septième directive, impose pour la consolidation des méthodes homogènes. Il n'impose pas les méthodes de l'entreprise consolidante. Les comptes consolidés sont donc établis suivant des méthodes définies par le groupe pour sa consolidation et conformes à la réglementation française, y compris les options ouvertes par le Code de commerce pour les comptes individuels et celles spécifiquement ouvertes, pour les comptes consolidés, par l'article L. 233-23 du Code de commerce et l'article 248-8 du décret du 23 mars 1967. Ainsi, par exemple, un groupe peut provisionner dans ses comptes consolidés des engagements de retraite qu'il se borne à indiquer dans l'annexe des comptes individuels : dans les deux cas, il se conforme à l'article L. 123-13 du Code de commerce. De même, un groupe peut inscrire au résultat consolidé des écarts provenant de la conversion de créances et dettes en monnaies étrangères : il fait alors usage d'une possibilité ouverte par l'article 248-8.g) du décret. »

L'autonomie des règles applicables aux comptes consolidés est toutefois limitée au choix de ces règles. Les estimations et les hypothèses retenues pour les comptes individuels doivent être maintenues pour les comptes consolidés

#### § 300 du règlement 99-02

« Néanmoins, le groupe ne peut pas, dans une situation donnée et à partir de faits identiques, apprécier risques et charges de manière différente entre les comptes consolidés et les comptes individuels ou les comptes de sous-groupes, comme par exemple les considérer comme probables dans un cas et improbables dans l'autre. »

### II. PRINCIPE

Les ajustements, retraitements sont comptabilisés de façon comparable au traitement des changements de méthode comptable : l'incidence sur les exercices antérieurs est comptabilisée dans un compte de réserves (au lieu d'un compte de report à nouveau).

Les écritures de pré-consolidation sont enregistrées dans les comptes utilisés pour enregistrer les écritures initiales. Une réduction de charge sera enregistrée au crédit du compte de charge concerné. L'annulation d'une dotation aux provisions sera comptabilisée au crédit du compte de dotation et pas comme une reprise de provision.

### III. SOURCE DES RETRAITEMENTS

Les différents retraitements, écritures de pré-consolidation, à effectuer proviennent pour partie des principes de base retenus dans le règlement 99-02 et pour partie de règles d'évaluation et de comptabilisation spécifiques.

Ainsi, les écritures de pré-consolidation sont définies par rapport :

- au règlement 99-02 :
  - comptabilisation de l'impôt (méthode obligatoire),
  - élimination obligatoire des écritures passées en application de règles fiscales et des frais d'augmentation du capital,
  - méthodes préférentielles ;
- au règlement 99-03 :
  - méthodes préférentielles,
  - options ;
- au choix de la société mère, choix de gestion, par exemple :
  - durée d'amortissement,
  - méthode de calcul des engagements de retraite,
  - règles de valorisation des stocks,
  - évaluation des provisions pour dépréciation des créances clients.

En France, les principales différences qui existent entre le règlement 99-03 (plan comptable général) et le règlement 99-02 applicable aux comptes consolidés ont pour cause :

- La prédominance juridique retenue dans le règlement 99-03 et les liens entre comptabilité et fiscalité.
- La prédominance économique retenue dans le règlement 99-02 qui se justifie par l'objectif des comptes consolidés : analyse économique du groupe. Les comptes consolidés ne sont pas utilisés ni pour les distributions de dividendes, ni pour déterminer une base d'imposition.

Les règles et méthodes comptables retenues pour l'établissement des comptes consolidés s'imposent à toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation, quel que soit la méthode de consolidation utilisée. Indépendamment des choix effectués pour l'établissement des comptes individuels, la société mère fixe les règles applicables aux comptes consolidés.

Les travaux de pré-consolidation sont souvent réalisés par les filiales, il est donc nécessaire et indispensable de transmettre les choix effectués à tous les services comptables. Le service de consolidation du groupe rédige un manuel de consolidation qui rassemble tous les choix effectués et donne également des indications pratiques, choix des numéros de comptes particulier, modèle de présentation de certaines informations, modalités de transfert des informations des filiales, etc.

Les choix du traitement comptable pour les comptes consolidés dépendent de la taille du groupe, de sa composition, de son environnement concurrentiel, etc.

D'une façon générale, les méthodes préférentielles sont la reprise des principales dispositions de normes comptables internationales. Il en est de même pour la plupart des options du plan comptable général.

Les groupes familiaux ayant une activité régionale ou nationale peuvent limiter les retraitements et ne pas appliquer les méthodes qui diffèrent des règles du PCG.

Les groupes qui sont dans un environnement international ou qui cherchent à être cotés auront avantage à retenir les règles qui se rapprochent des normes comptables internationales.

Dans la pratique, les sociétés appartenant à un groupe modifient, autant que possible, les traitements des comptes individuels pour limiter les retraitements de pré-consolidation.

Mais, il n'est pas toujours possible d'éliminer les retraitements car les enjeux ne sont pas les mêmes. Les comptes individuels ont pour principales finalités, la détermination du résultat fiscal, et des questions juridiques relatives la répartition des bénéfices entre les actionnaires (dividendes), les salariés (intéressement, participation), les réinvestissements. Les comptes consolidés ont pour finalités les choix stratégiques économiques et financiers, les préoccupations fiscales et juridiques sont beaucoup moins importantes.

Les préoccupations fiscales sont souvent présentes dans le choix de certains traitements comptables, ceux-ci étant la plupart du temps retenus pour déterminer le résultat fiscal.

### III. ANALYSE DES PRINCIPALES DIFFÉRENCES DE TRAITEMENT COMPTABLE

Les différences entre les référentiels qui nécessitent d'effectuer des retraitements correspondent, essentiellement :

- à la distinction entre charge et immobilisation pour certains éléments ;
- aux règles d'évaluation ;
- aux dates de comptabilisation (prise en compte sur des exercices différents).

Les frais d'établissement sont-ils des charges ou des immobilisations ? Quels critères retenir pour trancher entre ces deux positions ?

La méthode retenue pour l'évaluation des stocks n'est pas la même dans toutes les sociétés du groupe, alors que les éléments en stock sont de même nature. Les différences d'évaluation sont le résultat de choix effectués depuis de nombreuses années. Appliquer une même méthode est nécessaire pour bien mesurer le poids des stocks dans le bilan consolidé.

Les durées d'amortissements du mobilier de bureau ne sont pas homogènes au sein du groupe. Elles varient entre 4 et 10 ans. Ces durées dépendent des durées réelles d'utilisation. Les pratiques des sociétés du groupe sont diverses. Maintenir les durées utilisées pour les comptes individuels est-il justifié ou pas ?

Les dépréciations des créances ne sont pas déterminées avec les mêmes critères d'évaluation. Elles représentent 0,03 % du total du bilan et moins de 1 % du poste « créances clients ». Ces différences de traitement devraient être neutralisées pour la présentation des comptes consolidés. Mais compte tenu de leur caractère non significatif, ces retraitements ne seront pas effectués, car sans incidence sur les analyses économique et financière qui seront conduites à partir des comptes consolidés.

## SECTION 2. CONVENTION DE PRÉSENTATION DES ÉCRITURES

### I. PLAN DE COMPTES

Pour la tenue de la comptabilité d'une entreprise, la liste des numéros de comptes à utiliser est définie dans le plan comptable général. Le règlement 99-02 ne donne aucune indication pour la numérotation des comptes spécifiques aux comptes consolidés

Il est donc d'usage de ne pas indiquer de numéros de comptes.

### II. JOURNAUX

Les comptes consolidés sont établis à partir des bilans et des comptes de résultats des sociétés du groupe. Les écritures liées à la consolidation viennent modifier le bilan et le compte de résultat.

Deux journaux d'OD sont ouverts : l'un pour les écritures de bilan, l'autre pour les écritures de gestion (compte de résultat). Le compte « résultat » permet de faire la liaison entre bilan et compte de résultat. Cette présentation permet de mesurer immédiatement l'incidence d'un retraitement sur le résultat de la société concernée. C'est également un moyen de contrôle : il est ainsi possible de vérifier que l'incidence d'un retraitement est la même au bilan et au compte de résultat.

#### REMARQUE

Concrètement, il est souvent plus facile de comptabiliser d'abord les retraitements dans le journal de gestion avant de les enregistrer dans le journal du bilan.

Indépendamment des outils informatiques qui permettent de travailler directement à partir des balances, la dissociation des comptes de bilan et des comptes de gestion est maintenue pour la présentation manuscrite des écritures liées à la consolidation.

**EXEMPLE APPLICATIF 9****Comptabilisation d'une facture concernant une charge**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
<b>Résultat Sté X</b>	1 000		Charge	1 000	
TVA déductible	196		<b>Résultat global</b>		1 000
Fournisseur		1 196			
<i>Facture d'achat</i>					

**EXEMPLE APPLICATIF 10****Comptabilisation d'une facture concernant une vente**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Client	1 196		<b>Résultat global</b>	1 000	
TVA collectée		196	Vente		1 000
<b>Résultat Sté X</b>		1 000			
<i>Facture de Vente</i>					

**REMARQUE**

La plupart des écritures de retraitement sont sans incidence sur la TVA. Les éventuelles écritures de TVA sont souvent négligées car sans incidence sur la présentation du bilan.

Le compte « résultat global » est utilisé dans le journal de gestion. L'utilisation de ce compte se justifie après le cumul des comptes, les résultats des comptes individuels ne sont plus modifiés. Ce terme est également utilisé pour les écritures de retraitement de pré-consolidation. C'est une simple convention.

Il est bien précisé dans les écritures de bilan quelle est la société dont le résultat est modifié.

Après le cumul des comptes, on utilise le terme « résultat global » car il comprend à la fois le résultat qui revient au groupe et le résultat qui revient aux actionnaires minoritaires (actionnaires hors groupe).

**SECTION 3. EXEMPLES DE RETRAITEMENT****EXEMPLE APPLICATIF 11****Passage d'une charge à une immobilisation****1. Présentation de la démarche**

Comptes individuels	Comptes consolidés	Retraitement
99-03/PCG	99-02	
Charge	Immobilisation	1. Annulation de la charge 2. Constatation de l'immobilisation 3. Constatation de l'amortissement

**2. Données**

Un achat a été effectué le 01/07/N, pour 12 000 €. Il est comptabilisé en charge dans les comptes individuels et doit être constaté en immobilisation dans les comptes consolidés (amortissement sur 4 ans)

**3. Analyse**

Annulation de la charge		- 12 000
Dotation aux amortissements sur 4 ans	$12\,000/4 \times 6/12 =$	1 500
Impact sur le résultat (augmentation)		10 500

**4. Écritures de retraitement****Exercice N**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Immobilisation	12 000		Résultat global	10 500	
Amortissements cumulés		1 500	Dotation aux amortissements	1 500	
Résultat Sté X		10 500	Charge		12 000
<i>Retraitement d'une charge en immobilisation N</i>					

**Exercice N+1**

Dans les comptes individuels, il n'y a aucune écriture concernant l'achat effectué en N. Pour les comptes consolidés, il faut constater l'immobilisation et son amortissement. La différence de résultat constatée en N se retrouve en réserve en N+1.

Dotation aux amortissements en N+1 :  $12\,000/4 = 3\,000$

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Résultat Sté X	3 000		Dotation aux amort.	3 000	
Immobilisation	12 000		Résultat global		3 000
Amortissements cumulés		4 500			
Réserves Sté X		10 500			
<i>Retraitement d'une charge en immobilisation N</i>					

**EXEMPLE APPLICATIF 12****Passage d'une immobilisation à une charge****1. Présentation de la démarche**

Comptes individuels	Comptes consolidés	Retraitement
99-03/PCG	99-02	
Immobilisation	Charge	1. Annulation de l'immobilisation 2. Annulation de l'amortissement 3. Constatation de la charge

**2. Données**

Une immobilisation a été acquise le 01/07/N, pour 15 000 €, amortie sur 5 ans. Elle doit être constatée en charge dans les comptes consolidés.



**3. Analyse**

Annulation de la dotation aux amort.	$- 15\,000/5 \times 6/12 =$	- 1 500
Constatation de la charge		15 000
Impact sur le résultat (augmentation)		13 500

**4. Écritures de retraitement****Exercice N**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Amortissements cumulés	1 500		Charge	15 000	
Immobilisation		15 000	Dotation aux amortissements		1 500
Résultat Sté X	13 500		Résultat global		13 500
<i>Retraitement d'une immobilisation en charge en N</i>					

**Exercice N+1**

Dans les comptes individuels, l'immobilisation est toujours dans les comptes et continue à être amortie. Pour les comptes consolidés, il faut constater de nouveau l'annulation de l'immobilisation et des amortissements cumulés. La différence de résultat constatée en N se retrouve en réserve en N+1.

Dotation aux amortissements en N+1 :  $15\,000/5 = 3\,000$ .

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Amortissements cumulés	4 500		Résultat global	3 000	
Immobilisation		15 000	Dotation aux amortissements.		3 000
Réserves Sté X	13 500				
Résultat Sté X		3 000			
<i>Reprise en N+1 du retraitement d'une immobilisation en N</i>					

**EXEMPLE APPLICATIF 13****Chiffre d'affaires****1. Présentation de la démarche**

Une partie du chiffre d'affaires, comptabilisé dans l'exercice pour les comptes individuels doit être constaté sur l'exercice suivant pour les comptes consolidés : constatation d'un produit constaté d'avance

**2. Écritures de retraitement****Exercice N**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Résultat Sté X	100		Vente	100	
Produit constaté d'avance		100	Résultat global		100
<i>Retraitement du chiffre d'affaires N</i>					

**Exercice N+1**

Bilan			Gestion		
Résultat Sté X		100	Résultat global		100
Réserve Sté X	100		Vente	100	
<i>Reprise du retraitement du chiffre d'affaires N</i>					

Systématiquement, tous les retraitements qui ont modifiés le résultat d'un exercice, doit se retrouver en réserve sur l'exercice suivant.

**REMARQUE**

Il n'y a pas de règles particulières pour présenter les écritures de retraitement. Plusieurs façons sont possibles. Il est important de retenir la méthode qui est la plus facile à maîtriser et qui permet de retrouver le plus rapidement les éventuelles erreurs de calcul.

**Synthèse**

- Les retraitements d'homogénéisation sont nécessaires et obligatoires.
- Les méthodes comptables retenues dépendent de la stratégie du groupe.
- Plusieurs sources de retraitements sont à prendre en compte : différences de réglementation comptable et choix de la société consolidante.
- La présentation des écritures doit respecter certaines conventions.

**CHAPITRE 2. TRAITEMENT DE L'IMPÔT****RÉSUMÉ**

La dette ou créance d'impôt sur le résultat, ainsi que la charge d'impôt doivent être calculés sur une base homogène pour toutes les sociétés du groupe.

Cette base homogène est déterminée à partir du résultat comptable établi suivant les règles applicables aux comptes consolidés.

L'impôt exigible, obligatoirement comptabilisé, est ainsi ajusté par la comptabilisation de l'impôt différé

**SECTION 1. PROBLÉMATIQUE DE L'IMPÔT**

La question de l'évaluation de l'impôt (en charge et au bilan) se pose dans un double objectif d'homogénéisation des comptes des sociétés du groupe et de comparabilité avec les comptes consolidés d'autres groupes.

La problématique peut se résumer ainsi :

- Dans un groupe international, sur quelle base calculer l'impôt pour que la charge et la dette du groupe soit homogène ?
- Sur quelle base calculer la charge et la dette d'impôt pour obtenir des montants qu'il est possible d'analyser et de comparer avec la charge d'impôt sur les résultats d'autres groupe ?

Concrètement, la seule base qui peut être retenue est le résultat comptable. Les résultats fiscaux tiennent compte des particularités des réglementations fiscales nationales, ils ne sont pas homogènes.

**EXEMPLE APPLICATIF 14**

Dans quel pays la pression fiscale est-elle la plus forte ? Dans quel pays les sociétés payent-elles le plus d'impôt ?

Pays	A	B	C	D
Résultat comptable	24 000	24 000	24 000	24 000
Réintégrations				
Permanent	12 000	1 500		4 500
Temporaire	6 000	9 000	2 700	3 000
Déductions				
Permanent			6 000	
Temporaire	- 4 500			2 700
Résultat fiscal	37 500	34 500	20 700	28 800
Taux d'IS	30 %	40 %	50 %	35 %
Impôt exigible	11 250	13 800	10 350	10 080

La comparaison des taux d'imposition montre que le pays A, avec un taux de 30 %, est le pays où la pression fiscale apparaît la plus faible et le pays C, avec un taux de 50 %, le pays où la pression fiscale apparaît la plus forte. Cette première analyse n'est pas satisfaisante car elle ne tient pas compte des réintégrations et déductions.

La comparaison des impôts exigibles montre que la pression fiscale apparaît la plus faible dans le pays D et la plus forte dans le pays B.

Les réintégrations à caractère permanent ne donneront jamais lieu à une déduction ultérieure. Elles entraînent une charge d'impôt qui a un caractère définitif. Cette charge doit être constatée chaque année. De la même façon les déductions à caractère permanent représentent des économies d'impôt qui ne seront pas remises en cause et qui doivent également être comptabilisées.

En revanche les réintégrations temporaires donnent lieu à des déductions ultérieures et les déductions temporaires peuvent avoir préalablement été imposées ou donneront lieu à des réintégrations ultérieures. Ces décalages dans le temps doivent être neutralisés pour que la charge d'impôt corresponde bien à l'ensemble des opérations et transactions de l'exercice en cours.

**EXEMPLE APPLICATIF 14 (SUITE)**

En reprenant les données ci-avant, la base comptable = résultat comptable + réintégrations permanentes – déductions permanentes.

Pays	A	B	C	D
Base comptable	36 000	25 500	18 000	28 500
Taux d'IS	30 %	40 %	50 %	35 %
Charge d'impôt	10 800	10 200	9 000	9 975

La comparaison des charges d'impôts « comptables » montre que la pression fiscale est effectivement la plus faible dans le pays C et la plus forte dans le pays A.

**§ 310 du règlement 99-02**

« Les impôts sur les résultats regroupent tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés. [...] »

## **SECTION 2. COMPTABILISATION DE L'IMPÔT EXIGIBLE**

### **§ 310 du règlement 99-02**

« [...] Lorsqu'un impôt est dû ou à recevoir et que son règlement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, il est qualifié d'exigible, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices. Il figure selon le cas au passif ou à l'actif du bilan. [...] »

L'impôt exigible est l'impôt calculé sur la base du résultat fiscal. Il tient compte de l'ensemble des réintégrations et déductions.

Cet impôt doit être comptabilisé car il représente une dette envers l'État dont le montant est certain et qui donnera lieu à un décaissement.

Compte tenu des acomptes versés en cours d'exercice, le solde à la clôture sera débiteur ou créditeur.

Quand le résultat de l'exercice est une perte, si les conditions sont réunies, le report en arrière pourra être appliqué et une créance sur l'État est comptabilisée. Si les conditions ne sont pas réunies, le déficit est reporté en avant, en déduction des bénéfices futurs. Dans ce cas, aucune créance n'est comptabilisée. En effet, le recouvrement est incertain car il dépend des bénéfices futurs.

## **SECTION 3. DÉFINITION DE L'IMPÔT DIFFÉRÉ**

L'impôt différé correspond à une charge d'impôt liée aux opérations de l'exercice qui est exigible au cours d'un autre exercice (antérieur ou postérieur). L'impôt exigible doit être complété de l'impôt différé pour déterminer la charge d'impôt de l'exercice.

Un raisonnement comparable est tenu en cas de situation déficitaire. Le déficit entraîne une économie d'impôt qui doit être constaté sur l'exercice où la créance est née, si le recouvrement de cette créance est probable.

### **§ 310 du règlement 99-02**

« [...] Les opérations réalisées par l'entreprise peuvent avoir des conséquences fiscales positives ou négatives autres que celles prises en considération pour le calcul de l'impôt exigible. Il en résulte des actifs ou passifs d'impôt qui sont qualifiés de différés. [...] »

La constatation de l'impôt différé permet de présenter une charge d'impôt directement liée aux opérations réalisées au cours de l'exercice : c'est une application du principe de rattachement des charges aux produits.

## **SECTION 4. DÉTERMINATION DE L'IMPÔT DIFFÉRÉ**

### **I. RÈGLE GÉNÉRALE**

#### **§ 310 du règlement 99-02**

« [...] Il en est ainsi en particulier lorsqu'en conséquence d'opérations déjà réalisées, qu'elles soient comptabilisées dans les comptes individuels ou dans les seuls comptes consolidés comme les retraitements et éliminations de résultats internes, des différences sont appelées à se manifester à l'avenir, entre le résultat fiscal et le résultat comptable de l'entreprise, par exemple lorsque des opérations réalisées au cours d'un exercice ne sont imposables qu'au titre de l'exercice suivant. De telles différences sont qualifiées de temporaires.

.../...

.../... Il en est ainsi également des crédits d'impôts dont la récupération est subordonnée à une circonstance autre que le simple déroulement du temps, et des possibilités de déductions fiscales liées à l'existence d'un report déficitaire. [...] »

Les différences permanentes correspondent à une charge ou une économie d'impôt définitivement acquises, incluses dans l'impôt exigible. Elles ne donnent lieu à aucun ajustement.

## II. IMPÔT DIFFÉRÉ ACTIF ET IMPÔT DIFFÉRÉ PASSIF

### § 311 du règlement 99-02

« Comme cas de différences temporaires, sources d'imposition future et donc de passifs d'impôts différés, on peut citer en particulier :

- les produits dont l'imposition est différée, comme les produits financiers courus qui ne seront imposables qu'une fois échus ;
- les dépenses immobilisées immédiatement déductibles au plan fiscal mais dont la prise en charge comptable sera étalée ou reportée ;
- les actifs qui, lors de leur cession ou de leur utilisation, ne donneront lieu qu'à des déductions fiscales inférieures à leur valeur comptable ; il en est ainsi notamment des actifs qui, lors d'une prise de contrôle, sont entrés à l'actif consolidé pour une valeur supérieure à la valeur qui, au plan fiscal, donne lieu à déduction soit lors de la cession de l'actif soit lors de son utilisation au rythme des amortissements ("valeur fiscale" de l'actif inférieure à sa "valeur comptable").

Comme cas de différences temporaires, sources de déductions futures et donc d'actifs d'impôts différés, on peut citer en particulier les charges comptables qui ne seront déductibles fiscalement qu'ultérieurement, telles que les dotations à des provisions qui ne seront déductibles que lors de la survenance de la charge ou du risque provisionné (en France, la provision pour indemnités de départ en retraite par exemple). »

Quand le résultat fiscal est plus élevé que le résultat comptable (différences permanentes incluses), la charge d'impôt doit être réduite (crédit du compte de charge) et un impôt différé actif est constaté. Cette situation peut être rapprochée d'un paiement d'avance.

Quand le résultat fiscal est inférieur au résultat comptable (différences permanentes incluses), l'entreprise bénéficie d'une économie d'impôt. La charge d'impôt doit être augmentée (débit du compte de charge) et un impôt différé passif est constaté.

L'analyse des différences temporaires et de l'impôt différé peut être effectuée de plusieurs façons :

	Impôt différé actif	Impôt différé passif
Au bilan	Impôt différé actif : créance d'impôt	Impôt différé passif : Dette d'impôt
Correspondance au compte de résultat	Diminution de la charge d'impôt (au crédit)	Augmentation de la charge d'impôt (au débit)
Du point de vue du résultat	Résultat fiscal > résultat comptable	Résultat fiscal < résultat comptable
Ce qui correspond soit		
• à des produits :	Non comptabilisés et déjà imposables (exemple : plus-values latentes sur OPCVM)	Comptabilisés et non imposables
• à des charges :	Comptabilisées et pas encore déductible (exemple : charges à payer contribution à l'effort construction)	Déductibles avant d'être comptabilisées
Et du point de vue des retraitements, éléments non pris en compte dans l'impôt exigible :	Augmentation des charges ou Diminution des produits	Diminution des charges ou augmentation des produits

### III. ANALYSE À PARTIR DU TABLEAU DE DÉTERMINATION DU RÉSULTAT FISCAL

Les réintégrations et déductions doivent être analysées pour déterminer si elles correspondent à des charges ou économies d'impôt définitives, permanentes, ou à de simples décalages dans le temps, différences temporaires.

Cette analyse ne peut être effectuée que par rapport à une réglementation fiscale donnée. La connaissance des principales règles fiscales applicables en France est donc nécessaire.

#### EXEMPLE APPLICATIF

Analyse du tableau de détermination du résultat fiscal (ID = Impôt Différé ; IDA = Impôt Différé Actif ; IDP = Impôt différé Passif)

La base de calcul de l'impôt différé est le total des différences temporaires.

		Nature	ID ?
<b>Résultat comptable</b>	240 000		
<b>Réintégrations</b>	31 500		
TVS	9 000	Permanent	Pas d'ID
Contribution effort construction	6 000	Temporaire ; décalage 1 exercice	IDA
Provision IFC	12 000	Temporaire : décalage : suivant versement de l'indemnité	IDA
Plus-values latentes OPCVM	4 500	Temporaire : suivant la date de réalisation des plus-values	IDA
<b>Déductions</b>	38 700		
Reprise provision IFC	4 800	Temporaire	Reprise IDA N-1
Contribution effort construction	3 900	Temporaire	Reprise IDA N-1
Dividendes Stés mère et filiale	30 000	Permanente	Pas d'ID
Résultat fiscal	232 800		
Impôt exigible	77 600		
Base impôt différé	- 13 800		
Impôt différé	- 4 600		
Charge d'impôt de l'exercice	73 000		

Il est possible de vérifier le résultat obtenu. La charge d'impôt de l'exercice est :  
(résultat comptable +/- différences permanentes) × taux d'imposition

#### EXEMPLE APPLICATIF 15 (SUITE)

Suivant l'exemple ci-avant :

$$(240\,000 + 9\,000 - 30\,000) \times 33\,1/3 = 219\,000 \times 33\,1/3 = 73\,000$$

### IV. ANALYSE À PARTIR DU BILAN

L'analyse du tableau de détermination du résultat fiscal ne suffit pas pour avoir la totalité des impôts différés. En l'absence de mouvement au cours d'un exercice, il n'y aura ni réintégration, ni déduction et la position à la clôture précédente devra être reprise. C'est pourquoi la définition retenue pour l'impôt différé est basée sur le bilan :

**§ 311 du règlement 99-02**

« Une différence temporaire apparaît dès lors que la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. »

**V. ÉCRITURES COMPTABILISÉES EN APPLICATION D'UNE RÈGLE FISCALE**

Le Code général des impôts prévoit certains avantages accordés aux entreprises sous forme de déductions supérieures aux charges de l'exercice. Ces avantages sont, pour la plupart, temporaires et font l'objet d'une imposition supplémentaire au cours d'un exercice ultérieur.

Ils sont comptabilisés sous forme de provisions réglementées, provisions constituées en application d'une règle fiscale et ne correspondant pas à la définition comptable d'une provision pour risques et charges.

Ces écritures doivent être annulées car, d'un point de vue économique, elles ne correspondent pas à une opération de l'exercice et l'économie d'impôt doit être constatée.

**EXEMPLE APPLICATIF 16****L'amortissement dérogatoire**

C'est un amortissement complémentaire à l'amortissement comptable qui permet de diminuer de la base imposable et l'impôt exigible. Il s'agit bien d'un avantage fiscal accordé aux entreprises pour favoriser leurs investissements

Pour avoir dans les comptes la charge d'impôt correspondant aux opérations de l'exercice, il faut annuler l'économie d'impôt incluse dans l'impôt exigible, c'est-à-dire comptabiliser une charge équivalente à cette économie. La contrepartie est une dette d'impôt différé, impôt différé passif.

**VI. ANALYSE DES ÉCRITURES DE CONSOLIDATION**

La question se pose à chaque étape de la consolidation.

L'impôt différé est calculé sur les réintégrations et déductions fiscales et également à chaque fois qu'une écriture viendra modifier le résultat de l'exercice, il faudra en vérifier l'impact sur la charge d'impôt : cette écriture représente-t-elle une différence temporaire entre le résultat comptable retraité et le résultat fiscal ?

**SECTION 5. RÈGLES DE COMPTABILISATION ET D'ÉVALUATION DE L'IMPÔT DIFFÉRÉ**

Le principe de prudence – qui conduit à comptabiliser les dettes dès lors que le paiement est probable et à ne comptabiliser les créances que si elles sont certaines ou quasiment certaines – s'applique également à la comptabilisation de l'impôt différé.

**§ 310 du règlement 99-02**

« [...] Tous les passifs d'impôts différés doivent être pris en compte, sauf exceptions prévues au paragraphe 313<sup>1</sup> ; en revanche, les actifs d'impôts différés ne sont portés à l'actif du bilan que si leur récupération est probable. »

1. Les exceptions prévues au paragraphe 313, concernent principalement les écarts d'évaluation et d'acquisition et seront étudiées au chapitre 10.



### § 312 du règlement 99-02 – Prise en compte des actifs d'impôt différé

« Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que :

- si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ; dans cette situation, ils sont retenus à hauteur des passifs d'impôts différés déjà constatés arrivant à échéance dans la période au cours de laquelle ces actifs deviennent ou restent récupérables ; il est possible dans ce cas de tenir compte d'options fiscales destinées à allonger le délai séparant la date à laquelle un actif d'impôt devient récupérable de celle à laquelle il se prescrit ;
- ou s'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de cette période ; il est présumé qu'un tel bénéfice n'existera pas lorsque l'entreprise a supporté des pertes récentes au cours des deux derniers exercices sauf à apporter des preuves contraires convaincantes, par exemple si ces pertes résultent de circonstances exceptionnelles qui ne devraient pas se renouveler dans un avenir prévisible ou si des bénéfices exceptionnels sont attendus. »

Le règlement 99-02 précise également la méthode d'évaluation des impôts différés : le taux d'imposition en vigueur s'applique. En cas de changement de taux d'imposition, les dettes et les créances sont ajustées en fonction du nouveau taux. La contrepartie est constatée au compte de résultat. Si les taux futurs sont votés et que l'exercice du paiement de la dette ou de la récupération de la créance sont déterminables, il est possible d'utiliser les taux qui seront applicables à ces exercices. Il s'agit de la méthode du report variable.

### § 3150 du règlement 99-02 – Évaluation (règlement n° 2005-10 du CRC)

« Les actifs et passifs d'impôts doivent être évalués en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture de l'exercice. En ce qui concerne les impôts différés, le taux d'impôt et les règles fiscales à retenir sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur à la clôture de l'exercice et qui seront applicables lorsque la différence future se réalisera, par exemple, lorsque les textes fiscaux en vigueur à la clôture de l'exercice prévoient l'instauration ou la suppression de majorations ou de minorations d'impôt dans le futur. Lorsque ces textes ne prévoient pas d'évolution du taux et des règles fiscales applicables, il convient d'utiliser le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la date de clôture, quelle que soit leur probabilité d'évolution.

Lorsque, dans le cadre des règles fiscales en vigueur à la clôture, le taux applicable diffère en fonction de la façon dont se réalisera la différence future, c'est le taux applicable au mode de réalisation le plus probable qui doit être retenu.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Le respect des conditions de constatation des actifs d'impôts différés doit être réexaminé à chaque clôture sur la base des critères retenus au paragraphe 312. »

L'absence d'actualisation de l'impôt différé s'explique par l'actualisation des bases qui peut être effectuée dans certains cas. Il ne faudrait pas avoir une double actualisation.

#### REMARQUE

Les ajustements des dettes et créances d'impôt différé liés aux variations des taux d'imposition sont des écritures complexes qui ne seront pas demandées dans le cadre de cette UE.

## SECTION 6. L'IMPÔT DIFFÉRÉ APPLIQUÉ AUX RETRAITEMENTS

Pour déterminer s'il faut prendre en compte l'impôt différé ou pas, il faut pouvoir répondre aux questions :

- **Quels sont les montants retenus dans le résultat fiscal ?**
- **Les différences constatées ont-elles un caractère permanent ou temporaire ?**

La réponse à la première question dépend des retraitements.

La réponse à la deuxième question est généralement positive. En effet la plupart des retraitements entraînent un décalage dans le temps dans la prise en compte des charges et des produits.

**Synthèse**

- Les charges d'impôt sur le résultat doivent être calculées sur des bases homogènes : résultat comptable plus ou moins les différences permanentes.
- La charge d'impôt d'un exercice est constituée de l'impôt exigible complété (en plus ou en moins) par l'impôt différé.
- L'analyse de l'impact fiscal des écritures enregistrées dans le cadre de la consolidation, doit être effectuée à toutes les étapes. C'est une préoccupation permanente.
- Les dettes d'impôt différé sont toujours comptabilisées. Les créances d'impôt différé ne sont comptabilisées que si leur recouvrement ne dépend pas d'un événement futur.

**CHAPITRE 3. LES RETRAITEMENTS OBLIGATOIRES****RÉSUMÉ**

Les retraitements obligatoires sont de deux natures différentes.

1. L'annulation des écritures passées en fonction de règles fiscales :
  - Soit des écritures définies par la réglementation fiscale.
  - Soit des exceptions prévues dans le plan comptable général, pour ne pas pénaliser les entreprises.  
L'économie d'impôt temporaire générée par ces écritures doit être annulée pour les comptes consolidés : Comptabilisation de l'impôt différé.
2. L'obligation de comptabiliser les frais d'augmentation de capital en diminution des primes d'émission, obligation introduite par un avis du Comité d'Urgence du CNC.

**SECTION 1. INTRODUCTION****§ 303 du règlement 99-02 – Élimination de l'incidence sur les comptes des écritures passées pour la seule application des législations fiscales**

« Afin de ne pas fausser l'image donnée par les comptes consolidés, il convient de procéder à l'élimination de l'incidence des écritures passées pour la seule application des législations fiscales du pays où se situe l'entreprise consolidée et notamment :

- la constatation ou la reprise d'amortissements dérogatoires lorsqu'une entreprise applique un système d'amortissement dégressif prévu par la législation fiscale, tout en estimant nécessaire de conserver comptablement un mode d'amortissement linéaire ;
- la constitution ou la reprise de provisions réglementées ;
- la reprise de subventions d'investissements en résultats ;
- l'inscription en charges de certains frais accessoires engendrés par l'acquisition d'immobilisations ;
- la comptabilisation en résultats de l'impact des changements de méthodes. »

La plupart des écritures passées en application de règles fiscales correspondent à des avantages fiscaux temporaires accordés aux entreprises. Les réductions d'impôt ne sont en général que provisoires. L'impôt différé passif constaté sur les premiers exercices est repris au cours des exercices suivants.

**REMARQUE**

Les écritures de retraitement peuvent être présentées de façon détaillée, en isolant les écritures relatives à l'impôt différé ou de façon plus synthétique. Aucune règle ne s'impose. Il est recommandé de présenter écritures complexes de façon détaillée, il est plus facile d'identifier les éventuelles erreurs. Les retraitements simples peuvent être présentés de façon synthétique.

Les deux présentations sont utilisées dans les exemples qui suivent.

## SECTION 2. PROVISIONS RÉGLEMENTÉES ET AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

Comptes individuels	Comptes consolidés	Retraitement
Économie d'impôt incluse dans l'impôt exigible pour bénéficier d'un avantage fiscal temporaire. Charge complémentaire, en cas de reprise	Toutes les écritures doivent être éliminées.	L'économie d'impôt et son utilisation doivent être constatées (impôt différé – passif)

### I. RAPPEL : RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS

Les provisions réglementées sont définies par un texte autre que la réglementation comptable.

La réglementation fiscale prévoit ainsi des avantages accordés aux entreprises qui respectent certaines conditions.

#### PCG article 322-2 – (règlement n° 2002-10 du CRC)

« Par exception, des textes particuliers prescrivent ou autorisent la comptabilisation d'amortissements dérogatoires ou de provisions réglementées ne correspondant pas à l'objet normal d'un amortissement ou d'une dépréciation. »

#### PCG article 441/14

« Les provisions réglementées sont des provisions qui ne correspondent pas à l'objet normal d'une provision. Elles sont comptabilisées en application de dispositions légales.

Elles sont créées suivant un mécanisme analogue à celui des provisions proprement dites.

Ont le caractère de provisions réglementées les provisions :

- pour investissement relative à la participation des salariés ;
- pour hausse des prix ;
- pour fluctuation des cours ;
- autorisées spécialement pour certaines professions, par exemple pour la reconstitution de gisements minier et pétrolier.

Sont assimilés, du point de vue de leur fonctionnement comptable, à des provisions réglementées :

- les amortissements dérogatoires ;
- la provision spéciale de réévaluation consécutive à l'application de la loi n° 77-1467 du 30 décembre 1977 ;
- les plus-values réinvesties dans des actifs encore au bilan.

Le fonctionnement des comptes de provisions réglementées est identique à celui des comptes de provisions. »

Les dotations et reprises de provisions réglementées sont des charges ou des produits exceptionnels. Ils ne viennent pas fausser le résultat d'exploitation et le résultat courant.

Les provisions réglementées sont portées au bilan dans un compte « 14 », inclus dans les capitaux propres, ce qui permet de « rétablir » le montant des capitaux propres. Par exemple :

Une dotation aux provisions réglementées de 100 a été comptabilisée, ce qui réduit d'autant le résultat de l'exercice et le total des capitaux propres. La provision réglementée de 100 vient augmenter les capitaux propres. Il reste une différence résiduelle correspondant à l'économie d'impôt obtenue grâce à cette charge complémentaire.

## II. RETRAITEMENT À COMPTABILISER

Les provisions réglementées et les amortissements dérogatoires doivent être éliminés : les retraitements consistent à contre-passer les écritures enregistrées dans les comptes individuels.

L'incidence des éliminations concernant l'exercice est constatée dans le résultat et éliminations concernant les exercices antérieurs sont constatées en réserves.

## III. EXEMPLE DE RETRAITEMENT

### EXEMPLE APPLICATIF 17

Un logiciel a été acquis 12 000 €, le 1<sup>er</sup> avril N. La durée d'utilisation prévue est de 3 ans. Fiscalement, un amortissement exceptionnel sur 12 mois est autorisé. La différence entre l'amortissement comptable et l'amortissement fiscal est enregistrée en amortissement dérogatoire.

#### Plan d'amortissement

Exercice	Amortissement comptable		Amortissement fiscal		Amortissement dérogatoire	
N	$12\,000/3 \times 9/12 =$	3 000	$12\,000 \times 9/12 =$	9 000	6 000	Dotation
N+1	$12\,000/3 =$	4 000	$12\,000 \times 3/12 =$	3 000	- 1 000	Reprise
N+2	$12\,000/3 =$	4 000		0	- 4 000	Reprise
N+3	$12\,000/3 \times 3/12 =$	1 000		0	- 1 000	Reprise
Total		12 000		12 000	0	

#### Retraitement à effectuer en N

##### Analyse

La dotation aux amortissements dérogatoires de 6 000 € a permis de réaliser une économie d'impôt de  $6\,000 \times 1/3 = 2\,000$  € qui sera exigible ultérieurement : il faudra donc constater une dette d'impôt différé, impôt différé passif.

Le retraitement consiste à éliminer l'amortissement dérogatoire et à constater l'impôt différé.

##### Écriture de retraitement

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Amortissement dérogatoire	6 000		Résultat global	4 000	
Impôt différé passif		2 000	Charge d'impôt	2 000	
Résultat Sté X		4 000	Dot amortissement except.		6 000
<i>Élimination de l'amortissement dérogatoire</i>					

#### Retraitement à effectuer en N+1

##### Analyse

La reprise de l'amortissement dérogatoire de 1 000 € a entraîné une charge d'impôt complémentaire de  $1\,000 \times 1/3 = 333$  €, ce qui diminue d'autant la dette d'impôt différé constatée en N :  $2\,000 - 333 = 1\,667$  €.

Le retraitement consiste à éliminer l'amortissement dérogatoire, dont le solde est de 5 000 € et à constater l'impôt différé.

**Écriture de retraitement**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Amortissement dérogatoire	5 000		Reprise amort. except.	1 000	
Impôt différé passif		1 667	Charge d'impôt		333
Réserves Sté X		4 000	Résultat global		667
Résultat Sté X	667				
Élimination de l'amortissement dérogatoire					

**Retraitement à effectuer en N+3, dernier exercice****Analyse**

Comptes de gestion, situation identique à celle de l'exercice N+1

La reprise de l'amortissement dérogatoire de 1 000 € a entraîné une charge d'impôt complémentaire de  $1\,000 \times 1/3 = 333$  €, ce qui diminue d'autant la dette d'impôt différé constatée en N :  $2\,000 - 333 = 1\,667$  €.

**Comptes de bilan**

À la clôture de l'exercice N+3, il n'y a plus de différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements comptables. Le compte d'amortissement dérogatoire est soldé. La dette d'impôt différé est également soldée. Il ne reste plus que le compte de réserve (cumul des retraitements précédents) et l'incidence sur le résultat de l'exercice N+3.

**Écriture de retraitement**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Réserves Sté X		667	Reprise amort. except.	1 000	
Résultat Sté X	667		Charge d'impôt		333
			Résultat global		667
Élimination de l'amortissement dérogatoire					

**SECTION 3. SUBVENTION D'INVESTISSEMENT**

Comptes individuels	Comptes consolidés	Retraitement
• en produit exceptionnel l'année d'attribution	Au bilan : • En capitaux propres • En produits constatés d'avance	Annulation du produit Augmentation des capitaux propres et étalement Impôt différé
• étalement sur la durée d'amortissement du bien subventionné (compte de capitaux propres)	Au compte de résultat : • Étalement sur la durée d'amortissement du bien subventionné	Reclassement au bilan Pas de retraitement au compte de résultat

## I. RAPPEL : RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS

Le plan comptable général prévoit la possibilité de comptabiliser les subventions d'investissement dans un compte de capitaux propres, sans que ce traitement comptable soit obligatoire :

### PCG article 362-1

« Le montant des subventions d'investissement, lorsqu'il est inscrit dans les capitaux propres, est repris au compte de résultat selon les modalités qui suivent.

I. La reprise de la subvention d'investissement qui finance une immobilisation amortissable s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'immobilisation acquise ou créée au moyen de la subvention.

II. La reprise de la subvention d'investissement qui finance une immobilisation non amortissable est étalée sur le nombre d'années pendant lequel l'immobilisation est inaliénable aux termes du contrat. A défaut de clause d'inaliénabilité, le montant de la reprise de chaque exercice est égal au dixième du montant de la subvention. [...] »

Les comptes utilisés sont :

- 13. Subvention d'investissement
- 139. Subvention d'investissement inscrite au compte de résultat (pour enregistrer les reprises)
- 777. Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat

L'autre traitement comptable est de constater la totalité de la subvention en produit exceptionnel, compte 777.

Le traitement fiscal suit le traitement comptable.

## II. RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES CONSOLIDÉS

Le règlement 99-02 indique que les reprises de subvention au compte de résultat doivent être annulées, ces écritures n'étant constatées que pour des raisons fiscales. Le règlement 99-02 indique également que le principe de rattachement des charges aux produits doit être appliqué.

Ces deux dispositions sont contradictoires, d'un côté la subvention devrait être constatée au bilan sans passer par le compte de résultat et d'un autre côté l'étalement de la subvention serait obligatoire.

Le règlement 99-02 ne donne pas plus de précisions sur le traitement comptable des subventions d'investissements.

La CNCC, dans le bulletin n° 120 de décembre 2000, a pris position pour l'étalement de la subvention d'investissement sur la durée d'amortissement du bien subventionné en application du principe de rattachement des charges aux produits, retenu dans le règlement 99-02. La règle comptable rejoint la règle fiscale et l'annulation des reprises au compte de résultat devient inutile.

La subvention d'investissement peut être présentée au bilan :

- en produits constatés d'avance, PCA, suivant une recommandation de l'AMF (Bull. COB n° 361 d'octobre 2001, p 14) ;
- dans les capitaux propres, dans un compte de réserves. En l'absence de dispositions particulières, c'est le traitement comptable du PCG qui s'applique.

### III. RETRAITEMENTS À COMPTABILISER

#### A. COMPTABILISATION EN PRODUITS EXCEPTIONNELS L'ANNÉE D'ATTRIBUTION

Le produit doit être annulé, constaté en capitaux propres ou en produits constatés d'avance et la reprise au compte de résultat doit être constatée.

Fiscalement, la subvention a été imposée l'année d'attribution, alors que comptablement le produit est réparti sur plusieurs années. Ce décalage temporaire génère un impôt différé actif.

#### B. ÉTALEMENT SUR LA DURÉE D'AMORTISSEMENT DU BIEN SUBVENTIONNÉ

Le seul retraitement à effectuer est, éventuellement un reclassement du compte de capitaux propres au compte de produits constatés d'avance.

Les montants constatés au compte de résultat sont inchangés, il n'y a pas d'impôt différé.

### IV. EXEMPLES DE RETRAITEMENT

#### EXEMPLE APPLICATIF 18

La société A bénéficie d'une subvention d'investissement accordée par la Région dans le cadre de la protection de l'environnement. La subvention représente 30 % du coût des filtres installés pour limiter les rejets dans l'atmosphère.

Coût de l'installation : 1 000 k€. Subvention 300 k€. Installation mise en service le 01/01/N et amortie sur 10 ans.

#### Subvention comptabilisée en produits exceptionnel – Retraitement à effectuer en N

##### Analyse

Le produit est annulé : 300 k€ et la quote-part de subvention reprise au compte de résultat est constatée pour  $300/10 = 30$  k€.

Le retraitement des produits est de  $300 - 30 = 270$ , base de l'impôt différé.

La diminution de la charge d'impôt est de  $270 \times 33,33 \% = 90$  k€.

#### Écriture de retraitement (en k€)

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Résultat société A	180		Produit exceptionnel	270	
Impôt différé actif	90		Charge d'impôt		90
Réserves/PCA		270	Résultat global		180
<i>Retraitement de la subvention d'investissement et quote-part reprise</i>					

Chaque année, la quote-part de subvention au compte de résultat est constatée pour 30 k€ et l'impôt différé actif est réduit de 10 k€.

#### Subvention comptabilisée en capitaux propres – Retraitement à effectuer en N

##### Analyse

Les comptes de gestion sont inchangés

Le traitement fiscal est identique au traitement comptable, il n'y a pas d'impôt différé à prendre en compte.

Le solde de la subvention au 31/12/N est de 270 k€.



**Écriture de retraitement (en k€)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Subvention d'investissement	300				
Reprise subv. d'invest.		30			
Réserves société A/PCA		270			
<i>Reclassement de la subvention en réserve ou en PCA</i>					

Ce reclassement devra être effectué tous les ans.

**SECTION 4. FRAIS D'ACQUISITION DES IMMOBILISATIONS**

Comptes individuels	Comptes consolidés	Retraitement
Ces frais sont : • soit comptabilisés en charge	Ces frais doivent être inclus dans le coût d'acquisition	• Annulation de la charge • Modification de la valeur de l'immobilisation • Impôt différé
• soit inclus dans le coût d'acquisition		Traitement identique, aucun retraitement

**I. RAPPEL : RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS****A. RÈGLES COMPTABLES**

Les frais d'acquisition sont les frais engagés à l'occasion de l'achat d'une immobilisation et directement liés à l'acte d'achat. Il s'agit en particulier des frais de notaire, des droits d'enregistrement, des frais de courtage, etc. Toutes les immobilisations ne sont pas concernées, mais les règles sont énoncées sans introduire de restriction dans leur application. Peuvent être concernées :

- les immobilisations corporelles ;
- les immobilisations incorporelles ;
- les immobilisations financières.

**PCG article 321-10 – Éléments du coût d'acquisition initial (règlement n° 2004-06 du CRC)**

- « 1. Le coût d'acquisition d'une immobilisation corporelle est constitué de :
- son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement ;
  - de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Dans les comptes individuels, les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition, peuvent sur option, être rattachés au coût d'acquisition de l'immobilisation ou comptabilisés en charges. [...] »

Les mêmes règles comptables s'appliquent aux immobilisations incorporelles (article 321-15 du PCG) et aux titres immobilisés (article 332-1).

**B. RÈGLES FISCALES**

Avant l'entrée en vigueur du règlement 2004-06 ces frais étaient obligatoirement comptabilisés en charge, donc immédiatement déductibles.

Les modifications introduites par le règlement 2004-06 ont des conséquences fiscales :

- Pour les biens amortissables, les frais d'acquisition sont étalés sur la durée d'amortissement.
- Pour les biens non amortissables, la déduction n'interviendra qu'en cas de revente, par une réduction de la plus-value réalisée.

L'option laissée aux entreprises de comptabiliser les frais d'acquisition en charge ou de les inclure dans le coût d'entrée de l'immobilisation est liée des considérations fiscales. Ceci explique le choix retenu dans le règlement 99-02 pour les comptes consolidés.

Le traitement fiscal est identique au traitement comptable sauf pour les titres de participation.

Les titres de participation sont des titres dont la possession durable est estimée nécessaire à l'activité, suivant la définition du Code de commerce (article L. 335). Cet article fixe à 10 % le seuil à partir duquel, il est possible de considérer des titres immobilisés comme des titres de participation. Cette définition diffère de la notion de participation en comptes consolidés.

Quel que soit le choix retenu en comptabilité, fiscalement, les frais d'acquisition des titres de participation doivent être inclus dans le coût des titres et amortis sur 5 ans.

## II. RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES CONSOLIDÉS

Pour les comptes consolidés et pour toutes les catégories d'immobilisations, ces frais ne doivent pas être constatés en charge, mais inclus dans le coût d'acquisition de l'immobilisation concernée.

Dans le cas où les frais d'acquisition ont été constatés en charges, le changement de valeur de l'immobilisation a un impact sur le montant des amortissements.

## III. RETRAITEMENT À COMPTABILISER

### A. CAS D'UNE IMMOBILISATION NON AMORTISSABLE (TERRAIN)

L'année d'acquisition, il faut annuler la charge et augmenter la valeur du terrain.

L'annulation de la charge entraîne une augmentation du résultat.

Les frais d'acquisition ont été déduits pour déterminer l'impôt exigible, l'annulation de la charge correspond à une différence temporaire.

Impôt différé passif : une charge déduite fiscalement, est annulée. La constatation de la charge interviendra au cours d'un exercice ultérieur.

L'intention de l'entreprise de revendre ou pas le terrain n'est pas prise en compte pour déterminer s'il s'agit d'une différence temporaire ou pas. La durée probable de détention du terrain n'est également pas prise en compte.

Les années suivantes, il faut reconstituer la valeur du terrain et l'impôt différé passif, la contrepartie étant un compte de réserve.

Le raisonnement sera identique pour des immobilisations incorporelles non amortissables (marques commerciales acquises) et pour les titres immobilisés, sauf titres de participation.

### B. CAS D'UNE IMMOBILISATION AMORTISSABLE

L'introduction dans la valeur d'entrée de l'immobilisation et dans sa base amortissable des frais d'acquisition a également un impact sur le montant des amortissements.

Les retraitements vont concerner : la valeur brute, les amortissements cumulés, les dotations de l'exercice, l'impôt différé passif.

### C. CAS DES TITRES DE PARTICIPATION

La seule particularité est la détermination de l'impôt différé.

Comptablement, aucune charge n'est constatée alors que des déductions fiscales sont effectuées : constatation d'un impôt différé passif.

**REMARQUE**

Les retraitements doivent être effectués tant que l'immobilisation est présente au bilan.

**IV. EXEMPLE DE RETRAITEMENT****EXEMPLE APPLICATIF 19**

Le 01/01/N, la filiale F a acquis un ensemble immobilier pour 9 300 k€, dont 1 200 k€ pour le terrain. Les frais d'acquisition ont été comptabilisés en charge de l'exercice N pour 930 k€, dont 120 k€ pour le terrain. Le bâtiment est amorti sur 30 ans.

Pour la consolidation, ces frais d'acquisition doivent être inclus dans le coût d'acquisition de l'ensemble immobilier.

**Immobilisation non amortissable : terrain****Retraitement à effectuer en N****Analyse**

L'augmentation de la valeur du terrain est de 120 k€. Les frais n'étant plus en charge pour les comptes consolidés, il faut augmenter la charge d'impôt, ce qui correspond à une dette qui ne sera payée qu'au moment de la vente du terrain.

L'impôt différé passif est de  $120 \times 33,33 \% = 40$ .

**Écriture de retraitement (en k€)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Terrain	120		Résultat global	120	
Résultat société F		120	Frais d'acquisition		120
<i>Frais d'acquisition immobilisés</i>					
Résultat société F	40		Charge d'impôt	40	
Impôt différé passif		40	Résultat global		40
<i>Impôt différé sur les frais d'acquisition immobilisés</i>					

**Retraitement à effectuer les années suivantes****Analyse**

Le terrain n'étant pas amortissable, il n'y a aucune écriture à constater dans les comptes de gestion. L'écriture de retraitement consiste à reprendre l'écriture de retraitement initiale. L'incidence sur le résultat de l'exercice d'acquisition se retrouve en réserves les années suivantes.

**Écriture de retraitement (en k€)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Terrain	120				
Impôt différé passif		40			
Réserves société F		80			
<i>Frais d'acquisition immobilisés, net d'ID</i>					

**Retraitement à effectuer l'année de la vente du terrain****Analyse**

En prenant l'hypothèse que le terrain est vendu le 01/10/N+20 pour 1 800 k€.

La plus-value dans les comptes individuels est de  $1\,800 - 1\,200 = 600$  k€

La plus-value dans les comptes consolidés est de  $1\,800 - (1\,200 + 120) = 480$  k€

La dette d'impôt différé est payée avec l'impôt sur la plus-value. Il n'y a plus de dette à la clôture.

Par simplification, il n'est pas tenu compte des différences de taux d'imposition.

**Écriture de retraitement (en k€)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Résultat société F	80		VNC immo cédée	120	
			Charge d'impôt		40
Réserve société F		80	Résultat global		80

*Retraitement de la plus-value de cession du terrain*

**Immobilisation amortissable : bâtiment****Retraitement à effectuer en N****Analyse**

La valeur bâtiment augmente de 810 k€ et les annuités de dotation aux amortissements de  $810/30 = 27$ .

L'impôt différé passif constaté l'année d'acquisition, diminue au fur et à mesure de la constatation des amortissements complémentaires.

En N, la base de l'impôt différé =  $810 - 27 = 783$  et l'impôt différé est de  $783 \times 33,33 \% = 261$ .

**Écriture de retraitement (en k€)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Construction	810		Résultat global	783	
Amortissement		27	Dotation amort.	27	
Résultat société F		783	Frais d'acquisition		810
<i>Frais d'acquisition immobilisés</i>					
Résultat société F	261		Charge d'impôt	261	
Impôt différé passif		261	Résultat global		261

*Impôt différé sur les frais d'acquisition immobilisés*

**Retraitement à effectuer en N+1****Analyse**

Reprise l'écriture de retraitement précédente : reconstitution de la valeur de l'immobilisation, reprise des amortissements cumulés et de l'impôt différé. L'incidence en résultat N est reprise en réserve en N+1 :  $783 - 261 = 522$  k€.

Retraitement des écritures de l'exercice N+1 : constatation de l'amortissement complémentaire et de l'impôt différé correspondant.

En amortissements cumulés, on trouve 2 annuités d'amortissement (N et N+1).

La dette d'impôt différé diminue du montant pris en compte dans le résultat fiscal de l'exercice :  $27 \times 33,33 \% = 9$ .

Solde d'impôt différé passif :  $261 - 9 = 252$  k€.

**Écriture de retraitement (en k€)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Construction	810		Dotation amort.	27	
Amortissement		54	Charge d'impôt		9
Impôt différé passif		252	Résultat global		18
Réserve société F		522			
Résultat société F	18				
<i>Frais d'acquisition immobilisés, dotation complémentaire, nette d'impôt</i>					

Les amortissements cumulés augment à chaque exercice et la dette d'impôt différé diminue dans les mêmes proportions.

Les années suivantes, les écritures de retraitement suivront le même schéma.

**Retraitement à effectuer la dernière année d'amortissement, en N+30**
**Analyse**

Les frais d'acquisition sont complètement amortis, globalement on retrouve les mêmes charges que dans les comptes individuels. Il n'y a plus d'impôt différé.

**Écriture de retraitement (en k€)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Construction	810		Dotation amort.	27	
Amortissement		810	Charge d'impôt		9
Réserve société F		18			
Résultat société F	18		Résultat global		18
<i>Frais d'acquisition immobilisés, dotation complémentaire, nette d'impôt</i>					

**Écritures de retraitement, en reprenant l'hypothèse d'une vente en N+20**
**Analyse**

Amortissements cumulés des frais d'acquisition au 31/12/N+19 (20 exercices) :  $810/30 \times 20 = 540$ .

La valeur nette comptable est de  $810 - 540 = 270$ , ce qui correspond au montant des réserves au 31/12/N+19.

Dotation aux amortissements de l'exercice N+20 =  $27/12 \times 9 = 20$  (arrondi).

Valeur nette comptable des frais d'acquisition immobilisés :  $810 - (540 + 20) = 250$ , ce qui correspond à la diminution de la plus-value constatées dans les comptes individuels.

Solde de l'impôt différé au 31/12/N+19 :  $(810 - 540) \times 33,33 \% = 90$ .

**Écriture de retraitement (en k€)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Résultat société F	270		Dotation amort.	20	
Réserve société F		270	VNC immo cédée	250	
			Résultat global		270
<i>Retraitement plus-value de la construction</i>					
Réserve société F	90		Résultat global	90	
Résultat société F		90	Charge d'impôt		90
<i>Reprise Impôt différé passif sur les frais d'acquisition immobilisés</i>					

## SECTION 5. CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE

Comptes individuels	Comptes consolidés	Retraitement
L'incidence du changement sur les exercices antérieurs (net d'impôt) est constatée en report à nouveau Il est admis qu'en cas de report à nouveau débiteur, l'incidence soit constatée en charge	L'incidence du changement sur les exercices antérieurs (net d'impôt) doit obligatoirement être constatée en report à nouveau.	Annulation de la charge constatée pour ne pas perdre la déductibilité fiscale

### I. RAPPEL : RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS

#### PCG article 314-1 – Incidence des changements de méthodes comptables (rèlements n° 99-09 et n° 2000-06 du CRC)

« Lors de changements de méthodes comptables, l'effet, après impôt, de la nouvelle méthode est calculé de façon rétrospective, comme si celle-ci avait toujours été appliquée. Dans les cas où l'estimation de l'effet à l'ouverture ne peut être faite de façon objective, en particulier lorsque la nouvelle méthode est caractérisée par la prise en compte d'hypothèses, le calcul de l'effet du changement sera fait de manière prospective.

L'impact du changement déterminé à l'ouverture, après effet d'impôt, est imputé en "report à nouveau" dès l'ouverture de l'exercice sauf si, en raison de l'application de règles fiscales, l'entreprise est amenée à comptabiliser l'impact du changement dans le compte de résultat. [...] »

En cas de changement de méthode comptable, l'impact concernant les exercices antérieurs est comptabilisé :

- en report à nouveau net d'impôt, solde créditeur (produits ou diminution de charge). Une réintégration fiscale est effectuée pour soumettre les montants concernés à l'impôt
- en charge (éventuellement exceptionnelles), solde débiteur. Une déduction extracomptable n'est pas possible.

L'impact concernant l'exercice du changement de méthode est comptabilisé dans les comptes de charges ou de produits concernés.

### II. RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES CONSOLIDÉS

L'exception prévue dans le plan comptable général n'est pas applicable pour les comptes consolidés. Quel que soit l'incidence sur les exercices antérieurs, l'impact du changement de méthode comptable doit être portée en report à nouveau

### III. RETRAITEMENT À COMPTABILISER

L'année du changement de méthode, les charges relatives aux exercices antérieurs doivent être annulées ainsi que l'économie d'impôt correspondante.

Le montant, net d'impôt, est porté en report à nouveau.

Il s'agit essentiellement d'un changement de présentation : constatation au bilan et pas au compte de résultat.

La charge d'impôt est inchangée, il n'y a donc pas d'impôt différé.

## IV. EXEMPLES DE RETRAITEMENT

### EXEMPLE APPLICATIF 20

La société X comptabilise chaque année une provision pour garantie. Depuis quelques années les charges réellement engagées, par rapport aux ventes de l'exercice précédent, sont toujours supérieures aux provisions constituées. La société X décide de changer de méthode d'évaluation.

	01/01/N	Dotation	Reprise	31/12/N
Provision suivant l'ancienne méthode	180	81	111	150
Provision suivant la nouvelle méthode	270	96	120	246
Différence	90	15	9	96

Dans les comptes de la société X, l'augmentation de la valeur de la provision au 01/01/N a été comptabilisée en charge. Les mouvements de l'exercice ont été évalués avec la nouvelle méthode. Les modalités de calcul de la provision respectant les règles fiscales, l'impact du changement de méthode est fiscalement déductible, il n'y a donc pas d'impôt différé.

#### Retraitement à effectuer en N – Analyse

L'impact du changement de méthode comptabilisé en charge soit être constaté en report à nouveau pour 60 :

- valeur brute 90 ;
- économie d'impôt correspondante : 30.

Les mouvements de l'exercice sont comptabilisés suivant la nouvelle méthode, aucune modification n'est à prendre en compte pour la consolidation. Il n'y aura également aucune écriture à comptabiliser sur les exercices suivants.

#### Écriture de retraitement (en k€)

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Report à nouveau Sté X	60		Résultat global	60	
			Charges d'impôt	30	
Résultat société X		60	Charges except.		90
<i>Reclassement du changement de méthode de la provision pour garantie</i>					

## SECTION 6. LES FRAIS D'AUGMENTATION DU CAPITAL

Comptes individuels	Comptes consolidés	Retraitement
3 méthodes sont possibles : <ul style="list-style-type: none"> <li>• directement en charges</li> <li>• à l'actif (frais d'établissement) et amortis</li> <li>• en réduction des primes d'émission (méthode préférentielle)</li> </ul>	En réduction des primes d'émission (méthode obligatoire)	Annulation des charges ou des amortissements Diminution des primes d'émission



## I. RAPPEL : RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS

### PCG article 361-1 – Frais d'établissement

« Les dépenses engagées à l'occasion d'opérations qui conditionnent l'existence ou le développement de l'entité dans son ensemble mais dont le montant ne peut être rapporté à des productions de biens ou de services déterminées, suivent le traitement comptable suivant :

- les frais de constitution, [...] ;
- les frais d'augmentation de capital, de fusion et de scission peuvent être inscrits à l'actif en frais d'établissement. Leur imputation sur les primes d'émission et de fusion constitue néanmoins la méthode préférentielle ; en cas d'insuffisance, ces frais sont comptabilisés en charges.

Les frais d'établissement sont amortis selon un plan et dans un délai maximum de 5 ans. »

La comptabilisation des frais d'augmentation de capital en frais d'établissement peut être effectuée soit directement, soit en passant par un compte de transfert de charge.

La règle prévue dans le plan comptable général s'applique aux dépenses engagées. Les seules charges concernées sont donc des charges externes, les frais internes générés par l'opération d'augmentation du capital ne peuvent pas être pris en compte.

## II. RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES CONSOLIDÉS

### Extraits de l'avis du Comité d'urgence du CNC 2000-D du 21 décembre 2000

#### « I – Définition des frais d'émission et des frais d'acquisition de titres

Le Comité d'urgence considère que :

- les coûts internes liés à l'acquisition et à l'émission ne constituent pas, sur le plan comptable, des frais d'émission et d'acquisition de titres ;
- seuls les coûts externes directement liés à l'opération, c'est-à-dire les dépenses qui n'auraient pas été engagées en l'absence de cette opération, constituent, sur le plan comptable, des frais d'émission et d'acquisition de titre.

[...]

#### II.1 – Coût d'une opération portant sur les capitaux propres (frais d'émission notamment)

##### II.1.2 – Comptes consolidés

Le Comité d'urgence considère que, dans les comptes consolidés :

- les coûts internes, ne constituant pas des frais d'émission (cf. § I ci-dessus), sont comptabilisés en charges de l'exercice ;
- les coûts externes considérés comme des frais d'émission, sur le plan comptable (cf. § I ci-dessus), sont imputés sur la prime d'émission net d'impôts ;
- les coûts externes qui ne constitueraient pas, sur le plan comptable, des frais d'émission (cf. § I ci-dessus), sont comptabilisés uniquement en charges de l'exercice. »

L'avis du Comité d'urgence reprend une disposition de l'avis du CNC 2004-15, relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, qui n'a pas été reprise dans un règlement du CRC. Cet avis précise : « En revanche, dans les comptes consolidés, ces frais doivent être imputés sur les primes d'émission et de fusion. »

La décision d'imposer l'imputation des frais d'augmentation de capital sur les primes d'émission n'est pas neutre.

En effet, si ces frais sont comptabilisés en charges (immédiatement ou étalés), ils sont considérés comme des charges de l'entreprise et viennent en diminution du résultat. Et le résultat est un indicateur des performances de la société.

Si les frais sont imputés sur les primes d'émission, ils sont considérés comme des charges directement imputables aux actionnaires et sans incidence sur les performances de la société.

L'imputation sur les primes d'émission est effectuée pour le montant des frais net d'impôt.

### III. RETRAITEMENT À COMPTABILISER

#### A. 1<sup>RE</sup> SITUATION : LES FRAIS D'ÉMISSION SONT COMPTABILISÉS EN CHARGE DE L'EXERCICE

Dans les comptes de gestion : la charge doit être annulée, ce qui augmente le résultat. L'économie d'impôt doit également être reclassée.

Dans les comptes de bilan, la diminution des primes d'émission compense l'augmentation du résultat

Sur les exercices suivants, il faut reprendre le retraitement des primes d'émission, la contrepartie étant le compte de réserves.

#### B. 2<sup>E</sup> SITUATION : LES FRAIS D'ÉMISSION SONT COMPTABILISÉS EN FRAIS D'ÉTABLISSEMENT, DIRECTEMENT

Dans les comptes de gestion, la dotation aux amortissements des frais d'établissement doit être annulée, ce qui augmente le résultat.

Dans les comptes de bilan, les frais d'établissements doivent être annulés, ainsi que les amortissements cumulés, la diminution des primes d'émission doit être constatée ainsi que l'augmentation du résultat

Ces écritures sont enregistrées à chaque exercice jusqu'au complet amortissement des frais d'augmentation du capital. Pour les exercices suivants, la situation est identique à la première situation.

#### C. 3<sup>E</sup> SITUATION : LES FRAIS D'ÉMISSION SONT COMPTABILISÉS EN FRAIS D'ÉTABLISSEMENT, EN PASSANT PAR LE COMPTE DE TRANSFERT DE CHARGE

La seule différence concerne l'exercice de l'augmentation du capital, les écritures dans les comptes de gestion étant différentes.

Dans les comptes de gestion, il faut annuler les écritures passées dans les comptes individuels : comptes de charges, de transfert de charge et de dotations aux amortissements.

Dans les comptes de bilan, les écritures sont identiques à celle de la deuxième situation.

### IV. IMPÔT DIFFÉRÉ

#### Quels sont les montants retenus dans le résultat fiscal ?

Fiscalement, les frais d'augmentation du capital sont déductibles. Le traitement fiscal suit le traitement comptable : étalement ou pas de la charge.

#### Les différences constatées ont-elles un caractère permanent ou temporaire ?

Pour les comptes consolidés, un décalage intervient quand les charges sont étalées dans les comptes individuels (amortissement des frais d'établissement) et constatés immédiatement dans les comptes consolidés. La charge comptable est supérieure à la charge fiscale, il s'agit d'un impôt différé actif.

## V. EXEMPLES DE RETRAITEMENT

### EXEMPLE APPLICATIF 21

#### Comptabilisation en charge

Le 01/01/N, la société K a procédé à une augmentation de capital. Les différents frais engagés se sont élevés à 30 k€.

#### Retraitement à effectuer

##### Analyse

La charge doit être annulée. L'économie d'impôt constatée dans les comptes individuels est maintenue.

La diminution de la prime d'émission est le montant net d'impôt, soit 20 k€ (30 – 10)

#### Écriture de retraitement en N (en k€)

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Prime démission	20		Résultat global	20	
Résultat Sté K		20	Charge d'impôt	10	
			Charges externes		30

*Retraitement des frais d'augmentation du capital*

#### Écriture de retraitement des exercices suivant (en k€)

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Prime démission	20				
Réserves Sté K		20			

*Reprise du retraitement des frais d'augmentation du capital*

### EXEMPLE APPLICATIF 22

#### Comptabilisation en frais d'établissement

Le 01/01/N, la société G a procédé à une augmentation de capital. Les différents frais engagés se sont élevés à 30 k€ et comptabilisés directement en frais d'établissement.

Les frais d'établissement sont amortis sur 5 exercices.

#### REMARQUE

L'application du prorata temporis n'est pas obligatoire pour l'amortissement des frais d'établissement.

#### Retraitement à effectuer – Analyse

La dotation aux amortissements est de  $30/5 = 6$  k€, l'économie d'impôt correspondante est de  $6 \times 33,33 \% = 2$  k€.

Les frais d'établissements doivent être annulés pour 30 k€ et l'amortissement cumulé pour 6 k€.

La diminution de la prime d'émission est le montant des frais nets d'impôt :  $30 - 10 = 20$  k€.

L'impôt différé actif correspond à l'économie d'impôt qui n'est pas encore constatée dans les comptes de gestion :  $30 - 6 = 24$ .

Montant de l'impôt différé actif :  $24 \times 33,33 \% = 8 \text{ k€}$ .

Chaque année les amortissements cumulés augmentent de 6 k€ et l'impôt différé actif diminue de 2 k€. Les retraitements des exercices précédents sont repris dans le compte de réserve.

#### Écriture de retraitement en N (en k€)

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Prime d'émission	20		Résultat global	4	
Frais d'établissement		30	Charge d'impôt	2	
Amortissement	6		Dot amort.		6
Impôt différé actif	8				
Résultat Sté G		4			
<i>Retraitement des frais d'augmentation du capital</i>					

#### Écriture de retraitement N+1 (en k€)

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Prime démission	20		Résultat global	4	
Frais d'établissement		30	Charge d'impôt	2	
Amortissement	12		Dot amort.		6
Impôt différé actif	6				
Résultat Sté G		4			
Réserves Sté G		4			
<i>Retraitement des frais d'augmentation du capital</i>					

#### Synthèse

D'une façon générale, Les écritures passées en application de règles fiscales correspondent à des avantages fiscaux accordés aux entreprises, réduction du montant de l'impôt exigible. Cet avantage a un caractère temporaire.

Les retraitements consistent à annuler ces écritures et à compléter la charge d'impôt. Au bilan un impôt différé passif est constaté.

## CHAPITRE 4. LES MÉTHODES PRÉFÉRENTIELLES DU RÈGLEMENT 99-02

### RÉSUMÉ

Conformément au projet de convergence de la réglementation française avec les normes comptables internationales, les méthodes préférentielles ont été définies par rapport aux normes en vigueur au moment de la rédaction du règlement 99-02. Il s'agit :

- des engagements de retraite et prestations assimilés ;
- des contrats de location financement ;
- des frais liés aux emprunts obligataires ;
- des écarts de conversion ;
- des contrats partiellement achevés à la clôture.

**REMARQUE**

Ce chapitre présente les retraitements à comptabiliser quand les méthodes préférentielles sont retenues.

**SECTION 1. LE CADRE RÉGLEMENTAIRE**

Les méthodes préférentielles sont décrites dans le règlement 99-02 :

**§ 300 du règlement 99-02**

« [...] Certaines méthodes sont considérées comme préférentielles dans les comptes consolidés [...]. »

Ce chapitre est ainsi consacré à une partie du paragraphe 300 du règlement 99-02. L'application des méthodes préférentielles n'est pas obligatoire, néanmoins :

**§ 300 du règlement 99-02**

« [...] Le choix d'utiliser ces méthodes préférentielles est irréversible ; en cas de non application d'une méthode, son impact sur le bilan et le compte de résultat est donné en annexe sauf en ce qui concerne la méthode de l'avancement lorsque les données de gestion ne permettent pas de donner une information fiable. »

L'utilisation de méthodes d'évaluation différentes entre les comptes individuels et les comptes consolidés est complètement justifiée par la finalité des comptes individuels (prédominance juridique et fiscale) et celle des comptes consolidés (prédominance économique et financière).

**REMARQUE**

Connaître ces méthodes et savoir les utiliser fait partie du programme. Les sujets d'examens vous donneront tous les éléments pour les appliquer, mais vous n'aurez aucun rappel théorique.

**SECTION 2. ENGAGEMENT DE RETRAITE**

Comptes individuels	Comptes consolidés	Retraitement
Méthode préférentielle : • Constatation de la provision pour la totalité des engagements Autre méthode : • Simple information en annexe	Même règle	• Dans tous les cas, prise en compte de l'impôt différé • Comptabilisation de la provision et des mouvements de l'exercice suivant les choix effectués dans les comptes individuels

**I. RAPPEL : RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS****PCG article 335-1 – (règlements n° 2000-06 et n° 2005-09 du CRC)**

« Les passifs relatifs aux engagements de l'entité en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et d'allocations en raison de départ à la retraite ou avantages similaires des membres de son personnel et de ses associés et mandataires sociaux peuvent être, en tout ou en partie, constatés sous forme de provisions.

La constatation de provisions pour la totalité des engagements à l'égard des membres du personnel actif et retraité, conduisant à une meilleure information financière, est considérée comme une méthode préférentielle. »

En France, les régimes de retraite sont des régimes à cotisations définies : le versement des cotisations suffit pour libérer l'employeur de ses obligations envers les salariés.

Certaines entreprises ont mis en place des régimes de retraites sur-complémentaires, retraite par capitalisation. Les salariés perçoivent au moment de leur départ à la retraite les montants épargnés à leur nom. Ces régimes sont également à cotisations définies, car l'employeur ne s'engage pas à verser aux salariés plus que le montant de l'épargne.

En revanche, les indemnités de départ à la retraite, indemnités de fin de carrière, définies dans le Code du travail et dans les conventions collectives, sont entièrement sous la responsabilité de l'employeur, quel que soit les modalités de financement retenues (externalisation ou pas). C'est également le cas si d'autres avantages sont consentis, tels que la couverture médicale (mutuelle).

Les règles de comptabilisation ont été modifiées avec l'introduction du règlement 2000-06 du CRC. Trois situations sont possibles :

- Mention dans l'annexe.
- Comptabilisation partielle antérieure à l'entrée en vigueur du règlement 2000-06 du CRC. Tant que les règles d'évaluation ne sont pas changées, la comptabilisation partielle peut être maintenue. Tout changement ne pouvant se faire que pour l'application de la méthode préférentielle.
- Comptabilisation de la totalité des engagements

Le plan comptable général, ne prévoit pas de méthode de calcul. La recommandation du CNC 2003 R-01 du 1<sup>er</sup> avril 2003 reprend les dispositions de la norme IAS 19, pour les entités de plus de 250 personnes (salariés et mandataires sociaux).

## II. RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES CONSOLIDÉS

### § 300 du règlement 99-02

« Les coûts des prestations de retraite et des prestations assimilées (indemnités de départ compléments de retraite, couverture médicale, médaille du travail prestations de maladie et de prévoyance...) au bénéfice du personnel actif et retraité, mis à la charge de l'entreprise, devraient être provisionnés et systématiquement pris en compte dans le résultat sur la durée d'activité des salariés. [...] »

## III. RETRAITEMENT À COMPTABILISER

Si les provisions pour indemnités de fin de carrière sont comptabilisées dans les comptes individuels, il n'y a aucun retraitement à comptabiliser. Il suffit de constater l'impôt différé.

Si ces engagements ne sont pas comptabilisés, il faut constater les provisions, les mouvements de l'exercice et l'impôt différé correspondant.

## IV. IMPÔT DIFFÉRÉ

### Quels sont les montants retenus dans le résultat fiscal ?

Fiscalement, les dotations aux provisions pour engagements de retraite ne sont pas déductibles. Le versement des indemnités est déductible, et les reprises de provisions ne sont pas imposables.

### Les différences constatées ont-elles un caractère permanent ou temporaire ?

La différence entre le traitement comptable et le traitement fiscal correspond à un décalage dans le temps, différence temporaire : l'impôt différé doit être constaté, quel que soit les dates prévisibles de versement des indemnités.

Les charges comptables sont supérieures aux charges fiscales, il s'agit d'un impôt différé actif.

## V. EXEMPLES DE RETRAITEMENT

### EXEMPLE APPLICATIF 23

La société Z présente les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière dans l'annexe. La provision relative à ces engagements doit être comptabilisée pour la consolidation. Les mouvements de l'exercice ont été reconstitués et un tableau récapitulatif a été établi :

En milliers d'€	Solde au 01/01/N	Dotations	Reprise	Solde au 31/12/N
Provision	750	180	48	882
Impôt différé	250	44		294

#### Retraitement à effectuer en N – Analyse

Le montant de la provision au 01/01/N correspond au retraitement effectué sur l'exercice précédent, la contrepartie est constatée en réserve, net d'impôt :  $750 - 250 = 500$  k€.

Le solde de l'impôt différé au 31/12/N est de 294 k€ = (solde au 01/01/N) 250 + (mouvements de l'exercice) 44.

L'impact sur le résultat est de : (dotations) 180 – (reprise) 48 – (économie d'impôt) 44 = 88 k€.

#### Écriture de retraitement (en k€)

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Résultat société Z	88		Dotations aux prov.	180	
Réserve société Z	500		Reprise de prov.		48
Impôt différé actif	294		Charge d'impôt		44
Provision		882	Résultat global		88
Comptabilisation de la provision pour indemnité de fin de carrière, net d'impôt					

#### Autre présentation des écritures

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Résultat société Z	132		Dotations aux prov.	180	
Réserve société Z	750		Reprise de prov.		48
Provision		882	Résultat global		132
Comptabilisation de la provision pour indemnité de fin de carrière					
Impôt différé actif	294		Résultat global	44	
Résultat société Z		44			
Réserve société Z		250	Charge d'impôt		44
Impôt différé relatif à la provision pour indemnité de fin de carrière					

## SECTION 3. CONTRAT DE LOCATION FINANCEMENT

Comptes individuels	Comptes consolidés	Retraitement
Comptabilisation des redevances en charge d'exploitation (compte 612)	Assimilé à l'acquisition d'une immobilisation financée par emprunt :	Annulation de la charge
Bien immobilisé à la date de la levée de l'option d'achat et amorti	Immobilisation – dette	Constatation de l'immobilisation
	Amortissement – frais financiers	Comptabilisation des amortissements
		Impôt différé



## I. RAPPEL : RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS

### PCG article 331-7

« Le titulaire d'un contrat de crédit-bail comptabilise en charges les sommes dues au titre de la période de location.

À la levée de l'option d'achat, le titulaire d'un contrat de crédit-bail inscrit l'immobilisation à l'actif de son bilan pour un montant établi conformément aux règles applicables en matière de détermination de la valeur d'entrée. »

Les contrats de location ont été exclus du champ d'application du règlement 2004-06 du CRC, relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs. Aucun changement n'est intervenu dans le traitement comptable des contrats de location qui doit respecter les dispositions contractuelles.

## II. RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES CONSOLIDÉS

### § 300 du règlement 99-02

« Les contrats de location financement devraient être comptabilisés :

- chez le preneur : au bilan sous forme d'une immobilisation corporelle et d'un emprunt correspondant ; au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière ; en outre, les plus-values à l'occasion d'opérations de cession-bail devraient être étalées sur la durée du contrat, lorsque le bien est repris à bail, directement ou par personne interposée, dans le cadre d'une opération de location financement ;
- chez le bailleur : sous forme de prêts, de façon symétrique à l'enregistrement chez le preneur. »

Le contrat de location financement n'est pas défini dans le règlement 99-02. il faut donc se référer à la norme IAS 17 » contrat de location ».

Le contrat de location permet de transférer le droit d'usage d'un bien, pour une durée donnée.

Un contrat de location financement est un contrat qui transfère la majorité des avantages et des risques attachés à la propriété d'un bien. Le locataire se comporte alors quasiment comme un propriétaire. L'importance du transfert entre le propriétaire et le locataire dépend, en particulier, de la durée du contrat et des conditions financières.

Si le montant des loyers versés correspond à la valeur du bien, le locataire peut être considéré comme un propriétaire dès la signature du contrat et la location comme une acquisition moyennant des paiements échelonnés, quasiment comme un emprunt.

Les contrats de crédit-bail correspondent tous à des contrats de location-financement. C'est également le cas de certains contrats de location de longue durée. La présence d'une option d'achat n'est pas le critère déterminant.

## III. RETRAITEMENT À COMPTABILISER

Les contrats de location-financement s'analysent comme une acquisition financée par emprunt :

- constatation d'une immobilisation qui est amortie suivant les mêmes règles que les immobilisations de même nature  
La durée d'amortissement est, en général, égale à la durée du contrat
- constatation d'une dette financière d'un montant équivalent ; Les loyers sont considérés comme des remboursements d'emprunt. Il faut isoler les frais financiers inclus dans les loyers.

Les modalités de calcul retenues sont celles des emprunts remboursés par annuités constantes.

## IV. IMPÔT DIFFÉRÉ

### Quels sont les montants retenus dans le résultat fiscal ?

Fiscalement, les montants déductibles sont limités au montant des loyers comptabilisés.

### Les différences constatées ont-elles un caractère permanent ou temporaire ?

Quel que soit les méthodes de comptabilisation retenues sur la durée du contrat, le total des charges correspond au total des loyers. Les différences année par année sont des différences temporaires.

L'impôt différé doit être constaté. Dans la plupart des cas, sur les premiers exercices, les charges comptables sont supérieures aux charges fiscales, c'est donc un impôt différé actif.

## V. EXEMPLES DE RETRAITEMENT

### EXEMPLE APPLICATIF 24

#### Contrat de location

Le 01/01/N, la société L a souscrit un contrat de location longue durée pour du matériel informatique. Ce contrat est un contrat de location financement. Valeur du matériel : 240 k€ ; durée du contrat 4 ans. Les loyers annuels sont payables d'avance. Le 1<sup>er</sup> loyer est versé à la signature du contrat le 01/01/N.

Le propriétaire détermine le loyer de telle sorte qu'il soit remboursé de son investissement au terme du contrat et qu'il soit rémunéré. De son point de vue, vendre le bien ou le donner en location doit être équivalent. En d'autres termes, la valeur actualisée des loyers est égale à la valeur du bien à la signature du contrat. Ceci se traduit par l'équation : valeur du bien =  $\text{loyer} \times (1 - (1+i)^{-n})/i \times (1+i)$ .

C'est le même calcul que pour déterminer les annuités d'un emprunt remboursable par annuités constantes à une différence près : les emprunts sont payables à terme échu, les loyers sont payables d'avance. C'est ce qui explique le dernier terme de la formule.

Le taux d'intérêt retenu est, par hypothèse, 2 % par an.

Montant du loyer :  $240\,000 = \text{loyer} \times (1 - 1,02^{-4})/0,02 \times 1,02$  ; soit un loyer de 61 794 par an.

#### Retraitement à effectuer en N

#### Analyse

Le loyer étant payé d'avance, le premier versement est sans intérêt.

**Tableau de remboursement de la dette financière et dotation aux amortissements**

Exercice	Loyer	Intérêt	Capital remboursé	Capital restant dû	Dot. amort.
N	61 794		61 794	178 206	60 000
N+1	61 794	3 564	58 230	119 976	60 000
N+2	61 794	2 400	59 394	60 582	60 000
N+3	61 794	1 212	60 582	0	60 000
Total	247 176	7 176			240 000

Les intérêts versés le 01/01/N+1 correspondent à la période du 01/01/N au 31/12/N, période au cours de laquelle la dette était de 178 206 €, compte tenu du règlement de la 1<sup>re</sup> redevance, le jour de la signature du contrat. Il faut comptabiliser la charge d'intérêts sur l'exercice N et constater des intérêts courus.

Le dernier règlement a lieu le 01/01/N+3, la dette est éteinte, il n'y a pas de charges d'intérêt sur le dernier exercice.

Dans les comptes individuels, sur toute la durée du contrat, le total des charges est le cumul des loyers, soit 247 176 €.

Dans les comptes consolidés, sur la durée du contrat, le total des charges est égal au total des amortissements 240 000 + total des intérêts 7 176 = 247 176 €.

Le cumul des charges est identique, seule la répartition dans le temps est différente. Cette différence correspond à la base de l'impôt différé.

Le retraitement à comptabiliser est :

- annulation de la charge de loyer : 61 794 ;
- constatation de l'immobilisation et de l'amortissement : 240 000 ; 60 000 ;
- constatation de la dette au 31/12/N : 178 206 € ;
- constatation des intérêts courus : 3 564 € ;
- ce retraitement est une augmentation des charges de :  $60\,000 + 3\,564 - 61\,794 = 1\,770$  €, diminution du résultat ;
- prise en compte de l'impôt différé actif, réduction de la charge d'impôt :  $1\,770 \times 33,33\% = 590$  €.

### Écriture de retraitement (en €)

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Immobilisation	240 000		Dotation aux amort.	60 000	
Amortissement		60 000	Charges financières	3 564	
Dette financière		178 206	Loyers		61 794
Intérêts courus		3 564			
Résultat société L	1 770		Résultat global		1 770
<i>Contrat de location immobilisé</i>					
Impôt différé actif	590		Résultat global	590	
Résultat société L		590	Charge d'impôt		590
<i>Impôt différé sur le retraitement du contrat de location</i>					

### Retraitement à effectuer en N+1

#### Analyse

Les éléments du retraitement du contrat de location à comptabiliser sont présentés dans le tableau ci-avant. L'incidence sur le résultat de l'exercice N est reprise en réserve en N+1.

Impact sur le résultat :  $60\,000 + 2\,400 - 61\,794 = 606$  €, augmentation des charges.

Impôt différé, augmentation de l'impôt différé actif :  $606 \times 33,33\% = 202$ .

Solde de l'impôt différé au 31/12/N+1 :  $590 + 202 = 792$ .

**Écriture de retraitement (en €)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Immobilisation	240 000		Dotation aux amort.	60 000	
Amortissement		120 000	Intérêts	2 400	
Dette financière		119 976	Loyers		61 794
Intérêts courus		2 400			
Réserve société L	1 770				
Résultat société L	606		Résultat global		606
<i>Contrat de location immobilisé</i>					
Impôt différé actif	792		Résultat global	202	
Réserve société L		590	Charge d'impôt		202
Résultat société L		202			
<i>Impôt différé sur le retraitement du contrat de location</i>					

**Retraitement à effectuer en N+2****Analyse**

Le raisonnement est identique à celui appliqué à l'exercice N+1.

Reprise en compte de réserve le cumul des retraitements précédents.

Valeur brute :  $1\,770 + 606 = 2\,376$  ; impôt différé :  $590 + 202 = 792$ .

Impact sur le résultat :  $60\,000 + 1\,212 - 61\,794 = - 582$  €, diminution des charges. La situation s'inverse.

Impôt différé, augmentation de la charge d'impôt :  $582 \times 33,33 \% = 194$ .

Le solde de l'impôt différé actif :  $792 - 194 = 598$ .

**Écriture de retraitement (en €)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Immobilisation	240 000		Dotation aux amort.	60 000	
Amortissement		180 000	Intérêts	1 212	
Dette financière		60 582	Loyers		61 794
Intérêts courus		1 212			
Réserve société L	2 376				
Résultat société L		582	Résultat global	582	
<i>Contrat de location immobilisé</i>					
Impôt différé actif	598		Charge d'impôt	194	
Réserve société L		792	Résultat global		194
Résultat société L	194				
<i>Impôt différé sur le retraitement du contrat de location</i>					

**Retraitement à effectuer en N+3, dernière année du contrat****Analyse**

À la clôture de l'exercice N+3, l'immobilisation est totalement amortie, la dette financière est totalement remboursée. Il n'y a plus de différence entre les charges fiscales et les charges comptables, le compte d'impôt différé est soldé.

Impact sur le résultat :  $60\,000 - 61\,794 = - 1\,794$  €, diminution des charges.

Impôt différé, augmentation de la charge d'impôt :  $1\,794 \times 33,33 \% = 598$ .

**Écriture de retraitement (en €)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Immobilisation	240 000		Dotation aux amort.	60 000	
Amortissement		240 000	Loyers		61 794
Réserve société L	1 794		Résultat global	1 794	
Résultat société L		1 794			
<i>Contrat de location immobilisé</i>					
Réserve société L		598	Charge d'impôt	598	
Résultat société L	598		Résultat global		598
<i>Impôt différé sur le retraitement du contrat de location</i>					

Si le bien est toujours utilisé, le retraitement à comptabiliser sur l'exercice suivant consistera à constater l'immobilisation et les amortissements cumulés. Tous les autres comptes sont soldés.

**REMARQUE**

Le retraitement du contrat de location a peu d'incidence sur le compte de résultat et sur le montant du résultat de l'exercice. En revanche, l'incidence au bilan est beaucoup plus élevée. C'est l'impact sur le bilan qui justifie ces retraitements.

**Retraitements à effectuer en N+1, dans les comptes du propriétaire****Analyse**

Dans les comptes du propriétaire la comptabilisation est symétrique.

L'immobilisation est annulée, une créance est constatée. Les loyers perçus sont considérés comme le recouvrement de la créance et des produits financiers sont constatés.

L'impôt différé est constaté de la même façon.

**Écriture de retraitement (en €)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Amortissement	120 000		Loyers encaissés	61 794	
Immobilisation		240 000	Produits financiers		2 400
Créance financière	119 976		Dotation aux amort.		60 000
Intérêts courus	2 400		Résultat global	606	
Réserve société L		1 770			
Résultat société L		606			
<i>Retraitements contrat de location longue durée</i>					
Impôt différé actif		792	Charge d'impôt	202	
Réserve société L	590		Résultat global		202
Résultat société L	202				
<i>Impôt différé sur le retraitement du contrat de location</i>					

**EXEMPLE APPLICATIF 25****Contrat de crédit-bail**

Le 01/07/N, la société CB a souscrit un contrat de crédit-bail pour du matériel de transport. Valeur du matériel : 60 k€ ; durée du contrat 3 ans. Les loyers annuels sont payables d'avance. Le 1<sup>er</sup> loyer est versé à la signature du contrat le 01/01/N. L'option d'achat est de 1 200 €, soit 2 % de la valeur initiale.

Dans les comptes individuels, l'immobilisation acquise à la levée de l'option d'achat est amortie sur 2 ans.

Le taux d'intérêt retenu est, par hypothèse, 2 % par an.

Montant du loyer :  $60\,000 = \text{loyer} \times (1 - 1,02^{-3})/0,02 \times 1,02 + 1\,200 \times 1,02^{-3}$  ; soit un loyer de 20 005 € par an.

Les résultats sont arrondis en euros.

### Analyse du contrat et des retraitements à comptabiliser sur tous les exercices concernés

Le loyer étant payé d'avance, le 1<sup>er</sup> versement est sans intérêt. Les règlements ont lieu le 01/07/N, 01/07/N+1, 01/07/N+2. Le montant de la levée d'option d'achat est versée le 01/07/N+3.

### Tableau de remboursement de la dette

Exercice	Payements	Intérêts payés	Capital remboursé	Capital restant dû
N	20 013		20 013	39 987
N+1	20 013	800	19 213	20 774
N+2	20 013	415	19 598	1 176
N+3	1 200	24	1 176	0
Total	61 239	1 239		

L'option d'achat est incluse dans le calcul de la dette et s'ajoute aux redevances.

Le contrat étant signé le 01/07/N, les charges sont réparties sur 4 exercices. Il faut tenir compte

- des redevances payées d'avance : la première redevance couvre la période du 01/07/N au 30/06/N+1. Les charges constatées d'avance dans les comptes individuels doivent être annulées pour :  $20\,013 \times 6/12 = 10\,006$  (arrondi) ;
- des intérêts courus : les intérêts payés le 01/07/N+1 correspondent à une dette qui a couru du 01/07/N au 30/06/N+1. La charge d'intérêt de l'exercice N est de  $800 \times 6/12 = 400$ .

Exercice	Redevance en charge	Intérêt payés	Intérêts courus		Dot. Amort.
			Ext N-1	Fin exercice	
N	10 007			400	10 000
N+1	20 013	800	- 400	208	20 000
N+2	20 013	415	- 208	12	20 000
N+3	10 006	24	- 12		10 000
Total	60 039	1 239			60 000

### Préparation des écritures de retraitement dans les comptes de gestion

Les charges sont plus élevées dans les comptes consolidés au cours des premiers exercices, le résultat diminue et la charge d'impôt doit être réduite, puis la tendance s'inverse. À compter de la levée d'option d'achat, des amortissements sont constatés dans les comptes individuels qui ne correspondent pas au montant des comptes consolidés. L'écriture de retraitement va consister à compléter l'amortissement déjà comptabilisé.

Le tableau récapitulatif permet de vérifier que, sur la durée du contrat, le total des charges est identique pour les comptes consolidés par rapport aux comptes individuels, que l'impact sur le résultat s'annule et que les impôts différés se compensent.

Exercice	Comptes individuels Ce qui est comptabilisé		Comptes consolidés Ce que l'on doit obtenir			
	Redevance en charge	Dot. amort.	Dot. Amort.	Intérêts	Impact résultat avant ID	Impôt différé
N	10 007		10 000	400	- 393	- 131
N+1	20 013		20 000	608	- 595	- 198
N+2	20 013		20 000	219	- 206	- 69
N+3	10 006	300	10 000	12	294	98
N+4		600			600	200
N+5		300			300	100
Total	60 039	1 200	60 000	1 239	0	0

### Préparation des écritures de retraitement dans les comptes de bilan

On trouve dans les comptes de bilan le cumul des retraitements depuis le premier exercice. Les écritures de retraitement consistent soit à annuler les écritures des comptes individuels, soit à les compléter, soit à ajouter des comptes qui n'étaient pas utilisés.

	Comptes individuels Ce qui est comptabilisé		Comptes consolidés Ce que l'on doit obtenir					
	CCA	Amort. cumulés	Amort. cumulés	Dette	Intérêts courus	Résultat avant ID	Réserve avant ID	Impôt différé actif
N	10 006		10 000	39 987	400	393		131
N+1	10 006		30 000	20 774	208	595	393	329
N+2	10 006		50 000	1 176	12	206	988	398
N+3		300	60 000			- 294	1 194	300
N+4		900				- 600	900	100
N+5		1 200				- 300	300	0

CCA = Charges constatées d'avance.

En N+6, il ne reste que les comptes d'immobilisation et d'amortissements cumulés, si le matériel est toujours présent.

Ces deux tableaux étant établis, il est facile de présenter les écritures de retraitement.

### Écritures de retraitement en N (en €)

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Immobilisation	60 000		Dotation aux amort.	10 000	
Amortissement		30 000	Charges financières	400	
CCA		10 006	Loyers		10 007
Dette financière		20 774	Résultat global		393
Intérêts courus		208			
Résultat société CB	393				
<i>Crédit-bail immobilisé</i>					
Impôt différé actif	131		Résultat global	131	
Résultat société CB		131	Charge d'impôt		131
<i>Impôt différé sur le retraitement du crédit-bail</i>					

### Écritures de retraitement en N+1

Ces écritures peuvent être présentées de façons différentes. Ci-après deux présentations.

La première écriture est la reprise de l'écriture de l'exercice précédent. La deuxième écriture constate les mouvements de l'exercice.



Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Immobilisation	60 000				
Amortissement		10 000			
CCA		10 006			
Dette financière		39 987			
Intérêts courus		400			
Impôt différé actif	131				
Réserve société CB	393				
<i>Crédit-bail immobilisé – reprise de l'écriture N</i>					
Immobilisation			Dotation aux amort.	20 000	
Amortissement		20 000	Charges financières	608	
Dette financière	19 213		Loyers		20 013
Intérêts courus	400		Résultat global		595
Intérêts courus		208			
Résultat société CB	595		Résultat global		595
<i>Crédit-bail immobilisé mouvements N+1</i>					
Impôt différé actif	198		Résultat global	198	
Résultat société CB		198	Charge d'impôt		198
<i>Impôt différé sur le retraitement N du crédit-bail</i>					

Reprise directement des soldes au 31/12/N+1 :

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Immobilisation	60 000		Dotation aux amort.	20 000	
Amortissement		30 000	Charges financières	608	
Dette financière		20 774	Loyers		20 013
Intérêts courus		208			
Résultat société CB	595		Résultat global		595
Réserve société CB	393				
<i>Crédit-bail immobilisé</i>					
Impôt différé actif	329		Résultat global	198	
Résultat société CB		198	Charge d'impôt		198
Réserve société CB		131			
<i>Impôt différé sur le retraitement du crédit-bail</i>					

## SECTION 4. CONTRAT CESSION BAIL

### § 300 du règlement 99-02 – Opérations de cession-bail

« i) Pour les groupes qui appliquent la méthode préférentielle, le traitement comptable de l'opération dépend de la nature du bail conclu simultanément à la vente. Si le bail permet au cédant de conserver les risques et les avantages résultant du bien loué, le bail est une location financement et aucune cession n'est réputée avoir eu lieu. Dans ce cas, il convient :

- d'éliminer le résultat de la cession figurant au compte de résultat du cédant-preneur ;
- de reconstituer à l'actif du bilan la valeur brute et les amortissements cumulés du bien cédé à la date de cession ;
- de continuer d'amortir le bien cédé dans les mêmes conditions qu'avant la cession, sur la base de sa durée d'utilisation ou sur la durée du contrat si celle-ci est plus courte ;
- de constater au passif une dette à hauteur du prix de cession perçu par le cédant ;
- d'enregistrer ultérieurement les flux relatifs à la dette.

.../...

.../... En cas de moins-value, l'immobilisation est maintenue à sa valeur comptable d'origine et le cas échéant dépréciée si la perte correspond à une diminution de sa valeur recouvrable.

Si les risques et les avantages ont été transférés au bailleur, une cession a eu lieu et le bail est une location simple. Le gain provenant de la cession est comptabilisé au compte de résultat ; toutefois, si le prix de vente est supérieur à la valeur de marché du bien, l'excédent du prix de vente est étalé sur la durée du contrat en atténuation du loyer.

ii) Pour les groupes qui n'appliquent pas la méthode préférentielle, si le bail est une location financement, la plus-value réalisée lors de la vente est enregistrée au passif en vue de sa reprise dans les résultats ultérieurs au prorata des loyers ; si le bail est une location simple, le traitement comptable est identique à celui appliqué en cas de mise en œuvre de la méthode préférentielle.

- chez le bailleur : sous forme de prêts, de façon symétrique à l'enregistrement chez le preneur. [...]

La description du traitement comptable des contrats de cession bail à appliquer dans les comptes consolidés donne des indications sur le traitement comptable des contrats de location financement.

### REMARQUE

Le retraitement des contrats de cession bail nécessite plus d'écritures que celui des contrats de location financement et dépasse ce qui peut être demandé à l'examen.

## SECTION 5. EMPRUNTS OBLIGATAIRES

Comptes individuels	Comptes consolidés	Retraitement
<b>Frais d'émission :</b> • en charge  • étalés sur la durée de l'emprunt	Étalement systématique sur la durée de l'emprunt	• Annulation de la charge et constatation de la part de l'exercice • pas de retraitement
<b>Primes de remboursement :</b> Étalés sur la durée de l'emprunt (débit du compte 169)	Même traitement comptable	Pas de retraitement, sauf si les modalités d'étalement sont différentes

### I. RAPPEL : RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS

#### A. FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES

##### PCG article 361-3 – (règlement n° 2004-06 du CRC)

« Les frais d'émission d'emprunt peuvent être répartis sur la durée de l'emprunt d'une manière appropriée aux modalités de remboursement de l'emprunt.

Néanmoins, il est possible de recourir à une répartition linéaire lorsque les résultats obtenus ne sont pas sensiblement différents de la méthode précédente. »

L'article 361-3 n'impose pas l'étalement sur la durée de l'emprunt, c'est une simple option. En cas d'étalement, la méthode à appliquer reste au choix de l'entreprise.

## B. PRIME DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS OBLIGATAIRE

### PCG article 361-2 – (règlement n° 2004-06 du CRC)

« Le montant des primes de remboursement d'emprunt est amorti systématiquement sur la durée de l'emprunt soit au prorata des intérêts courus, soit par fractions égales. Toutefois, les primes afférentes à la fraction d'emprunt remboursée sont toujours amorties. »

### PCG article 441/16

« [...] Les emprunts obligataires dont le remboursement est assorti de primes sont comptabilisés au crédit des comptes 161 ou 163 pour leur valeur totale, primes de remboursement incluses. La contrepartie de ces primes est enregistrée au débit du compte 169 « Primes de remboursement des obligations ».

La dotation de l'exercice est inscrite par le débit du compte 6861 "Dotations aux amortissements des primes de remboursement des obligations" au crédit du compte 169. [...] »

Cette méthode de comptabilisation permet d'étaler les primes de remboursement sur la durée du contrat

## II. RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES CONSOLIDÉS

### § 300 du règlement 99-02

« Les frais d'émission et les primes de remboursement et d'émission des emprunts obligataires devraient être systématiquement étalés sur la durée de vie de l'emprunt. »

Le règlement 99-02 ne précise pas les modalités d'étalement des frais d'émission et des primes de remboursement.

Les récentes modifications du plan comptable général ont réduits les différences de traitement comptable entre les comptes individuels et les comptes consolidés.

## III. IMPÔT DIFFÉRÉ

### Quels sont les montants retenus dans le résultat fiscal ?

En ce qui concerne les frais d'émission des emprunts obligataires, le traitement fiscal suit le traitement comptable. Les frais sont immédiatement déduits s'ils sont constatés en charge. Ils sont déduits sur la durée de l'emprunt si la charge comptable est étalée.

### Les différences constatées ont-elles un caractère permanent ou temporaire ?

La seule différence qui peut être constatée entre les comptes consolidés et les comptes consolidés est le cas où les frais sont immédiatement passés en charges dans les comptes individuels. Cette différence a un caractère temporaire, sur la durée de l'emprunt, la charge est identique quel que soit la méthode retenue.

Les charges fiscales sont alors supérieures aux charges comptables, il s'agit d'un impôt différé passif.

## IV. RETRAITEMENT À COMPTABILISER

### A. FRAIS D'ÉMISSION

La méthode préférentielle du règlement 99-02 correspond à l'une des deux options du plan comptable général.

## B. PRIMES DE REMBOURSEMENT

La méthode préférentielle des comptes consolidés correspond à la seule méthode retenue dans les comptes individuels. Elle s'applique donc de façon obligatoire et il n'y a pas de retraitement à comptabiliser.

Les seules différences qui peuvent apparaître sont les modalités de l'étalement.

## V. EXEMPLE DE RETRAITEMENT

### EXEMPLE APPLICATIF 26

Le 01/01/N, la société E a émis un emprunt obligataire sur 5 ans dont les frais d'émission (frais bancaires) se sont élevés à 9 000 €.

Ces frais sont constatés en charge dans les comptes de la société E et sont étalés pour les comptes consolidés. L'étalement est effectué par fractions égales.

#### Retraitement à effectuer en N

##### Analyse

En N, la charge comptabilisée est de 9 000, dans un compte de service bancaire et pour les comptes consolidés elle doit être de  $9\,000/5 = 1\,800$ , dans un compte de dotation aux charges à répartir.

Avant prise en compte de l'impôt différé, l'impact sur le résultat de l'exercice N est de  $1\,800 - 9\,000 = -7\,200$  €, augmentation du résultat.

L'impôt différé est de  $7\,200 \times 33,33\% = 2\,400$  €, augmentation de la charge d'impôt, impôt différé passif.

L'impact net est de  $2\,400 - 7\,200 = -4\,800$  €.

#### Écriture de retraitement (en €)

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Charges à répartir	7 200		Dot. amort. Ch. à rep.	1 800	
Impôt différé passif		2 400	Services bancaires		9 000
Résultat Sté E		4 800	Charge d'impôt	2 400	
			Résultat global	4 800	

*Retraitement des frais d'émission de l'emprunt obligataire : étalement*

#### Retraitement à effectuer en N+1

##### Analyse

L'impact sur le résultat de l'exercice N est repris en réserve en N+1.

Dans les comptes individuels, il n'y a aucune écriture relative aux frais d'émission de l'emprunt obligataire.

Pour les comptes consolidés, il faut constater la dotation aux amortissements des charges à répartir de 1 800 € et l'économie d'impôt correspondante :  $1\,800 \times 33,33\% = 600$  €.

Le solde des charges à répartir est de  $7\,200 - 1\,800 = 5\,400$  €.

Le solde de l'impôt différé passif est de  $2\,400 - 600 = 1\,800$  €.

Pour les exercices suivants, l'analyse sera identique.

**Écriture de retraitement (en €)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Charges à répartir	5 400		Dot. amort. Ch. à rep.	1 800	
Impôt différé passif		1 800	Charge d'impôt		600
Réserve Sté E		4 800	Résultat global		1 200
Résultat Sté E	1 200				
<i>Retraitement des frais d'émission de l'emprunt obligataire N : étalement</i>					

**SECTION 6. ÉCARTS DE CONVERSION**

Comptes individuels	Comptes consolidés	Retraitement
Constatés au bilan Provision pour perte de change en cas de perte latente (écart de conversion actif)	Enregistrement en résultat au cours de la période à laquelle ils se rapportent	Annulation des écarts de conversion actifs et passifs Constataction de charges et produits financiers Annulation des provisions pour perte de change Pas d'impôt différé en général

**I. RAPPEL : RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS**

Les écarts de conversion peuvent concerner différents comptes de bilan : dettes financières, dettes fournisseurs, créances clients, disponibilités, comptes courants d'actionnaires, prêts, etc.

**PCG article 342-7**

« Les liquidités ou exigibilités immédiates en devises existant à la clôture de l'exercice sont converties en monnaie nationale sur la base du dernier cours de change au comptant.

Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés dans le résultat de l'exercice. »

Dans ce cas, les gains et les pertes de change sont constatés immédiatement au compte de résultat, aucun retraitement n'est à effectuer

En cours d'exercice, les dettes et créances libellées en monnaie étrangère sont converties au cours du jour de l'opération ou si ces opérations sont nombreuses au cours moyen mensuel, trimestriel voire annuel.

**PCG article 342-5**

« Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en monnaie nationale sur la base du dernier cours du change.

Lorsque l'application du taux de conversion à la date de clôture de l'exercice a pour effet de modifier les montants en monnaie nationale précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites à des comptes transitoires, en attente de régularisations ultérieures :

- à l'actif du bilan pour les différences correspondant à une perte latente ;
- au passif du bilan pour les différences correspondant à un gain latent.

Les pertes de change latentes entraînent à due concurrence la constitution d'une provision pour risques, sous réserve des dispositions particulières de l'article 342-6. »

**PCG article 342-6**

« Lorsque les circonstances suppriment en tout ou partie le risque de perte, les provisions sont ajustées en conséquence. Il en est ainsi dans les cas suivants.

I. Lorsque l'opération traitée en devises est assortie par l'entité d'une opération symétrique destinée à couvrir les conséquences de la fluctuation du change, appelée couverture de change, la provision n'est constituée qu'à concurrence du risque non couvert.

II. Lorsqu'un emprunt en devises, sur lequel est constatée une perte latente, est affecté à l'acquisition d'immobilisations situées dans le pays ayant pour unité monétaire la même devise que celle de l'emprunt, ou à l'acquisition de titres représentatifs de telles immobilisations, il n'est pas constitué de provision globale pour la perte latente attachée à l'emprunt affecté.

III. Lorsque pour des opérations dont les termes sont suffisamment voisins les pertes et les gains latents peuvent être considérés comme concourant à une position globale de change, le montant de la dotation peut être limité à l'excédent des pertes sur les gains.

IV. Lorsque les charges financières liées à un emprunt en devises sont inférieures à ce qu'elles auraient été si l'emprunt avait été contracté en monnaie nationale, le montant de la dotation annuelle au compte de provision peut être limité à la différence entre ces charges calculées et les charges réellement supportées.

V. Lorsque les pertes latentes de change sont attachées à une opération affectant plusieurs exercices, l'entité peut procéder à l'étalement de ces pertes. »

La provision pour perte de change est égale à l'écart de conversion actif sauf, si certaines conditions sont réunies pour limiter le montant de la perte probable et donc le montant de la provision.

Les gains de change sont constatés au compte de résultat que lorsqu'ils sont réalisés.

Les pertes de change sont constatées immédiatement au compte de résultat par voie de provision, en application du principe de prudence.

**II. RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES CONSOLIDÉS****§ 300 du règlement 99-02**

« Les écarts de conversion des actifs et passifs monétaires libellés en devises devraient être enregistrés en résultat au cours de la période à laquelle ils se rapportent. »

Les pertes de change latentes sont comptabilisées en charges financières, les provisions deviennent sans objet.

Les gains de change latents sont constatés immédiatement en produits financiers, ce qui ne correspond pas au principe de prudence tel qu'il est appliqué dans le plan comptable général.

**III. IMPÔT DIFFÉRÉ****Quels sont les montants retenus dans le résultat fiscal ?**

Fiscalement :

- les écarts de conversion actifs sont déductibles et les écarts de conversions passifs sont imposables.
- les provisions pour perte de change ne sont pas déductibles et les reprises pas imposables.

**Les différences constatées ont-elles un caractère permanent ou temporaire ?**

- Cas des gains de change latents :

Dans les comptes individuels, il y a un décalage entre l'exercice d'imposition et l'exercice de comptabilisation. Pour les comptes consolidés, ce décalage est supprimé par la réintégration fiscale des écarts de conversion.

Il n'y a donc pas d'impôt différé à prendre en compte.

- Cas des pertes de change latentes :
  - En règle générale, le montant constaté en charge est identique dans les comptes individuels et dans les comptes consolidés (la provision est égale au montant de l'écart de conversion). Le retraitement fiscal est neutre, la réintégration est égale à la déduction. Il n'y a pas de différence, donc pas d'impôt différé.
  - Si les conditions sont réunies pour limiter la perte de change latente, dans les comptes individuels, le montant réintégré (dotation aux provisions) est inférieur au montant déduit (écart de conversion). L'économie d'impôt obtenue est reprise l'année suivante. L'impôt différé passif doit être constaté.

#### IV. RETRAITEMENT À COMPTABILISER

##### A. ÉCART DE CONVERSION PASSIF

Annulation du compte « différence de conversion passif » et constatation des produits financiers

##### B. ÉCART DE CONVERSION ACTIF

Au bilan : Annulation du compte « différence de conversion actif » et de la provision pour perte de change.

Au compte de résultat : reclassement de la dotation aux provisions au compte de perte de change.

Uniquement dans le cas où la provision est inférieure au montant de l'écart de conversion, il faut constater un impôt différé passif correspondant à la réduction d'impôt.

#### V. EXEMPLES DE RETRAITEMENT

##### EXEMPLE APPLICATIF 27

##### Écart de conversion passif

En N, la dette du fournisseur japonais est constatée pour 240 k€. À la clôture cette dette est de 230 k€. La différence de conversion de 10 k€ a été comptabilisée dans les comptes individuels.

Cette dette est payée le 31/01/N+1 pour une valeur de 233 k€.

##### Retraitements à effectuer en N et N+1

##### Analyse

Dans les comptes individuels, en N, il n'y a pas de produits. En N+1, la différence de conversion a été contrepassée et un gain de change a été constaté pour 7 k€

Pour les comptes consolidés, des produits financiers doivent être constatés pour 10 k€ au 31/12/N.

L'augmentation de la dette fournisseur de 3 k€ en N+1 constitue une perte de change. Le gain de change constaté dans les comptes individuels doit être annulé.

Globalement les produits financiers sont identiques suivant les deux référentiels comptables, seule la répartition dans le temps diffère.



**Écriture de retraitement en N (en k€)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Différence de conversion	10		Résultat global	10	
Résultat Sté XX		10	Gains de change		10
<i>Retraitement de l'écart de conversion passif en produits financier</i>					

**Écriture de retraitement en N+1 (en k€)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Résultat Sté XX	10		Gains de change	7	
Réserve Sté XX		10	Perte de change	3	
			Résultat global		10
<i>Retraitement des gains de change</i>					

**EXEMPLE APPLICATIF 28****Écart de conversion actif totalement provisionné**

En N, la dette du fournisseur suédois est constatée pour 170 k€. À la clôture cette dette est de 178 k€. La différence de conversion de 8 k€ a été comptabilisée dans les comptes individuels.

Cette dette est payée le 05/02/N+1, pour une valeur de 182 k€.

**Retraitements à effectuer en N****Analyse**

Dans les comptes individuels, en N, l'écart de conversion est constaté au bilan et une provision pour perte de change est comptabilisée pour 8 k€.

Pour les comptes consolidés, la perte latente est constatée directement sans passer par le compte de provision. Les comptes de « différence de conversion actif et de la provision doivent être annulée et la charge reclassée. Ces écritures sont sans incidence sur le résultat.

**Écriture de retraitement (en k€)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Prov. perte de change	8		Perte de change	8	
Différence de conversion		8	Dot. prov		8
<i>Reclassement de l'écart de conversion actif</i>					

**Retraitements à effectuer en N+1****Analyse**

En N+1, l'écart de conversion est contrepassé (8 k€), la provision est reprise (8 k€) et la perte de change constatée pour 12 k€. La charge nette de N+1 est de 4 k€. Les comptes de bilan sont soldés.

La perte de change est également de 4 k€ pour les comptes consolidés, aucune incidence sur le résultat.

Aucune écriture n'est à comptabiliser dans les comptes de bilan.

Dans les comptes de gestion, un reclassement doit être effectué : annulation de provision doit être annulée et ajustement de la perte.

**Écriture de retraitement (en k€)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
			Reprise de prov.	8	
			Perte de change		8
<i>Reclassement de la reprise de provision pour perte de change</i>					

**EXEMPLE APPLICATIF 29****Écart de conversion actif partiellement provisionné**

En N, la créance du client brésilien est constatée pour 108 k€. Une couverture de change a été mise en place. À la clôture cette créance est de 96 k€. La différence de conversion est de 12 k€. Le risque non couvert qui doit être provisionné est estimé à 3 k€.

Cette créance est encaissée le 15/02/N+1, pour une valeur de 93 k€ et la perte de change nette est de 4 k€, compte tenu de la couverture de change.

**Retraitements à effectuer en N****Analyse**

Dans les comptes individuels, en N, l'écart de conversion est constaté au bilan pour 12 k€ et la provision pour perte de change est comptabilisée pour 3 k€.

Pour les comptes consolidés, la perte latente est constatée uniquement pour le risque non couvert directement sans passer par le compte de provision : un reclassement de la charge doit être effectué.

Au bilan les comptes de « différence de conversion actif et de la provision doivent être annulés ; le compte client est ajusté

Ces écritures sont sans incidence sur le résultat.

L'écart de conversion est déduit pour 12 et la provision réintégré pour 3 k€ : cette économie d'impôt ne correspond pas à une charge dans les comptes consolidés. Une charge d'impôt complémentaire doit être constatée sur la différence  $12 - 3 = 9$  k€, soit un impôt différé de  $9 \times 33,33 \% = 3$  k€, impôt différé passif.

**Écriture de retraitement (en k€)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Prov perte de change	3		Perte de change	3	
Client	9		Dot. prov		3
Différence de conversion		12			
<i>Reclassement de l'écart de conversion actif</i>					
Résultat Sté XX	3		Charge d'impôt	3	
Impôt différé passif		3	Résultat global		3
<i>Impôt différé sur l'écart de conversion actif</i>					

**Retraitements à effectuer en N+1****Analyse**

En N+1, l'écart de conversion est contrepassé, la provision est reprise pour 3 et la perte de change nette est constatée pour 4 k€. La charge nette de N+1 est de 1 k€. Les comptes de bilan sont soldés.

Pour les comptes consolidés, la reprise de provision doit être reclassée dans le compte de perte de change. Cette écriture est sans incidence sur le résultat

Pour déterminer le résultat fiscal, l'écart de conversion déduit en N est repris en N+1 et la reprise de provision est déduite. La charge d'impôt de N+1 compense l'économie constatée en N : l'impôt différé doit être repris.

### Écriture de retraitement (en k€)

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
			Reprise de prov.	3	
			Perte de change		3
<i>Reclassement de la reprise de provision pour perte de change</i>					
Impôt différé passif	3		Résultat global	3	
Résultat Sté XX		3	Charge d'impôt		3
<i>Annulation Impôt différé sur l'écart de conversion actif</i>					

## SECTION 7. CONTRATS PARTIELLEMENT ACHEVÉS À LA CLÔTURE

Comptes individuels	Comptes consolidés	Retraitements
Méthode à l'achèvement ou à l'avancement si certaines conditions sont remplies La méthode à l'avancement est préférentielle	Méthode à l'avancement	Passage de la méthode à l'achèvement à la méthode à l'avancement : • annulation du stock • Constatation d'une partie du chiffre d'affaire Impôt différé

### I. RAPPEL : RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS

Le règlement 99-08 reprend une partie des règles définies dans la norme IAS 11 « Contrat de construction ». La méthode à l'avancement est considérée comme préférentielle.

#### PCG article 380-1 – (règlement n° 99-08 du CRC)

« Est appelé contrat à long terme, un contrat d'une durée généralement longue, spécifiquement négocié dans le cadre d'un projet unique portant sur la construction, la réalisation ou, le cas échéant, la participation en qualité de sous-traitant à la réalisation, d'un bien, d'un service ou d'un ensemble de biens ou services fréquemment complexes, dont l'exécution s'étend sur au moins deux périodes comptables ou exercices. Le droit de l'entité à percevoir les revenus contractuels est fonction de la conformité au contrat du travail exécuté.

I. Un contrat à long terme est comptabilisé soit selon la méthode à l'achèvement, soit selon la méthode à l'avancement.

II. La méthode à l'achèvement consiste à comptabiliser le chiffre d'affaires et le résultat au terme de l'opération. En cours d'opération, qu'il s'agisse de prestations de services ou de productions de biens, les travaux en cours sont constatés à la clôture de l'exercice à hauteur des charges qui ont été enregistrées.

III. La méthode à l'avancement consiste à comptabiliser le chiffre d'affaires et le résultat au fur et à mesure de l'avancement des contrats.

IV. Si l'entité retient la méthode à l'avancement et est en mesure d'estimer de façon fiable le résultat à terminaison, le résultat est constaté en appliquant au résultat à terminaison le pourcentage d'avancement.

.../...

.../... Ce pourcentage est déterminé en utilisant la ou les méthodes qui mesurent de façon fiable, selon leur nature, les travaux ou services exécutés et acceptés. Peuvent être retenus :

- le rapport entre les coûts des travaux et services exécutés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution du contrat ;
- les mesures physiques ou études permettant d'évaluer le volume des travaux ou services exécutés.

Par travaux et services exécutés et acceptés, il y a lieu d'entendre ceux qui peuvent être considérés comme entrant, avec une certitude raisonnable, dans les conditions d'acceptation prévues par le contrat.

V. Si l'entité retient la méthode à l'avancement mais n'est pas en mesure d'estimer de façon fiable le résultat à terminaison, aucun profit n'est dégagé.

VI. La capacité à estimer de façon fiable le résultat à terminaison repose sur les trois critères suivants :

- la possibilité d'identifier clairement le montant total des produits du contrat ;
- la possibilité d'identifier clairement le montant total des coûts imputables au contrat ;
- l'existence d'outils de gestion, de comptabilité analytique et de contrôle interne permettant de valider le pourcentage d'avancement et de réviser, au fur et à mesure de l'avancement, les estimations de charges, de produits et de résultat.

VII. À la date de clôture, lorsque l'entité se situe dans les cas relevant du paragraphe IV, les produits contractuels sont comptabilisés en chiffre d'affaires puis régularisés, le cas échéant, à la hausse comme à la baisse, pour dégager le résultat à l'avancement. Lorsque l'entité se situe dans les cas relevant du paragraphe V, le montant inscrit en chiffre d'affaires est limité à celui des charges ayant concouru à l'exécution du contrat.

VIII. Que l'entité applique la méthode à l'achèvement ou la méthode à l'avancement, la perte globale probable est provisionnée, sous déduction des pertes éventuellement déjà constatées.

En présence de plusieurs hypothèses de calcul, la perte provisionnée est la plus probable d'entre elles ou à défaut la plus faible. Dans ce cas, l'article 531-2 (27) prévoit une description appropriée dans l'annexe du risque additionnel mesuré par rapport à l'hypothèse de perte la plus faible.

La perte qui ne peut être estimée de façon raisonnable ne donne lieu à aucune provision mais à une information dans l'annexe prévue à l'article susvisé.

IX. La méthode à l'avancement conduisant à une meilleure information, est considérée comme préférentielle.

La décision d'adopter la méthode à l'avancement porte sur tous les contrats en cours à cette date. L'effet du changement de méthode est calculé de façon rétrospective sur la base du pourcentage d'avancement et du résultat à terminaison estimés à l'ouverture de l'exercice du changement de méthode.

Dans le cas où le résultat à terminaison n'est pas déterminable de façon fiable au début de l'exercice, l'effet du changement de méthode à l'ouverture se mesure en prenant en compte l'estimation du résultat à terminaison à la clôture de l'exercice du changement. L'article 531-2 (27) prévoit une description appropriée dans l'annexe de cette modalité de calcul. »

Les conditions à respecter pour utiliser la méthode à l'avancement permettent de fiabiliser les éléments qui entre dans le calcul du chiffre d'affaires et de la marge constatée à chaque clôture.

## II. RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES CONSOLIDÉS

### § 300 du règlement 99-02

« [...] Les opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice (prestations de services ou fournitures de biens) devraient être comptabilisées suivant la méthode de l'avancement. [...] »

Le règlement 99-02 ne donne pas plus de précisions, les traitements prévus dans le plan comptable général s'appliquent quasiment de la même façon.

### III. RETRAITEMENT À COMPTABILISER

Le passage de la méthode à l'achèvement à la méthode à l'avancement ne pose pas de difficultés particulières car les conditions posées sont peu contraignantes.

	Méthode		Retraitement
	À l'achèvement	À l'avancement	
En cours d'exercice	Les charges sont enregistrées dans les comptes par nature		Aucun
À la clôture Contrat inachevé Résultat à terminaison fiable	Charges engagées constatées en travaux en cours (compte de stock)	Une partie du chiffre d'affaire est comptabilisée (facture à établir)	Annulation du stock et enregistrement de la facture à établir
Résultat du contrat	Nul	Une partie de la marge	
À la clôture Contrat inachevé Résultat à terminaison pas fiable	Charges engagées constatées en travaux en cours (compte de stock)	Le chiffre d'affaire comptabilisé est égal aux charges engagées	Annulation du stock et enregistrement de la facture à établir
Résultat du contrat	Nul	Nul	
Fin de contrat	Constatation de la totalité du chiffre d'affaires, des charges (variation de stock) et de la marge	Constatation du solde du chiffre d'affaires et de la marge	Annulation de la variation de stock et d'une partie du chiffre d'affaire

### IV. IMPÔT DIFFÉRÉ

#### Quels sont les montants retenus dans le résultat fiscal ?

Le traitement fiscal suit le traitement comptable. Si la méthode à l'achèvement est utilisée dans les comptes individuels, la marge n'est imposée qu'en fin de contrat. Le passage à la méthode à l'avancement permet de constater une partie de la marge au fur et à mesure du déroulement du contrat. L'imposition est répartie sur plusieurs exercices.

#### Les différences constatées ont-elles un caractère permanent ou temporaire ?

La différence dans la répartition de la marge sur le contrat à long terme est une différence temporaire. Dans tous les cas, la totalité de la marge est imposée.

En cas de passage de la méthode à l'achèvement à la méthode à l'avancement, une charge d'impôt complémentaire doit être constatée et un impôt différé passif.

### V. EXEMPLE DE RETRAITEMENT

#### EXEMPLE APPLICATIF 30

La société T a choisi de comptabiliser les contrats à long terme suivant la méthode à l'achèvement. Pour les comptes consolidés, la méthode à l'avancement doit être utilisée.

Un contrat de 24 mois a été signé le 01/04/N pour un prix de 3 600 k€. La marge prévue est de 72 k€.

Exercice	Méthode à l'achèvement		Méthode à l'avancement		
	Charges	Produits	% avancement	Chiffre d'affaires	Marge
N	1 200		34 %	1 224	24
N+1	1 800		51 %	1 836	36
N+2	528	3 600	15 %	540	12
total	3 528	3 600	100 %	3 600	72

Les acomptes versés en cours de contrat sont enregistrés dans un compte de tiers, quel que soit la méthode retenue, pas de retraitement à prévoir.

### Retraitements à effectuer en N

#### Analyse

Dans les comptes individuels, en N, les travaux en cours sont constatés pour 1 200 k€ et pour les comptes consolidés, un chiffre d'affaires de 1 224 k€ doit être constaté, ce qui correspond à une facture à établir de 1 464 k€, dont 240 k€ de TVA.

L'incidence sur le résultat est de 24 et une dette d'impôt différé doit être constatée pour  $24 \times 33,33 \% = 8$  k€

#### Écriture de retraitement en N (en k€)

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Facture à établir	1 464		Variation de stock	1 200	
TVA à régulariser		240	Ventes		1 224
Travaux en cours		1 200	Résultat global	24	
Résultat Sté T		24			
<i>Retraitement contrat à long terme de l'achèvement à l'avancement</i>					
Résultat Sté T	8		Charge d'impôt	8	
Impôt différé passif		8	Résultat global		8
<i>Impôt différé du retraitement du contrat à long terme</i>					

### Retraitements à effectuer en N+2, dernière année du contrat

#### Analyse

Les retraitements de l'exercice N+1 suit la même trame que les retraitements de l'exercice N.

Le cumul des retraitements N et N+1 est enregistré dans le compte de réserves pour 60 k€, avant l'impôt différé de 20 k€.

Quel que soit la méthode utilisée la facture de ce contrat est établie, les travaux en cours sont soldés. Il n'y a plus de retraitement à effectuer sur les comptes de bilan, hormis les réserves et le résultat. En cumul, Il n'y pas plus de différence entre le résultat comptable et le résultat fiscal, le compte d'impôt différé est également soldé.

La totalité du chiffre d'affaires est enregistrée dans les comptes individuels alors qu'il ne doit être que de 540 k€ pour les comptes consolidés : un retraitement de 3 060 k€ doit être constaté.

La totalité des charges est enregistrées dans les comptes individuels : une partie dans les comptes de charges par nature et une partie dans le compte de variation de stock. Pour les comptes consolidés, les charges ne doivent être que de 528 k€. Un retraitement doit être constaté pour 3 000 k€.

Par différence, l'incidence sur le résultat de l'exercice N+2 est de 60 k€, et l'impôt différé correspondant de 20 k€.

**Écriture de retraitement (en k€)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Résultat Sté T	60		Ventes	3 060	
Réserves Sté T		60	Variation de stock		3 000
			Résultat global		60
<i>Retraitement contrat à long terme de l'achèvement à l'avancement</i>					
Réserves Sté T	20		Résultat global	20	
Résultat Sté T		20	Charge d'impôt		20
<i>Impôt différé du retraitement du contrat à long terme</i>					

**Synthèse**

Les six méthodes préférentielles prévues par le règlement 99-02 sont toutes la reprise des principales dispositions de normes comptables internationales en vigueur au moment de la rédaction de ce règlement.

Le choix d'appliquer ou pas ces méthodes préférentielles dépend en grande partie de l'environnement dans lequel le groupe se situe.

Les choix de la société mère s'appliquent à toutes les sociétés du groupe.

Les sociétés qui n'appliquent pas les mêmes méthodes dans leurs comptes individuels, doivent effectuer des retraitements et constater l'impôt différé.

## CHAPITRE 5. LES MÉTHODES PRÉFÉRENTIELLES ET OPTIONS DU RÈGLEMENT 99-03, L'OPTION DU CODE DE COMMERCE

**RÉSUMÉ**

Les règles applicables aux comptes consolidés sont les règles du plan comptable général, sauf si le règlement 99-02 prévoit d'autres règles de comptabilisation et d'évaluation (voir chapitres précédents).

Pour déterminer les règles applicables aux comptes consolidés, la société mère doit prendre position sur l'application des méthodes préférentielles et des options du plan comptable général, qui n'ont pas déjà été présentées. Il s'agit :

- des frais d'établissement ;
- des coûts de développement ;
- des intérêts intercalaires sur immobilisations et stocks produits par l'entreprise ;
- de la réévaluation des immobilisations § 302.

L'option ouverte par le Code de commerce concerne l'application de la méthode d'évaluation des stocks : « dernier entré – premier sorti ».

**SECTION 1. LA PROBLÉMATIQUE**

Les retraitements qui suivent ne concernent que des règles du plan comptable général et correspondent uniquement à des choix divergents entre les comptes individuels et les comptes consolidés.

Les méthodes les plus proches des normes comptables internationales sont systématiquement retenues pour l'établissement des comptes consolidés



## SECTION 2. LES FRAIS D'ÉTABLISSEMENT

Comptes individuels	Comptes consolidés	Retraitement
Méthode préférentielle : en charge Autre méthode : à l'actif	Appliquer la méthode préférentielle	Constatation de la charge Annulation de l'actif et de l'amortissement

### I. RAPPEL : RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS

#### PCG article 361-1 – Frais d'établissement (règlement n° 2004-06 du CRC)

« Les dépenses engagées à l'occasion d'opérations qui conditionnent l'existence ou le développement de l'entité dans son ensemble mais dont le montant ne peut être rapporté à des productions de biens ou de services déterminées, suivent le traitement comptable suivant :

- les frais de constitution, de transformation, de premier établissement, peuvent être inscrits à l'actif comme frais d'établissement. Leur inscription en compte de résultat constitue néanmoins la méthode préférentielle ;
- les frais d'augmentation de capital [...]. »

#### PCG article 442/20 – Immobilisations incorporelles

« Le compte 201 "Frais d'établissement" enregistre les frais d'établissement soit directement, soit par l'intermédiaire du compte 72 "Production immobilisée". [...] »

La méthode préférentielle correspond à l'application de la définition d'un actif. En effet les charges portées en frais d'établissement ne sont pas des éléments générateurs d'avantage économiques futurs, ce ne sont pas des actifs.

Le maintien des frais d'établissement à l'actif correspond aux règles applicables avant l'introduction du règlement 2004-06 et évite de présenter les premiers états financiers avec un résultat faible, voire en perte.

### II. RETRAITEMENT À COMPTABILISER

Application de la méthode préférentielle pour les comptes consolidés :

- Dans les comptes de gestion : annuler les dotations aux amortissements et constater les charges.
- Dans les comptes de bilan : annuler les frais d'établissement et les amortissements cumulés.

### III. IMPÔT DIFFÉRÉ

#### Quels sont les montants retenus dans le résultat fiscal ?

Le traitement fiscal suit le traitement comptable.

#### Les différences constatées ont-elles un caractère permanent ou temporaire ?

La différence a un caractère temporaire, globalement la totalité des frais d'établissement est prise en compte dans la détermination du résultat fiscal

L'impôt différé doit être constaté. Il s'agit d'un impôt différé actif : les charges fiscales sont inférieures aux charges comptables.

## IV. EXEMPLE DE RETRAITEMENT

**EXEMPLE APPLICATIF 31**

La société F a été créée au 01/01/N. Les frais d'établissement d'un montant de 54 000 k€ ont été portés à l'actif et amortis sur 5 exercices. Pour les comptes consolidés, ils doivent être constatés en charge.

**Retraitements à effectuer en N****Analyse**

Annulation des amortissements :  $54\,000/5 = 10\,800$  €

Constatation de la charge : 54 000 €

Impact sur le résultat, avant impôt :  $54\,000 - 10\,800 = 43\,200$  €

Impôt différé actif :  $43\,200 \times 33,33\% = 14\,400$  €

**Écriture de retraitement (en €)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Impôt différé actif	14 400		Charges externes	54 000	
Amort cumulés	10 800		Dotations aux amort.		10 800
Frais d'établissement		54 000	Charge d'impôt		14 400
Résultat Sté F	28 800		Résultat global		28 800
<i>Retraitement des frais d'établissement en charges</i>					

**Retraitements à effectuer en N+1****Analyse**

Annulation des amortissements :  $54\,000/5 = 10\,800$  €, amort cumulés 21 600 €

Diminution de l'impôt différé actif :  $10\,800 \times 33,33\% = 3\,600$  €, solde 10 800 €

Impact sur le résultat net d'impôt : 7 200

Reprise du retraitement N en réserve : 28 800

**Écriture de retraitement (en €)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Impôt différé actif	10 800		Charge d'impôt	3 600	
Amort cumulés	21 600		Dotations aux amort.		10 800
Frais d'établissement		54 000	Résultat global	7 200	
Résultat Sté F		7 200			
Réserves Sté F	28 800				
<i>Retraitement des frais d'établissement en charges</i>					

## SECTION 3. LES COÛTS DE DÉVELOPPEMENT

Comptes individuels	Comptes consolidés	Retraitement
Méthode préférentielles : Comptabilisation à l'actif Autre méthode : en charges	Appliquer la méthode préférentielle	Annulation de la charge Constatation de l'actif Enregistrement des amortissements

### I. RAPPEL : RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS

#### PCG article 311-3 – Les coûts de développement

« [...] 2. Les coûts de développement peuvent être comptabilisés à l'actif s'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale – ou de viabilité économique pour les projets de développement pluriannuels associatifs. Ceci implique, pour l'entité, de respecter l'ensemble des critères suivants :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité ;
- la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ; et,
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

La comptabilisation des coûts de développement à l'actif est considérée comme la méthode préférentielle. [...] »

#### PCG article 442/20 – Immobilisations incorporelles

« [...] Le compte 203 "Frais de recherche et de développement" enregistre les frais de recherche appliquée et de développement qui peuvent être inscrits dans les immobilisations incorporelles. Il est débité par le crédit du compte 72 "Production immobilisée". En cas d'échec des projets, les frais correspondants sont immédiatement amortis par le débit de la subdivision du compte 687 intitulée "Dotations aux amortissements exceptionnels sur immobilisations". [...] »

Les critères retenus ont pour objectif de s'assurer que les frais portés à l'actif correspondent bien à la définition d'un actif, qu'ils sont porteurs d'avantages économiques futurs probables.

Les coûts de développement sont amortis sur leur durée réelle d'utilisation. Si cette durée dépasse 5 ans, la justification de la durée retenue doit être fournie dans l'annexe (Code de commerce, art. R. 13-187)

Les amortissements sont constatés suivant la règle générale, soit la date de mise en service. Fiscalement, ils doivent être amortis dès leur inscription à l'actif. Un amortissement dérogatoire peut être comptabilisé pour prendre en compte cette divergence. Par simplification, il n'en sera pas tenu compte dans l'exemple de retraitement.

La méthode préférentielle se justifie par l'application du principe de rattachement des charges aux produits. Les frais de développement vont générer soit des économies soit des produits au cours des exercices ultérieurs et les charges qui sont à l'origine de ces économies ou produits sont réparties sur les mêmes exercices.

## II. RETRAITEMENT À COMPTABILISER

La situation est l'inverse de la situation précédente.

Si la méthode préférentielle est retenue pour l'établissement des comptes consolidés, alors que l'autre méthode est retenue dans les comptes individuels, il faudra :

- Dans les comptes de gestion : annuler les charges (utilisation le compte de production immobilisé) et constater les dotations aux amortissements.
- Dans les comptes de bilan : constater l'actif, enregistrer les amortissements.

## III. IMPÔT DIFFÉRÉ

### Quels sont les montants retenus dans le résultat fiscal ?

Le traitement fiscal suit le traitement comptable.

### Les différences constatées ont-elles un caractère permanent ou temporaire ?

La différence a un caractère temporaire, globalement la totalité des coûts de développement est prise en compte dans la détermination du résultat fiscal.

L'impôt différé doit être constaté. Il s'agit d'un impôt différé passif : les charges fiscales sont supérieures aux charges comptables.

## IV. EXEMPLE DE RETRAITEMENT

### EXEMPLE APPLICATIF 32

En N, la société D a engagés des charges pour mettre au point un nouveau produit. Le début de production de ce nouveau produit est prévu le 1/09/N+1. Les coûts engagés en N s'élève à 90 k€ et en N+1, 150 k€.

Les coûts de développement sont comptabilisés en charges dans les comptes individuels et pour les comptes consolidés ils sont portés à l'actif.

La durée d'amortissement est de 5 ans.

### Retraitements à effectuer en N

#### Analyse

Annulation des charges, production immobilisée : 90 k€.

Le projet n'étant pas achevé, il n'y a pas d'amortissement.

Impôt différé passif :  $90 \times 33,33 \% = 30 \text{ k€}$ .

Impact sur le résultat net d'impôt :  $90 - 30 = 60 \text{ k€}$ .

Coût de développement en cours : 90 k€.

**Écriture de retraitement (en €)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Frais dévelopt	90		Résultat global	60	
Impôt différé passif		30	Charge d'impôt.	30	
Résultat Sté D		60	Prod. immobilisée		90
<i>Retraitement des frais de développement à l'actif</i>					

**Retraitements à effectuer en N+1****Analyse**

Le développement est achevé et la production commence le 01/09/N+1, date de début d'amortissement.

Les charges de l'année doivent être neutralisées par le compte de production immobilisé pour 150 k€.

La dotation aux amortissements est de :  $240/5 \times 9/12 = 36$  k€, les amortissements cumulés sont du même montant.

Impact sur le résultat avant d'impôt :  $36 - 150 = - 114$ .

Augmentation de la charge d'impôt :  $114 \times 33,33 \% = 38$  k€.

Solde de l'impôt différé passif :  $30 + 38 = 68$  k€.

Impact sur le résultat net d'impôt :  $36 - 150 + 18 = 76$ .

Reprise du retraitement N en réserve : 60.

**Écriture de retraitement (en €)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Frais dévelopt	240		Dotations aux amort.	36	
Amort cumulés		36	Prod immobilisée.		150
Impôt différé passif		68	Charge d'impôt	38	
Résultat Sté D		76	Résultat global	76	
Réserves Sté D		60			
<i>Retraitement des frais de développement à l'actif</i>					

**Retraitements à effectuer en N+2****Analyse**

La production du nouveau produit a commencé en N+1. Dans les comptes individuels, il n'y a plus aucune écriture relative au projet de développement.

Pour les comptes consolidés, il faut rétablir les frais de développement à l'actif et constater les amortissements.

La dotation aux amortissements est de :  $240/5 = 48$  k€, les amortissements cumulés s'élèvent à :  $36 + 48 = 84$  k€.

Diminution de la charge d'impôt :  $48 \times 33,33 \% = 16$  k€.

Solde de l'impôt différé passif :  $68 - 16 = 52$  k€.

Impact sur le résultat net d'impôt :  $48 - 16 = 32$  k€.

Reprise du retraitement N en réserve :  $60 + 76 = 136$  k€.

**Écriture de retraitement (en €)**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Frais dévelopt	240		Dotations aux amort.	48	
Amort cumulés		84	Charge d'impôt		16
Impôt différé passif		52	Résultat global		32
Résultat Sté D	32				
Réserves Sté D		136			
<i>Retraitement des frais de développement à l'actif</i>					

**SECTION 4. Coût des emprunts : INTÉRÊTS INTERCALAIRES**

Comptes individuels	Comptes consolidés	Retraitement
Les charges financières liées à la période de production d'une immobilisation ou d'un stock sont comptabilisés soit : • en charge • dans le coût de l'actif concerné Aucune méthode n'est préférentielle	Application de la méthode proche des normes comptables internationales : incorporation dans le coût de l'actif	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Annulation de la charge</li> <li>• Modification de la valeur de l'immobilisation et modification des amortissements</li> <li>• Ou modification de la valeur du stock</li> </ul>

**I. RAPPEL : RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS****PCG article 321-5 – Coûts d'emprunt**

« Les coûts d'emprunt pour financer l'acquisition ou la production d'un actif éligible, immobilisation incorporelle, corporelle ou stock, peuvent être inclus dans le coût de l'actif lorsqu'ils concernent la période de production de cet actif, jusqu'à la date d'acquisition ou de réception définitive.

Deux traitements sont donc autorisés : comptabilisation des coûts d'emprunt en charges ou incorporation au coût de l'actif. »

Ne sont concernés que les actifs qui nécessitent une longue période de production : construction d'usine, de navires, d'infrastructures routières, etc.

**II. RETRAITEMENT À COMPTABILISER**

La norme IAS 23 a rendu obligatoire l'incorporation des charges financières dans le coût de l'actif. Suivant la stratégie du groupe, il peut être opportun de rapprocher les comptes consolidés des normes internationales et d'opter pour une comptabilisation à l'actif du coût des emprunts.

Pendant la période de construction :

- dans les comptes de gestion : annuler les charges financières ;
- dans les comptes de bilan : constater l'augmentation de la valeur de la production en cours.

À partir de la mise en service :

- dans les comptes de gestion : constater l'augmentation des dotations aux amortissements ;
- dans les comptes de bilan : constater l'augmentation de la valeur de l'actif, enregistrer les amortissements.

### III. IMPÔT DIFFÉRÉ

#### Quels sont les montants retenus dans le résultat fiscal ?

Le traitement fiscal suit le traitement comptable : les intérêts sont déduits quand ils sont constatés en charges.

#### Les différences constatées ont-elles un caractère permanent ou temporaire ?

Stock : l'augmentation de la valeur du stock, se traduira par une augmentation des charges sur l'exercice de vente du stock.

Immobilisation amortissable : la charge est constatée immédiatement ou au fur et à mesure des dotations aux amortissements.

Immobilisation non amortissable : la charge est constatée immédiatement ou à la revente de l'immobilisation ou sa mise au rebut.

Dans les deux premiers cas, le caractère temporaire est facilement identifiable. Dans le cas des immobilisations non amortissables, les délais peuvent être très longs entre l'acquisition et la revente. Ce délai n'est pas un obstacle à la constatation de l'impôt différé

Dans tous les cas, l'impôt différé doit être constaté. Il s'agit d'un impôt différé passif : les charges fiscales sont supérieures aux charges comptables.

### IV. EXEMPLES DE RETRAITEMENT

#### EXEMPLE APPLICATIF 33

##### Stock

La société S construit et vend des maisons individuelles soit pour des promoteurs soit pour des particuliers. Le financement de chaque programme est assuré par les avances reçues, l'autofinancement et des emprunts bancaires. Il s'écoule en moyenne trois ans entre la signature d'un contrat et la remise des clefs au nouveau propriétaire. Plusieurs programmes sont en cours et la société S a souscrits plusieurs emprunts sans qu'il soit possible de rattacher spécifiquement un emprunt à un programme de construction. Le taux moyen des emprunts en cours est de 3 % par an. La société S a, en stock, un programme de 15 maisons commencé le 01/01/N. La livraison est prévue pour le début de l'exercice N+3. Les intérêts des emprunts affectables à ce programme sont de 270 k€ en N ; 140 k€ en N+1 et 120 k€ en N+2, soit un total de 530 k€.

Dans les comptes individuels, ces frais sont comptabilisés en charge de chacun des exercices concernés. Pour les comptes consolidés, ils sont inclus dans le coût de construction des maisons.

##### Retraitements à effectuer en N

##### Analyse

Annulation des charges, variation des en-cours de production : 270 k€.

Le projet n'étant pas achevé, il n'y a pas d'amortissement.

Impôt différé passif :  $270 \times 33,33 \% = 90 \text{ k€}$ .

Impact sur le résultat net d'impôt :  $270 - 90 = 180 \text{ k€}$ .

Augmentation de l'encours de production : 270 k€.



### Écriture de retraitement (en €)

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
En-cours de production	270		Résultat global	180	
Impôt différé passif		90	Charge d'impôt.	90	
Résultat Sté D		180	Variation des en-cours de production		270
Retraitement du coût des emprunts à l'actif					

### Retraitements à effectuer en N+2

#### Analyse

Les constructions sont terminées, la livraison n'a pas encore eu lieu.

Les charges de l'année doivent être neutralisé par le compte des en-cours de production pour 120 k€.

Augmentation de la charge d'impôt :  $120 \times 33,33 \% = 40 \text{ k€}$ .

Solde de l'impôt différé passif :  $530 \times 33,33 \% = 177 \text{ k€}$  (arrondi).

Impact sur le résultat net d'impôt :  $120 - 40 = 80$ .

Reprise des retraitements N et N+1 en réserve :  $180 + 93 = 273$ .

### Écriture de retraitement (en €)

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
En-cours de production	530		Résultat global	80	
Impôt différé passif		177	Charge d'impôt.	40	
Résultat Sté D		80	Variation des en-cours de production		120
Réserves Sté D		273			
Retraitement du coût des emprunts à l'actif					

### EXEMPLE APPLICATIF 34

#### Immobilisation amortissable

La société C construit une nouvelle usine dont le coût s'élève à 15 000 k€. La construction doit durer 4 ans, depuis le premier coup de pioche et jusqu'à la mise en service. Pour financer les travaux, la société C a souscrit un emprunt de 8 000 k€, le reste étant autofinancé. La totalité des intérêts correspondant à la période de construction se sont élevés à 1 200 k€. La mise en service a lieu le 01/01/N, elle est amortie sur 40 ans.

Les retraitements pendant la période de construction suivent le même schéma que pour la production du stock (voir ci-avant).

#### Retraitements à effectuer en N

#### Analyse

La valeur de l'usine doit être augmenté de la totalité des frais financiers : 900 k€.

Les dotations aux amortissements augmentent de  $1\,200/40 = 30 \text{ k€}$ .

Diminution de la charge d'impôt :  $30 \times 33,33 \% = 10 \text{ k€}$ .

Impôt différé passif constaté au 31/12/N-1 est de  $1\,200 \times 33,33\% = 400\text{ k€}$ .

Il diminue de 10k€, chaque année.

Au 31/12/N-1, les réserves reprennent tous les retraitements de la période de construction :  
 $1\,200 - 400 = 800\text{ k€}$ .

### Écriture de retraitement (en €)

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Construction	1 200		Dot. aux amort.	30	
Amortissements		30	Charge d'impôt.		10
Impôt différé passif		390	Résultat global		20
Résultat Sté D	20				
Réserves Sté D		800			
Retraitement du coût des emprunts à l'actif					

## SECTION 5. RÉÉVALUATION

Comptes individuels	Comptes consolidés	Retraitement
Possibilité de réévaluer les immobilisations corporelles et financière Réévaluation imposable	Réévaluation de toutes les sociétés du groupe ou Annulation de la réévaluation	Diminution de la valeur des immobilisations réévaluées, Diminution des dotations aux amortissements Impôt différé

### I. RAPPEL : RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS

#### PCG article 350-1 – Réévaluation

« Des ajustements de valeur portant sur l'ensemble des immobilisations corporelles et financières peuvent être effectués dans le cadre de la réévaluation des comptes.

L'écart entre la valeur actuelle et la valeur nette comptable constatée lors d'une opération d'ensemble de réévaluation ne participe pas à la détermination du résultat. Il est inscrit directement dans les capitaux propres. [...] »

Conséquences fiscales : imposition des plus-values latentes comptabilisées

### II. RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES CONSOLIDÉS

#### § 302 du règlement 99-02 – Incidence des réévaluations pratiquées dans les comptes individuels d'entreprises consolidées

« Une entreprise consolidée peut être conduite à pratiquer, dans ses comptes individuels, une réévaluation de droit commun (par exemple conformément à l'article L. 123-18 du Code de commerce pour les entreprises françaises) ou une réévaluation libre si la législation nationale du pays où est située l'entreprise le permet.

Si une entreprise du groupe a procédé à l'une ou l'autre de ces réévaluations dans ses comptes individuels (à l'exception de la correction monétaire en cas de forte inflation traité au § 321), il convient soit de l'éliminer dans les comptes consolidés, soit de pratiquer la réévaluation pour l'ensemble du groupe dans les conditions fixées par l'article L. 123-18 du Code de commerce. Dans ce cas la réévaluation doit être effectuée selon des méthodes uniformes. »

**§ 300 du règlement 99-02**

« Les opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice (prestations de services ou fournitures de biens) devraient être comptabilisées suivant la méthode de l'avancement. »

La réévaluation des comptes de toutes les sociétés du groupe entraîne un grand nombre de retraitements qui ne sont pas toujours justifiés par rapport à leur incidence sur les comptes consolidés en matière de qualité d'information financière.

Si une société du groupe a réévalué ses immobilisations corporelles et financières, il est plus probable qu'elle doive annuler cette réévaluation.

**III. RETRAITEMENT À COMPTABILISER**

L'augmentation de la valeur des immobilisations corporelles et financières doit être annulée et les dotations aux amortissements diminuées.

Les plus-values latentes constatées lors de la réévaluation ont été imposées. L'annulation de cette charge d'impôt est un impôt différé actif (résultat fiscal supérieur au résultat comptable)

Pour chaque exercice une charge d'impôt complémentaire correspond à la diminution de la dotation aux amortissements, diminution de l'impôt différé actif.

**SECTION 6. MÉTHODE D'ÉVALUATION DES STOCKS**

Comptes individuels	Comptes consolidés	Retraitement
Suivant la nature des biens stockés : • identification spécifique • coût unitaire moyen pondéré • premier entré – premier sorti	Toutes les méthodes du PCG sont applicables Plus : dernier entré – premier sorti	Ajustement de la valeur des stocks et de la variation des stocks en cas d'application de la méthode dernier entré – premier sorti Impôt différé

**I. RAPPEL : RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS**

Les seules méthodes applicables dans les comptes individuels sont décrites à l'article 321-22 du plan comptable général.

**PCG article 321-22 – Méthodes de détermination du coût (règlements n° 2004-06 et 2007-02 du CRC)**

- « Le coût des stocks d'éléments qui ne sont pas habituellement fongibles et des biens ou services produits et affectés à des projets spécifiques doit être déterminé en procédant à une identification spécifique de leurs coûts individuels.
- Pour les articles interchangeables qui, à l'intérieur de chaque catégorie, ne peuvent être unitairement identifiés après leur entrée en magasin, le coût d'entrée est considéré comme égal au total formé par :
  - le coût des stocks à l'arrêté du précédent exercice, considéré comme un coût d'entrée dans les comptes de l'exercice ;
  - le coût d'entrée des achats et des productions de l'exercice.

Ce total est réparti, entre les articles consommés dans l'exercice et les articles existants en stocks, par application d'un mode de calcul sur la base du coût moyen pondéré calculé à chaque entrée ou sur une période n'excédant pas la durée moyenne de stockage ou selon la méthode du premier entré – premier sorti (PEPS – FIFO).

- Une entité doit utiliser la même méthode pour tous les stocks ayant une nature et un usage similaire pour l'entité. Pour des stocks de nature ou d'usage différents, différentes méthodes peuvent être utilisées.

.../...

- .../...
- Les techniques d'évaluation du coût des stocks, telles que la méthode du coût standard ou la méthode du prix de détail, peuvent être utilisées pour des raisons pratiques si ces méthodes donnent des résultats proches du coût.
    - Méthode des coûts standards :  
Les coûts standards retiennent les niveaux normaux d'utilisation de matières premières et de fournitures, de main-d'œuvre, d'efficacité et de capacité. Ils sont régulièrement réexaminés et, le cas échéant, révisés à la lumière des conditions actuelles.
    - Méthode du prix de détail :  
Le coût des stocks est déterminé en déduisant de la valeur de vente des stocks le pourcentage approprié de marge brute et de frais de commercialisation. Le pourcentage utilisé prend en considération les stocks qui ont été démarqués au-dessous de leur prix de vente initial. Un pourcentage moyen pour chaque rayon est le cas échéant appliqué. »

## II. RÈGLES APPLICABLES DANS LES COMPTES CONSOLIDÉS

Toutes les méthodes applicables dans les comptes individuels sont également applicables aux comptes consolidés. Le Code de commerce prévoit l'utilisation d'une méthode supplémentaire la méthode « dernier entré – premier sorti ».

### Article L. 233-23 du Code de commerce

« Sous réserve d'en justifier dans l'annexe, la société consolidante peut faire usage, dans les conditions prévues à l'article L. 123-17 [permanence des méthodes], de règles d'évaluation fixées par règlement de l'Autorité des normes comptables, et destinées :

- 1° À tenir compte des variations de prix ou des valeurs de remplacement ;
- 2° À évaluer les biens fongibles en considérant que le premier bien sorti est le dernier bien rentré ;
- 3° À permettre la prise en compte de règles non conformes à celles fixées par les articles L. 123-18 [règles d'évaluation reprises dans le PCG] à L. 123-21 [méthode à l'avancement]. »

La méthode « dernier entré – premier sorti » a été revendiquée, en particulier par l'industrie pétrolière. Elle se justifie dans certaines activités ou les effets de mode ou d'obsolescence technique font que, effectivement, les derniers articles entrés sont les premiers vendus.

Aujourd'hui cette méthode a été exclue de la norme IAS 2.

Son application est très limitée.

## III. RETRAITEMENT À COMPTABILISER

Par rapport aux autres méthodes d'évaluation des stock, l'utilisation de la méthode « dernier entré – premier sorti » conduit à diminuer la valeur des stocks, et donc à augmenter les charges et réduire le résultat.

L'impôt différé doit être pris en compte.

### Synthèse

La société consolidante doit choisir si elle applique ou pas les méthodes préférentielles et les options du plan comptable général pour la présentation des comptes consolidés. Les mêmes règles devant être appliquées dans toutes les sociétés du groupe, des retraitements doivent être effectués, si les méthodes retenues pour les comptes individuels diffèrent des méthodes applicables aux comptes consolidés.

Les différentes méthodes comptables génèrent des décalages temporaires entre le résultat comptable et le résultat retraité. Un impôt différé doit être constaté.

## CHAPITRE 6. FILIALES À L'ÉTRANGER : CONVERSION DES COMPTES LIBELLÉS EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

### RÉSUMÉ

Les filiales à l'étranger, établissent leurs comptes dans une monnaie autre que celle utilisée pour présenter les comptes consolidés. La méthode de conversion à utiliser dépend de la nature des liens entre la filiale à l'étranger et la société qui la contrôle (société dominante) et de la position de la filiale par rapport à la société mère (lien direct ou pas). Deux méthodes ont été retenues :

- la méthode du cours historique, pour les filiales non autonomes ;
- la méthode du cours de clôture, pour les filiales autonomes.

### SECTION 1. LES DIFFÉRENTES MONNAIES

Il est fait la distinction entre trois monnaies :

	Méthode du cours historique	Méthode du cours de clôture
Entités concernées	Filiale non autonome	Filiale autonome
Monnaie locale	Monnaie officielle, celle des comptes individuels	
Monnaie de fonctionnement	Monnaie de la société dominante	Monnaie locale
Monnaie de présentation	Monnaie de la société consolidante, monnaie des comptes consolidés	

La conversion consiste dans tous les cas de passer de la monnaie de la filiale (celle utilisée pour présenter les comptes annuels) à la monnaie de la société consolidante (monnaie de présentation). Le passage par la monnaie de fonctionnement n'est appliqué que si la société dominante n'est pas la société consolidante, en cas de sous-filiale.

### SECTION 2. DÉTERMINATION DU CHOIX DE LA MÉTHODE DE CONVERSION

#### I. DÉMARCHE RETENUE

Les deux méthodes de conversion retenue ont été déterminées en fonction des stratégies mise en œuvre dans la prise de participation dans des filiales à l'étranger ou pour leur création.

L'une des stratégies est de réaliser principalement des investissements financiers, la synergie avec les activités de la société dominante n'est pas la principale préoccupation. Ces filiales fonctionnent de façon autonome. C'est la cas par exemple d'une société holding qui a pour objet de gérer un portefeuille de titres de participations en vue d'obtenir des dividendes.

L'autre stratégie est de créer à l'étranger des filiales pour y héberger une partie de l'activité de la société dominante. Filiale de commercialisation, de production. Dans ce cas les objectifs sont fixés par la société dominante. Elle décide des investissements, des montants des rémunérations, des prix d'achat et de vente, etc. Ces filiales n'ont pas d'autonomie de fonctionnement et elles sont réellement des prolongements de la société dominante.

La méthode retenue traduit les choix stratégiques et elle dépend de la position de la filiale dans le groupe.

## II. LES MÉTHODES DE CONVERSION

### § 320 du règlement 99-02 – Les méthodes de conversion

« Pour déterminer le mode de conversion des comptes d'une entreprise consolidée établissant ses comptes en monnaie étrangère, il convient tout d'abord de déterminer sa monnaie de fonctionnement.

Lorsque cette entité a une autonomie économique et financière (filiale autonome), la monnaie dans laquelle elle tient ses comptes est généralement sa monnaie de fonctionnement.

Lorsque l'exploitation de cette entité fait partie intégrante des activités d'une autre entreprise qui établit ses comptes dans une autre monnaie (filiale non autonome), c'est en principe la monnaie de cette dernière qui est la monnaie de fonctionnement de l'entité.

Il en est ainsi lorsque la monnaie nationale de l'entreprise consolidante est prépondérante sur le plan des opérations ou du financement d'une filiale étrangère, ou lorsque celle-ci a des liens commerciaux ou financiers prépondérants avec l'entreprise consolidante ; par exemple, une filiale vendant uniquement des biens importés de l'entreprise consolidante et remettant à celle-ci les produits correspondants est considérée comme une extension de l'exploitation de l'entreprise consolidante. De même les « holdings de pays », c'est-à-dire les entreprises regroupant la plupart des filiales et participations détenues par un groupe dans un pays, font partie de cette catégorie.

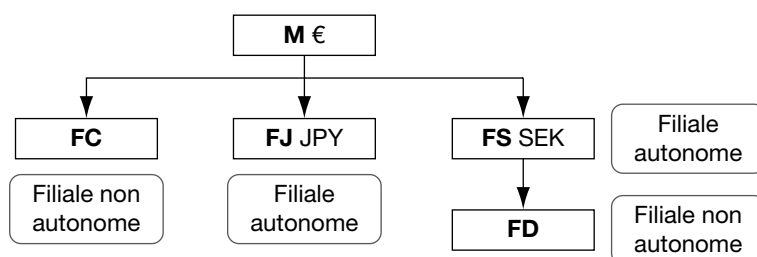
À l'exception du cas des entreprises étrangères situées dans un pays à forte inflation dont le cas est traité au paragraphe 321 :

- la conversion des comptes d'une entreprise étrangère de sa monnaie locale à sa monnaie de fonctionnement, lorsque celle-ci est différente, est faite selon la méthode du cours historique ;
- la conversion des comptes d'une entreprise étrangère de sa monnaie de fonctionnement à la monnaie de l'entreprise consolidante est faite selon la méthode du cours de clôture. »

#### EXEMPLE APPLICATIF 35

Le groupe international est composé de la société mère de nationalité française. Les comptes consolidés sont présentés en euros. Elle détient

- une filiale de commercialisation canadienne, non autonome dont la monnaie est le dollar canadien : FC ;
- une filiale japonaise, autonome dont la monnaie est le yen : FJ ;
- une filiale suédoise, autonome dont la monnaie est la couronne suédoise : FS ;
- la filiale suédoise contrôle une société danoise, non autonome dont la monnaie est la couronne danoise FD.



Le tableau ci-après récapitule les méthodes de conversions à appliquer pour chacune de ces sociétés étrangères

Société	FC	FJ	FD	
Monnaie locale	CAD	JPY	DKR	
Monnaie de fonctionnement	€	JPY	SEK	
Méthode de conversion	Cours historique	Cours de clôture	Cours historique	Cours de clôture
Conversion	CAD – €	JPY – €	DKR – SEK	SEK – €

### SECTION 3. MÉTHODE DU COURS HISTORIQUE

#### I. LE RÈGLEMENT 99-02

##### § 3200 du règlement 99-02 – La méthode du cours historique

##### 32000 – Conversion

« Selon cette méthode, la conversion en monnaie de fonctionnement des comptes des entreprises étrangères s'effectue de la manière suivante :

- les éléments non monétaires, y compris les capitaux propres, sont convertis au cours historique, c'est-à-dire au cours de change à la date de l'entrée des éléments dans l'actif et le passif consolidés ;
- les éléments monétaires sont convertis au cours de change à la date de clôture de l'exercice ;
- les produits et les charges sont, en principe, convertis au cours de change en vigueur à la date où ils sont constatés ; en pratique, ils sont convertis à un cours moyen de période (mensuel, trimestriel, semestriel, voire annuel).

Toutefois les dépréciations constatées par voie d'amortissements ou de provisions sur des éléments d'actif convertis au cours historique sont elles-mêmes converties au même cours historique. »

##### 32001 – Comptabilisation des écarts

« Les écarts de conversion résultant de l'application de cette méthode, tant sur les éléments monétaires qui figurent au bilan que sur les éléments du compte de résultat, sont inscrits au compte de résultat consolidé en "Charges et produits financiers". »

#### II. DISTINCTION ENTRE LES ÉLÉMENTS MONÉTAIRES ET LES ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES DU BILAN

ACTIF		PASSIF	
Immobilisations	Non monétaires	Capitaux propres	Non monétaires
Stocks			
Créances	Monétaires	Provisions	Monétaires
disponibilités		Dettes	

#### III. CONVERSION DU BILAN

ACTIF		PASSIF	
Immobilisations	Cours historique	Capitaux propres	Cours historique
Stocks		Résultat	Par différence
Créances	Cours de clôture	Provisions	Cours de clôture
Disponibilités		Dettes	



#### IV. CONVERSION DU COMPTE DE RÉSULTAT

CHARGES		PRODUITS	
Dotations aux amortissements	Cours historique	Produits	Cours historique
Variation des stocks		Écart de conversion	Pour équilibrer
Dotations aux provisions	Cours de clôture		
Dotations aux dépréciations	Cours du bilan		
Autres charges	Cours historique		
Résultat	Du bilan		

##### EXEMPLE APPLICATIF 36

La société AZ, filiale de la société AB, commercialise les produits fabriqués par AB. Les objectifs de vente et les commissions versées aux commerciaux sont fixés par AB. Le prix d'achat par la société AZ tient comptes des remises faites aux clients.

La filiale AZ n'est pas autonome. La méthode de conversion à appliquer est la méthode du cours historique.

L'évolution du cours de la devise est récapitulée dans le tableau ci-après :

	Date	Cours	
1 devise =	01/01/N-4	3,10	Création de AZ
	31/12/N-1	3,30	Constitution provision
	N	2,80	Cours moyen
	31/12 N	2,90	clôture

Toutes les immobilisations ont été acquises à la création de la société AZ.

##### Conversion du bilan

Le résultat est déterminé par différence.

ACTIF				PASSIF			
	devise	cours	€		devise	cours	€
Immobilisations	200	3,10	620	Capital	180	3,10	558
Stocks	80	2,80	224	Réserves N-1	20	3,30	66
Créances	40	2,90	116	Résultat	30		75
disponibilités	100	2,90	290	Provisions	60	3,30	174
				Dettes	130	2,90	377
TOTAL	420		1 250		420		1 250

##### Conversion du compte de résultat

Le résultat est le résultat déterminé au bilan

CHARGES				PRODUITS			
	devise	cours	€		devise	cours	€
Dotations aux amortissements	30	3,1	93	Produits	1 425	2,80	3 990
Variation des stocks N-1	90	3,30	297	Écart de conversion			45
Variation des stocks N	- 75	2,80	- 210				
Autres charges	1 350	2,80	3 780				
Résultat	30		75				
TOTAL	1 425		4 035		1 425		4 035

## SECTION 4. MÉTHODE DU COURS DE CLÔTURE

### I. LE RÈGLEMENT 99-02

#### § 3201 du règlement 99-02 – La méthode du cours de clôture

##### 32010 – Conversion

« Selon cette méthode, la conversion des comptes des entreprises étrangères s'effectue de la manière suivante :

- tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;
- les produits et les charges (y compris les dotations aux amortissements et provisions) sont convertis au cours moyen de la période. »

##### 32011 – Comptabilisation des écarts

« Les écarts de conversion constatés, tant sur les éléments du bilan d'ouverture que sur le résultat, sont portés, pour la part revenant à l'entreprise consolidante, dans ses capitaux propres au poste "Écarts de conversion" et pour la part des tiers au poste "Intérêts minoritaires".

En cas de liquidation ou de cession de tout ou partie de la participation détenue dans l'entreprise étrangère, l'écart de conversion qui figure dans les capitaux propres est réintégré au compte de résultat pour la partie de son montant afférente à la participation cédée. La réintégration est également opérée en cas de liquidation ou de cession de tout ou partie de la participation détenue dans l'entreprise étrangère pour les écarts de conversion figés dans les capitaux propres lors du passage à l'euro. »

### II. CONVERSION DU BILAN

ACTIF		PASSIF	
Immobilisations	Cours de clôture	Capitaux propres	Cours historique
Stocks		Résultat	Du compte de résultat
Créances		Écart de conversion	Par différence
Disponibilités		Provisions	Cours de clôture
		Dettes	

### III. CONVERSION DU COMPTE DE RÉSULTAT

CHARGES		PRODUITS	
Dotations aux amortissements	Cours historique	Produits	Cours historique
Variation des stocks			
Dotations aux provisions			
Dotations aux dépréciations			
Autres charges			
Résultat	Produits – charges		

**EXEMPLE APPLICATIF 37**

La société AX, filiale de la société AB, est une société de transport. 40 % de son chiffre d'affaire est réalisé avec les sociétés du groupe. Elle a pour seule contrainte de respecter la forme et les délais pour transmettre les situations mensuelles.

La filiale AX est autonome. La méthode de conversion à appliquer est la méthode du cours de clôture.

L'évolution du cours de la devise est récapitulée dans le tableau ci-après :

1 devise =	Date	Cours	
	01/01/N-3	2,5	Création de AX
	31/12/N-1	2,4	Constitution provision
	N	2,6	Cours moyen
	31/12 N	2,65	clôture

Toutes les immobilisations ont été acquises à la création de la société AX.

**Conversion du bilan**

Le résultat est le résultat du compte de résultat.

ACTIF				PASSIF			
	devise	cours	€		devise	cours	€
Immobilisations	400	2,65	1 060	Capital (N-3)	250	2,50	625
Stocks	30	2,65	79,5	Réserves N-1	50	2,40	120
Créances	70	2,65	185,5	Résultat	60	2,60	156
disponibilités	80	2,65	212	Écart de conversion			53
				Provisions	40	2,65	106
				Dettes	180	2,65	477
TOTAL	580		1 537		580		1 537

**Conversion du compte de résultat**

Le résultat est le résultat déterminé par différence

CHARGES				PRODUITS			
	devise	cours	€		devise	cours	€
Dotations aux amortissements	40	2,60	104	Produits	1 300	2,60	3 380
Variation des stocks N-1	25	2,60	65				
Variation des stocks N	- 30	2,60	- 78				
Autres charges	1 205	2,60	3 133				
Résultat	60	2,60	156				
TOTAL	1 300		3 380		1 300		3 380

**REMARQUE**

Les cours à une date donnée peuvent être présentés de deux façons :

1 devise = x euros. La conversion se fait en multipliant le montant en devise par le cours

1 euro = x devises. La conversion se fait en divisant le montant en devise par le cours.

**Synthèse**

La méthode retenue dépend du degré d'autonomie de la filiale dans son fonctionnement.

	Méthode du cours historique	Méthode du cours de clôture
Entités concernées	Filiale non autonome	Filiale autonome
Caractéristiques	L'activité de la filiale est considérée comme une extension de celle de la société dominante.	Il s'agit d'une autonomie économique et financière. Les décisions de gestion courante ne dépendent pas de la société dominante
Principe de la méthode	Les comptes sont convertis comme si les opérations avaient été engagées par la société dominante	Les comptes sont convertis au cours qui représente au mieux les droits du groupe dans cette filiale
Résultat	Résultat du bilan	Résultat du compte de résultat
Écart de conversion	Au compte de résultat	Au bilan

**CHAPITRE 7. LE CUMUL DES COMPTES****RÉSUMÉ**

Une fois les comptes des filiales retraités en fonction des règles du groupe, les résultats et capitaux propres déterminés, les bilans et comptes de résultats sont sommés.

À partir de cette étape, les comptes sont traités comme s'il s'agissait d'une seule entité.

Les règles de sommation dépendent des droits financiers de la société mère dans les capitaux propres des filiales et sous-filiales. Ces droits sont représentés par les pourcentages d'intérêts.

Elles dépendent également des méthodes de consolidation applicables.

**SECTION 1. RÈGLES DE SOMMATION DES COMPTES****REMARQUE**

Cette étape, très simple, ne fait que très rarement l'objet de questions le jour de l'examen. Il est important de l'avoir à l'esprit pour ne pas faire de confusion entre les opérations de pré-consolidation (incidence sur les capitaux propres d'une société) et les opérations de consolidation (incidence sur les capitaux propres du groupe).

À chaque méthode de consolidation correspond une règle de cumul des comptes, sommation des comptes :

Intégration globale	Cumul de la totalité des comptes
Intégration proportionnelle	Cumul en fonction du % d'intérêt
Mise en équivalence	Pas de cumul

**§ 28 du règlement 99-02 – Modalités de l'intégration proportionnelle****280 – Principe général**

« Les titres représentatifs du capital de l'entreprise consolidante détenus par elle-même ou par des entreprises contrôlées sont classés selon la destination qui leur est donnée dans les comptes individuels de ces entreprises. Les titres immobilisés sont portés en diminution des capitaux propres consolidés. Ils sont présentés distinctement dans le tableau de variation des capitaux propres de l'annexe. »

Les bilans et comptes de résultats retraités aux normes du groupe sont ajoutés les uns aux autres pour ne former qu'un seul bilan et qu'un seul compte de résultat. À partir du cumul des comptes, seul le résultat du groupe compte.

### REMARQUE

Dans la pratique, pour suivre les opérations de consolidation, il est nécessaire de savoir à quelle société appartient tel ou tel compte. Les numéros de comptes sont aménagés pour pouvoir faire ce lien.

## SECTION 2. DÉFINITION DU POURCENTAGE D'INTÉRÊT

### I. RAPPEL

Les droits attachés à une action sont :

- le droit de vote en assemblée générale. Le droit de vote permet de mesurer l'importance du contrôle d'une société sur une autre, critère principal utilisé pour déterminer le périmètre de consolidation ;
- le droit à percevoir un dividende ;
- le droit de partage en cas de liquidation de la société.

Ces deux derniers droits sont des droits financiers.

### II. DÉFINITION

Le pourcentage d'intérêt n'est pas directement défini dans le règlement 99-02.

Le pourcentage d'intérêt représente la quote-part des droits financiers dans une société.

En effet, les comptes consolidés rendent compte de l'ensemble des droits financiers des actionnaires de la société mère, et des actionnaires minoritaires (en intégration globale)

### III. UTILISATION DU POURCENTAGE D'INTÉRÊT

Le pourcentage d'intérêt est utilisé pour :

- effectuer la reprise des comptes des sociétés du groupe ;
- déterminer les montants à retenir dans les écritures de consolidation ;
- déterminer les capitaux propres du groupe et la part revenant aux actionnaires hors groupe (intérêts minoritaires).

## SECTION 3. DÉTERMINATION DU POURCENTAGE D'INTÉRÊT – CAS GÉNÉRAL

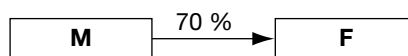
Si le capital est composé uniquement d'actions ordinaires, le pourcentage d'actions détenues correspond au pourcentage d'intérêt. Pour certaines catégories d'actions, le nombre de titres détenus ne correspond pas au nombre de droits financiers.

### I. CONTRÔLE DIRECT

Le pourcentage d'intérêt = nombre d'actions détenues / total des actions de la filiale.

**EXEMPLE APPLICATIF 38**

La société F est détenue à 70 % par la société M.



Le capital de la société F est composé uniquement d'actions ordinaires. Le pourcentage d'intérêt est de 70 %.

**II. CONTRÔLE INDIRECT**

A contrôle B (filiale) et B contrôle C (sous-filiale)

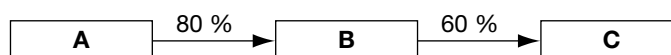
Les droits financiers d'une sous-filiale (C) qui reviennent à la société mère dépendent des droits détenus par la filiale (B).

Le pourcentage d'intérêt est le produit du nombre de titres détenus par chaque société de la chaîne de contrôle/total des titres de la filiale.

La chaîne de contrôle comprend toutes les sociétés sous contrôle exclusif. Elle est rompue par une société sous contrôle conjoint ou sous influence notable.

**EXEMPLE APPLICATIF 39**

A détient 80 % de B qui détient 60 % de C.



Le pourcentage d'intérêt de A dans C est de :  $80 \% \times 60 \% = 48 \%$ .

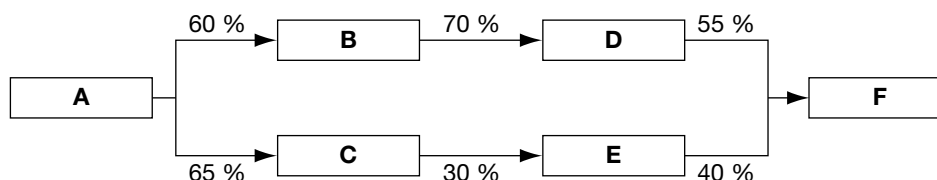
**REMARQUE**

Dans un grand nombre de situations, il est possible de raisonner à partir d'une hypothèse de distribution de dividendes. En reprenant l'exemple précédent : Si C distribue 100 de dividendes B en reçoit 60. Quand B à son tour distribue 100, dont les 60 reçus de C de dividendes A reçoit 80, dont  $60 \times 80 \%$  des dividendes de C.

Dans le cas où il y a plusieurs chaînes de contrôle, elles doivent être toutes prises en compte pour déterminer le pourcentage d'intérêts. La rupture de la chaîne de contrôle au niveau d'une société ne fait pas obstacle à la remontée des dividendes versés par une sous-filiale.

**EXEMPLE APPLICATIF 40**

Quel est le pourcentage d'intérêt de A dans F ?



Le pourcentage d'intérêt de A dans F est de :  
 $(60 \% \times 70 \% \times 55 \%) + (60 \% \times 30 \% \times 40 \%) = 30,9 \%$ .

### III. PARTICIPATIONS RÉCIPROQUES, PARTICIPATIONS CIRCULAIRES

Les participations réciproques et des participations circulaires sont traitées en suivant un raisonnement identique.

#### Participation réciproque

A contrôle B ; B contrôle C qui détient une participation dans B

Quand B distribue des dividendes, C perçoit sa quote-part qui revient partiellement à B quand C à son tour verse des dividendes.

#### Participation circulaire

Les sociétés A, B et C sont incluses dans le périmètre de consolidation de M.

A contrôle B ; B contrôle C qui détient une participation dans A

Quand A distribue des dividendes, C perçoit sa quote-part qui revient partiellement à B quand C à son tour verse des dividendes. Les dividendes versés par B à A contiennent une partie des dividendes de C et également de A.

#### Solution mathématique

La résolution mathématique de ces situations est de prendre en compte un coefficient diviseur calculé à partir du produit des participations réciproques ou des participations circulaires

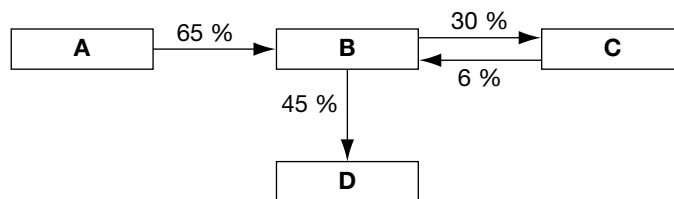
Coefficient diviseur =  $1 - \text{produit des pourcentages d'intérêts réciproques ou circulaires}$

Le coefficient diviseur ne doit être appliqué qu'une seule fois dans le calcul du pourcentage d'intérêt.

#### EXEMPLE APPLICATIF 41

##### Participation réciproque

A détient 65 % de B qui détient 30 % de C et C détient 6 % de B. De plus, B a une participation de 45 % dans D.



Coefficient diviseur :  $1 - (30 \% \times 6 \%) = 0,982$

Pourcentage d'intérêt de A dans B :  $65 \% / 0,982 = 66,19 \%$

Pourcentage d'intérêt de A dans C :  $66,19 \% \times 30 \% = 19,86 \%$

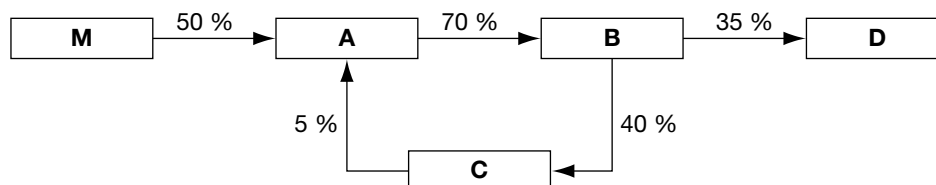
Pourcentage d'intérêt de A dans D :  $66,19 \% \times 45 \% = 29,78 \%$

En l'absence de participation réciproque le pourcentage d'intérêt de A dans C aurait été de :  $65 \% \times 30 \% = 19,5 \%$



**EXEMPLE APPLICATIF 42****Participation circulaire**

M détient 50 % de A qui détient 70 % de B. B détient 40 % de C et C détient 5 % de A. B détient 35 % de D.



Coefficient diviseur :  $1 - (70 \% \times 40 \% \times 5 \%) = 0,986$

Tableau des pourcentages d'intérêt :

Société	Pourcentage d'intérêt		TOTAL
	direct	indirect	
A	$50/0,986 = 50,71 \%$		50,71 %
B		$50,71 \% \times 70 \% = 35,5 \%$	35,50 %
C		$35,5 \% \times 40 \% = 14,2 \%$	14,20 %
D		$35,5 \% \times 35 \% = 12,42 \%$	12,42 %

**REMARQUE**

La présentation sous forme de tableau est toujours plus facile à lire. N'oubliez pas de détailler vos calculs.

**IV. AUTOCONTRÔLE ET ACTIONS PROPRES**

L'autocontrôle est un cas particulier des situations de participation réciproque ou circulaire. Il y a autocontrôle quand le pourcentage d'actions détenues permet à une filiale de prendre le contrôle de la société dominante.

Les actions propres sont les actions d'une société détenues par elle-même. Les actions propres sont privées du droit de vote et du droit aux dividendes. Elles sont assimilées aux actions d'autocontrôle.

**§ 271 du règlement 99-02 – Acquisition des titres de capital de l'entreprise consolidante par elle-même ou par des entreprises contrôlées et cession de ces titres (règlement n° 2005-10 du CRC)**

« Les titres représentatifs du capital de l'entreprise consolidante détenus par elle-même ou par des entreprises contrôlées sont classés selon la destination qui leur est donnée dans les comptes individuels de ces entreprises. Les titres immobilisés sont portés en diminution des capitaux propres consolidés. Ils sont présentés distinctement dans le tableau de variation des capitaux propres de l'annexe. »

La référence aux entreprises contrôlées doit être comprise comme les entreprises sous contrôle exclusif. Les entreprises sous contrôle conjoint peuvent également être prises en compte. Les entreprises sous influence notable ne sont pas réellement contrôlées et les titres de la société dominante qu'elles détiennent ne sont pas pris en compte ; Ils sont inclus dans les intérêts minoritaires.

**Calcul du pourcentage d'intérêt des actions d'autocontrôle**

Le calcul du pourcentage d'intérêt est identique à celui effectué en cas d'une simple participation circulaire ou réciproque.

**EXEMPLE APPLICATIF 43****Autocontrôle**

C détient 5 % de A et la participation de B dans C est inférieure à 50 %. C ne peut exercer aucun contrôle sur A : ce n'est pas une situation d'autocontrôle

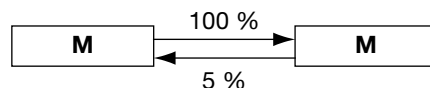
Pour qu'il y ait autocontrôle, il faudrait que B exerce un contrôle exclusif sur C ou que C détienne plus d'actions de A : contrôle conjoint avec M et/ou d'autres sociétés.

**Calcul du pourcentage d'intérêt des actions propres détenues par la société consolidante**

Ces actions doivent être exclues du calcul du pourcentage d'intérêt, ce qui finalement ne change pas le pourcentage d'intérêt de la société concernée. Si on se situe au niveau des actionnaires de la société consolidante, la présence d'actions propres ne change pas leur droit à percevoir des dividendes.

**EXEMPLE APPLICATIF 44****Actions propres**

La société M est composée de 100 000 actions ordinaires. Elle a mis en place un plan de stock-options (plan d'option d'achat d'actions) en faveur de l'ensemble des salariés. Pour pouvoir répondre aux levées d'options sans avoir recours aux augmentations de capital, la société M détient 5 000 de ses propres actions, soit 5 %.



Nombre d'actions à retenir :  $100 \% - 5 \% = 95 \%$ .

En appliquant la formule de calcul des participations réciproques on obtient :

Coefficient diviseur :  $1 - 100 \% \times 5 \% = 95 \%$

Pourcentage d'intérêt dans M :  $95 \% / 95 \% = 100 \%$

**SECTION 4. ACTIONS AVEC DES DROITS PARTICULIERS**

Il s'agit des actions de préférence, des actions à droit de vote double. Ces actions conservent leurs droits financiers sans restriction. Elles sont sans incidence sur la détermination des pourcentages d'intérêt.

**SECTION 5. EN RÉSUMÉ**

Les règles de détermination du pourcentage de contrôle sont différentes des règles de détermination du pourcentage d'intérêt. Les cas particuliers sont également différents. Le tableau ci-après résume les règles applicables :

	Société consolidante, société mère	
	% de contrôle	% d'intérêt
<b>Actions ordinaires</b>		
Contrôle direct	= Nombre d'actions détenues/ total des actions	= Nombre d'actions détenues/ total des actions
Contrôle indirect	= somme des % d'actions détenues par les sociétés qui contrôlent Rupture dans la chaîne des contrôles	= produit des % d'actions détenues par les sociétés qui contrôlent Pas de rupture dans la chaîne des intérêts financiers
Participations réciproques ou circulaires	Application de la règle générale	Application d'un coefficient diviseur
Actions propres Pas de droit de vote Pas de droit aux dividendes	Nombre de droits de vote < total des actions	Application de la règle générale
<b>Actions avec des droits particuliers</b>		
Action de préférence – sans droit de vote	Nombre de droits de vote < total des actions	Application de la règle générale
Actions à droits de vote double	Nombre de droits de vote > total des actions	Application de la règle générale

### Synthèse

Le pourcentage d'intérêt représente les droits financiers d'une société dans une autre. Si le capital est composé uniquement d'action ordinaire, en cas de contrôle direct le pourcentage d'intérêt est égal au pourcentage de contrôle. En cas de contrôle indirect, le pourcentage d'intérêt est égal au produit des participations de la chaîne de contrôle. Dans le cas particulier des participations réciproques et circulaires, il faut appliquer un coefficient diviseur. Les actions avec des droits particuliers sont sans incidence sur le calcul des pourcentages d'intérêt.

## CHAPITRE 8. ÉLIMINATION DES OPÉRATIONS INTRA-GROUPE

### RÉSUMÉ

Pour ne conserver dans les comptes consolidés que les opérations réalisées avec des tiers, il est nécessaire d'annuler toutes les opérations réalisées entre les sociétés d'un même groupe.

Ces éliminations sont avec ou sans incidence sur le résultat du groupe. En cas de modification du résultat du groupe, il faut éventuellement prendre en compte un impôt différé.

La mise en œuvre de ces éliminations dépend de la méthode de consolidation applicable.

### SECTION 1. ÉLIMINATIONS SANS INCIDENCE SUR LE RÉSULTAT

#### I. OPÉRATIONS CONCERNÉES

Certaines opérations réalisées entre sociétés d'un même groupe ne doivent pas être incluses dans les charges et les produits des comptes consolidés. De nombreuses opérations sont sans incidence sur le résultat du groupe. Il s'agit principalement :

- Des achats et ventes de biens ou de services. Ce qui conduit à éliminer également les comptes fournisseurs et clients.
- Prêts et emprunts. Les intérêts reçus seront éliminés ainsi que les intérêts payés. Il en sera de même pour les créances attachées à des participations et les dettes correspondantes.
- Les comptes courants entre sociétés d'un même groupe sont également éliminés.

Les engagements hors bilan présentés dans l'annexe excluent les engagements entre sociétés du groupe.

## II. ANALYSE DES ÉCARTS

Avant de procéder à l'élimination de ces opérations, il est nécessaire de vérifier la réciprocité des comptes et de régulariser les éventuels écarts.

Ces opérations sont en général enregistrées dans les comptes spécifiques pour identifier les montants à éliminer.

Le rapprochement des comptes intra-groupe peut mettre en évidence des écarts entre les différentes comptabilités.

L'analyse des écarts est un travail qui ne nécessite pas une grande technicité et qui peut être très long. C'est une des difficultés de la pratique de la consolidation. L'analyse des écarts et l'identification des corrections passent par le pointage des écritures et quand les volumes sont importants par les outils d'analyse et de comparaison des fichiers d'écritures.

Certains écarts sont justifiés : un règlement envoyé le 30 décembre et reçu le 2 janvier, par exemple.

D'autres écarts correspondent à des erreurs :

- erreur de saisie du numéro de compte et la charge ou le produit n'apparaissent dans le compte des opérations intra-groupe ;
- erreur de comptabilisation, un avoir est comptabilisé comme une facture, par exemple.

Le manuel de consolidation précise les règles de régularisation des écarts. La position du vendeur est souvent retenue. Un seuil en dessous duquel l'origine des écarts n'est pas recherchée est également fixé.

## III. RÈGLES D'ÉLIMINATION DES OPÉRATIONS INTERNES

L'élimination des opérations dépend de la méthode de consolidation retenue. Le règlement 99-02 indique les règles applicables.

### § 260 – Opérations n'affectant pas le résultat consolidé

« Les créances et les dettes réciproques ainsi que les produits et les charges réciproques sont éliminés dans leur totalité.

Les effets à recevoir et les effets à payer s'éliminent réciproquement mais, lorsque l'effet à recevoir est remis à l'escompte, le concours bancaire consenti au groupe est substitué à l'effet à payer. »

### § 2810 – Élimination des opérations entre une entreprise intégrée proportionnellement et une entreprise intégrée globalement

#### 28100 – Opérations n'affectant pas le résultat consolidé

« Les créances et les dettes réciproques ainsi que les produits et les charges réciproques sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intégration de l'entreprise contrôlée conjointement. La différence entre le montant ainsi éliminé et le montant de ces dettes et de ces créances est assimilée à une dette ou à une créance envers les entreprises extérieures au groupe ».

### 2811 – Élimination des opérations entre deux entreprises intégrées proportionnellement

« En cas de transaction effectuée entre deux entreprises intégrées proportionnellement, l'élimination est limitée au pourcentage le plus faible des deux participations. »

Ces éliminations ne concernent que les sociétés en intégration globale ou proportionnelle. Pour les sociétés mises en équivalence, aucune élimination n'est à effectuer, puisqu'il n'y a pas eu de cumul des comptes.

Ces règles sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Élimination	Intégration globale	Intégration proportionnelle
Intégration globale	À 100 %	Suivant le % d'intérêt
Intégration proportionnelle	Suivant le % d'intérêt	Suivant le % d'intérêt le plus faible

## IV. EXEMPLE D'ÉLIMINATION DES OPÉRATIONS INTERNES

### EXEMPLE APPLICATIF 45

Les opérations réalisées entre les sociétés du groupe concernent les sociétés A et B, sous contrôle exclusif ainsi que les sociétés C et D, sous contrôle conjoint.

Les opérations sont présentées dans le tableau ci-après :

Société	A	B	C	D
% d'intérêt	60 %	70 %	35 %	30 %
A vend à B	Ventes : 300	Achats : 280		
	Client : 70	Fournisseur : 70		
A vend à C	Ventes : 500		Achats : 500	
	Client : 80		Fournisseur : 80	
C prête à D			Prêt : 200	Emprunt : 200
			Prod. fi. : 40	Charges fi. 40

### Analyse

Les transactions entre A et B sont éliminées en totalité : les deux sociétés sont sous contrôle exclusif. Une erreur de comptabilisation est constatée dans les comptes de B, une série de factures a été enregistrée dans un compte d'achat qui ne correspond pas aux opérations intra-groupe. L'élimination sera comptabilisée pour 300.

Les transactions entre A et C sont éliminées à hauteur du pourcentage d'intérêt dans C, ce qui correspond aux montants retenus dans le cumul des comptes :

$$500 \times 35 \% = 175 ; 80 \times 35 \% = 28$$

Les transactions entre C et D, deux sociétés sous contrôle conjoint, sont éliminées suivant le pourcentage d'intérêt le plus faible : 30 %.

$$200 \times 30 \% = 60 ; 40 \times 30 \% = 12$$

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Fournisseur A	70		Ventes à B	300	
Client B		70	Achats à A		300
<i>Éliminations des opérations et comptes réciproques entre A et B</i>					
Fournisseur A	28		Ventes à C	175	
Client C		58	Achats à A		175
<i>Éliminations des opérations et comptes réciproques entre A et C</i>					
Prêts à D	60		Produits financiers	12	
Emprunts à C		60	Charges financières		12
<i>Éliminations des opérations et comptes réciproques entre C et D</i>					

## SECTION 2. ÉLIMINATIONS AVEC INCIDENCE SUR LE RÉSULTAT

### I. OPÉRATIONS CONCERNÉES

Dans certains cas, l'élimination des opérations internes va entraîner une augmentation ou une diminution du résultat. C'est le cas principalement quand une société du groupe est l'intermédiaire avec un tiers hors du groupe.

#### Opérations liées à l'activité :

- Achats à une société du groupe de produits : marges internes sur stocks.
- Contrats à long terme : profit interne.
- Cessions d'immobilisations en interne : plus-value interne.

L'impact sur le résultat correspond à un décalage dans la prise en compte du résultat. Le résultat n'est constaté dans les comptes consolidés qu'au moment de la cession ou de la vente à un tiers hors du groupe.

L'incidence sur le résultat correspond également à une différence entre le résultat fiscal qui a été imposé dans les comptes individuels et le résultat comptable du groupe. D'où la prise en compte d'un impôt différé.

#### Opérations liées au financement :

- Distributions de dividendes.
- Dépréciation des titres de participation de sociétés consolidées.

Les titres de participation sont éliminés dans la dernière étape de la consolidation, les revenus liés à ces participations et les dépréciations doivent l'être également.

### II. RÈGLES D'ÉLIMINATION DES RÉSULTATS INTERNES

#### § 261 du règlement 99-02 – Opérations affectant le résultat consolidé

##### 2610 – Profits et pertes internes

« L'élimination des profits et des pertes ainsi que des plus-values et moins-values est pratiquée à 100 %, puis répartie entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts minoritaires dans l'entreprise ayant réalisé le résultat. En cas d'élimination de pertes, il convient de s'assurer que la valeur de l'élément d'actif cédé n'est pas supérieure à la valeur actuelle de cet élément.

L'élimination des incidences des opérations internes portant sur des actifs a pour conséquence de les ramener à leur valeur d'entrée dans le bilan consolidé (coût historique consolidé).

L'impôt sur les bénéfices est corrigé de l'incidence de l'élimination des résultats internes (cf. § 310).

Les dividendes intra-groupe sont également éliminés en totalité, y compris les dividendes qui portent sur des résultats antérieurs à la première consolidation. »

#### § 28101 – Opérations affectant le résultat consolidé (règlement n° 2005-10 du CRC)

« En cas de cession par une entreprise intégrée globalement à une entreprise intégrée proportionnellement, l'élimination est limitée au pourcentage d'intégration de l'entreprise contrôlée conjointement. Il en est de même en cas de cession par une entreprise intégrée proportionnellement à une entreprise intégrée globalement. [...] »

#### § 293 du règlement 99-02 – Élimination des opérations internes (règlement n° 2005-10 du CRC)

Les résultats internes compris dans les stocks, les immobilisations et autres actifs provenant d'opérations réalisées entre les entreprises dont les titres sont mis en équivalence et les entreprises dont les comptes sont intégrés globalement ou proportionnellement, voire entre entreprises sous influence notable doivent être éliminés.

.../...

.../... Sont éliminés, à hauteur du pourcentage de participation détenu par le groupe dans le capital de l'entreprise mise en équivalence, les résultats compris dans les stocks, les immobilisations et autres actifs, et les résultats provenant d'opérations entre cette entreprise et celles dont les comptes sont intégrés globalement.

Si les opérations ont été effectuées avec une entreprise intégrée proportionnellement ou mise en équivalence, l'élimination s'effectue à la hauteur du produit des pourcentages des deux participations (sous réserve toutefois de la disponibilité des informations nécessaires). [...]

Ces règles sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Élimination	Intégration globale	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence
Intégration globale	À 100 % – Intérêt minoritaires	Suivant le % d'intérêt	Suivant le % d'intérêt
Intégration proportionnelle	Suivant le % d'intérêt	Suivant le % d'intérêt le plus faible	Suivant le produit des participations
Mise en équivalence	Suivant le % d'intérêt		

### SECTION 3. DIVIDENDES

Une distribution de dividendes correspond :

- à une diminution des capitaux propres, pour la société qui distribue ;
- à des produits financiers, pour la société qui les reçoit.

Les dividendes distribués sont prélevés sur des bénéfices antérieurs, déjà inclus dans le résultat consolidé du groupe. Les bénéfices antérieurs sont constatés dans le compte de réserves consolidées. Ce compte doit être reconstitué, comme si la distribution n'avait pas été effectuée.

Les dividendes étant calculés en fonction du pourcentage d'intérêt : c'est la totalité des dividendes qui doit être éliminé, quel que soit la méthode de consolidation retenue.

Suivant le régime des sociétés mères et filiales, les dividendes encaissés ne sont pas imposables, sauf une quote-part de frais et charges évalués de façon forfaitaire à 5 % des dividendes versés.

La déduction des 95 % des dividendes et la charge d'impôt sur les 5 % ne sont pas remises en cause au cours d'un exercice ultérieur. La différence est permanente, il n'y pas d'impôt différé.

#### EXEMPLE APPLICATIF 46

##### Élimination des dividendes

En N, la société M a perçu des dividendes de ses filiales.

Société	A	B	C
% d'intérêt	55 %	35 %	25 %
Méthode de consolidation	Intégration globale	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence
Bénéfice N-1	75 000	158 000	456 000
Dividendes reçus en N	41 250	55 300	114 000

Le total des dividendes encaissés est de 210 550 €, comptabilisés dans le compte « Revenus des titres de participations ».

La totalité des dividendes doit être éliminée.

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Résultat consolidé	210 550		Revenus des participations	210 250	
Réserves consolidées		210 550	Résultat global		210 250
Éliminations des dividendes intra-groupes					



## SECTION 4. DÉPRÉCIATIONS INTERNES SUR TITRES DE PARTICIPATION

Les titres de participation, qui représentent une partie des capitaux propres d'une société, sont annulés dans la consolidation. Les dépréciations, devenues sans objet, doivent être éliminées en totalité quel que soit la méthode de consolidation applicable.

### § 2611 du règlement 99-02 – Provisions (règlement n° 2005-10 du CRC)

« Sont éliminées en totalité, les dotations aux comptes de dépréciations des titres de participation constituées par l'entreprise détentrice des titres et, le cas échéant, les dotations aux provisions constituées en raison de pertes subies par les entreprises contrôlées de manière exclusive. »

### § 28101 du règlement 99-02 – Opérations affectant le résultat consolidé (règlement n° 2005-10 du CRC)

« [...] Les dotations aux comptes de dépréciations des titres de participation constituées par l'entreprise détentrice des titres, en raison des pertes subies par les entreprises intégrées proportionnellement, sont éliminées en totalité. »

### § 293 du règlement 99-02 – Élimination des opérations internes (règlement n° 2005-10 du CRC)

« Les dotations aux comptes de dépréciations des titres de participation constituées par l'entreprise détentrice des titres, en raison de pertes subies par les entreprises dont les titres sont mis en équivalence, sont éliminées en totalité. »

Depuis le 01/01/2007, les dépréciations des titres de participation ne sont pas déductibles. Leur élimination ne génère aucun décalage temporaire, il n'y a donc pas d'impôt différé.

### EXEMPLE APPLICATIF 47

#### Élimination des dépréciations des participations

#### Tableau de variation des dépréciations

Société	% d'intérêt	Solde 01/01/N	Dotations	Reprises	Solde 31/12/N
BD	75 %	15 000	3 000		18 000
AZ	45 %	23 000		7 000	16 000
Total		38 000	3 000	7 000	24 000

L'incidence sur le résultat est une augmentation de 4 000 €.

#### Écriture d'élimination

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Réserves consolidées	4 000		Reprise provision	7 000	
Résultat consolidé		4 000	Dotation provision		3 000
			Résultat global		4 000

*Éliminations des dépréciations des titres de participation*

## SECTION 5. MARGES INTERNES SUR STOCK

### I. OBJECTIFS DE L'ÉLIMINATION

Les ventes entre sociétés d'un même groupe sont réalisées dans des conditions normales, la société vendeuse réalise une marge sur ses ventes comme avec tous ses autres clients.

Tant que les produits n'ont pas quitté le groupe, aucun chiffre d'affaire ne doit être constaté dans les comptes consolidés. Le chiffre d'affaires du groupe est composé uniquement des ventes réalisées avec des tiers au groupe.

La valeur des produits en stocks provenant d'une société du groupe et qui n'ont été ni consommés, ni revendus inclut une marge interne qui ne doit pas être prise en compte dans le résultat consolidé. En général, la marge est calculée en pourcentage du coût de production.

Connaissant le prix de vente et le taux de marge, il est possible de retrouver le coût de production.

Prix de vente = coût de production + marge = coût de production  $\times$  (1 + taux de marge)

D'où, marge = prix de vente / (1 + taux)  $\times$  taux

#### REMARQUE

Dans les exercices, le calcul de la marge dépend des informations qui sont données.

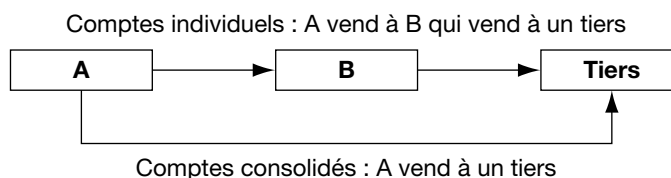
### II. ÉCRITURES D'ÉLIMINATION

L'élimination de la marge interne correspondant à des produits restant en stock à la clôture modifie :

- la valeur des stocks de clôture : diminution ;
- la variation de stocks de l'exercice : augmentation de la charge ;
- le résultat ;
- impôt différé actif : une charge non prise en compte dans le résultat fiscal est constatée dans les comptes consolidés.

### III. EXEMPLE D'ÉLIMINATION DES MARGES INTERNES SUR STOCK

Les sociétés **A** et **B** sont consolidées par intégration globale. La société **A** fabrique et vend à la société **B**, grossiste, qui les commercialise à des professionnels.



Les ventes à B du produit fabriqué par A au cours d'un exercice sont résumées dans le tableau ci-après :

	Société A	Société B	Groupe
Coût de production	800		800
Coût d'achat		1 000	
Prix de vente	1 000	1 300	1 300
Taux de marge	25 %	30 %	55 %
Marge réalisée	200	300	500

En fin d'exercice, la société B n'a pas vendu tous les produits achetés à la société A. Les produits en stocks à la clôture sont évalués à 450. Il n'y avait pas de stock de produits A à l'ouverture de l'exercice.

La marge incluse dans la valeur des produits A en stock dans la société B doit être annulée, pour ne conserver que le coût de production.

Marge :  $450/1,25 \times 0,25 = 90$

Coût de production :  $450 - 90 = 360$

### Écritures d'élimination des opérations intra-groupe – exercice N

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
			Ventes à B	1 000	
			Achat des produits A		1 000
<i>Élimination de la marge sur les produits A en stock</i>					
Impôt différé actif	30		Variation de stock	90	
Résultat consolidé	60		Charge d'impôt		30
Stocks		90	Résultat global		60
<i>Élimination de la marge sur les produits A en stock</i>					

Les produits en stocks à la clôture N sont vendus en N+1. La totalité de la marge sur ces produits est constatée dans les comptes N+1 :

Dans le compte de variation de stock de la société B, les produits A sont valorisés à 450, marge comprise. Pour les comptes consolidés on doit avoir le coût de production pour 360. La marge réalisée par A est constatée par une diminution des charges et la marge réalisée par B est déjà constatée dans les comptes individuels.

### Écritures d'élimination des opérations intra-groupe – exercice N+1

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Résultat consolidé		60	Résultat global	60	
Réserves consolidées	60		Charge d'impôt	30	
			Variation de stock		60
<i>Constatation de la marge sur les produits A en stock en N-1</i>					

## SECTION 6. RÉSULTAT INTERNE SUR CONTRATS À LONG TERME

### I. ANALYSE DES CONTRATS À LONG TERME ET DE L'ÉLIMINATION

Quand un contrat à long terme est comptabilisé à l'avancement, une partie du chiffre d'affaires est constaté en cours de contrat ainsi qu'une partie du résultat. Ce résultat qui ne correspond à aucune transaction avec un tiers au groupe doit être éliminée.

La comptabilisation de l'élimination dépend de l'objet du contrat. On peut faire la distinction entre deux types de contrats :

- la réalisation de produits destinés à la vente. Dans ce cas l'élimination du résultat interne est effectuée comme pour les stocks. Le résultat n'est pris en compte que lors de la vente à un tiers au groupe.
- La réalisation d'une immobilisation. Pour les comptes consolidés, le contrat est assimilé à une livraison à soi-même et le résultat du contrat doit être éliminé. Dans ce cas, la transaction avec un tiers peut ne jamais avoir lieu ou être une cession.

Pour les contrats à long terme comptabilisés à l'achèvement, les éliminations concernent :

- Les produits destinés à la vente qui restent en stock. L'élimination est identique à celle de la marge sur stock.
- Les immobilisations utilisées par une société du groupe, une fois mise en service.

Quel que soit l'objet du contrat, l'impôt différé est pris en compte.

## II. ÉCRITURES D'ÉLIMINATION – CONTRAT ASSIMILÉ À UNE LIVRAISON À SOI-MÊME

En cours de contrat, l'élimination du résultat interne consiste à :

- réduire la valeur de l'immobilisation en cours ;
- annuler le chiffre d'affaires et constater une production immobilisée ;
- diminuer le résultat et/ou les réserves (si le contrat concerne plusieurs exercices) ;
- impôt différé actif : un produit pris en compte dans le résultat fiscal et pas dans les comptes consolidés.

À partir de la fin du contrat et de la mise en service, l'élimination du résultat interne consiste à :

- réduire la valeur de l'immobilisation et des amortissements ;
- augmenter le résultat et les réserves ;
- reprendre l'impôt différé actif.

## III. EXEMPLE D'ÉLIMINATION D'UN RÉSULTAT INTERNE SUR CONTRAT À LONG TERME

Les sociétés A et B sont consolidées par intégration globale. La société A (ingénierie) a conclu un contrat de 18 mois avec la société B (industrie) d'un montant de 3 000 k€. Le bénéfice prévisionnel est de 300 k€.

La société A, suivant les normes du groupe, comptabilise les contrats à long terme à l'avancement. Au 31/12/N, le % d'avancement est de 60 %.

La société A a facturé à B un acompte de 1 000 k€ et constate à la clôture une facture à établir de 1 800 k€ en chiffre d'affaires.

B a versé un acompte de 1 000 k€, comptabilisé dans le compte « acompte sur immobilisations corporelles » (compte 238).

Le contrat est analysé comme une livraison à soi-même, sans bénéfice. Les écritures d'élimination consistent à :

- éliminer l'acompte versé et reçu – sans incidence sur le résultat ;
- éliminer le chiffre d'affaires et constater la production immobilisée ;
- constater une immobilisation en cours, pour le montant des frais engagés.

### Écritures d'élimination des opérations intra-groupe

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Acompte reçu	1 000				
Acompte versé		1 000			
<i>Élimination de l'acompte sur le contrat à long terme</i>					
Immobilisation en cours	1 620		Ventes	1 800	
Résultat consolidé	180		Production immobilisée		1 620
Facture à établir		1 800	Résultat global		180
<i>Élimination du résultat interne sur le contrat à long terme, constatation de la production immobilisée</i>					
Impôt différé actif	60		Résultat global	60	
Résultat consolidé		60	Charge d'impôt		60
<i>Impôt différé sur l'élimination du résultat interne du contrat à long terme</i>					

## SECTION 7. CESSIONS D'IMMOBILISATION

### I. OBJECTIF DE L'ÉLIMINATION ET ANALYSE

Une cession d'immobilisation entre société d'un groupe est une opération interne qui doit être éliminée. Pour les comptes consolidés doivent être établis comme si cette cession n'avait jamais eu lieu. Il faut donc annuler la cession et reconstituer la valeur de l'immobilisation initiale ainsi que le plan d'amortissement initial.

Quand une immobilisation est cédée au sein d'un groupe :

- La société qui vend réalisée une plus-value.
- La société qui achète amorti le bien sur la valeur d'achat et sur une durée qu'elle a déterminé.

L'élimination de l'opération va avoir une incidence sur :

- la valeur de l'immobilisation ;
- le montant des amortissements cumulés et de la dotation de l'exercice ;
- le montant du résultat ;
- l'impôt différé.

### II. EXEMPLE D'ÉLIMINATION

#### EXEMPLE APPLICATIF 48

Les sociétés A et B sont consolidées par intégration globale.

La société A a acquis du matériel de transport le 01/01/N pour une valeur de 45 000 €. Ce matériel est amorti sur 5 ans.

La société A cède le matériel de transport à la société B, le 30/06/N+3, pour une valeur de 15 000 €. La société B amorti le matériel sur 3 ans.

#### Analyse

##### Comptabilisation du matériel de transport dans les comptes de la société A

Matériel valeur brute	Amort cumulés au 31/12/N+2	Dotation aux amortissements N+3	VNC au 30/06/N+3	Plus-value
45 000	$45\,000/5 \times 3 = 27\,000$	$45\,000/5/2 = 4\,500$	$45\,000 - 31\,500 = 13\,500$	$15\,000 - 13\,500 = 1\,500$

Au 31/12/N+3, le matériel est sorti des comptes de la société A.

##### Comptabilisation du matériel dans les comptes de B

Matériel valeur brute	Amort cumulés au 31/12/N+2	Dotation aux amortissements N+3	VNC au 30/06/N+3	Plus-value
15 000		$15\,000/3/2 = 2\,500$	$15\,000 - 2\,500 = 12\,500$	

Après le cumul des comptes, le matériel de transport apparaît pour la valeur de 15 000 €, la dotation aux amortissements de l'exercice est de  $2\,500 + 4\,500 = 7\,000$  € et la plus-value est de 1 500 €.

En l'absence de cession, les comptes se seraient présentés de la façon suivante :

Matériel valeur brute	Amort cumulés au 31/12/N+2	Dotation aux amortissements N+3	Amortissements cumulés au 31/12/N+3
45 000	27 000	9 000	36 000

Pour retrouver dans les comptes cette situation initiale il faut les compléter de la façon suivante :

Matériel valeur brute	Amort cumulés au 31/12/N+2	Dotation aux amortissements N+3	Amortissements cumulés au 31/12/N+3
$45\,000 - 15\,000 = 30\,000$	$27\,000 - 0 = 27\,000$	$9\,000 - 7\,000 = 2\,000$	$36\,000 - 2\,500 = 33\,500$

L'incidence sur le résultat est de :

- complément d'amortissement : 2 000 ;
- annulation de la plus-value : 1 500.

Soit une diminution du résultat de 3 500.

L'impôt différé actif est de  $3\,500 \times 33,33\% = 1\,167$

### Écritures d'élimination des opérations intra-groupe – exercice N+3

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Matériel de transport	30 000		Dot. Amortissements	2 000	
Amortissements cumulés		33 500	Prix de vente	15 000	
Impôt différé actif	1 167		VNC		13 500
Résultat consolidé	2 333		Charge d'impôt	1 167	
			Résultat global		2 333
<i>Elimination de la cession d'immobilisation</i>					

L'élimination de la cession d'immobilisation doit de nouveau être constatée sur l'exercice suivant.

La dotation aux amortissements est de 5 000 € dans les comptes de la société B, elle aurait été de 9 000 €, dans les comptes de la société A. le complément à comptabiliser est de 4 000 €. Au 31/12/N+4, le matériel aurait été totalement amorti dans les comptes de la société A.

L'impôt différé actif augmente de  $4\,000 \times 33,33\% = 1\,333$  €, ce qui fait un total de 2 500 € à la clôture N+4.

### Écritures d'élimination des opérations intra-groupe – Exercice N+4

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Matériel de transport	30 000		Dot. Amortissements	4 000	
Amortissements cumulés		37 500	Charge d'impôt	1 333	
Impôt différé actif	2 500		Résultat global		2 667
Résultat consolidé	2 667				
Réserves consolidées	2 333				
<i>Reprise de l'élimination de la cession d'immobilisation N-1 et complément d'amortissement</i>					

### Synthèse

Les comptes consolidés ne doivent comprendre que les opérations réalisées avec des tiers au groupe. Toutes les opérations entre sociétés d'un même groupe doivent donc être éliminées. Certaines opérations sont sans incidence sur le résultat du groupe. D'autres opérations n'aboutissent pas immédiatement à une transaction avec un tiers au groupe. Dans ces cas-là, l'élimination a une incidence sur le résultat du groupe et un impôt différé doit être constaté. L'élimination des dividendes intra-groupe et des dépréciations des titres de participation, qui ne sont pas liés aux activités des sociétés du groupe, n'entraîne pas d'impôt différé. L'élimination des opérations intra-groupe doit tenir compte des montants retenus dans le cumul des comptes.

## CHAPITRE 9. ÉLIMINATION DES TITRES ET PARTAGE DES CAPITAUX PROPRES – SOUSCRIPTION DES TITRES À LA CRÉATION DE LA FILIALE

### RÉSUMÉ

Après le cumul des comptes, dans les comptes de bilan on trouve :

Titres de participations	= quote-part du capital	= quote-part de l'actif net
--------------------------	-------------------------	-----------------------------

On a donc trois éléments qui représentent la même chose.

L'objectif étant de présenter les comptes comme s'il s'agissait d'une seule entreprise, il faut conserver l'actif net. Donc, il faut éliminer les titres de participation et la quote-part de capital.

Les modalités dépendent de la méthode de consolidation applicable :

- intégration globale : la totalité des comptes ont été cumulés, il reste la part revenant aux actionnaires hors groupe : les intérêts minoritaires ;
- intégration proportionnelle : seule, la part du groupe a été cumulée, l'élimination est totale ;
- mise en équivalence : pas de cumul, donc pas d'élimination.

### SECTION 1. PRINCIPE GÉNÉRAL

Quand les titres sont souscrits à la création de la filiale, les titres de participation représentent exactement la quote-part du capital qui revient à la société dominante. Les résultats de la filiale ont été totalement réalisés sous le contrôle du groupe. Ces résultats doivent être inclus dans le résultat consolidé. À une date donnée, les réserves (résultats antérieurs non distribués) appartiennent également au groupe, ils sont inclus dans les réserves consolidées.

En intégration proportionnelle, seule la part du groupe est reprise dans le cumul des comptes : tout appartient au groupe.

En intégration globale la totalité des comptes sont cumulés, il faut isoler la part des actionnaires minoritaires.

Pour la mise en équivalence, c'est la valeur des titres de participation qui est modifiée.

Les écritures d'élimination des titres de participation et de partage des capitaux propres sont présentées avec des exemples tirés du groupe Arc-En-Ciel, pour l'exercice clos le 31/12/N.

Le groupe Arc-En-Ciel est composé d'un grand nombre de sociétés. En plein développement, le nombre de filiales augmente chaque année.

Pour faciliter l'établissement des comptes consolidés, la société mère, société Blanc, a choisi de procéder à une consolidation par palier. Les comptes sont consolidés entre une filiale et une sous filiale avant d'être regroupés avec les comptes de la société Blanc.

Compte tenu de l'évolution du groupe, les situations des sous-groupes sont très diverses.

Les écritures concernant le compte de résultat ne présentent pas de difficultés particulières, elles ne sont pas analysées. Ne sont présentées que les écritures concernant le bilan.

Dans tous les cas, le taux d'IS est 33,33 %.

**Convention de présentation** : Dans tous les cas traités, les opérations sont d'abord présentées sous forme de tableau : débit en + et crédit en -, puis sous forme de journal.



## SECTION 2. INTÉGRATION GLOBALE

### EXEMPLE APPLICATIF 49

#### Sous-groupe Mauve/Rose : Souscription de 80 % des actions en N

La société Mauve a participé à la création de la société Rose en souscrivant à 80 % des actions émises.

Le capital a été entièrement libéré le 01/04/N, date du début de l'activité de cette nouvelle société.

#### Méthode de consolidation

Détention de 80 % des actions : contrôle exclusif – intégration globale.

#### Analyse

Les titres de participation représentent la quote-part acquise du capital de la société Rose. Il n'y a aucun écart. Le résultat de la société Rose a entièrement été réalisé après l'entrée dans le périmètre de consolidation (qui correspond à sa création). Le résultat revient à 80 % au groupe et à 20 % aux actionnaires minoritaires (I.M.).

	Société Rose	Mauve	I.M.
		80 %	20 %
Capital	800	640	160
Résultat	100	80	20
Total			180

#### Écritures à comptabiliser

Part des actionnaires minoritaires : 20 % du capital de Rose et du résultat de Rose, soit un total de 180.

Le capital du sous-groupe Mauve/Rose est le capital de la société Mauve, société dominante.

Le résultat du sous-groupe est le résultat de la société Mauve, société dominante + 80 % du résultat de Rose.

#### Bilan consolidé

BILAN 31/12/N	Mauve	Rose	Écritures de consolidation	Bilan consolidé
Immobilisations	6 000	1 000		7 000
Titres de participations	640		– 640	
Créances	2 500	400		2 900
Disponibilités	600	150		750
<b>Total Actif</b>	<b>9 740</b>	<b>1 550</b>	<b>– 640</b>	<b>10 650</b>
Capital	5 500	800	– 800	5 500
Réserves	350			350
Résultat	200	100	– 20	280
Intérêts minoritaires			160 + 20	180
Dettes	3 690	650		5 240
<b>Total Passif</b>	<b>9 740</b>	<b>1 550</b>	<b>– 640</b>	<b>10 650</b>

**Écritures de consolidation**

Bilan		
	Débit	Crédit
Capital Rose	800	
Titres de participation		640
Intérêts minoritaires		160
<i>Élimination des titres et partage du capital Rose</i>		
Résultat Rose	100	
Résultat consolidé		80
Intérêts minoritaires		20
<i>Partage du résultat Rose</i>		
Résultat Mauve	200	
Résultat consolidé		200
<i>Reclassement résultat Mauve</i>		

**EXEMPLE APPLICATIF 50****Sous-groupe Bleu/Vert : Souscription de 60 % des actions en N-3**

Le 01/09/N-3, la société Bleu a participé à la création de la société Vert en souscrivant à 60 % des actions émises.

**Méthode de consolidation**

Détention de 60 % des actions : contrôle exclusif – intégration globale.

**Analyse**

Les titres de participation représentent la quote-part acquise du capital de la société Vert. Il n'y a aucun écart. Les réserves de la société Vert représentent les résultats non distribués réalisés après l'entrée dans le périmètre de consolidation. Ils doivent être répartis entre la société Bleu et les autres actionnaires.

Société Vert		part Bleu	part I.M.
		60 %	40 %
Capital	1 000	600	400
Réserves	190	114	76
Résultat	150	90	60
Total			536

**Écritures à comptabiliser**

Part des actionnaires minoritaires : 40 % du capital de Vert, des réserves et du résultat, soit un total de 536.

Le capital du sous-groupe Bleu/Vert est le capital de la société Bleu, société dominante.

Les réserves du sous-groupe sont constituées des réserves de la société Bleu + 60 % des réserves de la société Vert.

Le résultat du sous-groupe est le résultat de la société Bleu, société dominante + 60 % du résultat de Vert.

**Bilan consolidé**

BILAN 31/12/N	Bleu	Vert	Écritures de consolidation	Bilan consolidé
Immobilisations	2 000	1 500		3 500
Titres de participations	600		- 600	
Créances	800	150		950
Disponibilités	300	180		480
<b>Total Actif</b>	<b>3 700</b>	<b>1 830</b>	<b>- 600</b>	<b>5 030</b>
Capital	2 500	1 000	- 1 000	2 500
Réserves	270	190	- 76	384
Résultat	240	150	- 60	330
Intérêts minoritaires			400 + 76 + 60	536
Dettes	690	490		1 180
<b>Total Passif</b>	<b>3 700</b>	<b>1 830</b>	<b>- 600</b>	<b>5 030</b>

**Écritures de consolidation**

Bilan		
	Débit	Crédit
Capital Vert	1 000	
Titres de participation		600
Intérêts minoritaires		400
<i>Élimination des titres et partage du capital Vert</i>		
Réserves Vert	190	
Réserves consolidées		114
Intérêts minoritaires		76
<i>Partage des réserves Vert</i>		
Résultat Vert	150	
Résultat consolidé		90
Intérêts minoritaires		60
<i>Partage du résultat Vert</i>		
Résultat Bleu	240	
Résultat consolidé		240
<i>Reclassement résultat Bleu</i>		

De la même façon, les réserves de la société Bleu doivent être reclassées dans le compte de réserves consolidées.

**SECTION 3. INTÉGRATION PROPORTIONNELLE****EXEMPLE APPLICATIF 51****Sous-groupe Gris/Perle : Souscription de 30 % des actions en N-5**

Le 15/10/N-5, la société Gris et deux autres sociétés ont créé la société Perle. La société Gris a souscrit 30 % des actions. Un contrat précise que les décisions doivent être prises à l'unanimité et la conduite à tenir en cas de désaccords.

**Méthode de consolidation**

Détention de 30 % des actions, faible nombre d'actionnaires, existence d'un contrat : contrôle conjoint – intégration proportionnelle.

## Analyse

Les titres de participation représentent la quote-part acquise du capital de la société Perle. Il n'y a aucun écart. Les réserves de la société Perle représentent les résultats non distribués réalisés après l'entrée dans le périmètre de consolidation. Ils doivent être répartis entre la société Gris et les autres actionnaires.

Dans le cumul des comptes seulement 30 % de tous les comptes de la société Perle sont repris. Les intérêts minoritaires sont exclus dès le cumul des comptes.

Société Perle		part Gris	part I.M.
		30 %	
Capital	2 400	7 200	
Réserves	400	120	
Résultat	100	30	

## Écritures à comptabiliser

Le capital du sous-groupe Gris/Perle est le capital de la société Gris, société dominante.

Les réserves du sous-groupe sont constituées des réserves de la société Gris + 30 % des réserves de la société Perle

Le résultat du sous-groupe est le résultat de la société Gris, société dominante + 30 % du résultat de Perle.

Les seules écritures à comptabiliser sont ;

- l'élimination des titres de participation et des 30 % du capital de la société Perle ;
- le reclassement des réserves et du résultat de la société Gris en réserves et résultat consolidés.

## Bilan consolidé

BILAN 31/12/N	Gris	Perle	30 % Perle	Écritures de consolidation	Bilan consolidé
Immobilisations	5 000	1 800	540		5 540
Titres de participations	720			- 720	
Créances	2 800	1 300	390		3 190
Disponibilités	1 200	900	270		1 470
<b>Total Actif</b>	<b>9 720</b>	<b>4 000</b>	<b>1 200</b>	<b>- 720</b>	<b>10 200</b>
Capital	3 000	2 400	720	- 720	3 000
Réserves	4 500	400	120		4 620
Résultat	700	100	30		730
Dettes	1 520	1 100	330		1 850
<b>Total Passif</b>	<b>9 720</b>	<b>4 000</b>	<b>1 200</b>	<b>- 720</b>	<b>10 200</b>

## Écritures de consolidation

Bilan		
	Débit	Crédit
Capital Perle	720	
Titres de participation		720
<i>Élimination des titres et du capital Perle</i>		

**SECTION 4. MISE EN ÉQUIVALENCE****EXEMPLE APPLICATIF 52****Sous-groupe Noir/Ébène : Souscription de 25 % des actions en N-10**

La société Noir a souscrit 25 % des actions de la société Ébène le 01/05/N-10, pour 500. La participation est restée inchangée

Les capitaux propres de la société Ébène au 31/12/N se présente de la façon suivante :

Capital	2 000
Réserves	1 800
Résultat	600
<b>Total Capitaux propres</b>	<b>4 400</b>

**Méthode de consolidation**

Détention de 25 % des actions : influence notable – mise en équivalence.

**Analyse**

La quote-part revenant à la société Noir au 31/12/N est de :  $4\,400 \times 25\% = 1\,100$ .

L'augmentation de la valeur de la participation depuis la souscription des actions est de :  $1\,100 - 500 = 600$ .

Les comptes de la société Ébène n'ont pas été cumulés avec ceux de la société NOIR.

**Écritures à comptabiliser**

Le poste « titres de participation » est remplacé par le poste « titres mis en équivalence » ;

Les réserves consolidées augmentent de :  $1\,800 \times 25\% = 450$ .

Le résultat consolidé augmente de :  $600 \times 25\% = 150$ .

**Écritures de consolidation**

Bilan		
	Débit	Crédit
Titres mis en équivalence	1 100	
Titres de participation		500
Réserves consolidées		450
Résultat consolidé		150
<i>Titres Ébène mis en équivalence</i>		

**Synthèse**

Quand une société est incluse dans le périmètre de consolidation dès sa création, les titres de participation représente la quote-part de capital qui revient à la société dominante.

Les augmentations de la valeur des capitaux propres correspondent aux résultats des opérations effectuées sous le contrôle du groupe.

Ces augmentations se retrouvent dans les réserves et le résultat consolidés et dans le cas de l'intégration globale dans les intérêts minoritaires pour la part revenant aux actionnaires hors groupe.

# CHAPITRE 10. ÉLIMINATION DES TITRES ET PARTAGE DES CAPITAUX PROPRES : ACQUISITION DES TITRES D'UNE SOCIÉTÉ EXISTANTE

## RÉSUMÉ

Lors de la prise de contrôle d'une société par l'acquisition d'actions, avant de procéder à l'élimination des titres de participation et le partage des capitaux propres, il faut déterminer et analyser :

- Le coût d'acquisition des titres (prise en compte des frais accessoires nets d'impôts).
- La valeur de la société contrôlée : Comment a-t-elle été déterminée lors de l'acquisition ?
- La composition des capitaux propres : à la date de prise de contrôle et comment ont-ils évolués depuis l'acquisition des titres ?

## SECTION 1. COÛT D'ACQUISITION DES TITRES

### I. DÉTERMINATION DU COÛT D'ACQUISITION DES TITRES

La détermination du coût d'acquisition des titres de participation suit la règle générale : prix d'acquisition plus frais accessoires.

#### § 210 du règlement 99-02 – Coût d'acquisition des titres (règlement n° 2005-10 du CRC)

« Le coût d'acquisition des titres est égal au montant de la rémunération remise au vendeur par l'acquéreur (liquidités, actifs ou titres émis par une entreprise comprise dans la consolidation estimés à leur juste valeur), majoré de tous les autres coûts directement imputables à l'acquisition.

Lorsque le paiement est différé ou étalé, ce coût doit être actualisé si les effets de l'actualisation sont significatifs.

[...] Le coût d'acquisition des titres inclut les coûts directs, nets de l'économie d'impôts correspondante (droits d'enregistrement, honoraires versés aux consultants et experts externes participant à l'opération, à l'exception des frais d'émission de titres qui sont imputables nets d'impôts sur les capitaux propres). »

Les frais accessoires inclus dans le coût d'acquisition des titres ne peuvent être que des charges externes, les coûts générés en interne sont toujours exclus.

### II. AJUSTEMENTS DU COÛT D'ACQUISITION DES TITRES

Le coût d'acquisition n'est pas toujours connu de façon certaine à la date de prise de contrôle. Le coût définitif peut dépendre d'éléments qui ne sont connus que postérieurement à la date de prise de contrôle. Ce sera le cas par exemple si un procès est en cours, le contrat de cession peut prévoir que le prix sera réduit si la société est condamnée.

#### § 210 du règlement 99-02 – Coût d'acquisition des titres (règlement n° 2005-10 du CRC)

« Lorsque la convention d'acquisition prévoit un ajustement du prix d'acquisition dépendant d'un ou plusieurs événements, le montant de la correction doit être inclus dans le coût d'acquisition à la date d'acquisition si cet ajustement est probable et si le montant peut être mesuré de façon fiable. Lors de la comptabilisation initiale d'une acquisition, il est en général possible d'estimer le montant de tout ajustement, même si une incertitude

existe, sans porter atteinte à la fiabilité de l'information. Si ces événements futurs ne se produisent pas, ou s'il est nécessaire de revoir l'estimation, le coût d'acquisition est ajusté avec les répercussions correspondantes sur l'écart d'acquisition.

Le coût d'acquisition doit également être corrigé lorsqu'une éventualité affectant le montant du prix d'acquisition se résout postérieurement à la date d'acquisition. »

### III. ANALYSE DE LA VALEUR DES TITRES DE PARTICIPATION

Quand une société décide d'acquérir des actions d'une société cible et d'en prendre le contrôle, indépendamment des circonstances de l'opération envisagée, la plupart du temps la démarche suivante est engagée :

- Analyse financière de la société cible :
  - analyse des comptes annuels ;
  - évaluation des éléments non comptabilisés comme le fonds commercial ;
  - réévaluation des coûts historiques de certaines immobilisations (prise en compte des plus-values latentes).
- Détermination d'un prix qui servira de base à la négociation.
- Négociation avec les actionnaires qui accepteraient de céder leurs actions.

Cette négociation permet de trouver un prix d'équilibre, en général supérieur à l'évaluation financière qui a été faite :

- Pour les anciens actionnaires, le prix correspond à la valeur de leur participation et aux dividendes qu'ils escomptaient et qu'ils ne percevront pas.
- Pour la société qui acquiert les actions, le prix correspond à une quote-part de valeur de la société cible et aux bénéfices futurs attendus de cette opération.

Les bénéfices futurs attendus dépendent de la stratégie de développement mise en œuvre et ils peuvent prendre plusieurs formes :

- dividendes ;
- synergie commerciale, complémentarité des produits ;
- accès à de nouveaux marchés ;
- mutualisation de certaines fonctions ;
- etc.

On peut ainsi décomposer la valeur de la participation entre trois éléments :

- valeur comptable ;
- réévaluation : écart d'évaluation ;
- surplus payé : écart d'acquisition.

L'analyse est effectuée et les écarts sont déterminés à la date d'entrée de la filiale dans le groupe. La valeur brute n'est pas modifiée ultérieurement. L'amortissement des éléments amortissables est comptabilisé au cours des exercices ultérieurs.

Certains éléments peuvent ne pas être connus avec certitude à la date d'acquisition. Il est possible de modifier les écarts d'évaluation et l'écart d'acquisition jusqu'à la clôture de l'exercice qui suit celui de l'acquisition des titres.

Les modifications ultérieures sont considérées comme des corrections d'erreur.

### IV. COMPTABILISATION DE L'ÉLIMINATION DES TITRES ET DU PARTAGE DES CAPITAUX PROPRES

Les écritures de consolidation ont pour objet de remplacer les titres de participation par :

- les actifs et passifs identifiables, net d'impôt ;
- les écarts d'évaluation ;
- l'écart d'acquisition.



En conséquence :

- les capitaux propres de la filiale sont éliminés ;
- les intérêts minoritaires (en cas d'intégration globale) sont évalués ;

La comptabilisation en une seule écriture serait :

Bilan		
	Débit	Crédit
Écart d'acquisition	X	
Écarts d'évaluation	X	
Impôt différé		X
Capitaux propres Filiale	X	
Réserves consolidées		X
Résultat consolidé		X
Titres de participation		X
Intérêts minoritaires		X
<i>Élimination des titres Filiale et partage capitaux propres</i>		

Il faut de plus comptabiliser les amortissements des écarts d'évaluation, les reprises de l'impôt différé, l'amortissement de l'écart d'acquisition.

Mais compte tenu du nombre de comptes qui peuvent être mouvementés, il est très souvent impossible de ne passer qu'une seule écriture.

Cette étape est alors scindée en plusieurs écritures :

- comptabilisation des écarts d'évaluation ;
- comptabilisation de l'écart d'acquisition ;
- élimination des titres de participation et partage des capitaux propres.

Se pose alors la question du compte de contrepartie. Deux solutions équivalentes sont possibles :

- utiliser le compte « Titre de participation » : ce qui revient à décomposer la valeur des titres de participation suivant l'analyse présentée ci-avant. Le compte « Titre de participation » se trouve soldé à la fin des écritures de consolidation.
- utiliser un compte de réserve : ce qui se rapproche de la comptabilisation des réévaluations. Ce compte doit alors être soldé par le compte « Titre de participation ».

## SECTION 2. ÉCART D'ÉVALUATION

### I. DÉFINITION DE L'ÉCART D'ÉVALUATION

L'écart d'évaluation correspond à la différence entre la valeur comptable et la valeur à la date de prise de contrôle : plus ou moins-values latentes, éléments non comptabilisés.

L'écart d'évaluation est déterminé pour tous les actifs et passifs identifiables en fonction des règles d'évaluation retenues dans le règlement 99-02.

#### § 211 du règlement 99-02 – Actifs et passifs identifiables et écart d'acquisition

« Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, hors le cas particulier visé au § 215, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif est évaluée selon les méthodes décrites au § 2112. On appelle « écart d'évaluation » la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable du même élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée.

L'identification et la valorisation des actifs et passifs s'appuient sur une démarche explicite et documentée. »

## II. AJUSTEMENTS DE LA VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS IDENTIFIABLES

Certaines évaluations ne sont pas immédiatement disponibles et le règlement 99-02 définit les conditions dans lesquelles les écarts d'évaluation peuvent être modifiés et dans quels délais.

### § 2110 du règlement 99-02 – Date et délai

« L'évaluation des actifs et passifs identifiables doit être faite en fonction de la situation existant à la date d'entrée de l'entreprise dans le périmètre de consolidation, sans que les événements ultérieurs puissent être pris en considération.

Pour des raisons pratiques, l'entreprise consolidante dispose d'un délai se terminant à la clôture du premier exercice ouvert postérieurement à l'acquisition, au cours duquel elle peut procéder aux analyses et expertises nécessaires en vue de cette évaluation. Néanmoins, lors de la première clôture suivant l'acquisition, une évaluation provisoire doit être faite pour les éléments dont l'estimation est suffisamment fiable.

Si de nouvelles informations conduisent, avant la fin du premier exercice qui suit l'entrée dans le périmètre de consolidation, à une nouvelle appréciation des valeurs fixées lors de l'entrée dans le bilan consolidé, celles-ci doivent être modifiées et il en découle automatiquement une modification de la valeur brute et des amortissements cumulés de l'écart d'acquisition. Par exemple, des plus ou moins-values réalisées à l'intérieur du délai sur les éléments identifiés lors de la première consolidation, ou l'utilisation effective de provisions, doivent amener à remettre en cause leur valeur d'entrée, sauf à démontrer qu'elles sont générées par un événement postérieur à la date d'acquisition et indépendant de cette acquisition (cf. § 21123). »

## III. CRITÈRES D'IDENTIFICATION DES ACTIFS ET PASSIFS IDENTIFIABLES

Les écarts d'évaluation ne peuvent être déterminés que pour les actifs et passifs identifiables. Les difficultés d'identification concernent essentiellement les immobilisations incorporelles.

### § 2111 du règlement 99-02 – Identification des actifs et passifs (règlement n° 2005-10 du CRC)

« Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise, y compris les éléments incorporels, sont des éléments susceptibles d'être évalués séparément dans des conditions permettant un suivi de leur valeur. Pour les actifs incorporels, tel peut être notamment le cas des brevets, marques et relations contractuelles avec les clients.

Un actif incorporel est reconnu et inscrit séparément au bilan consolidé dès lors qu'il répond aux conditions de définition et de comptabilisation prévues aux articles 211-3 et 311-1 du règlement n° 99-03 et aux dispositions de l'article 311-3.2 pour les projets de développement en cours nettement individualisés. Son évaluation doit être faite selon des critères objectifs et pertinents, essentiellement fondés sur sa valeur de marché s'il en existe une ou sur les avantages économiques futurs qu'il permettra de dégager. »

Le règlement 99-02 renvoie au plan comptable général.

### PCG article 211-3 – (règlement n° 2004-06 du CRC)

« Une immobilisation incorporelle est identifiable :

- si elle est séparable des activités de l'entité, c'est-à-dire susceptible d'être vendue, transférée, louée ou échangée de manière isolée ou avec un contrat, un autre actif ou passif ;
- ou si elle résulte d'un droit légal ou contractuel même si ce droit n'est pas transférable ou séparable de l'entité ou des autres droits et obligations. »

L'article 311-1 du PCG est relatif aux conditions à remplir pour qu'un actif soit comptabilisé : avantages économiques futurs, coût ou valeur fiable.

Les actifs et passifs identifiables sont valorisés à la date de prise de contrôle et, sauf ajustement dans le délai prévu, ces valeurs sont les nouvelles valeurs brutes. Elles restent inchangées tant que la société reste incluse dans le périmètre de consolidation.

Ainsi l'écart d'évaluation se calcule toujours à la date de prise de contrôle.

### **§ 2112 du règlement 99-02 – Valeur d'entrée des actifs et passifs identifiables (règlement n° 2005-10 du CRC)**

#### **§ 21120 – Principes généraux**

« S'agissant d'une entrée dans le groupe, le montant résultant de l'évaluation des actifs identifiables constitue leur nouvelle valeur brute. Celle-ci sert de base aux calculs ultérieurs des plus ou moins-values en cas de cession, ainsi que des dotations aux amortissements et aux dépréciations qui apparaîtront dans les résultats consolidés.

Les provisions enregistrées à la date de première consolidation constituent la base à partir de laquelle seront déterminées les dotations et reprises ultérieures de provisions. »

## **III. MÉTHODES D'ÉVALUATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS IDENTIFIABLES**

Deux méthodes d'évaluation sont retenues :

- pour les biens qui ne sont pas destinés à l'exploitation, la valeur de marché ou la valeur vénale nette des coûts de sortie ;
- pour les biens destinés à l'exploitation, la valeur d'utilité, mesurée par la valeur de remplacement.

### **§ 2112 du règlement 99-02 – Valeur d'entrée des actifs et passifs identifiables (règlement n° 2005-10 du CRC)**

#### **§ 21121 – Méthode d'évaluation à retenir (règlement n° 2005-10 du CRC)**

« Les actifs et passifs identifiables sont inscrits au bilan consolidé à leur valeur d'entrée déterminée en fonction de l'usage prévu par l'entreprise consolidante.

En vue de procéder à leur évaluation ces actifs sont classés en deux catégories :

- les biens non destinés à l'exploitation ;
- les biens destinés à l'exploitation.

Les biens non destinés à l'exploitation, c'est-à-dire les actifs destinés à être revendus à brève échéance ou les actifs non nécessaires à l'exploitation, sont évalués à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur vénale nette des coûts de sortie. Cette valeur pourra, le cas échéant, être actualisée si les actifs concernés ne génèrent aucun revenu pendant la période de détention résiduelle estimée.

Les biens destinés à l'exploitation sont évalués à leur valeur d'utilité pour l'entreprise consolidante.

Celle-ci correspond au prix qu'elle aurait accepté de payer si elle avait acquis ces éléments séparément, compte tenu de l'usage qu'elle compte en faire. D'une manière générale, la valeur d'utilité s'identifie, pour les actifs acquis et destinés à l'exploitation, à leur valeur de remplacement, c'est-à-dire à l'investissement que l'entreprise consolidante devrait réaliser pour les remplacer par de nouveaux actifs, éventuellement différents, mais permettant à l'entreprise le maintien de sa production dans son secteur.

[...] Les droits des minoritaires sont calculés sur la base de l'actif net réévalué de l'entreprise acquise. »

## **IV. PRISE EN COMPTE DE L'IMPÔT DIFFÉRÉ**

L'écart d'évaluation correspond à des plus ou moins-values. La charge ou l'économie d'impôt correspondante doit être supportée par les anciens actionnaires. L'écart d'évaluation est donc net d'impôt.

### § 21121 du règlement 99-02 – Méthode d'évaluation à retenir (règlement n° 2005-10 du CRC)

« Les dettes et créances d'impôts différés attachées aux écarts d'évaluation sont enregistrées conformément aux dispositions du § 31. »

#### EXEMPLE APPLICATIF 53

La société T est propriétaire d'un terrain, comptabilisé pour 5 300 k€. À la date de prise de contrôle, le 01/01/N, par la société P, ce terrain est évalué à 7 400 k€, soit une plus-value de 2 100 k€. L'impôt différé correspondant, impôt différé passif est de  $2\,100 \times 33,33\% = 700$  k€.

Ce terrain est vendu le 01/01/N+5 pour une valeur de 7 700 k€. La plus-value constatée dans les comptes individuels est de  $7\,700 - 5\,300 = 2\,400$  k€ et la société T paie un impôt de 800 k€. Cette plus-value se décompose en :

- 2 100 k€ réalisée avant l'entrée dans le groupe ;
- 300 k€ réalisé après l'entrée dans le groupe.

En k€	Comptes individuels	Comptes consolidés	Écart d'évaluation
Terrain	5 300	7 400	- 2 100
Prix de vente	7 700	7 700	
Plus-value	2 400	300	2 100
Impôt en charge	800	100	700
Impôt différé passif	-	700	- 700

L'impôt sur la plus-value payé est de 800 k€. Cette charge apparaît en totalité dans les comptes individuels.

Dans les comptes consolidés, il est réparti entre les anciens actionnaires (diminution de la valeur de la société et donc de la valeur des actions cédées) et les nouveaux actionnaires (diminution du résultat de l'exercice).

## V. RÈGLES APPLICABLES À DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'ACTIFS ET DE PASSIFS

Après avoir présenté les règles générales, le règlement 99-02 indique les règles d'évaluation à appliquer pour un certain nombre de postes du bilan :

### § 21122 du règlement 99-02 – Détermination de la valeur d'utilité des actifs et des passifs destinés à l'exploitation

« L'objectif étant de déterminer élément par élément une valeur d'utilité à la date d'acquisition, les méthodes appliquées peuvent être différentes des méthodes d'évaluation habituellement utilisées par l'entreprise consolidante pour son bilan consolidé. Par exemple, il est approprié de provisionner les engagements de retraites et de recourir à des méthodes d'actualisation financière pour déterminer la valeur d'entrée des éléments monétaires ou des provisions pour charges dès lors que cela influe de façon significative sur le montant obtenu.

Le principe de la valeur d'utilité n'interdit pas que les valeurs comptables puissent être représentatives de celle-ci.

#### Immobilisations incorporelles

Tous les actifs incorporels identifiables, y compris ceux qui ne seraient pas inscrits dans les comptes sociaux des entités consolidées, font l'objet d'une évaluation.

La valeur d'utilité des immobilisations incorporelles correspond à leur valeur de marché lorsqu'il existe un marché actif pour des biens similaires. Par marché actif, on entend un marché sur lequel

.../...

.../... s'échangent régulièrement à des prix connus des biens de nature homogène. En l'absence de marché actif, on retient la valeur d'utilité de l'immobilisation incorporelle en se référant notamment à la pratique du secteur concerné. [...]

### **Immobilisations corporelles**

Leur valeur d'utilité correspond à la valeur de marché pour les biens banalisés (notamment, les terrains et constructions non industriels) ou à leur valeur de remplacement nette pour les biens spécifiques à l'exploitation. Dans ce dernier cas, on recherche la valeur à neuf d'un bien équivalent en tenant compte de l'usage que l'entreprise consolidante compte en faire. De cette valeur on retranche l'amortissement correspondant à la durée de vie utile écoulée pour obtenir la valeur de remplacement nette. Cette valeur de remplacement nette constitue la nouvelle valeur brute du bien pour l'acquéreur et sert de base de calcul des amortissements postérieurs à l'acquisition selon les méthodes en vigueur dans le groupe.

### **Participations et autres titres immobilisés**

Les titres acquis doivent être évalués en fonction de leur utilité pour l'entreprise consolidante. En conséquence, les titres consolidés par intégration globale, proportionnelle ou par mise en équivalence ne sont pas évalués directement mais au travers des éléments d'actif et de passif identifiables des filiales qu'ils représentent. Au contraire, les titres non consolidés sont évalués à leur valeur de marché, qui, pour les titres cotés, est généralement égale au cours de bourse à la date d'acquisition, ou à la moyenne pondérée des cours constatés sur une période suffisamment longue pour atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles. La valeur d'utilité des titres non cotés peut être déterminée par référence aux multiples de cash flows ou de résultats observés dans les entreprises du secteur comparables notamment par leurs perspectives de croissance.

### **Stocks et contrats en cours**

En règle générale, la valeur d'utilité des stocks ne peut simplement correspondre au coût historique d'achat ou de production reflété par les comptes de l'entreprise acquise car il convient de tenir compte des efforts déjà consentis pour amener chaque élément du stock en l'état d'élaboration où il se trouve. En conséquence, un produit fini est valorisé au prix de cession diminué des frais et de la marge relatifs à l'effort de commercialisation restant à réaliser, cette marge étant déterminée sur la base de la marge normale de l'activité de commercialisation du vendeur dans le secteur considéré et, pour les stocks à rotation lente, du coût financier éventuel de portage. Un produit en cours de production est valorisé sur ces mêmes bases diminuées des coûts de production restant à encourir et de la marge additionnelle du producteur. Pour les contrats à long terme ou de service en cours, la marge correspondant à l'état d'avancement des contrats est ainsi incluse dans la valeur d'entrée des encours. Enfin, une matière première est valorisée à son coût de remplacement. Ainsi, seules les marges normales de l'activité de production restant à effectuer et de l'activité de commercialisation contribuent aux résultats dégagés par l'entreprise consolidante sur les produits acquis.

### **Prêts et créances – dettes**

Leur valeur d'entrée est déterminée par actualisation des valeurs dues à l'échéance, au taux constaté sur le marché financier approprié à la date d'acquisition, si l'incidence de cette actualisation est significative. Cette règle s'applique par exemple dans le cas où les prêts ou créances ne sont pas productifs d'un intérêt correspondant aux conditions normales du marché à la date de prise de contrôle.

### **Titres de placement**

Ils sont valorisés à leur valeur de réalisation (cours de bourse, s'il s'agit de titres cotés), nette des frais de cession.

### **Engagements relatifs aux avantages à long terme accordés aux salariés**

Lors d'une acquisition, tous les engagements relatifs aux avantages à long terme accordés aux salariés tels qu'indemnités de départ, compléments de retraite, couverture médicale, médaille du travail, doivent être identifiés et comptabilisés selon la situation financière des régimes correspondants, même dans l'hypothèse où l'entreprise consolidante n'applique pas ce principe dans ses comptes consolidés. Ces engagements doivent être évalués selon les méthodes actuarielles propres à l'entreprise consolidante, sans différer aucun élément du passif actuariel à la date

.../...

.../... d'acquisition, et en prenant en compte une population de bénéficiaires cohérente avec les plans de restructuration par ailleurs provisionnés, le cas échéant. Si des actifs ont été cantonnés en couverture de ces engagements, ils doivent être évalués à leur valeur de réalisation à la date d'acquisition, et viennent en déduction des engagements souscrits pour la détermination de la provision. S'ils sont supérieurs aux engagements actuariels, l'excédent de la couverture est inscrit à l'actif dans la mesure où l'entreprise peut le récupérer, soit sous forme de remboursement, soit sous forme de réduction des contributions futures dues au titre de ces engagements.

### Provisions

À la date d'acquisition, les passifs de l'entreprise acquise doivent satisfaire aux critères de reconnaissance d'un passif selon les dispositions de l'article 312-1-1 du règlement n° 99-03. Leur évaluation tient compte de tous les risques et charges identifiés à cette date mais ne tient pas compte des provisions pour pertes d'exploitation futures, en dehors du cas des pertes sur contrats en cours.

Par conséquent, les provisions pour coûts de restructuration ne sont comptabilisées que si au plus tard à la date d'acquisition, elles répondent aux conditions de comptabilisation prévues au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 312-8 du règlement n° 99-03.

[...] »

Ce paragraphe traite également des cas particuliers :

- contrats de location-financement en cours ;
- projets de recherche et développement en cours ;
- actifs incorporels ayant la nature de frais d'établissement.

L'écart d'évaluation déterminé à la date de prise de contrôle est amorti quand il porte sur des immobilisations amortissables. L'amortissement se calcule sur la durée résiduelle et l'impôt différé est repris au même rythme.

## **SECTION 3. ÉCART D'ACQUISITION**

### **I. DÉFINITION**

L'écart d'évaluation ne suffit pas toujours pour expliquer la différence entre la valeur comptable des capitaux propres à la date de prise de contrôle et le coût d'acquisition des titres.

#### **§ 21 du règlement 99-02**

« La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. »

Le surplus payé correspond à une réalité, ce n'est pas un actif fictif. Il répond bien à la définition d'un actif : élément contrôlé par l'entreprise dont il est probable qu'il génère des avantages économiques futurs.

### **III. ÉCART D'ACQUISITION POSITIF**

L'écart d'acquisition positif est un actif incorporel. Il représente les bénéfices futurs, avantages économiques futurs attendus de l'acquisition des titres.

#### **§ 21130 du règlement 99-02 – Écart d'acquisition positif (règlement n° 2005-10 du CRC)**

« L'écart d'acquisition positif est inscrit à l'actif immobilisé et amorti sur une durée qui doit refléter, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition. »

Le prix d'acquisition est établi en tenant compte d'hypothèses de rentabilité, de retour sur investissement. Les hypothèses de calcul couvrent un certain nombre d'années. L'amortissement de l'écart d'acquisition représente la consommation des avantages économiques attendus.

### III. ÉCART D'ACQUISITION NÉGATIF

En général, l'écart d'acquisition est positif. Dans certains cas, il est négatif. Les hypothèses d'évaluation des actifs et des passifs doivent d'abord être revues pour annuler ou réduire l'écart d'acquisition négatif.

#### § 21131 du règlement 99-02 – Écart d'acquisition négatif (règlement n° 2005-10 du CRC)

« Un écart d'acquisition négatif correspond généralement soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition effectuée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise.

Toutefois, lors de l'acquisition, les actifs incorporels identifiés qui ne peuvent pas être évalués par référence à un marché actif ne doivent pas être comptabilisés au bilan consolidé s'ils conduisent à créer ou à augmenter un écart d'acquisition négatif.

L'excédent négatif éventuel est rapporté au résultat sur une durée qui doit refléter les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition. »

Pour rapporter au résultat l'écart d'acquisition négatif, il est comptabilisé en provision et repris sur la même durée qu'un écart d'acquisition positif.

## SECTION 4. ÉLIMINATION DES TITRES INTÉGRATION GLOBALE

### EXEMPLE APPLICATIF 54

#### Sous-groupe Rouge/Carmin : Souscription de 60 % des actions en N – Écart d'acquisition positif

Dans le cadre de sa politique de développement, la société Rouge a acquis, le 30/06/N, 60 % des actions de la société Carmin. Le coût total d'acquisition est de 3 000.

La société Carmin a été créée il y a plus de 20 ans. À la date de prise de contrôle, ses capitaux propres sont de :

	30/06/N
Capital	1 600
Réserves	1 800
Résultat (du 01/01/N au 30/06/N)	200
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>3 600</b>

À la valeur comptable de la société Carmin, il convient d'ajouter une plus-value latente sur un terrain de 600 et sur une construction de 900. La durée d'amortissement résiduelle de cette construction est de 10 ans.

L'écart d'acquisition est amorti sur 5 ans.

#### Méthode de consolidation

Detention de 60 % des actions : contrôle exclusif – intégration globale



**Bilans des sociétés Rouge et Carmin au 31/12/N**

	Rouge	Carmin
Immobilisations	5 000	3 400
Titres de participation	3 000	
Créances	440	1 100
Disponibilités	260	100
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>8 700</b>	<b>4 600</b>
Capital	4 100	1 600
Réserves	1 700	1 800
Résultat	500	450
Dettes	2 400	750
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>8 700</b>	<b>4 600</b>

**Analyse****1. Détermination de l'écart d'évaluation et de l'écart d'acquisition à la date de prise de contrôle**

Les écarts d'évaluation et l'écart d'acquisition sont déterminés à la date de prise de contrôle. Quel que soit la date de clôture, il faut se remettre à la date de prise de contrôle pour calculer les écarts.

À la date de prise de contrôle, le plus souvent en cours d'exercice, il faut inclure dans les capitaux propres la part de résultat réalisée depuis le début de l'exercice, qui appartient aux anciens actionnaires.

	TOTAL	Rouge	I.M.
		60 %	40 %
<b>Titres de participation (1)</b>		<b>3 000</b>	
Capitaux propres	3 600	2 160	1 440
Écart d'évaluation	1 000	600	400
Terrain 600			
Construction 900			
Impôt différé passif - 500			
<b>Valeur de la Sté Rouge (2)</b>		<b>2 760</b>	<b>1 840</b>
Écart d'acquisition (1) - (2)		240	

**2. Détermination du résultat du groupe et part des intérêts minoritaires, à la date de clôture**

À la date de clôture, le résultat réalisé depuis l'entrée dans le périmètre de consolidation est partagé entre le groupe et les actionnaires minoritaires.

L'écart d'évaluation des biens amortissables doit être amorti sur la durée d'amortissement résiduelle. L'impôt différé passif est repris en fonction de ces amortissements. L'écart d'évaluation est comptabilisé pour la totalité de sa valeur, l'amortissement doit donc être réparti entre part du groupe et intérêt minoritaires

L'écart d'acquisition n'est calculé que pour les titres acquis, l'amortissement ne concerne que le résultat du groupe.

	TOTAL	part Rouge	part I.M.
		60 %	40 %
<b>Résultat</b> Carmin exercice N	450	3 000	
Résultat avant l'entrée dans le groupe	- 200		
Résultat depuis l'entrée dans le groupe	250	150	100
<b>Amortissement</b> de l'écart d'évaluation			
Terrain	0		
Construction : $900/10 \times 6/12$	- 45	- 27	- 18
Charge <b>d'impôt</b>	15	9	6
<b>Amortissement</b> de l'écart d'acquisition $240/5 \times 6/12$	- 24	- 24	
Total		108	88

### Bilan consolidé

BILAN 31/12/N	Rouge	Carmin	Écritures de consolidation		Bilan consolidé
			Titres particip	Autres	
Écart d'acquisition			240	- 24	216
Immobilisations	5 000	3 400	1 500	- 45	9 855
Titres de participations	3 000		- 3 000		
Créances	440	1 100			1 540
Disponibilités	260	100			360
<b>Total Actif</b>	<b>8 700</b>	<b>4 600</b>	<b>- 1 260</b>	<b>- 69</b>	<b>11 971</b>
Capital	4 100	1 600	- 1 600		4 100
Réserves	1 700	1 800	- 1 800		1 700
Résultat	500	450	- 200	- 100 - 42	608
Intérêts minoritaires			1 840	+100 - 12	1 928
Dettes	2 400	750			3 150
Impôt différé passif			500	- 15	485
<b>Total Passif</b>	<b>8 700</b>	<b>4 600</b>	<b>- 1 260</b>	<b>- 69</b>	<b>11 971</b>

### Écritures de consolidation

Bilan		
	Débit	Crédit
Terrain	600	
construction	900	
Impôt différé		500
Titres de participation (ou réserves)		600
Intérêts minoritaires		400
<i>Écarts d'évaluation Carmin</i>		
Écart d'acquisition	240	
Titres de participation (ou réserves)		240
<i>Écarts d'acquisition Carmin</i>		
Réserves Carmin	1 800	
Résultat Carmin	200	
Titres de participation (ou réserves)		2 160
Intérêts minoritaires		1 440
<i>Partage des capitaux propres Carmin, à la date de prise de contrôle</i>		
Résultat Carmin	250	
Résultat consolidé		150
Intérêts minoritaires		100
<i>Partage du résultat Carmin, depuis la prise de contrôle</i>		

Amortissement construction		45
Impôt différé passif	15	
Résultat consolidé	18	
Intérêts minoritaires	12	
<i>Amortissement de l'écart d'évaluation et reprise impôt différé</i>		
Amortissement écart d'acquisition		24
Résultat consolidé	24	
<i>Amortissement de l'écart d'acquisition</i>		

**EXEMPLE APPLICATIF 55****Sous-groupe Violet/Pourpre : Souscription de 55 % des actions en N-1 – Écart d'acquisition négatif**

La société Violet a acquis 55 % des titres de la société Pourpre le 01/01/N-1, pour une valeur de 800. Son objectif était la possibilité d'intégrer dans ses propres produits, un logiciel développé par la société Pourpre.

À la date de la prise de contrôle, les capitaux propres se présentaient ainsi :

	01/01/N-1
Capital	1 400
Réserves	600
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>2 000</b>

À la valeur comptable de la société Pourpre, il convient d'ajouter la plus-value latente sur du matériel à hauteur de 150. La durée d'amortissement résiduelle de ce matériel est de 3 ans

L'écart d'acquisition est amorti sur 4 ans.

**Méthode de consolidation**

Détention de 55 % des actions : contrôle exclusif – intégration globale

**Bilans des sociétés Violet et Pourpre au 31/12/N**

	Violet	Pourpre
Immobilisations	6 000	1 210
Titres de participation	800	
Créances	1 100	1 310
Disponibilités	640	60
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>8 540</b>	<b>2 580</b>
Capital	6 000	1 400
Réserves	300	620
Résultat	400	- 40
Dettes	1 840	600
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>8 540</b>	<b>2 580</b>

**Analyse****1. Détermination de l'écart d'évaluation et de l'écart d'acquisition à la date de prise de contrôle**

	TOTAL	part Violet	part I.M.
		55 %	45 %
<b>Titres de participation (1)</b>		<b>800</b>	
Capitaux propres	2 000	1 100	900
Écart d'évaluation	100	55	45
Matériel 150			
Impôt différé passif - 50			
<b>Valeur Sté Pourpre (2)</b>	<b>2 100</b>	<b>1 155</b>	<b>945</b>
Écart d'acquisition (1) - (2)		- 355	

Quand la prise en compte d'un écart dévaluation entraîne la constatation d'un écart d'acquisition négatif, celui-ci doit être revu à la baisse.

Dans le cas présent l'écart d'évaluation doit être annulé et l'écart d'acquisition reste négatif :  $800 - 1\,100 = -300$

L'écart d'acquisition négatif est constaté en provision. il est repris au même rythme qu'un écart d'acquisition positif.

**2. Détermination du résultat du groupe et part des intérêts minoritaires, à la date de clôture**

À la date de clôture, le résultat réalisé depuis l'entrée dans le périmètre de consolidation est partagé entre le groupe et les actionnaires minoritaires.

Reprise de la provision N-1 :  $300/4 = 75$  (en augmentation des réserves consolidées)

Reprise de la provision N :  $300/4 = 75$  (en augmentation du résultat consolidé)

	TOTAL	part Violet	part I.M.
		55 %	45 %
Capital	1 400	770	630
Réserves (à la date de prise de contrôle)	600	330	270
Réserves (après la prise de contrôle)	20	11	9
Résultat Pourpre	- 40	- 22	- 18
Total		1 089	891

**Bilan consolidé**

BILAN 31/12/N	Violet	Pourpre	Écritures de consolidation		Bilan consolidé
			Titres particip.	Autres	
Immobilisations	6 000	1 210			7 210
Titres de participations	800		- 800		
Créances	1 100	1 310			2 410
Disponibilités	640	60			700
<b>Total Actif</b>	<b>8 540</b>	<b>2 580</b>	<b>- 800</b>		<b>10 320</b>
Capital	6 000	1 400	- 1 400		6 000
Réserves	300	620	- 600	- 9 + 75	386
Résultat	400	- 40		18 + 75	453
Intérêts minoritaires			630 + 270	9 - 18	891
Provision			300	- 75 - 75	150
Dettes	1 840	600			2 440
<b>Total Passif</b>	<b>8 540</b>	<b>2 580</b>	<b>- 800</b>	<b>0</b>	<b>10 320</b>

Les autres écritures concernent la répartition des réserves après l'entrée dans le périmètre de consolidation (9) ; la répartition du résultat de l'exercice (18) ; les reprises de provision (75).

## Écritures de consolidation

Bilan		
	Débit	Crédit
Titres de participation (ou réserves)	300	
Provision		300
<i>Écart d'acquisition Pourpre négatif constaté en provision</i>		
Capital Pourpre	1 400	
Réserves Pourpre	600	
Titres de participation (ou réserves)		1 100
Intérêts minoritaires		900
<i>Partage des capitaux propres Pourpre, à la date de prise de contrôle</i>		
Réserves Pourpre	20	
Réserves consolidées		11
Intérêts minoritaires		9
<i>Partage des réserves Pourpre, depuis la prise de contrôle</i>		
Résultat consolidé	22	
Intérêts minoritaires	18	
Résultat Pourpre		40
<i>Partage du résultat Pourpre</i>		
Provision	150	
Réserves consolidées		75
Résultat consolidé		75
<i>Reprise de la provision écart d'acquisition négatif</i>		

**SECTION 5. ÉLIMINATION DES TITRES INTÉGRATION PROPORTIONNELLE****EXEMPLE APPLICATIF 56****Sous-groupe Jaune/Paille : Souscription de 35 % des actions en N-1 – Écart d'acquisition négatif**

Le 31/05/N, la société Jaune a participé à l'augmentation de capital de la société Paille dont les activités sont complémentaires avec les siennes. La société Paille a été créée il y a 15 ans. La société Jaune qui détenait déjà 12 % des parts, a une participation de 35 % à compter du 30/05/N. Un accord a été conclu avec les deux autres actionnaires précisant que les décisions doivent être prises à l'unanimité.

Avec une participation de 12 %, la société Paille était exclue du périmètre de consolidation. Ce premier achat d'actions est sans incidence sur l'évaluation des actions à la date de prise de contrôle, le 31/05/N.

La valeur totale de la participation est de 900.

À la date de la prise de contrôle, les capitaux propres se présentaient ainsi :

	31/05/N
Capital	600
Réserves	800
Résultat (du 01/01/N au 31/05/N)	100
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>1 500</b>

À la valeur comptable de la société Paille, il convient d'ajouter la marque commerciale qu'elle a créée et qui a été estimée à 700.

L'écart d'acquisition est amorti sur 5 ans.

**Méthode de consolidation**

Détention de 35 % des actions et convention avec les deux autres actionnaires :  
contrôle conjoint – intégration proportionnelle

**Bilans des sociétés Jaune et Paille au 31/12/N**

	Jaune	Paille	Part groupe 35 %
Immobilisations	1 200	960	336
Titres de participation	900		
Créances	560	420	147
Disponibilités	480	640	224
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>3 140</b>	<b>2 020</b>	<b>707</b>
Capital	1 450	600	210
Réserves	650	800	280
Résultat	700	280	98
Dettes	340	340	119
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>3 140</b>	<b>2 020</b>	<b>707</b>

**Analyse****1. Détermination de l'écart d'évaluation et de l'écart d'acquisition à la date de prise de contrôle**

	TOTAL	part Jaune
		35 %
<b>Titres de participation (1)</b>		<b>900</b>
Capitaux propres	1 500	525
Écart d'évaluation	700	245
Marque commerciale 700		
<b>Total (2)</b>	<b>2 200</b>	<b>770</b>
Écart d'acquisition (1) – (2)		130

On considère que la marque commerciale ne peut pas être cédée en dehors d'une cession de la société elle-même, elle n'est pas séparable. C'est pourquoi, il n'y a pas d'impôt différé à prendre en compte.

Sauf situation particulière, il n'est pas possible de déterminer la durée d'utilisation de la marque commerciale, elle n'est pas amortie. Un test de dépréciation doit être effectué à chaque clôture pour s'assurer de la valeur d'inventaire de cette marque. En l'absence de données particulières, la marque commerciale n'est ni amortie, ni dépréciée. La valeur de la marque est inchangée.

**2. Détermination du résultat du groupe, à la date de clôture**

	31/05/N
Résultat Jaune	700
Résultat Paille (après prise de contrôle)	$(280 - 100) \times 35 \% =$ 63
Amortissement de l'écart d'acquisition	$130/5 \times 7/12 =$ - 15
Résultat consolidé	748

**Bilan consolidé**

BILAN 31/12/N	Jaune	Paille part groupe	Écritures de consolidation		Bilan consolidé
			Titres particip.	Autres	
Écart d'acquisition			130	- 15	115
Immobilisations	1 200	336	245		1 781
Titres de participations	900		- 900		
Créances	560	147			707
Disponibilités	480	224			704
<b>Total Actif</b>	<b>3 140</b>	<b>707</b>	<b>- 525</b>	<b>- 15</b>	<b>3 307</b>
Capital	1 450	210	- 210		1 450
Réserves	650	280	- 280		650
Résultat	700	98	- 35	- 15	748
Dettes	340	119			459
<b>Total Passif</b>	<b>3 140</b>	<b>707</b>	<b>- 525</b>	<b>- 15</b>	<b>3 307</b>

**Écritures de consolidation**

Bilan		
	Débit	Crédit
Marque commerciale	245	
Titres de participation (ou réserves)		245
<i>Écarts d'évaluation Paille</i>		
Écart d'acquisition	130	
Titres de participation (ou réserves)		130
<i>Écarts d'acquisition Paille</i>		
Capital Paille	210	
Réserves Paille	280	
Résultat Paille	35	
Titres de participation (ou réserves)		525
<i>Partage des capitaux propres Paille, à la date de prise de contrôle</i>		
Résultat Paille	63	
Résultat consolidé		63
<i>Reclassement du résultat Paille</i>		
Résultat Jaune	700	
Résultat consolidé		700
<i>Reclassement du résultat Jaune</i>		
Résultat consolidé	15	
Écart d'acquisition		15
<i>Amortissement de l'écart d'acquisition</i>		

**SECTION 6. MISE EN ÉQUIVALENCE****I. RÈGLES APPLICABLES À LA MISE EN ÉQUIVALENCE**

La mise en équivalence est une méthode de consolidation particulière car les comptes des sociétés mises en équivalence ne sont pas cumulés avec les comptes des autres sociétés incluses dans le périmètre de consolidation. Mais la logique reste la même :

- prise en compte des écarts d'évaluation dans la valorisation de la participation,
- prise en compte de l'écart d'acquisition comme dans les autres méthodes de consolidation, c'est-à-dire sur une ligne séparée du bilan.



## § 29 du règlement 99-02 – Modalités de la mise en équivalence – 290 – Principe général

« Les règles générales de consolidation, définies aux § 20 à 25 pour l'intégration globale, s'appliquent pour évaluer les capitaux propres et les résultats des entreprises mises en équivalence sous réserve des dispositions particulières ci-dessous.

Cependant, ces retraitements et éliminations ne sont effectués et les informations ne sont données que s'ils revêtent une importance significative. »

## § 291 du règlement 99-02 – Première consolidation

« À la date de première consolidation, la mise en équivalence consiste à substituer, à la valeur comptable des titres, la quote-part qu'ils représentent dans les capitaux propres de l'entreprise consolidée. Ces capitaux propres sont égaux à la différence entre les actifs et les passifs identifiables déterminés selon les règles définies pour l'intégration globale (cf. § 211). L'écart qui en résulte est un écart d'acquisition présenté selon les mêmes modalités que les écarts d'acquisition définis dans le cadre de l'intégration globale (cf. § 2113). »

Le règlement 99-02 précise également l'analyse qui doit être faite à chaque clôture pour pouvoir comptabiliser les variations de valeur des capitaux propres depuis l'entrée de la société dans le périmètre de consolidation.

## § 292 du règlement 99-02 – Consolidations ultérieures (règlement n° 2005-10 du CRC)

« La valeur des titres mis en équivalence est égale, à chaque fin d'exercice, à la quote-part des capitaux propres retraités de l'entreprise consolidée à laquelle ils équivalent. La variation des capitaux propres retraités des entreprises consolidées par mise en équivalence, de quelque nature qu'elle soit, augmente ou diminue donc la valeur des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice précédent.

La variation de valeur des titres d'un exercice à l'autre peut provenir de diverses causes, hormis les cas d'acquisition ou de cession : résultat, distribution de bénéfices, opérations sur le capital, fusion-absorption, apport partiel d'actif, variation du cours de conversion pour les entreprises étrangères, etc. La fraction du résultat de ces entreprises est inscrite distinctement au compte de résultat consolidé. Les dividendes reçus des entreprises consolidées par mise en équivalence sont éliminés du compte de résultat de l'entreprise détentrice des titres et sont portés en augmentation des réserves consolidées. »

## II. EXEMPLE

### EXEMPLE APPLICATIF 57

#### Sous-groupe Turquoise/Saphir/Grenat/Émeraude – Titres mis en équivalence

Le portefeuille des titres de participation de la société Turquoise est composé des titres suivants :

	Saphir	Grenat	Émeraude
Pourcentage d'intérêt	25 %	22 %	30 %
Date d'acquisition	Plus de 10 ans	01/07/N-2	01/10/N
Coût d'acquisition : 1 445	480	445	720
À la date de prise de contrôle :			
Capital	1 200	800	1 900
Réserves	200	780	480
Résultat		140	150
Écart d'évaluation net d'impôt	Totalement amortis	Immo : 150	Provision : 270
Durée d'amortissement		3 ans	
Reprise de provision au 31/12/N (après 01/10/N)			30
Durée d'amortissement écart d'acquisition		4 ans	4 ans

L'écart d'évaluation Grenat correspond à une plus-value latente sur du matériel.

L'écart d'évaluation des titres Émeraude est constitué d'une provision pour fin de carrière de 270.

### Méthode de consolidation

Détention comprise entre 20 % et 40 % des actions : influence notable : Mise en équivalence

### Bilans des sociétés Turquoise – Saphir – Grenat et Émeraude au 31/12/N

	Turquoise	Saphir	Grenat	Émeraude
Immobilisations	3 420	1 540	1 830	1 800
Titres de participation	1 645			
Créances	560	660	560	950
Disponibilités	210	260	230	590
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>5 835</b>	<b>2 460</b>	<b>2 620</b>	<b>3 340</b>
Capital	2 600	1 200	800	1 900
Réserves	1 520	500	900	480
Résultat	385	120	140	200
Provisions et Dettes	1 430	640	780	760
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>5 835</b>	<b>2 460</b>	<b>2 620</b>	<b>3 340</b>

### Analyse

#### 1. Détermination de la valeur des titres Saphir mis en équivalence au 31/12/N

Saphir	Total	% d'intérêt	Contrepartie		
		25 %	Titres participation	Réserves consolidées	Résultat consolidé
<b>Titres de participation (1)</b>			<b>480</b>		
Capital	1 200	300	300		
Réserves	500	125	50	75	
Résultat	120	30			30
<b>Valeur de la société (2)</b>	<b>1 700</b>	<b>455</b>	<b>350</b>	<b>75</b>	<b>30</b>
Écart d'acquisition (1) – (2)			130	– 130	

L'écart d'acquisition totalement amorti vient en réduction des réserves consolidées

Titres Saphir mis en équivalence :  $350 + 75 + 30 = 455$

#### 2. Détermination de l'écart d'acquisition Grenat et valeur des titres mis en équivalence au 31/12/N

Grenat	Total	% d'intérêt	Contrepartie		
		22 %	Titres participation	Réserves consolidées	Résultat consolidé
<b>Titres de participation (1)</b>			<b>445</b>		
Capital	800	176	176		
Réserves	900	198	172	26	
Résultat	140	31			31
Écart d'évaluation net d'impôt	150	33	33		
<b>Valeur de la société (2)</b>	<b>1 570</b>	<b>438</b>	<b>381</b>	<b>26</b>	<b>31</b>
Écart d'acquisition (1) – (2)			64		

Titres Grenat mis en équivalence :  $381 + 26 + 31 = 438$

### 3. Détermination de l'écart d'acquisition Émeraude et valeur des titres mis en équivalence au 31/12/N

Émeraude	Total	% d'intérêt	Contrepartie		
		30 %	Titres participation	Réserves consolidées	Résultat consolidé
<b>Titres de participation (1)</b>			<b>720</b>		
Capital	1 900	570	570		
Réserves	480	144	144		
Résultat	200	60	45		15
Écart d'évaluation net d'impôt	- 270	- 81	- 81		
<b>Valeur de la société (2)</b>		<b>693</b>	<b>678</b>		<b>15</b>
Écart d'acquisition (1) - (2)			42		

Titres Émeraude mis en équivalence :  $678 + 15 = 693$

### 4. Amortissements de l'écart d'évaluation et des écarts d'acquisition à la date de clôture

	Grenat	Émeraude
	01/07/N-2	01/10/N
<b>Quote-part écart d'évaluation</b>	33	
Durée d'amortissement	3 ans	
Amortissements cumulés au 31/12/N-1 (arrondi)	$33/3 \times 1,5 = 17$	
Amortissement N (arrondi)	$33/3 = 11$	
Valeur nette au 31/12/N	5	
<b>Écart d'acquisition</b>	64	42
Durée d'amortissement	4 ans	5 ans
Amortissements cumulés au 31/12/N-1 (arrondi)	$64/4 \times 1,5 = 24$	
Amortissement N (arrondi)	$64/4 = 16$	$42/5 \times 3/12 = 2$
Valeur nette au 31/12/N	24	40

### 5. Détermination de la valeur des participations à la date de clôture

	Saphir		Grenat		Émeraude	
	Total	25 %	Total	22 %	Total	30 %
Capital	1 200	300	800	176	1 900	570
Réserves	500	125	900	198	480	144
Résultat					150	45
Écart d'évaluation			150	33	- 270	- 81
<b>Total</b>		<b>425</b>		<b>407</b>		<b>678</b>
<b>Résultat</b>	<b>120</b>	<b>30</b>	<b>140</b>	<b>31</b>	<b>50</b>	<b>15</b>

## Bilan consolidé

	Turquoise	Écritures de consolidation			Bilan consolidé
		Saphir	Grenat	Émeraude	
Écart d'acquisition			64 – 24 – 16	42 – 2	64
Immobilisations	3 420				3 420
Titres de participations	1 445	– 480	– 445	– 720	0
Titres mis en équivalence		455	438	693	1 586
Créances	560				560
Disponibilités	210				210
<b>Total Actif</b>	<b>5 835</b>	<b>– 25</b>	<b>17</b>	<b>13</b>	<b>5 840</b>
Capital	2 500				2 500
Réserves	1 520	75 – 130	26 – 24		1 467
Résultat	385	30	31 – 16	15 – 2	443
Dettes	1 430				1 430
<b>Total passif</b>	<b>5 835</b>	<b>– 25</b>	<b>17</b>	<b>13</b>	<b>5 840</b>

## Écritures de consolidation

Bilan		
	Débit	Crédit
Titres mis en équivalence	455	
Titres de participation		480
Réserves consolidées	55	
Résultat consolidé		30
<i>Titres Saphir mis en équivalence</i>		
Titres mis en équivalence	438	
Écart d'acquisition	64	
Titres de participation		445
Réserves consolidées		26
Résultat consolidé		31
<i>Titres Grenat mis en équivalence</i>		
Titres mis en équivalence	693	
Écart d'acquisition	42	
Titres de participation		720
Résultat consolidé		15
<i>Titres Émeraude mis en équivalence</i>		
Réserves consolidées	24	
Résultat consolidé	16	
Écart d'acquisition		40
<i>Amortissement écart d'acquisition Grenat</i>		
Réserves consolidées	17	
Résultat consolidé	11	
Écart d'acquisition		28
<i>Amortissement écart d'évaluation Grenat</i>		
Résultat consolidé	2	
Écart d'acquisition		2
<i>Amortissement écart d'acquisition Émeraude</i>		

## Synthèse

Pour préparer les écritures de consolidation, il est utile de répondre à certaines questions qui peuvent éviter des confusions ou erreur d'analyse :

Méthode de consolidation	Intégration globale	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence
<i>Cumul des comptes</i>	<i>100 %</i>	<i>% d'intérêt</i>	<i>Pas de cumul</i>
Date de la consolidation	À la date de prise de contrôle	À la date de clôture de l'exercice de prise de contrôle	À une date de clôture ultérieure
<i>Il faut prendre en compte</i>	<i>Ni résultat, ni réserves consolidées</i>	<i>Le résultat de la filiale pour la période postérieure à la prise de contrôle</i>	<i>Le résultat de l'exercice de la filiale et des réserves consolidées</i>
Les titres ont été acquis	À la création de la société	À une date ultérieure	
<i>La valeur des titres de participation inclut :</i>	<i>Ni écart d'évaluation ni écart d'acquisition</i>	<i>Généralement, un écart d'évaluation et un écart d'acquisition</i>	

## CHAPITRE 11. RÉDUCTION OU PERTE DE CONTRÔLE

### RÉSUMÉ

Le traitement comptable des réductions et pertes de contrôle dépend de l'origine et des circonstances qui ont conduits à cette réduction ou perte de contrôle.

La réduction ou perte de contrôle peut avoir lieu, même en l'absence de mouvements de titre : perte du contrôle de fait.

La participation inégale à une augmentation de capital réduit la part relative de la société qui avait le contrôle.

En cas de cession, la plus-value constatée dans les comptes individuels est différente de celle qui doit être constatées dans les comptes consolidés, car les participations ne sont pas évaluées de la même façon.

### SECTION 1. PERTE DU CONTRÔLE DE FAIT

Le contrôle de fait n'est pris en compte que pour mesurer le contrôle exclusif.

Le contrôle de fait est constaté quand une société détient le contrôle sur une autre avec une participation qui ne lui donne pas de droit la majorité des droits de vote (participation inférieur à 50 %) mais par des circonstances qui lui permettent d'exercer réellement le contrôle.

Alors qu'aucune transaction n'a eu lieu une société qui détient un contrôle de fait sur une autre peut perdre ce contrôle du fait d'un changement de circonstances ou de modification de clauses contractuelles.

En cas de perte du contrôle exclusif, la société mère n'aura plus qu'une influence notable.

Le contrôle conjoint dépend directement de clauses contractuelles. En cas de modification ou dénonciation de des clauses, la société dominante n'aura plus qu'une influence notable.

### EXEMPLE APPLICATIF 58

La société M détient 45 % des actions de la société P. Le pourcentage de contrôle est identique au pourcentage d'intérêt. Elle exerce un contrôle de fait : nomination de la majorité des membres du conseil d'administration depuis de nombreuses années. Le 01/01/N, la société M perd ce pouvoir et donc le contrôle exclusif de P.

Par simplification, le résultat de l'exercice N-1 n'est pas isolé. Il faut considérer que le bilan est présenté après affectation du résultat.

Au 01/01/N, les comptes de P et le partage avec les autres actionnaires se présentent de la façon suivante :

	Total	M	Intérêts minoritaires
% d'intérêt		45 %	55 %
Capitaux propres	8 000	3 600	4 400
Écart d'évaluation brut, net d'impôt	500	225	275
Amortissement écart évaluation	- 360	- 162	- 198
Valeur de P au 01/01/N	8 140	3 663	4 477
Écart d'acquisition		700	
Amortissement écart acquisition		- 400	
Valeur des titres P au 1/1/N		3 963	
Titres de participation		3 800	
Réserves		163	

Le montant des réserves correspond aux résultats non distribués réalisés depuis que P est entré dans le périmètre de consolidation, net d'amortissement des écarts d'évaluation et d'acquisition.

### Écritures de consolidation au 31/12/N-1

Avant la perte de contrôle, la société P est intégrée globalement :

Bilan		
	Débit	Crédit
Capitaux propres	8 000	
Écart d'évaluation	500	
Amort. écart d'évaluation		360
Écart d'acquisition	700	
Amort. écart d'acquisition		400
Réserves consolidées		163
Intérêts minoritaires		4 477
Titres de participation		3 800
<i>Partage des capitaux propres de la société F - intégrée globalement</i>		

### Écritures de consolidation au 01/01/N

Après la perte de contrôle, les titres de la société P sont mis en équivalence :

Bilan		
	Débit	Crédit
Titres mis en équivalence	3 663	
Écart d'acquisition	700	
Amort. écart d'acquisition		400
Réserves consolidées		163
Titres de participation		3 800
<i>Titres P mis en équivalence</i>		

## SECTION 2. DÉCONSOLIDATION SANS CESSION

Certaines situations peuvent empêcher à la société qui détient le contrôle de l'exercer réellement, comme dans le cas d'existence de « restrictions sévères et durable ». La perte de contrôle est telle que la filiale doit être exclue du périmètre de consolidation.

**§ 233 du règlement 99-02 – Déconsolidation sans cession**

« Si la déconsolidation est entraînée par une perte de contrôle ou d'influence notable, sans cession de participation, par exemple à la suite de restrictions sévères et durables remettant en cause substantiellement le contrôle exercé sur cette entreprise ou un passage en dessous des seuils de signification, les titres sont repris à l'actif du bilan pour la quote-part de capitaux propres qu'ils représentent à la date de déconsolidation, augmentée de l'écart d'acquisition résiduel. L'opération n'entraîne en elle-même ni plus-value, ni moins-value, ni modification des capitaux propres. »

Comme il n'y a aucune transaction, il n'y a ni profit, ni perte. La valeur de la filiale reste estimée de la même façon. Les réserves consolidées restent inchangées. Les titres de la filiale détenus par la société mère sont maintenus dans le compte des titres de participation pour sans diminution de valeur par rapport aux règles d'évaluation retenues dans la consolidation.

**EXEMPLE APPLICATIF 58 (SUITE)**

En reprenant les éléments de l'exemple précédent, si la société P est implantée dans un pays qui traverse des difficultés financières qui le conduisent à fermer ses frontières, la société M ne pourra exercer son contrôle et la société P devra être exclue du périmètre de consolidation.

Bilan		
	Débit	Crédit
Titres de participation	163	
Réserves consolidées		163
<i>Titres P exclus du périmètre de consolidation</i>		

**SECTION 3. PARTICIPATION INÉGALE À UNE AUGMENTATION DE CAPITAL**

Si la société dominante ne participe pas ou dans des proportions inférieures à ces droits à une augmentation de capital, sa part relative dans le capital de la filiale diminue. Cette diminution peut correspondre à une réduction du pourcentage d'intérêts sans changement sur la méthode de consolidation ou peut entraîner une perte de contrôle et un changement de méthode de consolidation.

**EXEMPLE APPLICATIF 59**

Le capital de la société F est constitué uniquement de 10 000 actions ordinaires. Les actions de la société F sont détenues à 80 % par la société M et à 20 % par l'actionnaire A.

En N, la société F procède à une augmentation de capital de 2 000 actions à laquelle participe uniquement la société A

	Total	M	A
Nombre d'actions	10 000	8 000	2 000
% de contrôle		80 %	20 %
Après l'augmentation de capital	12 000	8 000	4 000
% de contrôle		67 %	33 %

La société A conserve le contrôle exclusif de F. Dans les comptes consolidés, les intérêts minoritaires augmentent.



**Traitement comptable**

Le traitement comptable est précisé dans le règlement 99-02 :

**§ 2320 du règlement 99-02 – Augmentation du capital d'une entreprise sous contrôle exclusif**

« Le cas d'une diminution du pourcentage d'intérêts consécutive à une augmentation de capital de l'entreprise sous contrôle exclusif inégalement souscrite par ses associés, dont certains ne font pas partie du groupe, est assimilé à une cession partielle et se traduit donc par la constatation en résultat de la plus ou moins-value dégagée (cf. § 2311). »

(Cession partielle – voir section 5 ci-après)

**EXEMPLE APPLICATIF 60**

Le capital de la société FI est constitué de 20 000 actions ordinaires. M détient 55 % des actions et l'actionnaire AC 45 %.

En N, la société FI, en pleine expansion procède à une augmentation de capital de 5 000 actions et l'actionnaire AC est le seul à y participer

	Total	M	AC
Nombre d'actions	20 000	11 000	9 000
% de contrôle		55 %	45 %
Après l'augmentation de capital	25 000	11 000	14 000
% de contrôle		44 %	56 %

La société M perd le contrôle de FI. En l'absence de contrat prévoyant le partage du contrôle, M a une influence notable sur FI et les titres seront mis en équivalence.

**SECTION 4. CESSIION DE TITRES A UNE AUTRE SOCIÉTÉ DU GROUPE**

Les stratégies de développement des groupes peuvent conduire à des réorganisations juridiques avec des cessions de titres de participation entre sociétés appartenant à un même groupe.

Au niveau du groupe, il n'y a de fait aucun changement dans le périmètre de consolidation dans la nature du contrôle et ses opérations doivent être sans incidence sur la présentation des comptes consolidés.

**§ 2321 du règlement 99-02 – Reclassement de titres à l'intérieur d'un groupe**

Si cette opération fait intervenir deux entreprises intégrées globalement, la plus ou moins-value en résultant est de caractère interne. Elle est éliminée en totalité, avec répartition entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts minoritaires dans l'entreprise ayant réalisé un résultat. Les actifs sont maintenus à la valeur qu'ils avaient déjà dans les comptes consolidés.

Le traitement des modifications de pourcentages d'intérêts liées au transfert total ou partiel des titres d'une entreprise consolidée entre deux entreprises consolidées par intégration globale mais détenues avec des taux d'intérêt différents n'affecte pas le résultat.

En effet, dans la mesure où ces transferts n'ont pas pour effet de permettre l'acquisition ou la cession de tout ou partie des titres de l'entreprise transférée (ou de l'une ou l'autre des entreprises concernées par le transfert) détenus par les intérêts minoritaires, et qu'il n'y a aucune transaction avec l'extérieur du groupe, la variation éventuelle des intérêts minoritaires résultant d'un reclassement de titres interne à l'ensemble consolidé trouvera sa contrepartie dans une variation des réserves consolidées sans impact sur le résultat. Ce traitement s'applique également aux cas de reclassement d'actifs.

## **SECTION 5. CESSIION PARTIELLE DE TITRES SANS DÉCONSOLIDATION**

### **I. CONSÉQUENCES D'UNE CESSIION DE TITRES**

Suivant l'importance de la cession de titres, celle-ci aura ou pas une incidence sur l'importance du contrôle et la méthode de consolidation. Le règlement 99-02 fait uniquement référence au passage de l'intégration globale à la mise en équivalence. Le règlement 99-02 précise les règles applicables en cas de contrôle conjoint uniquement si celles définies pour l'intégration globale ne peuvent pas s'appliquer.

Dans le cas des cessions de titres la démarche est identique quelle que soit la méthode de consolidation applicable.

#### **§ 2311 du règlement 99-02 – Cession partielle**

##### **§ 23110 – Entreprise restant consolidée par intégration globale**

« Dans le cas d'une cession partielle de titres d'une entreprise restant consolidée par intégration globale, l'ensemble des éléments concourant à la détermination de la plus ou moins-value (y compris une quote-part de l'écart d'acquisition et de l'écart de conversion) est pris en compte au prorata de la cession réalisée pour déterminer le résultat de cession. »

##### **§ 23111 – Entreprise restant consolidée mais par mise en équivalence**

« La prise en compte du résultat de cession s'effectue de la même manière qu'au § 23110. Les actifs et passifs cessent d'être intégrés aux dates et selon les modalités définies au § 2310. » (règles applicables en cas de déconsolidation)

### **II. DÉTERMINATION DE LA PLUS-VALUE DE CESSIION DES TITRES DE PARTICIPATION**

Dans les comptes individuels, la plus-value est la différence entre le prix de cession et le prix d'acquisition.

Pour les comptes consolidés, le prix d'acquisition est décomposé entre :

- la quote-part de capitaux propres acquise ;
- les écarts d'évaluation ;
- l'écart d'acquisition.

À la date de cession :

- la quote-part de capitaux propres est augmentée des résultats non distribués réalisés au sein du groupe ;
- les écarts d'évaluation ont été amortis en tout ou partie ;
- l'écart d'acquisition a été amorti en tout ou partie.

Le raisonnement est identique quelle que soit l'importance du contrôle et la méthode de consolidation applicable.

L'écart d'évaluation est déterminé pour la totalité des comptes de la filiale (société mère et intérêts minoritaire). Il est réparti en fonction du pourcentage de titres cédés par rapport au total des titres.

L'écart d'acquisition est calculé uniquement pour les titres acquis. Il est réparti en fonction du pourcentage de titres cédés par rapport au total des titres détenus.

### **III. COMPTABILISATION DE LA CESSIION DANS LES COMPTES CONSOLIDÉS**

La cession des titres est déjà constatée dans les comptes individuels, il faut modifier le montant de la plus-value pour les comptes consolidés. Cette modification ne concerne que la part du

groupe. La diminution du nombre de titres détenus au sein du groupe correspond à une augmentation des intérêts minoritaires.

### EXEMPLE APPLICATIF 61

Le capital de la société FT est constitué de 10 000 actions ordinaires. M détient 80 % des actions, acquises au prix de 2 100 k€ et exerce un contrôle exclusif sur FT. Les capitaux propres de TF s'élevaient à 2 000 k€ à la date de prise de contrôle.

Suite à un changement de stratégie, M cède une partie de sa participation dans FT, qui représente 20 % du capital de FT pour un total de 700 k€. À la date de cession, les écarts d'évaluation et d'acquisition sont totalement amortis. La valeur comptable des titres cédés est égale à la quote-part de capitaux propres.

Après la cession la société M détient 60 % des titres de FT conserve le contrôle exclusif.

#### La plus-value constatée dans les comptes individuels

Prix d'acquisition des titres vendus :  $2\,100 / 8\,000 \times 2\,000 = 525$  k€.

Plus-value :  $700 - 525 = 175$  k€.

#### La plus-value constatée dans les comptes consolidés

	Total	M	M → IM	IM
% d'intérêt		60 %	20 %	20 %
Prix de cession			700	
Capitaux propres = Valeur des titres à la date de cession	5 000	3 000	1 000	1 000
Moins-value			300	

La plus-value constatée dans les comptes individuels correspond à une moins-value dans les comptes consolidés. L'écart entre les deux résultats est de  $175 + 300 = 475$

#### Écriture de retraitement de la plus-value

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Résultat consolidé	475		VNC titres cédés	475	
Réserves consolidées		475	Résultat global		475

*Retraitement plus-value de cession des titres FT*

Les écritures de consolidation des titres détenus à la date de clôture sont inchangées.

### EXEMPLE APPLICATIF 62

Le capital de la société FV est constitué de 20 000 actions ordinaires. M détient 70 % des actions, acquises au prix de 840 k€ et exerce un contrôle exclusif sur FV.

À la date de prise de contrôle :

	Total	M	IM
% d'intérêt		70 %	30 %
Coût d'acquisition		840	
Capitaux propres	800	560	240
Écart d'évaluation brut, net d'impôt	300	210	90
Valeur de la société FV	1 100	770	330
Écart d'acquisition		70	

Quelques années plus tard, la société M cède 10 % du capital de FV, soit 2 000 actions pour un prix de 180 k€.

	Total	M	IM
Avant la vente des titres			
Nombre d'actions	20 000	14 000	6 000
% de contrôle = % d'intérêt		70 %	30 %
Après la vente des titres			
Nombre d'actions	20 000	12 000	8 000
% de contrôle = % d'intérêt		60 %	40 %

La société M conserve le contrôle exclusif de FV

### La plus-value constatée dans les comptes individuels

Prix d'acquisition des titres vendus :  $840/14\,000 \times 2\,000 = 120$  k€.

Plus-value :  $180 - 120 = 60$  k€.

### La plus-value constatée dans les comptes consolidés

	Total	M	M → IM	IM
% d'intérêt		60 %	10 %	30 %
Prix de cession			180	
Capitaux propres	900	540	90	270
Écart d'évaluation brut, net d'impôt	300	180	30	90
Amortissement écart évaluation	- 210	- 126	- 21	- 63
Valeur de la société FV	990	594	99	297
Écart d'acquisition		60	10	
Amortissement écart acquisition		- 36	- 6	
Valeur des titres à la date de cession		618	103	
Plus-value			77	

Après prise en compte des amortissements des écarts d'évaluation et de l'écart d'acquisition la valeur des titres cédés est de 103 k€ alors que dans les comptes individuels elle est de 120 k€. La différence de 17 k€ doit être prise en compte dans les opérations de consolidation en diminution de la valeur des titres cédés ce qui augmente le résultat du groupe.

Dans les comptes de bilan, la contrepartie est le compte de réserve.

### Écriture de retraitement de la plus-value

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Réserves consolidées	17		Résultat global	17	
Résultat consolidé		17	VNC titres cédés		17
<i>Retraitement plus-value de cession des titres FV</i>					

Les écritures de consolidation des titres détenus à la date de clôture sont inchangées.

## SECTION 6. CESSIION PARTIELLE DE TITRES ET DÉCONSOLIDATION

En cas de cession partielle qui entraîne une perte de contrôle et la sortie de la filiale du périmètre de consolidation, le règlement 99-02 précise comment doivent être évalués les titres conservés :

**§ 23112 du règlement 99-02 – Entreprise déconsolidée**

« La prise en compte du résultat de cession s'effectue de la même manière qu'au § 23110. [cession partielle]

Les actifs et passifs cessent d'être intégrés aux dates et selon les modalités définies au § 2310.

La valeur comptable de la participation conservée, y compris l'écart d'acquisition résiduel à cette date, est dès lors considérée comme son coût d'entrée. [...] »

La plus-value de cession est déterminée suivant la règle générale.

**EXEMPLE APPLICATIF 63**

Le capital de la société FS est constitué de 8 000 actions ordinaires. M détient 60 % des actions, acquises au prix de 1 150 k€ et exerce un contrôle exclusif sur FS.

À la date de prise de contrôle :

	Total	M	IM
% d'intérêt		60 %	40 %
Coût d'acquisition		1 150	
Capitaux propres	1 200	720	480
Écart d'évaluation brut, net d'impôt	500	300	200
Valeur de la société FS	1 700	1 020	680
Écart d'acquisition		130	

Quelques années plus tard, la société M cède 80 % de sa participation. Elle ne détient plus que 12 % des titres de FS et n'exerce plus ni contrôle, ni influence sur FS. Suite à cette cession de titres, la société FS doit sortir du périmètre de consolidation.

**Valeur des titres FS à la date de cession**

	Total	M	M → IM	IM
% d'intérêt		12 %	48 %	40 %
Capitaux propres	1 600	192	768	640
Écart d'évaluation brut, net d'impôt	500	60	240	200
Amortissement écart évaluation	- 340	- 41	- 163	- 136
Valeur de la société FS	1 760	211	845	704
Écart d'acquisition		26	104	
Amortissement écart acquisition		- 18	- 72	
Valeur des titres à la date de cession		219	877	

La valeur des titres cédés permet de déterminer la plus-value de cession à prendre en compte dans les comptes consolidés.

La valeur des titres conservés par M est la valeur retenue dans le poste « Titres de participation ».

La valeur des titres conservés dans les comptes individuels est de  $1\,150/60\% \times 12\% = 230$ .

Cette valeur doit être ajustée pour les comptes consolidés :  $219 - 230 = - 11$ .

**Écriture de retraitement des titres de participation**

Bilan			Gestion		
	Débit	Crédit		Débit	Crédit
Réserves consolidées	11				
Titres de participation		11			
<i>Retraitement valeur des titres FS</i>					

**SECTION 7. CESSIION TOTAL DES TITRES ET DÉCONSOLIDATION**

En cas de cession de la totalité des titres de participation, la filiale sort du périmètre de consolidation. Le résultat de cession est déterminé de la même façon qu'en cas de cession partielle.

**§ 231 du règlement 99-02 – Cession d'un pourcentage de détention d'une entreprise déjà intégrée globalement****§ 23101 – Résultat de cession**

« Le résultat de cession est constaté lorsqu'il est réalisé, c'est-à-dire à la date où l'entreprise consolidante a transféré le contrôle de l'entreprise précédemment contrôlée. Une moins-value doit cependant faire l'objet d'une provision, dès qu'elle est probable.

La plus ou moins-value de cession se calcule à partir de la dernière valeur en consolidation de l'entreprise comprenant le résultat jusqu'à la date de cession, l'écart d'acquisition résiduel non amorti et, le cas échéant, l'écart de conversion inscrit dans les capitaux propres, part du groupe. »

**Synthèse**

- La réduction ou la perte de contrôle peut avoir lieu même sans cession de titres.
- En cas de cession de titre la plus-value pour les comptes consolidés est différente de celle retenue dans les comptes individuels.
- La méthode de calcul de la plus-value pour les comptes consolidés est la même que ce soit une cession partielle ou totale, que la filiale soit déconsolidée ou pas, et quelle que soit la méthode de consolidation applicable.

**TITRE 3. SPÉCIFICITÉS DES NORMES IFRS**

Chapitre 1. IFRS 10 – États financiers consolidés Chapitre 2. IFRS 11 – Partenariats Chapitre 3. IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités Chapitre 4. IFRS 27 – États financiers individuels Chapitre 5. IFRS 28 – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises Chapitre 6. IFRS 3 – Regroupements d'entreprises	<b>Objectifs :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Comprendre la notion de contrôle</li> <li>• Comprendre la notion d'activité conjointe de coentreprise</li> <li>• Équivalent à l'influence notable</li> <li>• Méthode intégration proportionnelle et mise en équivalence</li> <li>• Comprendre le goodwill complet et partiel</li> </ul>
--	---

## INTRODUCTION

Les nouvelles normes de consolidation sont une réponse aux recommandations du G20 suite à la crise financière, les autorités ayant constaté qu'un grand nombre d'entités porteuses de risques majeurs étaient maintenues hors bilan, notamment par des établissements financiers.

L'IASB a publié en mai 2011, dans le cadre de son programme de convergence avec les US GAAP, trois nouvelles normes relatives à la consolidation :

- IFRS 10 « État financier consolidé » ;
- IFRS 11 « Partenariats » ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités ».

Les normes ont ensuite été publiées au Journal officiel de l'Union européenne du 11 décembre 2012.

En complément, l'IASB a publié la version amendée des normes suivantes :

- IAS 27, désormais intitulée « États financiers individuels », qui contient uniquement les dispositions relatives à la comptabilisation des participations dans des filiales, des partenariats ou des entreprises associées lorsqu'une entité présente des comptes individuels ;
- IAS 28 renommée « participations dans des entreprises associées et dans des coentreprises ».
- La norme IAS 31 « participation dans des coentreprises », ainsi que les interprétations SIC 12 « consolidation – entités ad hoc » et SIC 13 « participations dans des coentreprises » sont par ailleurs supprimées.

Quelles sont les idées directrices de ces normes (et les changements principaux) ?

Il n'est plus fait référence à un pourcentage de détention, mais à l'examen de l'ensemble des faits et circonstances qui permettent d'établir ou non la situation de contrôle. L'appréciation du contrôle fait référence à l'exercice du jugement professionnel. Cette analyse doit être effectuée de nouveau si la survenance de faits et circonstances indiquent des changements dans l'un ou plusieurs des éléments de contrôle.

L'intégration proportionnelle est supprimée pour beaucoup de cas.

Il y a également suppression de l'entité ad hoc.

Les principales modifications introduites par les nouvelles normes sont les suivantes :

### Une définition plus large du contrôle (IFRS 10) :

Le contrôle est composé de trois éléments caractérisant les liens entre la société mère et l'entité susceptible d'être consolidée :

- le pouvoir sur l'entité détenue ;
- l'exposition à la variabilité des rendements de l'entité détenue ;
- et la capacité d'utiliser le pouvoir pour influencer le montant des rendements).

L'application obligatoire de la méthode de la mise en équivalence pour les entités sous contrôle conjoint (IFRS 11), ce qui modifie le chiffre d'affaires consolidé ;

Le maintien de la méthode de l'intégration proportionnelle pour les opérations jointes (droits directs dans des actifs et des passifs directement encourus) (IFRS 11) ;

Le renforcement des exigences d'informations à fournir sur les participations dans les autres entités (IFRS 12) : l'objectif est d'éclairer le lecteur des états financiers sur l'ensemble des participations de l'entité et le traitement comptable qui leur est appliqué.

### REMARQUE

Pour ceux qui connaissent les anciennes normes :

- IFRS 10 remplace IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » et l'interprétation SIC-12 « Consolidation – entité ad hoc » du comité permanent d'interprétation.



- IFRS 11 définit les principes selon lesquels les parties à un partenariat élaborent l'information financière ; elle remplace IAS 31 « Participations dans des coentreprises » et SIC-13 « Entités contrôlées en commun – apports non monétaires par des entrepreneurs ».
- IFRS 12 combine, améliore et remplace les obligations d'information applicables aux filiales, aux partenariats, aux entreprises associées et aux entités structurées non consolidées.

En conséquence de ces nouvelles normes, l'IASB a également publié des versions modifiées d'IAS 27 et d'IAS 28.

IFRS 10	États financiers consolidés
IFRS 11	Partenariats
IFRS 12	Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
IAS 27	États financiers individuels
IAS 28	Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

### EXEMPLE

#### Extrait du rapport annuel, L'Oréal, 2012.

« Les normes IFRS 10 "États financiers consolidés", IFRS 11 "Partenariats" et IFRS 12 "Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités". Ces normes redéfinissent la notion de contrôle exercé sur une entité, supprimant la possibilité d'utiliser l'intégration proportionnelle pour la consolidation des entités sous contrôle conjoint.

Seule la méthode de consolidation par mise en équivalence reste admise. En conséquence, les entités Galderma et Innéov actuellement consolidées par intégration proportionnelle seront mises en équivalence. Au 31 décembre 2012, les entités concernées représentent à 50 % un chiffre d'affaires de 824,3 millions d'euros et une contribution au Résultat d'exploitation de 138,9 millions d'euros. L'Oréal adoptera ces trois normes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 tel que le prévoit l'Union Européenne.

Les sociétés du Groupe dans lesquelles la société mère L'Oréal exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés du Groupe contrôlées conjointement, avec un nombre limité d'autres actionnaires en vertu d'un accord contractuel, sont consolidées par intégration proportionnelle. Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. »

## CHAPITRE 1. IFRS 10 « ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS »

Un investisseur contrôle si ces 3 conditions sont réunies :

- le pouvoir sur les activités pertinentes de cette entité (analyse des droits de vote substantiels) ;
- les droits aux rendements variables (par exemple les dividendes) ;
- la capacité d'agir sur ces rendements (par exemple la rémunération).

### SECTION 1. ENJEUX DE LA NORME IFRS 10

Cette norme définit la notion de contrôle.

Attention, cette définition est à la fois très précise et complexe. Cette approche est une approche économique qui n'est pas liée seulement au nombre de droits de votes. Cette notion de contrôle fait appel à la capacité d'analyse des situations. La notion de pouvoir est au centre.

Pour vous aider vous pouvez vous demander :

- Qui détient le pouvoir ?
- Qui a la capacité d'exercer le pouvoir ?
- Qui produit des rendements ?
- Sont-ils plusieurs à détenir le pouvoir ? Si oui alors cela peut être du partenariat.

**ATTENTION**

Cette définition du contrôle est différente des normes françaises. C'est comme si vous étiez un peu dans un autre monde, vous pouvez raisonner en pensant que vous êtes dans un groupe coté.

**I. ENJEUX**

Derrière la question : qui contrôle, est la question : qui a le pouvoir ?

Bien sûr, le contrôle et le pouvoir peuvent être mesurés par des droits, le nombre de droits de vote. Ce sont des éléments nécessaires au contrôle, mais insuffisants.

En effet, lorsqu'un groupe est coté, non seulement le nombre d'un droit de vote d'un actionnaire est important mais également les alliances entre actionnaires dénommées les pactes d'actionnaires. Par exemple, les pactes d'actionnaires sont un document juridique signé entre plusieurs actionnaires afin de régir leur relation dans la durée. Certains pactes peuvent être considérés comme des actions de concert. Les pactes comprennent les clauses organisant la gouvernance d'entreprise (par exemple conditions de nomination, décisions concernant les dividendes, votes en assemblée,...) et les clauses organisant le futur des actions (par exemple impossibilité de les céder....).

Pour déterminer qui a le pouvoir, l'analyse doit inclure non seulement le nombre de droits de vote mais également l'analyse des pactes d'actionariat et les liens entre les actionnaires et les rendements de l'entreprise.

**II. QUESTIONNEMENT**

Dans les groupes cotés, qui a le pouvoir est une question fondamentale ? Le contrôle dans cette norme ne se mesure pas au nombre de droits de vote, mais introduit d'autres éléments comme les droits substantiels, le lien avec les rendements (les bénéfices) et la variabilité des rendements. La norme est complexe et chaque situation est soumise à une analyse : qui obtient les droits de vote ? Quels autres actionnaires détiennent les droits de vote ? Sont-ils actifs ? Quels sont les autres faits et circonstances ? Quel est l'historique des comportements des actionnaires ?... La notion de contrôle est alors essentielle, elle nécessite une analyse très détaillée voire complexe.

**SECTION 2. LE POUVOIR, LES RENDEMENTS, LE CONTRÔLE**

L'objectif de la présente norme est d'établir des principes pour la présentation et la préparation des états financiers consolidés d'une entité qui en contrôle une ou plusieurs autres.

**I. PRINCIPES GÉNÉRAUX (IFRS 10, § 2)**

Pour satisfaire à l'objectif énoncé, la présente norme :

- exige que l'entité (*la société mère*) qui contrôle une ou plusieurs autres entités (*les filiales*) présente des états financiers consolidés ;
- définit le principe du contrôle, et établit que le contrôle est à la base de la consolidation ;
- explique comment appliquer le principe du contrôle en vue de déterminer si un investisseur contrôle une entité faisant l'objet d'un investissement et si, de ce fait, il doit consolider celle-ci ;
- établit les exigences comptables à appliquer pour la préparation d'états financiers consolidés.

## II. CHAMP D'APPLICATION (IFRS 10, § 4)

L'entité qui est une société mère doit présenter des états financiers consolidés. La présente norme s'applique à toute entité, sous réserve de ce qui suit sauf dans deux cas.

- Une société mère n'a pas l'obligation de présenter des états financiers consolidés si toutes les conditions suivantes sont remplies :
  - il s'agit d'une filiale entièrement détenue, ou encore d'une filiale partiellement détenue par une autre entité et tous ses autres propriétaires, y compris ceux qui ne sont généralement pas habilités à voter, ont été informés que la société mère ne présente pas d'états financiers consolidés et ne s'y opposent pas ;
  - ses instruments de dette ou de capitaux propres ne sont pas négociés sur un marché organisé (une bourse des valeurs nationales ou étrangères ou un marché de gré à gré, y compris un marché local ou régional) ;
  - elle n'a pas déposé, et n'est pas en voie de déposer, ses états financiers auprès d'une autorité de réglementation des valeurs mobilières ou d'une autre autorité de réglementation, aux fins d'émettre des instruments d'une catégorie quelconque sur un marché organisé.
- Sa société mère ultime ou l'une de ses sociétés mères intermédiaires produit des états financiers consolidés mis à la disposition du public, qui sont conformes aux normes IFRS.

### A. QU'EST-CE QUE LE CONTRÔLE ? (IFRS 10, § 5 À 8)

Quelle que soit la nature de ses liens avec une entité (l'entité faisant l'objet d'un investissement), l'investisseur doit déterminer s'il est une société mère en évaluant s'il **contrôle** l'entité faisant l'objet d'un investissement.

Un investisseur contrôle une entité faisant l'objet d'un investissement

- **lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité faisant l'objet d'un investissement ;**
- **et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci.**

Par conséquent, l'investisseur contrôle une entité faisant l'objet d'un investissement si et seulement si tous les éléments ci-après sont réunis :

- **il détient le pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement ;**
- **il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité faisant l'objet d'un investissement ;**
- **il a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.**

Lorsqu'il évalue s'il contrôle une entité faisant l'objet d'un investissement, l'investisseur doit tenir compte **de tous les faits et circonstances**.

Lorsque plusieurs investisseurs doivent **agir de concert** pour diriger les activités pertinentes de l'entité faisant l'objet d'un investissement, ils exercent un contrôle collectif sur celle-ci. En pareil cas, du fait qu'aucun investisseur ne peut diriger ces activités sans la collaboration des autres, aucun d'eux ne contrôle individuellement l'entité faisant l'objet d'un investissement. Chaque investisseur comptabilise donc **ses intérêts dans l'entité faisant l'objet d'un investissement conformément à la norme IFRS pertinente par exemple IFRS 11 « Partenariats », IFRS 28 « Participations dans les entreprises associées et des coentreprises » ou IFRS 9 « Instruments financiers ».**

### B. QU'EST-CE QUE LE POUVOIR ? (IFRS 10, § 10 À 14)

Un investisseur détient le pouvoir sur une entité faisant l'objet d'un investissement lorsqu'il a **des droits effectifs** qui lui confèrent la capacité actuelle de **diriger les activités pertinentes, à savoir les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité faisant l'objet d'un investissement**.

Le pouvoir résulte de droits, il est parfois facile de déterminer qui détient **le pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement**, par exemple dans le cas où celui-ci résulte directement et exclusivement **des droits de vote** conférés par des instruments de capitaux propres tels que des actions, et qu'il peut être déterminé en considérant les droits de vote afférents aux participations. Dans d'autres circonstances, le processus est plus complexe et requiert la prise en compte de plusieurs facteurs, par exemple lorsque **le pouvoir résulte d'un ou plusieurs accords contractuels**.

L'investisseur qui a la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes **détient le pouvoir même s'il n'a pas encore exercé son droit de diriger**. Tout élément témoignant du fait que l'investisseur dirige les activités pertinentes peut aider à déterminer s'il détient le pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement, mais de tels éléments ne permettent pas en eux-mêmes de déterminer de façon concluante si tel est le cas.

**Si plusieurs investisseurs** ont chacun des droits effectifs leur conférant la capacité de diriger unilatéralement des activités pertinentes différentes, celui qui a la capacité actuelle de diriger les activités qui ont l'incidence la plus importante sur les rendements de l'entité faisant l'objet d'un investissement détient le pouvoir sur celle-ci.

Un investisseur peut détenir le pouvoir sur une entité faisant l'objet d'un investissement même si d'autres entités ont des droits effectifs qui leur confèrent la capacité actuelle de participer à la direction des activités pertinentes, par exemple dans le cas où une autre entité exerce une **influence notable**. Cependant l'investisseur qui ne détient que des **droits protectifs** ne détient pas le pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement et, par conséquent, il ne la contrôle pas.

### C. RENDEMENTS (IFRS 10, § 15 ET 16)

Un investisseur est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité faisant l'objet d'un investissement lorsque les rendements qu'il tire du fait de ces liens peuvent varier selon la performance de l'entité faisant l'objet d'un investissement. L'investisseur peut obtenir des rendements uniquement positifs, uniquement négatifs, ou tantôt positifs, tantôt négatifs.

Bien que le contrôle d'une entité faisant l'objet d'un investissement ne puisse être exercé que par un seul investisseur, il se peut que plusieurs parties se partagent les rendements de l'entité faisant l'objet d'un investissement. Par exemple, les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle peuvent toucher **une part des profits ou des distributions** de l'entité faisant l'objet d'un investissement.

### D. LIEN ENTRE POUVOIRS ET RENDEMENTS (IFRS 10, § 17 ET 18)

Un investisseur contrôle une entité faisant l'objet d'un investissement si non seulement, il détient le pouvoir sur celle-ci et est exposé ou à droit à des rendements variables en raison de ses liens avec elle, mais qu'en outre il a la capacité d'exercer son pouvoir pour influencer sur les rendements qu'il obtient du fait de ces liens.

Par conséquent, l'investisseur qui a des droits décisionnels doit déterminer s'il agit pour son propre compte ou comme mandataire. L'investisseur qui est un mandataire ne contrôle pas l'entité faisant l'objet d'un investissement lorsqu'il exerce les droits décisionnels qui lui ont été délégués.

## IV. DÉFINITIONS (IFRS 10, ANNEXE A)

### Définition

**Activités pertinentes** : Aux fins de la présente norme, les activités de l'entité faisant l'objet d'un investissement qui ont une incidence importante sur ses rendements.

**Définition**

**Contrôle d'une entité faisant l'objet, d'un investissement** : Un investisseur contrôle une entité faisant l'objet d'un investissement lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité faisant l'objet d'un investissement et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci.

**Définition**

**Décideur** : Une entité ayant des droits décisionnels qui agit pour son propre compte (ou à titre de mandant) ou pour le compte d'autrui (comme mandataire).

**Définition**

**Droits protectifs** : Droits qui ont pour but de protéger les intérêts de la partie qui les détient, sans toutefois lui donner le pouvoir sur l'entité à laquelle les droits se rattachent.

**Définition**

**Droits de révocation** : Droits de retirer au décideur son pouvoir décisionnel.

**Définition**

**États financiers consolidés** : Les états financiers d'un groupe dans lesquels les actifs, les passifs, les capitaux propres, les produits, les charges et les flux de trésorerie de la société mère et de ses filiales sont présentés comme ceux d'une entité économique unique.

**Définition**

**Filiale** : Une entité contrôlée par une autre.

**Définition**

**Groupe** : Une société mère et ses filiales.

**Définition**

**Participation ne donnant pas le contrôle** : Capitaux propres d'une filiale qui ne sont pas attribuables, directement ou indirectement à la société mère.

**Définition**

**Pouvoir** : Droits effectifs qui confèrent la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes.

**Définition**

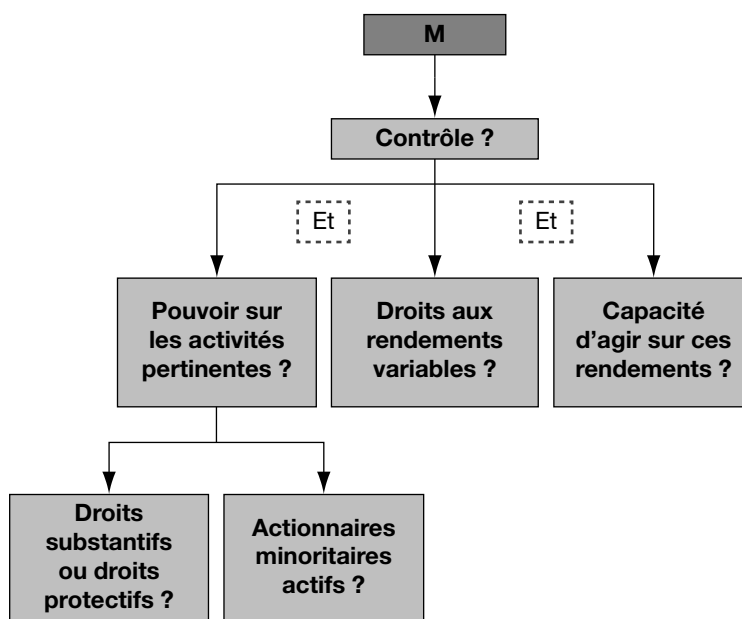
**Société mère** : Une entité qui en contrôle une ou plusieurs autres.

### **SECTION 3. LANGAGE COURANT POUR DÉFINIR LE CONTRÔLE OU PROPOSITION DE CHEMIN**

Un investisseur contrôle si ces 3 conditions sont réunies :

- **le pouvoir sur les activités pertinentes de cette entité** (analyse des droits de vote substantiels) ;
- **les droits aux rendements variables** (par exemple les dividendes) ;
- **la capacité d'agir sur ces rendements** (par exemple la rémunération).

Que cela veut-il dire ?



## I. PREMIÈRE ÉTAPE : LE POUVOIR SUR LES ACTIVITÉS PERTINENTES DE CETTE ENTITÉ

**Analyser les droits de vote.** Néanmoins, les droits de vote sont très insuffisants, il est nécessaire d'analyser **les droits substantiels**. Ces droits substantiels sont soit les droits de vote résultant de la détention juridique ; soit les droits de vote potentiels ; soit les autres droits décisionnels relatifs aux activités de l'entité.

Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls sont à considérer les droits substantiels : droits de vote ou autre droit contractuel (droit de révocation des dirigeants, droits de veto, etc.) qui donne à l'investisseur la capacité de diriger les activités de l'entité.

Lorsqu'il évalue s'il a le pouvoir, l'investisseur ne tient compte que des droits substantiels relatifs à l'entité faisant l'objet d'un investissement (détenu par l'investisseur et des tiers). Pour qu'un droit soit substantiel, il faut que son détenteur ait la capacité pratique de l'exercer.

### EXEMPLE

Pour avoir le contrôle, un investisseur détenant plus de 50 % des droits de vote doit avoir aussi la capacité de diriger les activités c'est-à-dire les politiques opérationnelles et financières.

Il est nécessaire, alors, de distinguer **droits substantiels des droits protectifs**. Les droits protectifs sont des droits qui ont pour but de protéger l'investisseur sans lui donner le pouvoir. Comme les droits protectifs ont pour but de protéger les intérêts de leur détenteur, sans toutefois lui donner le pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement à laquelle ces droits se rattachent, l'investisseur qui ne détient que des droits protectifs ne peut avoir le pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement ni empêcher une autre partie de l'avoir.

## A. COMMENT DÉTERMINER DES DROITS SUBSTANTIELS ? (IFRS 10, § B22 ET B23)

Pour déterminer si les droits sont substantiels, il faut exercer son jugement en tenant compte de tous les faits et circonstances. Les facteurs à prendre en compte sont notamment les suivants :

- l'existence d'obstacles économiques ou autres empêchant le ou les détenteurs d'exercer les droits et notamment :
  - des pénalités et incitations financières qui empêcheraient (ou dissuaderaient) le détenteur d'exercer ses droits,
  - un prix d'exercice ou de conversion créant une barrière financière qui empêcherait (ou dissuaderait) le détenteur d'exercer ses droits,
  - des termes et conditions rendant peu probable l'exercice des droits, par exemple des conditions limitant étroitement le moment où les droits peuvent être exercés,
  - l'absence d'un mécanisme explicite raisonnable, dans les statuts de l'entité faisant l'objet d'un investissement ou dans les lois ou la réglementation applicables qui permettrait au détenteur d'exercer ses droits,
  - l'incapacité du détenteur des droits d'obtenir l'information nécessaire pour exercer ses droits,
  - des obstacles ou incitations opérationnels qui empêcheraient (ou dissuaderaient) le détenteur d'exercer ses droits (par exemple, l'absence d'autres gestionnaires voulant ou pouvant fournir des services spécialisés ou fournir les services du gestionnaire en poste et acquérir les autres intérêts détenus par celui-ci),
  - des exigences légales ou réglementaires qui empêchent le détenteur d'exercer ses droits (par exemple l'interdiction faite à un investisseur étranger d'exercer ses droits) ;
- lorsque l'exercice des droits requiert l'accord de plusieurs parties ou lorsque les droits sont détenus par plusieurs parties, l'existence d'un mécanisme fournissant aux parties en cause la capacité pratique d'exercer leurs droits collectivement s'ils en décident ainsi. L'absence d'un tel mécanisme indique que les droits ne sont peut-être pas substantiels. Plus l'exercice des droits requiert l'accord d'un grand nombre de parties, moins il est probable que ces droits soient substantiels. Cependant, un conseil d'administration constitué de membres indépendants du décideur peut servir de mécanisme pour permettre à de nombreux investisseurs d'exercer collectivement leurs droits. Par conséquent, des droits de révocation sont plus susceptibles d'être substantiels s'ils peuvent être exercés par un conseil d'administration indépendant que si leur exercice nécessite l'intervention individuelle d'un grand nombre d'investisseurs.

## B. COMMENT DÉTERMINER DES DROITS PROTECTIFS ? (IFRS 10, § B27 ET B28)

Les droits protectifs peuvent notamment être :

- le droit d'un prêteur d'empêcher l'emprunteur d'entreprendre les activités qui pourraient modifier de façon importante le risque de crédit de l'emprunteur au détriment du prêteur ;
- le droit d'une partie qui détient une participation ne donnant pas le contrôle d'une entité faisant l'objet d'un investissement d'approuver des investissements plus importants que nécessaire dans le cadre de l'activité ordinaire, ou d'approuver l'émission d'instruments de capitaux propres ou de titres de créance ;
- le droit d'un prêteur de saisir les biens de l'emprunteur si ce dernier ne respecte pas les conditions stipulées pour le remboursement du prêt.

## C. QUE FAIRE DES DROITS DE VOTE POTENTIELS ?

S'ils sont substantiels, il faut en tenir compte. Les droits de vote potentiels sont des droits permettant d'obtenir des droits de vote, par exemple des droits qui découlent d'instruments convertibles ou d'options, y compris de contrats à terme de gré à gré.



## Différents cas de figure

**Un investisseur détient-il le pouvoir lorsqu'il détient 50 % des droits de vote ?**

**Oui**, si les droits de vote sont substantiels et si l'investisseur a la capacité de diriger les politiques opérationnelles et financières.

**Non**, si les droits de vote ne sont pas substantiels c'est-à-dire si les activités pertinentes sont dirigées, par exemple, par une cour de justice, un administrateur...

**Un investisseur peut-il détenir le pouvoir s'il détient moins de 50 % des droits de vote ?**

**Oui**, si ses droits lui confèrent le droit de diriger ou si les droits de vote des autres investisseurs sont très dilués.

**Si nous synthétisons, il peut y avoir :**

- **Pouvoir avec majorité des droits de vote**
- **Majorité des droits de vote mais pas de pouvoir**
- **Pouvoir sans majorité des droits de vote**

## II. DEUXIÈME ÉTAPE : LES DROITS AUX RENDEMENTS VARIABLES (IFRS 10, § B55)

Pour déterminer le contrôle d'autres étapes sont nécessaires. La deuxième étape est de savoir si l'investisseur a des droits aux rendements variables c'est-à-dire des dividendes.

## III. TROISIÈME ÉTAPE : LA CAPACITÉ D'AGIR SUR CES RENDEMENTS (IFRS 10, § B58)

Il est donc indispensable que les rendements revenant à l'investisseur puissent **varier** de façon positive ou négative et de plus que l'investisseur ait la capacité d'agir sur ces rendements. Par exemple, l'importance de la rémunération du décideur et la variabilité de celle-ci, la variabilité est liée aux rendements. (La norme IFRS 10 suppose que l'engagement d'un investisseur est lié à sa rémunération et à sa variabilité.)

### SECTION 4. EXEMPLES

#### I. NOTION DE CONTRÔLE

##### REMARQUE

Tous les exemples sont issus de la norme IFRS 10 et remaniés.

#### EXEMPLE APPLICATIF 58

##### Notion de pouvoir

**Qui détient le pouvoir lorsque deux investisseurs créent une entité faisant l'objet d'un investissement par exemple pour développer et commercialiser un produit médical ?**

##### La situation

Deux investisseurs constituent une entité faisant l'objet d'un investissement pour développer et commercialiser un produit médical.

L'un est **chargé de développer le produit et de le faire approuver par l'autorité de réglementation**. Cette responsabilité est assortie de la faculté unilatérale de prendre toutes les décisions touchant le développement du produit et l'obtention de l'approbation réglementaire. Une fois

celle-ci obtenue, **l'autre investisseur fabriquera le produit et le commercialisera**. Cet investisseur a la faculté unilatérale de prendre toutes les décisions touchant la fabrication et la commercialisation du produit.

Si toutes les activités (développement du produit et obtention de l'approbation réglementaire, ainsi que fabrication et commercialisation) sont des activités pertinentes.

### Analyse de la situation

Il faut que chaque investisseur détermine s'il est capable de diriger celles qui ont **l'incidence la plus importante sur les rendements de l'entité faisant l'objet d'un investissement**. Chacun d'eux doit donc déterminer si ce sont, **soit le développement du produit médical et l'obtention de l'approbation réglementaire, soit la fabrication et la commercialisation du produit qui constitue l'activité ayant l'incidence la plus importante sur les rendements de l'entité** faisant l'objet d'un investissement, **et s'il est capable de diriger cette activité**.

### Solutions

Pour déterminer lequel d'entre eux a le pouvoir, les investisseurs tiennent compte des éléments suivants :

- l'objet et la conception de l'entité faisant l'objet d'un investissement ;
- les facteurs qui déterminent la marge, les produits et la valeur de l'entité faisant l'objet d'un investissement ainsi que la valeur du produit médical ;
- l'incidence sur les rendements de l'entité faisant l'objet d'un investissement du pouvoir décisionnel de chaque investisseur compte tenu des facteurs mentionnés en (b) ;
- l'exposition des investisseurs à la variabilité des rendements.

Dans le présent exemple, les investisseurs tiennent compte aussi des facteurs suivants :

- l'incertitude quant à l'obtention de l'approbation réglementaire et les efforts nécessaires pour y parvenir (compte tenu des succès antérieurs de l'investisseur dans le développement de produits médicaux et l'obtention de leur approbation réglementaire) ;
- lequel d'entre eux contrôlera le produit une fois la phase de développement achevée avec succès.

### EXEMPLE APPLICATIF 59

#### Droits substantiels : élément essentiel pour déterminer qui détient le pouvoir

##### Situation

L'entité faisant l'objet d'un investissement tient chaque année une assemblée générale des actionnaires au cours de laquelle sont prises les décisions concernant la direction des activités pertinentes. La prochaine assemblée générale prévue aura lieu dans huit mois. **Cependant, des actionnaires qui détiennent individuellement ou collectivement au moins 5 % des droits de vote peuvent convoquer une assemblée extraordinaire pour modifier les politiques en vigueur concernant les activités pertinentes mais, du fait d'une obligation d'informer les autres actionnaires, l'assemblée ne peut être tenue avant au moins 30 jours.** Les politiques encadrant les activités pertinentes ne peuvent être **modifiées qu'à l'occasion d'une assemblée générale prévue ou d'une assemblée extraordinaire**. Cela vaut notamment pour l'approbation des ventes importantes d'actifs et pour l'acquisition ou la cession de placements importants. Le contexte qui précède s'applique aux exemples ci-après. Chacun de ces exemples est considéré isolément.

**Analyse de la situation : Est-ce que l'investisseur qui a de nombreux droits de vote détient-il le pouvoir ? Les actionnaires minoritaires peuvent modifier la politique en convoquant une assemblée avec un délai de 30 jours.**

### **Premier cas : majorité des droits de vote**

Un investisseur détient la majorité des droits de vote dans l'entité faisant l'objet d'un investissement.

**Analyse de la situation :** Ses droits de vote sont **substantiels** parce qu'il peut prendre des décisions concernant la direction des activités pertinentes lorsqu'elles doivent être prises. Le fait qu'il y a un délai de 30 jours avant que l'investisseur puisse exercer ses droits de vote n'empêche pas celui-ci d'avoir la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes à compter du moment où il acquiert sa participation.

### **Deuxième cas : contrat à terme**

Un investisseur est partie à un contrat à terme de gré à gré portant sur l'acquisition de la majorité des actions de l'entité faisant l'objet d'un investissement. La date de règlement du contrat est dans 25 jours.

**Analyse de la situation :** Les actionnaires actuels ne peuvent modifier les politiques existantes qui encadrent les activités pertinentes parce qu'une assemblée extraordinaire ne peut être tenue avant au moins 30 jours et que le contrat aura alors été réglé. L'investisseur a donc des droits essentiellement équivalents à ceux de l'actionnaire majoritaire dans l'exemple ci-avant (l'investisseur qui détient le contrat à terme peut prendre les décisions concernant la direction des activités pertinentes lorsqu'elles doivent être prises).

Le contrat à terme de gré à gré est **un droit substantiel** qui confère à l'investisseur la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes même avant d'être réglé.

### **Troisième cas : option substantielle**

Un investisseur détient **une option substantielle** pour l'acquisition de la majorité des actions de l'entité faisant l'objet d'un investissement.

**Analyse de la situation :** L'option peut être exercée dans 25 jours et elle est fortement dans le cours. Donc l'investisseur a la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes même avant d'être réglé.

### **Quatrième cas : un contrat à terme de gré à gré la date de règlement du contrat est dans six mois**

Un investisseur est partie à **un contrat à terme de gré à gré** portant sur l'acquisition de la majorité des actions de l'entité faisant l'objet d'un investissement, et il ne détient pas d'autres droits connexes sur cette dernière. **La date de règlement du contrat est dans six mois.**

**Analyse de la situation :** A l'inverse des cas ci-avant, l'investisseur n'a pas la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes. Ce sont les actionnaires actuels qui ont cette capacité parce qu'ils peuvent modifier les politiques existantes qui encadrent les activités pertinentes avant le règlement du contrat à terme.

## **EXEMPLE APPLICATIF 60**

### **Investisseur à fort pourcentage de droit de vote avec une multiplicité d'actionnaires**

#### **Premier cas : majorité des droits de vote et le pouvoir**

Un investisseur acquiert **48 % de droits de vote** dans une entité faisant l'objet d'un investissement. Le reste des droits de vote est détenu par des milliers d'actionnaires, dont aucun n'en détient à lui seul plus de **1 %**. Aucun des actionnaires n'a conclu d'accord pour en consulter d'autres ou prendre des décisions collectives. Lorsqu'il a évalué la proportion de droits de vote

à acquérir, compte tenu de l'importance relative des autres participations, l'investisseur a déterminé qu'une participation de 48 % serait suffisante pour lui donner le contrôle. Dans ce cas, à la lumière du nombre absolu d'actions qu'il détient et de l'importance relative des autres participations, l'investisseur conclut qu'il détient des droits de vote suffisants pour remplir le critère relatif au pouvoir sans devoir tenir compte d'autres preuves du pouvoir.

**Droits de vote détenus par l'actionnaire le plus important : 48 %**

**Droits de vote détenus par les autres actionnaires les plus importants :** Plusieurs milliers d'actionnaires détenant chacun moins de 1 %

**Quels sont les autres faits et circonstances ?** Il n'existe pas d'accord entre les autres actionnaires pour se consulter ou prendre des décisions collectives.

**L'investisseur, qui a 48 %, a-t-il le pouvoir ?** Oui

### Deuxième cas : majorité des droits de vote et le pouvoir

L'investisseur A détient 40 % des droits de vote dans une entité faisant l'objet d'un investissement et 12 autres investisseurs en détiennent 5 % chacun. Une convention entre actionnaires lui confère le droit de nommer et de révoquer les membres de la direction chargés de diriger les activités pertinentes, et de déterminer leur rémunération. Pour modifier la convention, il faut les **deux tiers des voix des actionnaires**. Dans ce cas, l'investisseur A conclut que le nombre absolu d'actions qu'il détient et l'importance relative des autres participations **ne lui permettent pas** à eux seuls de déterminer de façon concluante si les droits qu'il détient sont suffisants pour lui conférer le pouvoir. Cependant, l'investisseur A détermine que son droit contractuel de nommer et de révoquer les membres de la direction et de déterminer leur rémunération est suffisant pour conclure qu'il a le pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement. Le fait qu'il n'aurait pas exercé ce droit ou la probabilité qu'il l'exerce ne doivent pas être pris en compte pour déterminer si l'investisseur A a le pouvoir.

**Droits de vote détenus par l'actionnaire le plus important : 40 %**

**Droits de vote détenus par les autres actionnaires les plus importants :** 12 actionnaires détiennent chacun 5 %

**Quels sont les autres faits et circonstances ?** Un pacte d'actionnaires confère à l'actionnaire principal le droit de nommer, révoquer et définir le niveau de rémunération des dirigeants responsables des activités pertinentes. Une majorité de 2/3 des voix nécessaires pour modifier ce pacte.

**L'investisseur qui détient 40 % a-t-il le pouvoir ?** Oui, en raison des droits qui lui sont conférés par le pacte. La simple répartition des droits de vote n'aurait pas permis pas de conclure que A détient le pouvoir.

### Troisième cas : majorité des droits de vote et pas le pouvoir

L'investisseur A détient 45 % des droits de vote dans une entité faisant l'objet d'un investissement. Deux autres investisseurs en détiennent chacun 26 %, le reste étant détenu par trois autres actionnaires à raison de 1 % chacun. Il n'existe pas d'autre accord ayant une incidence sur la prise de décisions. Dans ce cas, l'importance du bloc de droits de vote détenu par l'investisseur A et son importance relative par rapport aux autres participations permettent de conclure que **l'investisseur A n'a pas le pouvoir**. Il suffira en effet de la collaboration de deux autres investisseurs pour l'empêcher de diriger les activités pertinentes de l'entité faisant l'objet d'un investissement.

**Droits de vote détenus par l'actionnaire le plus important : 45 %**

**Droits de vote détenus par les autres actionnaires les plus importants :** Deux autres investisseurs en détiennent chacun 26 %, le reste étant détenu par trois autres actionnaires à raison de 1 % chacun.

**Quels sont les autres faits et circonstances ?** Il n'existe pas d'accord entre les autres actionnaires pour se consulter ou prendre des décisions collectives.

**Quel est l'investisseur le plus important a-t-il le pouvoir ?** Non, Il suffit en effet uniquement que les deux actionnaires détenant 26 % chacun s'unissent pour empêcher A de diriger les activités pertinentes.

**Est-ce que les multiples actionnaires sont actifs ?**

Si, après prise en considération de ces facteurs, l'investisseur ne sait pas s'il détient le pouvoir, il doit prendre en compte d'autres faits et circonstances, par exemple la question de savoir si, au vu de la structure des votes lors des précédentes assemblées des actionnaires, **les autres actionnaires sont actifs**. Moins l'investisseur détient de droits de vote, et moins il faut un nombre élevé de parties **agissant de concert pour le mettre en minorité**, plus il faut s'appuyer sur les autres faits et circonstances pour évaluer si les droits de l'investisseur sont suffisants pour lui conférer le pouvoir.

#### EXEMPLE APPLICATIF 61

### Mesure de l'activité des actionnaires lorsqu'ils sont multiples

#### Situation

Un investisseur détient 45 % des droits de vote dans une entité faisant l'objet d'un investissement. Onze autres actionnaires en détiennent chacun 5 %. Aucun des actionnaires n'a conclu d'accord contractuel prévoyant la consultation d'autres actionnaires ou la prise de décisions collectives.

#### Analyse de la situation

Dans ce cas, le nombre absolu d'actions détenues par l'investisseur et l'importance relative des autres participations ne permettent pas à eux seuls de déterminer de façon concluante si l'investisseur détient suffisamment de droits pour avoir le pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement. D'autres faits et circonstances susceptibles de fournir des indications quant aux faits que l'investisseur détient ou non le pouvoir doivent être pris en considération.

**Droits de vote détenus par l'actionnaire le plus important : 45 %**

**Droits de vote détenus par les autres actionnaires les plus importants : 11 autres actionnaires détiennent chacun 5 %.**

**Quels sont les autres faits et circonstances ?** Il n'existe pas d'accord entre les autres actionnaires pour se consulter ou prendre des décisions collectives

**L'actionnaire, qui a 45 %, a-t-il le pouvoir ?** Nécessité d'analyser d'autres faits et circonstances.

## II. VARIABILITÉ DU RENDEMENT

#### EXEMPLE APPLICATIF 62

Un décideur constitue, commercialise et gère un fonds qui offre des possibilités de placement à un certain nombre d'investisseurs. Le décideur (gestionnaire du fonds) doit prendre ses décisions dans les meilleurs intérêts de tous les investisseurs et conformément aux accords régissant le fonds. Le gestionnaire du fonds a toutefois un vaste pouvoir discrétionnaire pour la prise de décisions. Il reçoit **pour ses services une commission fondée sur le marché**,

**correspondant à 1 % de la valeur des actifs sous gestion et 20 % de tous les bénéfices du fonds si un niveau déterminé de bénéfice est atteint. Les commissions sont en rapport avec les services fournis.**

Bien qu'il doive prendre ses décisions dans les meilleurs intérêts de tous les investisseurs, le gestionnaire du fonds a **un vaste pouvoir décisionnel sur la direction des activités pertinentes du fonds**. Il touche **une commission fixe et une commission de performance qui sont en rapport avec les services fournis**. De plus, le mode de rémunération du gestionnaire du fonds aligne ses intérêts sur ceux des autres investisseurs, soit l'augmentation de la valeur du fonds, sans créer une exposition à la variabilité des rendements générés par les activités du fonds qui serait d'une importance suffisante pour que la rémunération, considérée isolément, indique que le gestionnaire du fonds agit pour son propre compte.

Le contexte et l'analyse qui précèdent s'applique aux cas ci-après. Chacun de ces cas est indépendant.

### Premier cas

Le gestionnaire du fonds détient aussi un placement de 2 % dans le fonds, qui aligne ses intérêts sur ceux des autres investisseurs. Il n'a pas l'obligation de financer les pertes au-delà de cette participation. Les investisseurs peuvent **le révoquer au moyen d'un vote à majorité simple, mais seulement en cas de manquement au contrat**.

Le placement de 2 % du gestionnaire du fonds accroît son exposition à la variabilité des rendements générés par les activités du fonds, sans créer une exposition qui serait d'une importance suffisante pour indiquer que le gestionnaire du fonds agit pour son propre compte.

**Analyse de la situation : Les droits de révocation que détiennent les autres investisseurs sont considérés comme des droits protectifs**, parce qu'ils ne peuvent être exercés qu'en cas de manquement au contrat.

**Le gestionnaire contrôle-t-il le fonds ? Non.** Bien que le gestionnaire du fonds ait un vaste pouvoir décisionnel et qu'il soit exposé à la variabilité des rendements du fait de sa participation et de sa rémunération, son exposition indique qu'il agit comme mandataire. Il en conclut donc qu'il ne contrôle pas le fonds.

### Deuxième cas

Le gestionnaire du fonds détient un placement au prorata plus substantiel dans le fonds, mais il n'a pas l'obligation de financer les pertes au-delà de celui-ci. Les **investisseurs peuvent le révoquer au moyen d'un vote à majorité simple, mais seulement en cas de manquement au contrat**.

**Analyse de la situation :** Dans cet exemple, **les droits de révocation** que détiennent les autres investisseurs sont considérés comme **des droits protectifs**, parce qu'ils ne peuvent être exercés qu'en cas de manquement au contrat. Bien que le gestionnaire du fonds touche une commission fixe et une commission de performance qui sont en rapport avec les services fournis, la combinaison de sa participation et de sa rémunération pourrait créer une exposition à la variabilité des rendements générés par les activités du fonds d'une importance suffisante pour indiquer qu'il agit pour son propre compte. Plus grandes sont l'importance de ses intérêts économiques et la variabilité associée (compte tenu de l'ensemble de sa rémunération et de ses autres intérêts), plus le gestionnaire du fonds accordera de l'importance à ces intérêts économiques pour son analyse, et plus il est probable qu'il agit pour son propre compte.

**Le gestionnaire contrôle-t-il le fonds ?** Après prise en compte de sa rémunération et des autres facteurs, le gestionnaire du fonds pourrait considérer qu'une participation de 20 % est suffisante pour conclure qu'il détient le contrôle. Toutefois, dans d'autres circonstances (à savoir si sa rémunération ou d'autres facteurs sont différents), le contrôle peut découler d'un niveau de participation différent.



## **SECTION 5. EXIGENCES COMPTABLES (IFRS 10, § B86 à B99)**

La société mère doit préparer **des états financiers consolidés en utilisant des méthodes comptables homogènes** pour les transactions et événements semblables se produisant dans des circonstances similaires.

L'investisseur doit consolider l'entité faisant l'objet d'un investissement à compter de la date à laquelle il en détient le contrôle et cesser de la consolider lorsqu'il en perd le contrôle.

### **I. PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE**

**La société mère doit présenter les participations ne donnant pas le contrôle en tant qu'élément des capitaux propres dans l'état consolidé de la situation financière, séparément des capitaux propres des propriétaires de la société mère.**

Les modifications du pourcentage de détention des titres de participation d'une société mère dans une filiale qui n'entraîne pas la perte du contrôle de celle-ci sont des transactions portant sur les capitaux propres (c'est-à-dire des transactions conclues avec les propriétaires agissant en leur qualité de propriétaires).

### **II. PERTE DU CONTRÔLE**

Si une société mère perd le contrôle d'une filiale :

- elle sort de l'état consolidé de la situation financière les actifs et les passifs de l'ancienne filiale ;
- elle comptabilise la participation conservée dans l'ancienne filiale, le cas échéant, à sa juste valeur à la date de la perte du contrôle, et comptabilise par la suite la participation ainsi que tout montant dû par l'ancienne filiale ou à celle-ci selon les normes IFRS qui s'appliquent. Cette juste valeur doit être considérée comme étant la juste valeur lors de la comptabilisation initiale d'un actif financier selon IFRS 9 ou bien, le cas échéant, comme étant le coût, lors de la comptabilisation initiale, d'une participation dans une entreprise associée ou une coentreprise ;
- elle comptabilise le profit ou la perte associée à la perte du contrôle, qui est attribuable à la participation qui donnait le contrôle.

### **III. PROCÉDURES DE CONSOLIDATION**

L'établissement d'états financiers consolidés consiste à :

- combiner les postes semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits, de charges et de flux de trésorerie de la société mère et de ses filiales ;
- compenser (éliminer) la valeur comptable de la participation de la société mère dans chaque filiale et la part de la société mère dans les capitaux propres de chaque filiale (la comptabilisation du goodwill correspondant est expliquée dans IFRS 3) ;
- éliminer complètement les actifs et les passifs, les capitaux propres, les produits, les charges et les flux de trésorerie intragroupe qui ont trait à des transactions entre entités du groupe (y compris les profits ou les pertes découlant de transactions intragroupe qui sont comptabilisés dans des actifs tels que les stocks et les immobilisations corporelles). Des pertes intragroupes peuvent indiquer une dépréciation nécessitant une comptabilisation dans les états financiers consolidés. IAS 12 « Impôts sur le résultat » s'applique aux différences temporelles résultant de l'élimination des profits et des pertes sur transactions intragroupe.



#### IV. MÉTHODES COMPTABLES UNIFORMES

Si une entité du groupe applique des méthodes comptables différentes de celles adoptées dans les états financiers consolidés pour des transactions et des événements semblables se produisant dans des circonstances similaires, les ajustements appropriés sont apportés à ses états financiers dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, pour assurer la conformité avec les méthodes comptables du groupe.

#### V. ÉVALUATION

L'entité inclut les produits et les charges d'une filiale dans les états financiers consolidés à compter de la date à laquelle elle acquiert le contrôle de la filiale et jusqu'à la date à laquelle elle cesse de contrôler celle-ci. Les produits et les charges de la filiale sont établis en fonction des montants des actifs et des passifs comptabilisés dans les états financiers consolidés à la date d'acquisition. Par exemple, la charge d'amortissement comptabilisée dans l'état consolidé du résultat global après la date d'acquisition est fondée sur les justes valeurs des actifs amortissables comptabilisés dans les états financiers consolidés à la date d'acquisition.

#### VI. DROITS DE VOTE POTENTIELS

Lorsqu'il existe des droits de vote potentiels ou d'autres dérivés comportant des droits de vote potentiels, les quotes-parts du résultat net et des variations des capitaux propres attribués respectivement lors de la préparation des états financiers consolidés, à la société mère et aux participations ne donnant pas le contrôle, sont déterminés sur la seule base du pourcentage de participation actuel et ne reflètent pas l'exercice ou la conversion possibles des droits de vote potentiels ou des autres dérivés.

Dans certaines circonstances, l'entité détient, en fait, un droit de propriété résultant d'une transaction qui lui donne actuellement accès aux rendements liés à des titres de participation. En pareil cas, la quote-part attribuée respectivement, lors de la préparation des états financiers consolidés, à la société mère et aux participations ne donnant pas le contrôle, est déterminée en tenant compte de l'exercice futur de ces droits de vote potentiels et des autres dérivés qui permettent à l'entité d'avoir actuellement accès à ces rendements.

IFRS 9 ne s'applique pas aux intérêts détenus dans des filiales qui sont consolidées. Lorsque des instruments financiers comportant des droits de vote potentiels donnent actuellement accès, en substance, aux rendements liés à des titres de participations dans une filiale, ils ne sont pas soumis aux dispositions d'IFRS 9. Dans tous les autres cas, les instruments comportant des droits de vote potentiels dans une filiale sont comptabilisés selon IFRS 9.

#### VII. DATE DE CLÔTURE

La date de clôture des états financiers de la société mère et de ses filiales utilisés pour la préparation des états financiers consolidés doit être la même. Lorsque la date de clôture de la société mère et celle d'une filiale sont différentes, la filiale prépare, pour les besoins de la consolidation des informations financières supplémentaires en date des états financiers de la société mère pour permettre à cette dernière de consolider l'information financière de la filiale, à moins que ce ne soit impraticable.

S'il est impraticable pour la filiale de préparer les informations financières supplémentaires, la société mère doit consolider l'information financière présentée dans les états financiers les plus récents de la filiale, ajustés pour prendre en compte l'effet des transactions ou événements importants qui se sont produits entre la date des états financiers de la filiale et celle des états financiers consolidés. L'intervalle entre ces deux dates ne doit en aucun cas excéder trois mois, et la durée des périodes de présentation de l'information financière ainsi que l'intervalle entre les dates de clôture doivent demeurer les mêmes d'une période à l'autre.

## VIII. PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

L'entité doit attribuer le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global aux propriétaires de la société mère et aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle. Elle doit aussi attribuer le résultat global total aux propriétaires de la société mère et aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les participations ne donnant pas le contrôle.

Si une filiale a des actions préférentielles à dividende cumulatif en circulation classées en capitaux propres et détenues par des actionnaires n'ayant pas le contrôle, l'entité doit calculer sa quote-part du résultat net une fois celui-ci ajusté pour tenir compte des dividendes (décidés ou non) sur ces actions.

## IX. MODIFICATION DE LA QUOTE-PART DES DÉTENTEURS DE PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

En cas de modification de la quote-part des capitaux propres des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, l'entité doit ajuster les valeurs comptables des participations donnant le contrôle et des participations ne donnant pas le contrôle pour refléter la modification des participations respectives dans la filiale. L'entité doit comptabiliser directement en capitaux propres toute différence entre le montant de l'ajustement apporté aux participations ne donnant pas le contrôle et la juste valeur de la contrepartie versée ou reçue, et l'attribuer aux propriétaires de la société mère.

## X. PERTE DU CONTRÔLE

Une société mère peut perdre le contrôle d'une filiale par suite de plusieurs accords (transactions). Cependant, dans certains cas, les circonstances indiquent qu'il y a lieu de comptabiliser les accords multiples comme une seule et même transaction. Pour déterminer si elle comptabilise les accords comme une transaction unique, la société mère doit considérer l'ensemble des termes et conditions des accords ainsi que leurs effets économiques. La présence d'au moins un des facteurs suivants constitue une indication que la société mère devrait comptabiliser les accords multiples comme une transaction unique :

- Les accords sont conclu simultanément ou en considération l'un de l'autre.
- Ils constituent une transaction unique destinée à produire un résultat commercial global.
- La conclusion d'un accord est subordonnée à celle d'au moins un autre accord.
- Un accord n'est pas justifié sur le plan économique s'il est considéré isolément, alors qu'il le devient dans le contexte des autres accords. Une cession d'actions à un prix inférieur au cours du marché compensée par une cession ultérieure à un prix supérieur au cours du marché constitue un exemple d'une telle situation.

Si la société mère perd le contrôle d'une filiale, elle doit :

- décomptabiliser :
  - les actifs (y compris le goodwill, le cas échéant) et les passifs de la filiale à leur valeur comptable à la date de la perte du contrôle,
  - la valeur comptable, à la date de la perte du contrôle des participations ne donnant pas le contrôle détenues le cas échéant dans l'ancienne filiale (ainsi que les composantes des autres éléments du résultat global qui leur sont attribuables) ;
- comptabiliser :
  - la juste valeur de la contrepartie reçue, le cas échéant, par suite de la transaction, de l'événement ou des circonstances ayant entraîné la perte du contrôle,
  - la distribution des actions de la filiale aux propriétaires en leur qualité de propriétaires si la transaction, l'événement ou les circonstances ayant entraîné la perte du contrôle donne lieu à une telle distribution,
  - La participation conservée dans l'ancienne filiale, le cas échéant, à sa juste valeur à la date du contrôle ;

- Reclassement en résultat net, ou virer directement aux résultats non distribués lorsque d'autres normes IFRS l'imposent, les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global au titre de la filiale.
- Comptabiliser en résultat net, à titre de profit ou de perte attribuable à la société mère, tout écart restant.

Si la société mère perd le contrôle d'une filiale, elle doit comptabiliser tous les montants comptabilisés jusque-là dans les autres éléments du résultat global au titre de cette filiale selon les mêmes modalités que si elle avait directement sorti les actifs ou passifs correspondants. Donc, dans le cas où un profit ou une perte comptabilisé antérieurement dans les autres éléments du résultat global serait reclassé en résultat net lors de la sortie des actifs ou des passifs correspondants la société mère doit reclasser en résultat net le profit ou la perte comptabilisé jusque-là dans les capitaux propres (sous forme d'un ajustement de reclassement) lorsqu'elle perd le contrôle de la filiale. Dans le cas où un écart de réévaluation comptabilisé antérieurement dans les autres éléments du résultat global serait viré directement aux résultats non distribués lors de la sortie de l'actif, la société mère doit virer l'écart de réévaluation directement aux résultats non distribués lorsqu'elle perd le contrôle de la filiale. »

## CHAPITRE 2. IFRS 11 « PARTENARIAT »

### RÉSUMÉ

Pour qu'il y ait partenariat, il faut qu'il y ait contrôle conjoint.

Le contrôle conjoint est le partage contractuel du contrôle d'une activité économique. Pour qu'il y ait contrôle conjoint d'une activité, il convient de vérifier que, grâce au processus décisionnel convenu entre les parties :

- les partenaires doivent agir de concert pour prendre les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité ou de l'activité économique, ce qui leur en confère ensemble le contrôle ;
- et qu'aucun des partenaires n'est en mesure de contrôler unilatéralement l'activité.

Un partenariat est soit une **activité conjointe** (intégration proportionnelle (joint opération)) soit une **coentreprise** (mise en équivalence (joint-venture)).

### SECTION 1. ENJEUX DE LA NORME IFRS 11

Dans certains pays comme l'Inde, la Chine, l'Algérie..., s'associer à un partenaire local permet de pouvoir y développer un commerce. Il peut également exister des alliances technologiques, financières, d'infra structure. Souvent des coentreprises sont créées. Une **coentreprise** (joint-venture) est un accord passé entre plusieurs entreprises qui acceptent de poursuivre ensemble un but précis pour une durée limitée. La coentreprise n'entraîne pas nécessairement la création d'une entité dotée de la personnalité juridique. Mais, progressivement soit l'alliance fonctionne très bien et certains actionnaires souhaitent le pouvoir ; soit l'alliance ne fonctionne pas et certains actionnaires souhaitent la quitter. Il existe alors des clauses de sortie pour anticiper ces situations. En norme IFRS 11, les coentreprises ne sont pas intégrées proportionnellement mais par mise en équivalence. En revanche les entreprises sous contrôle conjoint sont intégrées proportionnellement.

En Chine, la joint-venture Sino-étrangère de capitaux propres est la forme la plus utilisée. Une joint-venture Sino-étrangère est une joint-venture entre une entreprise chinoise et une entreprise étrangère sur le territoire chinois. Une coentreprise chinoise peut ainsi acheter des terres, construire des bâtiments, ou employer des Chinois. Normalement, elle est fondée pour 30 ou 50 ans. Les deux entreprises investissent dans la Joint-venture, en général pas moins de 25 % de l'investissement total. Il n'y a pas d'investissement requis pour la société chinoise. L'investissement fait peut être de l'argent, des propriétés intellectuelles, des technologies, des bâtiments, aussi bien que tous les matériaux qui peuvent être enregistré comme étant des investissements. La coentreprise peut être faite avec une entreprise chinoise.

## SECTION 2. PARTENARIATS

### I. OBJECTIF (IFRS 11, § 1)

L'objectif de la présente norme est d'établir des principes d'information financière pour les entités qui détiennent des intérêts dans des opérations contrôlées conjointement (*partenariats*).

### II. PRINCIPES GÉNÉRAUX (IFRS 11, § 2)

La norme définit le *contrôle conjoint* et exige d'une entité qui est *partie à un partenariat* qu'elle détermine le type de partenariat auquel elle participe en évaluant ses droits et obligations, et qu'elle comptabilise ces droits et obligations selon le type de partenariats dont il s'agit.

### III. CHAMP D'APPLICATION (IFRS 11, § 3)

La présente norme doit être appliquée par toutes les entités qui sont parties à un partenariat.

### IV. PARTENARIATS (IFRS 11, § 4 À 6)

Un partenariat est une opération sur laquelle deux parties ou plus exercent un contrôle conjoint.

Le partenariat possède les caractéristiques suivantes :

- les parties sont liées par un accord contractuel ;
- l'accord contractuel confère à deux parties ou plus le contrôle conjoint de l'opération.

Un partenariat est soit une *activité conjointe* soit une *coentreprise*.

### V. DÉFINITION DU CONTRÔLE CONJOINT (IFRS 11, § 7 À 19)

Le *contrôle conjoint* est le *partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une opération, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle*.

#### A. QU'EST-CE QUE LE CONSENTEMENT UNANIME ?

a) L'entité qui est partie à une opération doit déterminer si l'accord contractuel confère à toutes les parties, ou à un groupe d'entre elles, le contrôle collectif de l'opération. Il y a contrôle collectif lorsque toutes les parties, ou un groupe d'entre elles, doivent **agir de concert** pour diriger les activités qui ont une incidence importante sur **les rendements de l'opération (c'est-à-dire les activités pertinentes)**.

#### REMARQUE

À propos du consentement unanime : L'exigence du consentement unanime signifie que toute partie exerçant un contrôle conjoint sur l'opération peut empêcher une autre partie, ou un groupe de parties, de prendre des décisions unilatérales (ayant trait aux activités pertinentes) sans son consentement. Si le consentement unanime n'est exigé que pour les décisions liées aux droits de protection d'une partie et non pour les décisions concernant les activités pertinentes de l'opération, cette partie n'exerce pas un contrôle conjoint sur l'opération.

Un accord contractuel peut comprendre des clauses sur le règlement des litiges, par exemple au moyen d'un arbitrage. Ces clauses peuvent permettre la prise de décision en l'absence du consentement unanime des parties détenant le contrôle conjoint. L'existence de telles clauses n'empêche pas que l'opération puisse être contrôlée conjointement ni, par conséquent, qu'il s'agisse d'un partenariat.

b) Une fois qu'il a été déterminé que toutes les parties, ou qu'un groupe d'entre elles, contrôlent collectivement l'opération, on ne peut conclure à l'existence d'un contrôle conjoint que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le **consentement unanime** des parties qui contrôlent collectivement l'opération.

Dans un partenariat, **aucune des parties n'exerce un contrôle unilatéral sur l'opération. Toute partie exerçant un contrôle conjoint sur l'opération peut empêcher le contrôle de celle-ci par une autre partie ou par un groupe de parties.**

Une opération peut être **un partenariat même si toutes les parties à l'opération n'exercent pas sur celle-ci un contrôle conjoint**. La présente norme établit une distinction entre les parties **qui exercent un contrôle conjoint sur un partenariat (coparticipants ou coentrepreneurs)** et les **parties qui participent au partenariat sans toutefois exercer un contrôle conjoint sur celui-ci**.

**L'exercice du jugement** est nécessaire pour déterminer si toutes les parties, ou un groupe d'entre elles, exercent un contrôle conjoint sur l'opération. Aux fins de cette détermination, l'entité doit tenir compte de tous les faits et circonstances.

**Si les faits et circonstances changent**, l'entité doit réévaluer si elle exerce toujours un contrôle conjoint sur l'opération.

**Pour résumer, le contrôle conjoint est le partage contractuel du contrôle d'une activité économique. Pour qu'il y ait contrôle conjoint d'une activité, il convient de vérifier que, grâce au processus décisionnel convenu entre les parties :**

- les partenaires doivent agir de concert pour prendre les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité ou de l'activité économique, ce qui leur en confère ensemble le contrôle ;
- et qu'aucun des partenaires n'est en mesure de contrôler unilatéralement l'activité.

## B. EXEMPLES

### EXEMPLE APPLICATIF 63

#### Contrôle conjoint

##### Premier cas

Trois parties mettent en place une opération : A détient 50 % des droits de vote dans l'opération, B en détient 30 % et C, 20 %. Il est stipulé dans l'accord contractuel entre A, B et C que les décisions concernant les activités pertinentes de l'opération se prennent à au moins 75 % des droits de vote. Bien que A ait la capacité de bloquer toute décision, il ne contrôle pas l'opération parce que le consentement de B est nécessaire. La stipulation selon laquelle au moins 75 % des droits de vote sont requis pour la prise de décisions concernant les activités pertinentes de l'opération signifie que A et B contrôlent conjointement l'opération, puisque les décisions concernant les activités pertinentes de celle-ci, ne peuvent pas être prises sans le consentement de A et de B.

##### Deuxième cas

Trois parties mettent en place une opération : A détient 50 % des droits de vote dans l'opération, et B et C en détiennent chacun 25 %. Il est stipulé dans l'accord contractuel entre A, B et C que les décisions concernant les activités pertinentes de l'opération se prennent à au moins 75 % des droits de vote. Bien que A ait la capacité de bloquer toute décision, il ne contrôle pas l'opération parce que le consentement de B ou de C est nécessaire. Dans cet exemple, A, B et C contrôlent collectivement l'opération. Toutefois, deux combinaisons de parties agissant de concert cumulent les 75 % de droits de vote exigés (c'est-à-dire soit A et B, soit A et C). Pour qu'il y ait partenariat dans un tel cas, il faut que l'accord contractuel conclu entre les parties spécifie lesquelles d'entre elles doivent s'entendre à l'unanimité sur les décisions concernant les activités pertinentes de l'opération.

**Troisième cas**

A et B détiennent chacun 35 % des droits de vote dans une opération, les 30 % de droits de vote restants étant largement dispersés. Les décisions concernant les activités pertinentes se prennent à la majorité des droits de vote. A et B exercent un contrôle conjoint sur l'opération uniquement si l'accord contractuel stipule que les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement de A et de B.

## **VI. TYPES DE PARTENARIATS : ACTIVITÉ CONJOINTE ET COENTREPRISE (IFRS 11, § 14 À 19)**

### **A. DÉFINITIONS**

L'entité doit déterminer le type de partenariat auquel elle participe. Le classement d'un partenariat en tant qu'activité conjointe ou que coentreprise est fonction des droits et des obligations des parties à l'opération.

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'opération ont des droits sur les actifs, et les obligations au titre des passifs relatifs à celle-ci. Ces parties sont appelées coparticipants.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'opération ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Ces parties sont appelées coentrepreneurs.

L'entité exerce son jugement pour déterminer si un partenariat est une activité conjointe ou une coentreprise. **Elle doit déterminer le type de partenariat auquel elle participe en fonction de ses droits et de ses obligations résultant de l'opération. Pour évaluer ses droits et obligations, l'entité tient compte de la structure et de la forme juridique de l'opération, des stipulations convenues entre les parties dans l'accord contractuel et, le cas échéant, des autres faits et circonstances.**

Les parties sont parfois liées par un accord-cadre établissant les stipulations contractuelles de nature générale pour la réalisation d'une ou plusieurs activités. L'accord-cadre peut prévoir l'établissement de différents partenariats entre les parties pour la réalisation d'activités particulières couvertes par l'accord-cadre. Bien que ces partenariats se rattachent au même accord-cadre, ils peuvent être de types différents si les droits et les obligations des parties diffèrent en fonctions des diverses activités couvertes par l'accord-cadre. La coexistence d'activités conjointes et de coentreprises est donc possible lorsque les parties réalisent différentes activités couvertes par le même accord-cadre.

Si les faits et circonstances changent, l'entité doit évaluer si le type de partenariats auquel elle participe a changé.



## Évaluation des stipulations de l'accord contractuel (IFRS 11, § B27)

	Activité conjointe	Coentreprise
Stipulation de l'accord contractuel	L'accord contractuel confère aux parties au partenariat des droits sur les actifs, et les obligations au titre des passifs relatifs à l'opération.	L'accord contractuel confère aux parties au partenariat des droits sur l'actif net de l'opération (c'est-à-dire que c'est le véhicule distinct, et non les parties, qui a des droits sur les actifs, et qui assume les obligations au titre des passifs, relatifs à l'opération).
Droits sur les actifs	L'accord contractuel stipule que les parties au partenariat se partagent tous les intérêts (p. ex. droit de propriété ou autres droits) dans les actifs relatifs à l'opération dans des proportions définies (p. ex. proportionnellement à leur part d'intérêt dans l'opération ou à l'activité réalisée par l'intermédiaire de l'opération qui leur est directement attribuable).	L'accord contractuel stipule que les actifs apportés à l'opération ou ultérieurement acquis par le partenariat sont les actifs de l'opération. Les parties n'ont pas d'intérêts (c'est-à-dire ni droit de propriété ni d'autres droits) dans les actifs de l'opération.
Obligation au titre des passifs	<p>L'accord contractuel stipule que les parties au partenariat se partagent tous les passifs, obligations, coûts et charges dans des proportions définies (p. ex. proportionnellement à leur part d'intérêt dans l'opération ou à l'activité réalisée par l'intermédiaire de l'opération qui leur est directement attribuable).</p> <p>L'accord contractuel stipule que les parties au partenariat sont tenues des dettes envers les tiers.</p>	<p>L'accord contractuel stipule que le partenariat est responsable des dettes et autres obligations de l'opération.</p> <p>L'accord contractuel stipule que les parties au partenariat ne sont tenues envers l'opération qu'à concurrence de leur participation respective dans l'opération ou du capital souscrit par chacun des partenaires ou des deux. L'accord contractuel prévoit que les créanciers du partenariat n'ont pas de droit de recours l'encontre des parties pour les dettes et les obligations de l'opération.</p>
Produits, charges, résultat net	L'accord contractuel prévoit la répartition des produits et des charges sur la base de la performance relative de chaque partie au partenariat. Par exemple l'accord contractuel peut stipuler que les produits et les charges sont répartis en fonction de la capacité utilisée par chaque partie dans des installations exploitées conjointement, qui peut ne pas correspondre à leur part d'intérêt, respective dans le partenariat. Dans d'autres cas, les parties peuvent avoir convenu de partager le résultat net généré par l'opération dans des proportions définies, par exemple en fonction de leur part d'intérêt respective dans l'opération. Une telle stipulation n'empêche pas le partenariat d'être une activité conjointe si les parties ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à l'opération.	L'accord contractuel définit la quote-part de chaque partie dans le résultat net généré par les activités de l'opération.
Garanties	Il arrive souvent que les parties à un partenariat soient tenues de fournir des garanties à des tiers qui, par exemple, reçoivent un service du partenariat ou lui fournissent du financement. La fourniture de garanties, ou l'engagement des parties à en fournir ne signifie pas en soi que le partenariat est une activité conjointe ? Ce qui permet de déterminer si un partenariat est une activité conjointe ou une coentreprise c'est l'existence ou non d'obligations de la part des parties au titre des passifs, relatifs à l'opération (pour certains desquels les parties peuvent avoir ou ne pas avoir fourni de garantie).	



**B. EXEMPLES****EXEMPLE APPLICATIF 64****Activité conjointe<sup>2</sup>**

Deux sociétés A et B opèrent dans le bâtiment en fournissant des services de construction à des opérateurs privés et publics. Elles obtiennent un contrat de construction d'une route pour le compte d'un gouvernement. L'accord contractuel définit la part de chaque société dans le partenariat et établit un contrôle conjoint.

Une entité Z est créée afin de mettre en œuvre cet accord. Cette entité signe le contrat de construction avec le gouvernement pour le compte de A et de B. Les actifs et passifs nécessaires à la construction de la route sont logés dans l'entité Z.

La forme juridique de la société Z confère à A et à B des droits sur les actifs de Z et une obligation à assumer les passifs de Z.

Par ailleurs, l'accord contractuel conclu entre A et B établit que :

- A et B ont un droit sur tous les actifs nécessaires pour réaliser la construction de la route, à hauteur de leur pourcentage de participation dans l'entité Z ;
- A et B ont la responsabilité conjointe d'assumer tous les passifs opérationnels et financiers liés à l'activité de Z, à hauteur de leur pourcentage de participation dans le partenariat ;
- Le profit ou la perte qui résulterait de l'activité de Z sera partagé entre A et B à hauteur de leur pourcentage de participation dans Z.
- Une personne, désignée soit parmi les salariés de A, soit parmi les salariés de B (à tour de rôle) aura la charge de la coordination et de la supervision des travaux de construction de la route.
- Z facturera le gouvernement au nom des entités A et B.

Dans le cas présent, Z est une activité conjointe de A et B compte tenu de la forme juridique du partenariat, qui ne crée pas de séparation entre le patrimoine de Z et celui des investisseurs dans Z. Cette analyse est renforcée par l'analyse de l'accord contractuel.

**EXEMPLE APPLICATIF 65****Coentreprise<sup>3</sup>**

Deux sociétés immobilières (entités A et B) établissent ensemble une entreprise distincte (entité X) afin d'acquérir et d'exploiter un centre commercial. L'accord contractuel conclu entre les sociétés immobilières établit le contrôle conjoint de A et B sur X.

La principale caractéristique de la forme juridique de l'entité X est que X (pas A ni B) détient des droits sur les actifs constituant le centre commercial et une obligation d'assumer les passifs liés. Les activités de X consistent en la location des différents lots commerciaux, l'entretien des équipements, la gestion du parking, etc...

Les modalités de l'accord contractuel entre A et B stipule que :

- X possède le centre commercial. Il n'est ainsi pas stipulé que les parties ont des droits sur le centre commercial ;
- Les parties n'ont pas d'obligation à assumer les passifs contractés par l'entité X. Leur responsabilité est limitée au capital appelé non versé (compte tenu de la contribution de chaque partie au capital) ;
- Les parties ont le droit de vendre les intérêts qu'elles détiennent dans X ou de faire une promesse de vente sur ces intérêts ;
- Chaque partie reçoit une part du résultat opérationnel du centre commercial (loyers moins les coûts opérationnels), proportionnellement à sa quote-part d'intérêt dans X.

2. Exemple extrait du manuel de consolidation de Jean-Michel Palou, Ed. Revue fiduciaire, juin 2013.

3. Exemple extrait du manuel de consolidation de Jean-Michel Palou, Ed. Revue fiduciaire, juin 2013.

... L'entité X est une co-entreprise de A et B puisque ni l'accord contractuel, ni d'autres faits et circonstances ne viennent remettre en cause la conclusion découlant de l'analyse de la forme juridique de X, à savoir que A et B ont seulement droit à une quote-part d'actif net de X.

### EXEMPLE APPLICATIF 66

#### Partenariat – activité conjointe ou coentreprise

Soit deux parties qui structurent un partenariat sous la forme d'une entité constituée en société (entité C), dans laquelle chaque partie détient une part d'intérêt de 50 %. Le partenariat a pour objet la fabrication de matériaux dont les parties ont besoin dans leurs processus de fabrication respectifs. Selon les termes du partenariat, les parties exploitent l'usine de fabrication des matériaux dans le respect des spécifications quantitatives et qualitatives des parties.

La forme juridique de l'entité C (entité constituée en société) par l'intermédiaire de laquelle les activités sont réalisées indique qu'a priori, les actifs et passifs détenus dans l'entité C sont les actifs et passifs de celle-ci. L'accord contractuel entre les parties ne stipule pas qu'elles ont des droits sur les actifs, ou des obligations au titre des passifs, de l'entité C. Par conséquent, la forme juridique de l'entité C et les stipulations de l'accord contractuel indiquent que le partenariat est une coentreprise.

Toutefois, les parties prennent également en considération les caractéristiques suivantes du partenariat :

- les parties ont convenu d'acheter chacune 50 % de la totalité de la production générée par l'entité C. L'entité C ne peut vendre une partie de sa production à des tiers qu'avec l'accord des deux parties au partenariat. Comme le partenariat vise à fournir aux deux parties la production dont elles ont besoin, il y a lieu de s'attendre à ce que les ventes à des tiers soient inhabituelles et non significatives.
- le prix auquel la production est vendue aux parties est établi par les deux parties de façon à couvrir les coûts de production et les frais administratifs engagés par l'entité C. Selon ce modèle d'exploitation, l'opération est censée atteindre le seuil de rentabilité.

Compte tenu de ce qui précède, les faits et circonstances suivants sont pertinents :

- **il ressort de l'obligation des parties d'acheter la totalité de la production de l'entité C que l'entité C dépend exclusivement des parties pour la génération de flux de trésorerie et, par conséquent, que les parties ont l'obligation de financer le règlement des passifs de l'entité C.**
- **le fait que les parties ont droit à la totalité de la production de l'entité C signifie qu'elles consomment la totalité des avantages économiques des actifs de l'entité C et qu'elles ont par conséquent des droits sur la totalité de ceux-ci.**

Ces faits et circonstances permettent de conclure que **le partenariat est une activité conjointe**. Cette conclusion quant au classement du partenariat ne serait pas différente si les parties vendaient leur quote-part de la production à des tiers au lieu d'utiliser elles-mêmes cette quote-part dans un processus de fabrication ultérieure.

**Si les parties modifiaient les stipulations de l'accord contractuel afin que l'opération puisse vendre sa production à des tiers, ce serait alors l'entité C qui assumerait les risques liés à la demande, aux stocks et au crédit.** Dans ce cas, le changement dans les faits et circonstances imposerait la réévaluation du classement du partenariat. De fait, les nouveaux faits et circonstances indiqueraient que le partenariat est une coentreprise.

## VII. STRUCTURE DU PARTENARIAT (IFRS 11, § 14 À 19)

Des partenariats sont établis pour diverses raisons (par exemple comme moyen de partager des coûts et des risques entre les parties ou de leur permettre d'avoir accès à de nouvelles technologies ou à de nouveaux marchés) et peuvent revêtir différentes structures et formes juridiques.

Certains partenariats ne nécessitent pas que l'activité qui en constitue l'objet soit réalisée au moyen **d'un véhicule distinct**. D'autres en revanche impliquent **la création d'un véhicule**.

### A. CLASSEMENT D'UN PARTENARIAT

Le classement des partenariats requiert des parties qu'elles évaluent leurs droits et obligations découlant de l'opération. Pour faire cette évaluation, l'entité doit tenir compte des éléments suivants :

- La structure du partenariat.
- Lorsque le partenariat est structuré sous forme de véhicule distinct :
  - la forme juridique du véhicule distinct ;
  - les stipulations de l'accord contractuel ;
  - s'il y a lieu les autres faits et circonstances.

### B. FORME JURIDIQUE DU VÉHICULE DISTINCT

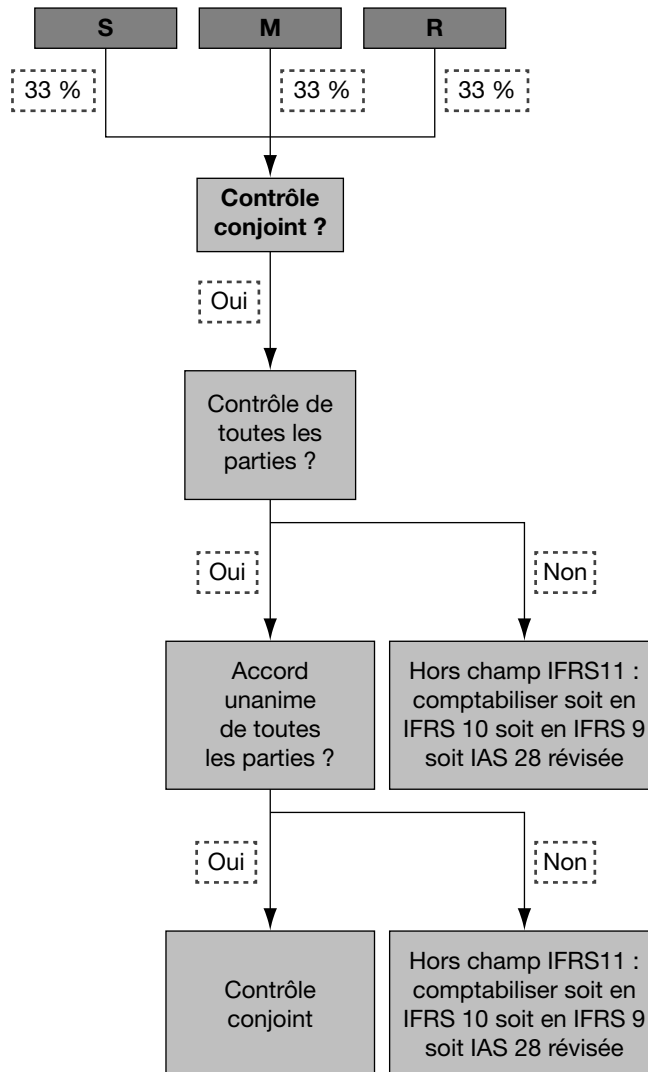
La forme juridique du véhicule distinct est pertinente pour la détermination du type de partenariats. Elle facilite l'évaluation initiale des droits qu'ont les parties sur les actifs et des obligations qu'elles assument au titre des passifs détenues dans le véhicule distinct. Elle aide par exemple à évaluer si les parties ont des intérêts dans les actifs détenus dans le véhicule distinct et si elles sont responsables des passifs détenus dans le véhicule distinct.

#### EXEMPLE

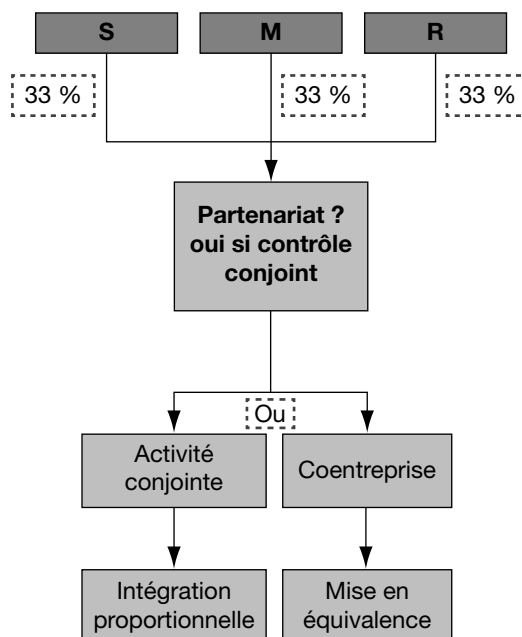
Les parties peuvent réaliser un partenariat au moyen d'un véhicule distinct dont la forme juridique est telle que le véhicule est considéré comme ayant une existence autonome (c'est-à-dire que les actifs et les passifs détenus dans le véhicule distinct sont des actifs et des passifs de celui-ci et non des parties). En pareil cas, l'évaluation des droits et des obligations conférés aux parties de par la forme juridique de véhicule distinct indique que le partenariat juridique est une coentreprise. Toutefois, l'évaluation des stipulations convenues entre les parties dans leur entente contractuelle et s'il y a lieu, des autres faits et circonstances peut l'emporter sur l'évaluation des droits et des obligations conférés aux parties de par la forme Juridique du véhicule distinct.

### SECTION 3. UN CHEMIN POUR S'Y RETROUVER ?

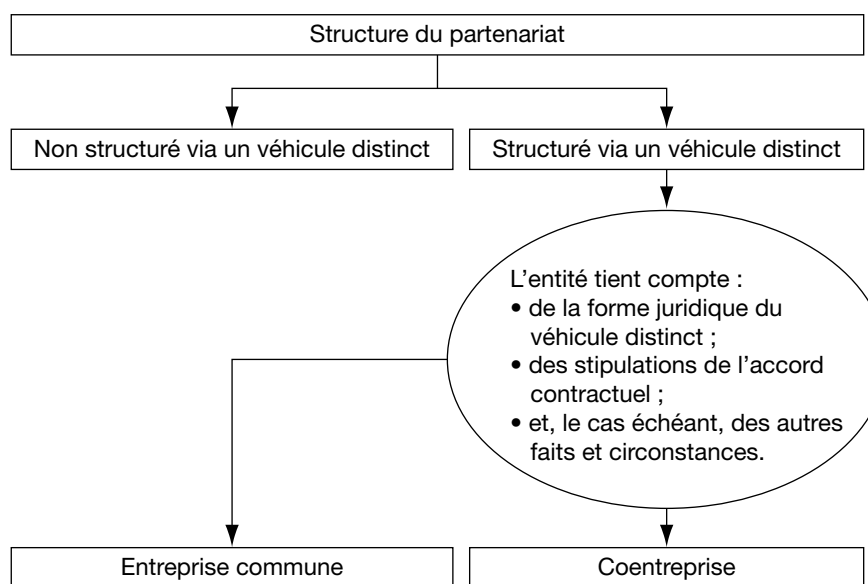
#### I. PREMIÈRE ÉTAPE : ANALYSE DU CONTRÔLE CONJOINT



## II. DEUXIÈME ÉTAPE : EST-CE UNE COENTREPRISE OU UNE ACTIVITÉ CONJOINTE ?



## III. TROISIÈME ÉTAPE : STRUCTURE D'UN PARTENARIAT ISSU DE LA NORME



### SECTION 4. ÉTATS FINANCIERS

#### I. ACTIVITÉS CONJOINTES (IFRS 11, § B20 ET B 21)

Le coparticipant doit comptabiliser les éléments suivants relativement à ses intérêts dans une activité conjointe :

- ses actifs, y compris sa quote-part des actifs détenus conjointement, le cas échéant ;
- ses passifs, y compris sa quote-part des passifs assumés conjointement, le cas échéant ;

- les produits qu'il a tirés de la vente de sa quote-part de la production générée par l'activité conjointe ;
- sa quote-part des produits tirés de la vente de la production générée par l'activité conjointe ;
- les charges qu'il a engagées, y compris sa quote-part des charges engagées conjointement, le cas échéant.

Le coparticipant doit comptabiliser les actifs, les passifs, les produits et les charges relatifs à ses intérêts dans une activité conjointe en conformité avec les normes IFRS qui s'appliquent à ces actifs, passifs, produits et charges.

## II. COENTREPRISES (IFRS 11, § B24 ET B25)

**Un coentrepreneur doit comptabiliser ses intérêts dans une coentreprise à titre de participation selon la méthode de la mise en équivalence, conformément à IAS 28 *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, sauf si l'entité est exemptée de l'application de la méthode de la mise en équivalence selon les dispositions de cette norme.**

Une partie qui participe à une coentreprise sans toutefois exercer un contrôle conjoint sur celle-ci doit comptabiliser ses intérêts dans l'opération selon IFRS 9 *Instruments financiers*, à moins qu'elle n'exerce une influence notable sur la coentreprise, auquel cas elle doit comptabiliser ses intérêts selon IAS 28 (modifié en 2011).

## III. ÉTATS FINANCIERS INDIVIDUELS

Dans ses états financiers individuels, un coparticipant ou un coentrepreneur doit comptabiliser ses intérêts :

- dans une activité conjointe ;
- dans une coentreprise.

Dans ses états financiers individuels, une partie qui participe à un partenariat, sans toutefois exercer un contrôle conjoint sur celui-ci, doit comptabiliser ses intérêts :

- dans une activité commune ;
- dans une coentreprise selon IFRS 9, à moins que l'entité n'exerce une influence notable sur la coentreprise, auquel cas elle doit appliquer le paragraphe 10 d'IAS 27 (modifié en 2011).

## SECTION 5. DÉFINITIONS (IFRS 11, ANNEXE A)

### Définition

**Activité conjointe : Partenariat** dans lequel les parties qui exercent un **contrôle conjoint** sur l'opération ont des droits sur les actifs, et les obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci.

### Définition

**Coentrepreneur** : Partie à une **coentreprise** qui exerce un **contrôle conjoint** sur celle-ci.

### Définition

**Coentreprise : Partenariat** dans lequel les parties qui exercent un **contrôle conjoint** sur l'opération ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

### Définition

**Contrôle conjoint** : Partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une opération, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

**Définition**

**Coparticipant** : Partie à une **activité conjointe** qui exerce un **contrôle conjoint** sur celle-ci.

**Définition**

**Partenariat** : Opération sur laquelle deux parties ou plus exercent un **contrôle conjoint**.

**Définition**

**Partie à un partenariat** : Entité qui participe à un **partenariat**, qu'elle exerce ou non un **contrôle conjoint** sur l'opération.

**Définition**

**Véhicule distinct** : Structure financière séparément identifiable, qui peut être notamment une entité juridique distincte ou une entité définie par la loi, qu'elle soit dotée ou non de la personnalité juridique.

## CHAPITRE 3. IFRS 12 « INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS »

### SECTION 1. OBJECTIF (IFRS 12, § 1)

L'objectif de la présente norme est d'exiger d'une entité qu'elle fournisse des informations permettant aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer à la fois :

- la nature des *intérêts détenus dans d'autres entités* et les risques qui leur sont associés ;
- les incidences de ces intérêts sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité.

### SECTION 2. HYPOTHÈSES (IFRS 12, § 7)

L'entité doit fournir des informations sur les hypothèses et jugements importants (et sur les changements apportés à ces hypothèses et jugements) sur lesquels elle s'est basée pour déterminer :

- qu'elle contrôle une autre entité, c'est-à-dire une entité faisant l'objet d'un investissement ;
- qu'elle exerce un contrôle conjoint sur une entreprise ou une influence notable sur une autre entité ;
- et le type de partenariat (activité conjointe ou coentreprise), lorsque l'entreprise a été structurée sous la forme d'un véhicule distinct.

### SECTION 3. INTÉRÊTS DÉTENUS DANS LES FILIALES (IFRS 12, § 10 ET 11)

L'entité doit fournir des informations permettant aux utilisateurs de ces états financiers consolidés

- de comprendre :
  - la composition du groupe,
  - les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les activités et les flux de trésorerie du groupe ;
- d'évaluer :
  - la nature et l'étendue des restrictions importantes qui limitent la faculté de l'entité d'accéder aux actifs du groupe ou de les utiliser et de régler les passifs du groupe,
  - la nature et l'évolution des risques associés aux intérêts détenus par l'entité dans des *entités structurées consolidées*,



- les incidences des modifications du pourcentage de détention des titres de participation d'une entité dans une filiale qui n'entraînent pas la perte du contrôle
- l'incidence de la perte du contrôle d'une filiale au cours de la période de présentation de l'information financière.

Lorsque les états financiers d'une filiale utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à une date ou pour une période différente de celle des états financiers consolidés, l'entité doit indiquer :

- la date de clôture de la filiale ; et
- la raison de l'utilisation d'une date ou d'une période différente.

## **SECTION 4. DÉFINITIONS (IFRS 12 ANNEXE A)**

### **Définition**

**Entité structurée** : Entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administrative et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

### **Définition**

**Intérêts dans une autre entité** : Aux fins de la présente norme on, entend par « intérêts dans une autre entité » un lien contractuel ou non contractuel qui expose l'entité à un risque de variation des rendements associés à la performance de l'autre entité. Les intérêts dans une autre entité peuvent être attestés, entre autres, par la détention d'instruments de capitaux propres ou de titres de créance, ainsi que par d'autres formes de liens, telles qu'un financement, un crédit de trésorerie, un rehaussement de crédit ou l'octroi de garanties. Ils englobent également les moyens par lesquels une entité exerce un contrôle ou un contrôle conjoint, ou encore une influence notable, sur une autre entité. Une entité ne détient pas nécessairement des intérêts dans une autre entité du seul fait qu'elle entretient avec elle une relation client-fournisseur de type courant.

### **Définition**

**Revenus tirés d'une entité structurée** : Aux fins de la présente norme, les revenus tirés d'une entité structurée comprennent, entre autres, les commissions récurrentes ou non récurrentes, les intérêts, les dividendes, les profits ou pertes résultant de la réévaluation ou de la décomptabilisation d'intérêts dans des entités structurées, ainsi que les profits ou pertes résultant du transfert d'actifs et de passifs à l'entité structurée.

## **CHAPITRE 4. IFRS 27 « ÉTATS FINANCIERS INDIVIDUELS »**

### **SECTION 1. OBJECTIF (IFRS 27, § 1)**

L'objectif de la présente norme est d'établir les dispositions relatives à la comptabilisation et aux informations à fournir pour les investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées lorsqu'une entité prépare des états financiers individuels.

### **SECTION 2. CHAMP D'APPLICATION (IFRS 27, § 2)**

La présente norme doit être appliquée à la comptabilisation de participations dans des filiales, des coentreprises et des entreprises associées lorsqu'une entité choisit de présenter des états financiers individuels ou y est obligée par des dispositions locales.

La présente norme ne précise pas quelles sont les entités qui produisent des états financiers individuels. Elle s'applique lorsqu'une entité prépare des états financiers individuels conformes aux Normes internationales d'information financière.

### **SECTION 3. DÉFINITIONS (IFRS 27, § 4)**

#### **Définition**

Les **états financiers consolidés** sont les états financiers d'un groupe dont les actifs, les passifs, les capitaux propres, les produits, les charges et les flux de trésorerie de la société mère et de ses filiales sont présentés comme ceux d'une entité économique unique.

#### **Définition**

Les **états financiers individuels** sont ceux que présente une société mère (c'est-à-dire un investisseur ayant le contrôle d'une filiale) ou un investisseur exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable sur une entreprise détenue, dans laquelle les investissements sont comptabilisés au coût ou selon IFRS 9 *Instruments financiers*.

## **CHAPITRE 5. IFRS 28 « PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES »**

### **SECTION 1. OBJECTIF (IFRS 28, § 1)**

L'objectif est de prescrire le traitement comptable des participations dans des entreprises associées et d'énoncer les dispositions concernant l'application de la méthode de la mise en équivalence lors de la comptabilisation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises.

### **SECTION 2. CHAMP D'APPLICATION (IFRS 28, § 2)**

La norme doit être appliquée par toutes les entités qui sont des investisseurs exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable sur une entité émettrice.

### **SECTION 3. DÉFINITIONS (IFRS 28, § 3)**

#### **Définition**

Un **coentrepreneur** est une partie à une coentreprise qui exerce un contrôle conjoint sur celle-ci.

#### **Définition**

Une **coentreprise** est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

#### **Définition**

Le **contrôle conjoint** est le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Une **entreprise associée** est une entité sur laquelle l'investisseur exerce une influence notable.

**Définition**

Les **états financiers consolidés** sont les états financiers d'un groupe dans lesquels les actifs, les passifs, les capitaux propres, les produits, les charges et les flux de trésorerie de la société mère et de ses filiales sont présentés comme ceux d'une entité économique unique.

**Définition**

L'**influence notable** est le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité émettrice, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques.

**Définition**

La **méthode de la mise en équivalence** est une méthode comptable qui consiste à comptabiliser initialement la participation au coût et à l'ajuster par la suite pour prendre en compte les changements de la quote-part de l'investisseur dans l'actif net de l'entité émettrice qui surviennent postérieurement à l'acquisition. Le résultat net de l'investisseur comprend sa quote-part du résultat net de l'entité émettrice, et les autres éléments du résultat global de l'investisseur comprennent sa quote-part des autres éléments du résultat global de l'entité émettrice.

**Définition**

Un **partenariat** est une entreprise sur laquelle deux parties ou plus exercent un contrôle conjoint.

## **SECTION 4. INFLUENCE NOTABLE (IFRS 28, § 5 À 9)**

Si l'investisseur détient, directement ou indirectement (par exemple par le biais de filiales), 20 % ou plus des droits de vote dans l'entité émettrice, il est présumé exercer une influence notable, sauf s'il peut être démontré clairement que ce n'est pas le cas. Inversement, si l'investisseur détient, directement ou indirectement (par exemple par le biais de filiales), moins de 20 % des droits de vote dans l'entité émettrice, il est présumé ne pas exercer d'influence notable, sauf s'il peut être démontré clairement qu'il exerce une telle influence. L'existence d'une participation importante ou majoritaire d'un autre investisseur n'exclut pas nécessairement que l'investisseur puisse exercer une influence notable.

L'exercice d'une influence notable par un investisseur est habituellement attesté par une ou plusieurs des situations suivantes :

- représentation au sein du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent de l'entité émettrice ;
- participation au processus d'élaboration des politiques, et notamment participation aux décisions relatives aux dividendes et autres distributions ;
- transactions significatives entre l'investisseur et l'entité émettrice ;
- échange de personnel de direction ;
- fourniture d'informations techniques essentielles.

Un investisseur peut posséder des bons de souscription d'actions, des options d'achat d'actions, des instruments d'emprunt ou de capitaux propres convertibles en actions ordinaires ou d'autres instruments similaires qui, s'ils étaient exercés ou convertis, pourraient lui conférer des droits de vote supplémentaires ou réduire les droits de vote d'un tiers en ce qui concerne les politiques financières et opérationnelles d'une autre entité (appelés ci-après « droits de vote potentiels »). L'existence et les faits de droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles, y compris les droits de vote potentiels détenus par d'autres entités, sont pris en considération au moment d'apprécier si un investisseur détient une influence notable. Les droits de vote potentiels ne sont pas actuellement exerçables ou convertibles lorsque, par exemple, ils ne peuvent être exercés ou convertis qu'à une date future ou en cas de survenance d'un événement futur.

Pour apprécier si les droits de vote potentiels contribuent à l'existence d'une influence notable, l'investisseur examine tous les faits et circonstances (y compris les conditions d'exercice des

droits de vote potentiels et tous les autres accords contractuels, considérés individuellement ou collectivement) qui affectent les droits potentiels, à l'exception des intentions de la direction et de la capacité financière d'exercer ou de convertir ces droits potentiels.

L'investisseur perd son influence notable sur une entité émettrice lorsqu'il perd le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de cette entité. La perte d'influence notable peut coïncider ou non avec un changement dans le nombre absolu ou le pourcentage des titres de participation détenus. Elle peut survenir, par exemple, lorsqu'une entreprise associée est soumise au contrôle des autorités publiques, d'un tribunal, d'un administrateur judiciaire ou d'une autorité de réglementation. Elle peut également survenir par suite d'un accord contractuel.

## **SECTION 5. MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE (IFRS 28, § 10 À 14)**

Selon la méthode de la mise en équivalence, la participation dans une entreprise associée ou une coentreprise est comptabilisée au coût lors de la comptabilisation initiale, puis la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part de l'investisseur dans le résultat net de l'entité émettrice après la date d'acquisition. La quote-part de l'investisseur dans le résultat net de l'entité émettrice est comptabilisée dans le résultat net de l'investisseur. Les distributions reçues de l'entité émettrice réduisent la valeur comptable de la participation. Des ajustements de la valeur comptable peuvent également être nécessaires dans le cas de modifications du pourcentage de participation de l'investisseur dans l'entité émettrice attribuables à des variations des autres éléments du résultat global de l'entité émettrice. De telles modifications comprennent notamment celles qui résultent de la réévaluation d'immobilisations corporelles et des écarts de conversion. La quote-part de l'investisseur dans ces modifications est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global de l'investisseur (IAS 1 *Présentation des états financiers*).

La comptabilisation d'éléments de résultat sur la seule base des distributions reçues peut ne pas constituer une mesure adéquate des éléments de résultats revenant à un investisseur du fait de sa participation dans une entreprise associée ou une coentreprise, parce que les distributions reçues peuvent n'avoir que peu de rapport avec la performance de l'entreprise associée ou de la coentreprise. Du fait que l'investisseur exerce un contrôle conjoint ou une influence notable sur l'entité émettrice, une part de la performance de l'entreprise associée ou de la coentreprise, qui correspond au rendement de la participation de l'investisseur, revient à ce dernier. L'investisseur comptabilise cette part de la performance en élargissant le périmètre de ses états financiers pour y inclure sa quote-part du résultat net de l'entité émettrice. En conséquence, l'application de la méthode de la mise en équivalence fournit une meilleure information sur l'actif net et sur le résultat net de l'investisseur.

Lorsqu'il existe des droits de vote potentiels ou d'autres instruments dérivés contenant des droits de vote potentiels, la participation d'un investisseur dans une entreprise associée ou une coentreprise est déterminée sur la seule base du pourcentage de participation actuel et ne reflète pas l'exercice ou la conversion possibles des droits de vote potentiels ou des autres instruments dérivés.

Dans certaines circonstances, un investisseur détient, en substance, un droit de propriété résultant d'une transaction qui lui donne actuellement accès aux rendements liés à des titres de participation. En pareil cas, la quote-part attribuée à l'investisseur est déterminée en tenant compte de l'exercice futur de ces droits de vote potentiels et des autres instruments dérivés qui lui permettent d'avoir actuellement accès à ces rendements.

IFRS 9 « *Instruments financiers* » ne s'applique pas aux participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque des instruments financiers contenant des droits de vote potentiels donnent actuellement accès, en substance, aux rendements liés à des titres de participation dans une entreprise associée ou une coentreprise, ils ne sont pas soumis à IFRS 9. Dans tous les autres cas, les instruments contenant des droits de vote potentiels dans une entreprise associée ou une coentreprise sont comptabilisés selon IFRS 9.

### Cessation de l'application de la méthode de la mise en équivalence

Un investisseur doit cesser d'utiliser la méthode de la mise en équivalence à compter de la date où sa participation cesse d'être une participation dans une entreprise associée ou une coentreprise, selon les modalités suivantes :

- Si la participation devient une filiale, l'investisseur doit comptabiliser sa participation selon IFRS 3 *Regroupements d'entreprises* et IFRS 10.
- Si les intérêts conservés dans l'ancienne entreprise associée ou coentreprise constituent un actif financier, l'investisseur doit évaluer les intérêts conservés à la juste valeur. La juste valeur des intérêts conservés doit être considérée comme leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale en tant qu'actif financier selon IFRS 9. L'investisseur doit comptabiliser en résultat net toute différence entre les montants i) et ii) suivants :
  - i) la juste valeur des intérêts conservés et tout produit lié à la sortie d'une partie de la participation dans l'entreprise associée ou la coentreprise ;
  - ii) la valeur comptable de la participation à la date de cessation de l'application de la méthode de la mise en équivalence.
- Lorsqu'un investisseur cesse d'appliquer la méthode de la mise en équivalence, il doit comptabiliser tous les montants préalablement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global au titre de la participation sur la même base que celle qui aurait été exigée si l'entité émettrice avait directement sorti les actifs ou passifs correspondants.

## CHAPITRE 6. IFRS 3 « REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES »

### ATTENTION

Cette norme est importante. Ne pas se perdre dans les détails.

La norme IFRS 3 révisée publiée le 10 janvier 2008 est entrée en application pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009. La révision de cette norme conjuguée à celle de la norme IAS 27 conduit à une convergence de la comptabilisation des regroupements d'entreprises avec le référentiel américain.

Les changements majeurs induits par la norme IFRS 3 révisée sont les suivants :

- Possibilité d'évaluer le goodwill en y incorporant la part des intérêts minoritaires (goodwill complet).
- Constatation en charges des coûts d'acquisition de la cible au lieu de les ajouter au prix d'acquisition et constituant des charges de l'acquéreur.
- Inclusion dans le prix payé dès l'acquisition des paiements conditionnels, la variation ultérieure de la juste valeur de ces paiements étant constatée en résultat.
- En cas de prise de contrôle par acquisitions successives d'actions de la cible, les actions détenues avant la prise de contrôle sont réévaluées à la juste valeur, la variation de valeur étant constatée en résultat.

Suite à ces changements, deux notions sont renforcées :

- la notion de contrôle : il est important de prendre en compte les deux types de propriétaires les actionnaires majoritaires et les minoritaires ;
- la notion de juste valeur : la référence à la juste valeur est développée.

### RÉSUMÉ

Tous les regroupements d'entreprises doivent être comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition, qui se décompose en quatre étapes principales.

#### 1. Identification de l'acquéreur

L'acquéreur doit être identifié pour tous les regroupements d'entreprises.

L'acquéreur est celui qui obtient le contrôle des autres entités ou activités qui se regroupent.

## 2. Détermination de la date d'acquisition

La date d'acquisition est la date à laquelle le contrôle de l'entreprise acquise est transféré à l'acquéreur.

## 3. Comptabilisation et évaluation des actifs identifiables acquis, les passifs repris et de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise

### • Principe de comptabilisation

- À la date d'acquisition, l'acquéreur doit comptabiliser, séparément du goodwill, les actifs identifiables acquis, les passifs repris et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise.
- À la date d'acquisition, l'acquéreur doit classer ou désigner les actifs identifiables acquis et les passifs repris de manière à permettre l'application ultérieure d'autres IFRS. L'acquéreur doit procéder à ces classifications ou désignations sur la base des dispositions contractuelles, des conditions économiques, de ses politiques comptables ou de gestion et d'autres conditions pertinentes en vigueur à la date d'acquisition.

### • Principe d'évaluation

L'acquéreur doit évaluer les actifs identifiables acquis et les passifs repris à leur juste valeur à la date d'acquisition.

## 4. Détermination et comptabilisation du goodwill

L'acquéreur doit comptabiliser le goodwill à la date d'acquisition.

Les entreprises ont le choix, à chaque acquisition, entre deux méthodes d'évaluation du goodwill :

- **le goodwill partiel** : égal à la différence entre le prix payé (sauf prise de contrôle par achats successifs) et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs nets identifiables acquis. Ce goodwill n'inclut pas le goodwill revenant aux actionnaires minoritaires ou participation ne donnant pas le contrôle. Cette méthode est celle qui existait avant la révision d'IFRS 3 ;
- **le goodwill complet** : comprend le goodwill relatif aux intérêts majoritaires et minoritaires, la part afférente aux minoritaires ayant pour contrepartie une augmentation des capitaux propres. Cette méthode a été introduite par la norme IFRS 3 révisée.

Après la comptabilisation initiale, l'acquéreur doit évaluer le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises et inscrit à l'actif à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur. Le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises ne doit pas être amorti, mais l'acquéreur doit effectuer, au moins une fois par an, un test de dépréciation.

## SECTION 1. DÉFINITIONS

### I. DÉFINITION D'UN REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Un regroupement d'entreprises est une transaction ou un autre événement au cours duquel un acquéreur obtient le contrôle d'une ou plusieurs entreprises.

Un acquéreur peut obtenir le contrôle d'une entreprise acquise de diverses manières, comme par exemple :

- en transférant de la trésorerie, des équivalents de trésorerie ou d'autres actifs (y compris des actifs nets qui constituent une entreprise) ;
- en encourant des passifs ;
- en émettant des parts de capitaux propres ;
- en fournissant plusieurs types de contrepartie ;
- sans transférer de contrepartie y compris exclusivement par contrat.



## II. CARACTÉRISTIQUES DES REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Un regroupement d'entreprises peut être structuré de diverses façons pour des raisons juridiques, fiscales ou autres, par exemple :

- une ou plusieurs entreprises deviennent des filiales d'un acquéreur, où les actifs nets d'une ou plusieurs entreprises sont juridiquement fusionnés avec l'acquéreur ;
- une entité se regroupant transfère ses actifs nets, ou ses détenteurs transfèrent leurs parts de capitaux propres, à une autre entité se regroupant ou à ses détenteurs ;
- toutes les entités se regroupant transfèrent leurs actifs nets, ou les détenteurs de ces entités transfèrent leurs participations, à une entité nouvellement constituée (situation parfois désignée par l'expression « transaction de roll-up/put-together ») ;
- un groupe de détenteurs antérieurs de l'une des entités se regroupant obtient le contrôle de l'entité après regroupement.

## III. DISTINCTION ENTRE REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE COMMUN

Un regroupement d'entreprises impliquant des entités ou des activités sous contrôle commun est en dehors du champ d'application de la présente norme.

Un regroupement d'entreprises impliquant des entités ou des entreprises sous contrôle commun est un regroupement d'entreprises dans lequel la totalité des entités ou entreprises se regroupant sont contrôlées in fine par la même partie ou les mêmes parties, tant avant qu'après le regroupement d'entreprises, et ce contrôle n'est pas temporaire.

### SECTION 2. OBJECTIFS DE LA NORME

La norme IFRS 3 révisée « Regroupement d'entreprises » consiste à améliorer la pertinence, la fiabilité et la comparabilité de l'information à communiquer par une entité lorsqu'elle entreprend un regroupement d'entreprises.

### SECTION 3. CHAMP D'APPLICATION

IFRS 3 s'applique à une transaction ou à un autre événement qui répond à la définition d'un regroupement d'entreprises. En revanche, elle ne s'applique pas :

- à la formation d'une coentreprise ;
- à l'acquisition d'un actif ou d'un groupe d'actifs qui ne constitue pas une entreprise. Dans de tels cas, l'acquéreur doit identifier et comptabiliser les actifs individuels identifiables acquis (y compris les actifs qui répondent à la définition – et qui satisfont aux critères – d'immobilisations incorporelles) et les passifs repris. Le coût du groupe doit être attribué aux actifs et passifs individuels identifiables d'après leurs justes valeurs relatives à la date d'acquisition. Une telle transaction ou un tel événement n'engendre pas de goodwill ;
- à une combinaison d'entités ou d'entreprises sous contrôle commun.

### SECTION 4. IDENTIFICATION D'UN REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Une entité doit déterminer si une transaction ou un autre événement constitue un regroupement d'entreprises en appliquant la définition de la présente norme, qui prévoit que les actifs acquis et les passifs repris doivent constituer une entreprise. Si les actifs acquis ne constituent pas une entreprise, l'entité préparant les états financiers doit comptabiliser cette transaction ou autre événement comme une acquisition d'actifs.



## SECTION 5. LA MÉTHODE DE L'ACQUISITION

Une entité doit comptabiliser tout regroupement d'entreprises par l'application de la méthode de l'acquisition.

Appliquer la méthode de l'acquisition signifie :

- identifier l'acquéreur ;
- déterminer la date d'acquisition ;
- comptabiliser et évaluer les actifs identifiables acquis, les passifs repris et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ;
- et comptabiliser et évaluer le goodwill ou le profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses.

### I. IDENTIFICATION DE L'ACQUÉREUR

Dans tout regroupement d'entreprises, il est nécessaire d'identifier l'acquéreur.

L'identification de l'acquéreur est essentielle pour la mise en œuvre de la méthode de l'acquisition. En effet, l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels à la juste valeur s'applique dans les seuls comptes de l'acquéreur et aux seuls actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise.

#### A. PRINCIPE GÉNÉRAL

L'acquéreur est celui qui obtient le contrôle des autres entités ou activités qui se regroupent. La notion de contrôle est appréciée en application des applications figurant dans la norme IAS 27.

Ainsi, une société se regroupant et présumée peut contrôler une autre entité lorsque :

- elle acquiert plus de la moitié des droits de vote (sauf s'il peut être démontré que cette détention ne permet pas le contrôle) ;
- elle n'acquiert que 50 % ou moins de 50 % des droits de vote mais, à la suite du regroupement, elle obtient :
  - le pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote de l'autre entité en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs,
  - ou le pouvoir de diriger des politiques financières et opérationnelles de l'autre entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat,
  - ou le pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent de l'autre entité,
  - ou le pouvoir de réunir la majorité des votes dans les réunions du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent de l'autre entité.

Si l'application des indications d'IAS 27 ne désigne pas clairement l'acquéreur, il est tenu compte des critères figurant dans le guide d'application faisant partie intégrante de la norme.

#### B. IDENTIFICATION DE L'ACQUÉREUR DANS DES CAS PARTICULIERS

##### 1. Acquisition inversée

Une acquisition inversée se produit lorsque l'entité qui émet les titres (l'acquéreur sur le plan juridique) est identifiée comme étant l'entreprise acquise sur le plan comptable, sur la base des critères ci-avant. L'entité dont les participations sont acquises (l'entreprise acquise sur le plan juridique) doit être l'acquéreur sur le plan comptable pour que la transaction soit considérée comme étant une acquisition inversée.

##### 2. Création d'une nouvelle entité

Une nouvelle entité constituée pour effectuer un regroupement n'est pas nécessairement l'acquéreur. Si une nouvelle entité est créée pour émettre des instruments de capitaux propres en

vue d'effectuer un regroupement d'entreprises, l'une des entités se regroupant, qui existait avant le regroupement d'entreprises, doit être identifiée comme étant l'acquéreur. En revanche, une nouvelle entité qui transfère de la trésorerie ou d'autres actifs ou qui encourt des passifs en contrepartie peut être l'acquéreur.

### 3. Regroupement impliquant plus de deux entités

Lorsque le regroupement implique plus de deux entités, une des entités qui existait avant le regroupement doit être identifiée comme l'acquéreur sur la base des éléments probants disponibles, notamment :

- prise en compte de l'entité qui a initié le regroupement ;
- taille relative des entités se regroupant.

## II. DÉTERMINATION DE LA DATE D'ACQUISITION

L'acquéreur doit identifier la date d'acquisition, qui est la date à laquelle il obtient **le contrôle** de l'entreprise acquise.

La date à laquelle l'acquéreur obtient le contrôle de l'entreprise acquise est généralement la date à laquelle l'acquéreur procède au transfert juridique de la contrepartie, acquiert les actifs et reprend les passifs de l'entreprise acquise (la date de « closing »). L'acquéreur pourrait cependant obtenir le contrôle à une date antérieure ou postérieure à la date de « closing ». Un acquéreur doit prendre en compte tous les faits et circonstances pertinents pour l'identification de la date d'acquisition.

## III. COMPTABILISER ET ÉVALUER LES ACTIFS IDENTIFIABLES ACQUIS, LES PASSIFS REPRIS ET TOUTE PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE DANS L'ENTREPRISE ACQUISE

À la date d'acquisition, l'acquéreur doit comptabiliser, séparément du goodwill, les actifs identifiables acquis, les passifs repris et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise.

À la date d'acquisition, l'acquéreur doit classer ou désigner les actifs identifiables acquis et les passifs repris de manière à permettre l'application ultérieure d'autres IFRS. L'acquéreur doit procéder à ces classifications ou désignations sur la base des dispositions contractuelles, des conditions économiques, de ses politiques comptables ou de gestion et d'autres conditions pertinentes en vigueur à la date d'acquisition.

L'acquéreur doit évaluer les actifs identifiables acquis et les passifs repris à leur juste valeur à la date d'acquisition.

### A. LES CONDITIONS DE COMPTABILISATION SUIVANTES DOIVENT ÊTRE REMPLIES

- Les actifs identifiables acquis et les passifs repris doivent satisfaire aux définitions d'actifs et de passifs du cadre de présentation des états financiers à la date d'acquisition.

#### EXEMPLE

Les coûts auxquels l'acquéreur s'attend mais qu'il n'est pas obligé d'encourir à l'avenir, pour exécuter son plan visant à sortir une activité d'une entreprise acquise ou de mettre fin à l'emploi ou de déplacer des membres du personnel d'une entreprise acquise, ne sont pas des passifs à la date d'acquisition.

- Les actifs identifiables acquis et les passifs repris doivent faire partie de ce que l'acquéreur et l'entreprise acquise ont échangé lors de la transaction de regroupement d'entreprises et non résulter de transactions séparées.

L'application par l'entreprise acquise du principe et des conditions de comptabilisation peut aboutir à la comptabilisation de certains actifs et passifs que l'entreprise acquise n'avait pas précédemment comptabilisé en tant qu'actifs et passifs dans ses états financiers.

### EXEMPLE

L'acquéreur comptabilise les immobilisations incorporelles identifiables acquises, telles qu'une marque, un brevet ou une relation commerciale, que l'entreprise acquise n'a pas comptabilisé en tant qu'actif dans ses états financiers parce qu'elle les a développés en interne et qu'elle a comptabilisé les coûts correspondant en charges.

La norme IFRS 3 révisée stipule que les coûts liés à l'acquisition ne font pas partie du prix payé et sont enregistrés en charges au moment où les services sont rendus par les tiers.

Les coûts liés à l'acquisition comprennent :

- les coûts de transaction tels que les frais d'avocat, de banque, de conseils, d'audit, et d'autres tiers et les commissions versées à l'intermédiaire ayant identifié la cible ;
- les coûts d'émission encourus à l'occasion de l'émission d'instruments de capitaux propres et de dettes, afin de financer l'acquisition.

## B. CLASSIFICATION OU DÉSIGNATION DES ACTIFS IDENTIFIABLES ACQUIS ET DES PASSIFS REPRIS

À la date d'acquisition, l'acquéreur doit classer ou désigner les actifs identifiables acquis et les passifs repris de manière à permettre l'application ultérieure d'autres IFRS. L'acquéreur doit procéder à ces classifications ou désignations sur la base des dispositions contractuelles, des conditions économiques, de ses politiques comptables ou de gestion et d'autres conditions pertinentes en vigueur à la date d'acquisition.

La norme IFRS 3 prévoit toutefois deux exceptions à ce principe : les contrats de location et les contrats d'assurance doivent être classés sur la base des termes contractuels et d'autres facteurs au commencement du contrat (ou bien, si les termes du contrat ont été modifiés d'une manière susceptible de modifier son classement, à la date de cette modification, qui pourrait être la date d'acquisition).

## C. PRINCIPE D'ÉVALUATION

L'acquéreur doit évaluer les actifs identifiables acquis et les passifs repris à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Il est précisé des exceptions à ces principes généraux (tableau issu du dossier « Les nouveautés IFRS à appliquer en 2010 », RF comptable 374, juillet-août 2010 – Benoît Lebrun, associé KPMG).

Exceptions	Raisons de l'exception
Les passifs éventuels correspondant à des obligations actuelles	Les passifs éventuels sont comptabilisés à la date d'acquisition alors qu'ils ne remplissent pas la condition de probabilité de sortie d'avantages économiques prévue par le cadre conceptuel. Mais il n'existe pas de contradiction entre le fait qu'il peut exister une juste valeur pour le passif éventuel et la faible probabilité d'une sortie d'avantages.
Les impôts différés	L'acquéreur comptabilise les impôts différés à la date d'acquisition notamment ceux résultants des ajustements de valeur des actifs et des passifs de la cible. Comme les impôts différés sont évalués selon la norme IAS 12 et que celle-ci interdit l'actualisation, le principe de juste valeur n'est pas respecté.
Les avantages au personnel	Les dispositions de la norme IAS 19 sont appliquées pour comptabiliser et évaluer les actifs et dettes liés à des avantages au personnel. Les méthodes d'évaluation prévues par cette norme n'ont pas pour objet la détermination de la juste valeur. (Exemple : utilisation d'un taux d'actualisation ne prenant pas en compte le risque de crédit de la cible.)
Avantages au personnel sous forme d'actions	Lorsque l'acquéreur substitue ses propres rémunérations en actions à celles que la cible avait allouées à son personnel, la dette ou les instruments de capitaux propres correspondant à cette substitution sont évalués selon la méthode prévue par la norme IFRS 2 (évaluation basée sur le marché) qui pourrait ne pas être la juste valeur.
Actifs détenus en vue de la vente	L'acquéreur évalue les actifs de la cible, ou les groupes d'actifs, qui sont des actifs à céder suivant la norme IFRS 5, à leur juste valeur sous déduction des coûts à engager pour leur cession. Ce mode d'évaluation ne correspond pas à leur juste valeur.

#### IV. COMPTABILISER ET ÉVALUER LE GOODWILL OU LE PROFIT RÉSULTANT D'UNE ACQUISITION À DES CONDITIONS AVANTAGEUSES

L'acquéreur doit comptabiliser le goodwill à la date d'acquisition, évalué comme étant l'excédent de (a) par rapport à (b) ci-après :

- a) le total de :
  - la contrepartie transférée, évaluée selon la présente norme, qui impose généralement le recours à la juste valeur à la date d'acquisition,
  - le montant d'une participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise évaluée selon la présente norme,
  - et dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise ;
- b) le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués selon la présente norme.

##### A. MODALITÉS D'ÉVALUATION DU GOODWILL

Les entreprises ont le choix, à chaque acquisition, entre deux méthodes d'évaluation du goodwill (paragraphe 19) :

- **le goodwill partiel** : égal à la différence entre le prix payé (sauf prise de contrôle par achats successifs) et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs nets identifiables acquis. Ce goodwill n'inclut pas le goodwill revenant aux intérêts minoritaires. Cette méthode est celle qui existait avant la révision d'IFRS 3.
- **le goodwill complet** : comprend le goodwill relatif aux intérêts majoritaires et minoritaires, la part afférente aux minoritaires ayant pour contrepartie une augmentation des capitaux propres. Cette méthode a été introduite par la norme IFRS 3 révisée.

**EXEMPLE APPLICATIF 67**

**Exemple issu du dossier « Les nouveautés IFRS à appliquer en 2010 », RF comptable 374, juillet-août 2010 – Benoît Lebrun, associé KPMG.**

Une entité acquiert le contrôle d'une société cotée en achetant 60 % de son capital en bourse. Les liquidités décaissées s'élèvent à 60 et la juste valeur des intérêts minoritaires (valeur boursière) s'élève à 40.

Après évaluation à la juste valeur des actifs et passifs identifiables de la cible, l'actif net réestimé de celle-ci ressort à 75.

Le goodwill se détermine comme suit selon les deux méthodes proposées par IFRS 3 révisée :

	Méthode du goodwill complet	Méthode du goodwill partiel
Liquidités décaissées	60	60
Intérêts minoritaires :		
Juste valeur	40	N/A
Part dans la juste valeur de l'actif net identifiable acquis ( $75 \times 40 \%$ )	N/A	30
Total	100	90
Juste valeur de l'actif net identifiable acquis	(75)	(75)
Goodwill	25	15

La norme IFRS 3 révisée apporte les précisions sur les modalités de détermination de la juste valeur des intérêts minoritaires dans le cadre de la méthode du goodwill complet :

- Si les actions de l'entité sont cotées sur un marché actif, les actions détenues par les minoritaires sont évaluées sur la base du cours à la date d'acquisition ;
- À défaut de marché actif, l'acquéreur utilisera des techniques de valorisation.

Il convient de noter que la valeur de l'action pour le majoritaire peut être différente de celle de l'action pour l'actionnaire minoritaire :

- l'acquéreur d'une participation majoritaire peut accepter de payer une prime de contrôle ;
- par rapport à une valorisation globale de la cible, la valeur de l'action détenue par un minoritaire peut faire l'objet d'une décote.

## **B. CONSÉQUENCES DU CHOIX DE LA MÉTHODE D'ÉVALUATION DU GOODWILL**

L'option pour la méthode de détermination du goodwill (complet ou partiel) a les conséquences suivantes :

- montant différent du goodwill et des intérêts minoritaires : la comptabilisation d'un goodwill complet améliore les fonds propres à la date d'acquisition ;
- la dépréciation du goodwill complet est supérieure à celle du goodwill partiel en cas de perte ultérieure de valeur : elle induit une diminution plus importante du résultat opérationnel ;
- lors de l'acquisition ultérieure d'intérêts minoritaires, la comptabilisation du prix en déduction des capitaux propres a des effets différents (voir **norme IAS 27**).

## **C. COMPTABILISATION DU GOODWILL**

Le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises représente un paiement effectué par l'acquéreur en prévision d'avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être identifiés individuellement et comptabilisés séparément.

### **Comptabilisation initiale**

Le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'**actif**.

### Suivi du goodwill dans le temps

Le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises **ne doit pas être amorti**.

L'acquéreur doit effectuer **un test de dépréciation une fois par an**, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'il se peut qu'il se soit déprécié, selon **IAS 36** « Dépréciation d'actifs ». Souvent, la valeur recouvrable du goodwill ne peut pas être déterminée. Pour réaliser le test de dépréciation, il faut donc l'affecter à des UGT. Si l'UGT doit être dépréciée, la dépréciation est imputée en priorité sur le goodwill puis sur les autres actifs.

L'acquéreur doit évaluer le goodwill à son coût, diminué du cumul des pertes de valeurs.

#### EXEMPLE APPLICATIF 68

### Goodwill et UGT

#### Extrait du rapport annuel de Vilmorin 2011-2012

4<sup>e</sup> acteur mondial, Vilmorin crée des semences potagères et de grandes cultures à haute valeur ajoutée contribuant à mieux satisfaire les besoins alimentaires. Guidée par une vision responsable de son développement, Vilmorin s'appuie sur sa capacité d'innovation et une croissance soutenue à l'international pour renforcer durablement ses positions concurrentielles sur des marchés internationaux en progression régulière.

#### Principes d'évaluation et de dépréciation des goodwill

##### 1. Évaluation des goodwill

Conformément à la norme IFRS 3, l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs identifiables acquis lors de regroupements d'entreprises peut être modifiée pendant un délai de douze mois suivant la date d'acquisition. Par conséquent, les goodwill comptabilisés à la suite des acquisitions de l'exercice 2012 présentent un caractère provisoire, et sont susceptibles d'être ajustés en 2013.

##### 2. Test de dépréciation des goodwill

Vilmorin a procédé à des tests de dépréciation de ses goodwill au 30 juin 2012 pour toutes les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles des goodwill sont affectés, à l'exception des goodwill résultant des acquisitions effectuées en 2012 pour lesquelles l'exercice d'affectation du coût d'acquisition n'est pas achevé au 30 juin 2012 et le montant du goodwill n'est donc pas déterminé de façon définitive à cette date. Ces tests consistent à comparer la valeur comptable nette des actifs des UGT à leur valeur recouvrable, cette dernière étant évaluée suivant la méthode des flux de trésorerie prévisionnels actualisés (valeur d'utilité).

Pour ce qui concerne l'activité Semences potagères, les UGT retenues sont constituées par les entités juridiques car elles exercent leurs activités de façon autonome.

Pour ce qui concerne l'activité Produits de jardin, les UGT retenues sont constituées d'une part par la société Vilmorin Jardin et ses filiales, et d'autre part par la société Suttons.

Pour ce qui concerne les activités Semences de grandes cultures, il est précisé que les UGT sont constituées par des activités européennes d'une part et de l'Amérique du Nord d'autre part.

Les hypothèses suivantes ont été utilisées pour calculer la valeur actualisée des flux de trésorerie prévisionnels des UGT :

- nombre d'années de données prévisionnelles : 5 ans ;
- taux de croissance : 2 % ;
- taux d'actualisation après impôt : des taux différents ont été retenus pour chaque UGT, ils varient de 4,7 % à 15,1 % selon les zones.

Ces tests n'ont pas donné lieu à la constatation d'une dépréciation.

Pour une UGT, la valeur recouvrable ressort comme inférieure à la valeur des actifs. Cependant, en intégrant les acquisitions de l'exercice, qui complètent et finalisent le dispositif stratégique de cette UGT, la valeur recouvrable est alors nettement supérieure à celle des actifs de l'UGT.



De plus, pour les autres UGT, les analyses de sensibilité effectuées montrent que l'utilisation de taux d'actualisation supérieurs d'un point ou de taux de croissance de l'année normative inférieurs d'un point à ceux indiqués ci-avant n'aurait pas abouti à la constatation d'une dépréciation, la valeur recouvrable des UGT restant dans tous les cas supérieure à la valeur comptable nette de leurs actifs, à l'exception d'une UGT plus sensible à la variation des hypothèses. Néanmoins, pour cette dernière, les synergies en cours devraient la rendre moins sensible aux variations au cours des exercices à venir.

## D. CAS D'UNE ACQUISITION À DES CONDITIONS AVANTAGEUSES

La norme IFRS 3 révisée envisage qu'une acquisition puisse être effectuée à un prix inférieur à la juste valeur.

### EXEMPLE

Un vendeur est contraint de vendre dans le cadre d'une liquidation forcée de ses actifs ou suite à la perte d'un dirigeant clé.

Une acquisition à des conditions avantageuses correspond à un regroupement d'entreprises pour lequel le montant (b) excède le montant (a) définis ci-après :

a) le total de :

- la contrepartie transférée, évaluée selon la présente Norme, qui impose généralement le recours à la juste valeur à la date d'acquisition,
- le montant à une participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise évaluée selon la norme IFRS 3,
- et dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise ;

b) Le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués selon la norme IFRS 3.

L'acquéreur doit comptabiliser le profit correspondant en résultat à la date d'acquisition.

Avant de comptabiliser cet excédent, l'acquéreur doit réexaminer s'il a correctement identifié tous les actifs acquis et tous les passifs repris ; il doit également comptabiliser tous les actifs ou passifs additionnels identifiés lors de ce réexamen. Il s'agit ainsi d'éviter que l'acquéreur ne constate un profit qui résulterait d'erreurs dans la valorisation des actifs et des passifs de la cible.

### EXEMPLE APPLICATIF 69

**Exemple issu du dossier « Les nouveautés IFRS à appliquer en 2010 », RF comptable 374, juillet-août 2010 – Benoît Lebrun, associé KPMG.**

Une cible a une juste valeur de 100. La juste valeur de l'actif net identifiable s'élève à 80. Le prix payé pour acquérir 100 % de la cible est de 65.

L'acquéreur comptabilise un profit de 15, soit  $80 - 65$ . La différence entre la juste valeur de la cible de 100 et la juste valeur de l'actif net identifiable n'est pas comptabilisée en tant que goodwill.

### EXEMPLE APPLICATIF 70

**Exemple issu du dossier « Les nouveautés IFRS à appliquer en 2010 », RF comptable 374, juillet-août 2010 – Benoît Lebrun, associé KPMG.**

Une cible a une juste valeur de 100 ; la juste valeur de son actif net identifiable est de 80. Le prix payé pour acquérir 60 % est de 35. La juste valeur des intérêts minoritaires est de 38.



L'acquéreur comptabilise un profit de 7 qui se détermine comme suit :

Prix payé pour 60 %	35
Juste valeur des intérêts minoritaires	38
	<hr/> 73
Juste valeur de l'actif net identifiable	80
Profit	<hr/> 7

## V. INDICATIONS ADDITIONNELLES POUR L'APPLICATION DE LA MÉTHODE DE L'ACQUISITION À CERTAINS TYPES DE REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

### A. UN REGROUPEMENT D'ENTREPRISES RÉALISÉ PAR ÉTAPES

Il arrive qu'un acquéreur obtienne le contrôle d'une entreprise dans laquelle il détenait une participation immédiatement avant la date d'acquisition.

Par exemple, le 31 décembre 2011, l'entité A détient une participation ne donnant pas le contrôle de 35 pour cent dans l'entité B. À cette date, l'entité A acquiert une participation additionnelle de 40 % dans l'entité B, qui lui donne le contrôle de l'entité B. La présente norme fait référence à une telle transaction comme à un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, parfois également appelée « acquisition par étapes ».

Dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes l'acquéreur doit réévaluer la participation qu'il détenait précédemment dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et comptabiliser l'éventuel profit ou perte en résultat. Il se peut que lors de périodes comptables antérieures, l'acquéreur ait comptabilisé les changements de valeur de sa participation dans l'entreprise acquise en autres éléments du résultat global (par exemple parce que l'investissement était classé comme étant disponible à la vente). Dans ce cas, le montant qui était comptabilisé en autres éléments du résultat global doit être comptabilisé sur la même base que si l'acquéreur avait directement sorti sa participation antérieure.

### B. UN REGROUPEMENT D'ENTREPRISES RÉALISÉ SANS TRANSFERT DE CONTREPARTIE

Parfois, un acquéreur obtient le contrôle d'une entreprise acquise sans transfert de contrepartie. La méthode de comptabilisation d'un regroupement d'entreprises dites « méthode de l'acquisition » s'applique à ces regroupements. C'est notamment le cas lorsque :

- L'entreprise acquise rachète un nombre suffisant de ses actions propres pour permettre à un investisseur existant (l'acquéreur) d'obtenir le contrôle.
- Les droits de veto d'une minorité expirent alors qu'ils bloquaient auparavant la prise de contrôle par l'acquéreur d'une entreprise acquise dans laquelle l'acquéreur détenait les droits de vote majoritaires.
- L'acquéreur et l'entreprise acquise décident de regrouper leurs entreprises exclusivement par contrat. L'acquéreur ne transfère aucune contrepartie en échange du contrôle d'une entreprise acquise et ne détient aucune participation dans l'entreprise acquise, ni à la date d'acquisition ni auparavant. Parmi les exemples de regroupements d'entreprises réalisés exclusivement par contrat figure le regroupement de deux entreprises par le biais d'un accord de juxtaposition, ou encore la constitution d'une entreprise à double cotation.

Dans un regroupement d'entreprises réalisé exclusivement par contrat, l'acquéreur doit attribuer aux détenteurs de l'entreprise acquise le montant de l'actif net de l'entreprise acquise, comptabilisé selon la présente norme. En d'autres termes, les parts de capitaux propres dans l'entreprise acquise détenues par des parties autres que l'acquéreur constitue une participation ne donnant pas le contrôle dans les états financiers postérieurs au regroupement de l'acquéreur, même si le résultat est que l'ensemble des participations de l'entreprise acquise soit attribué à la participation ne donnant pas le contrôle.

## VI. PÉRIODE D'ÉVALUATION

Si la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises est inachevée à la fin de la période de *reporting* au cours de laquelle le regroupement d'entreprises survient, l'acquéreur doit mentionner dans ses états financiers provisoires des montants relatifs aux éléments pour lesquels la comptabilisation est inachevée. Pendant la période d'évaluation, l'acquéreur doit ajuster, de manière rétrospective, les montants provisoires comptabilisés à la date d'acquisition afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui, si elles avaient été connues, auraient affecté l'évaluation des montants comptabilisés à cette date. Pendant la période d'évaluation, l'acquéreur doit également comptabiliser des actifs ou des passifs additionnels si des informations nouvelles sont obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui, si elles avaient été connues, auraient abouti à la comptabilisation de ces actifs et passifs à cette date. La période d'évaluation prend fin dès que l'acquéreur reçoit l'information qu'il recherchait à propos des faits et des circonstances qui prévalaient la date d'acquisition ou dès qu'il apprend qu'il est impossible d'obtenir des informations supplémentaires. Cependant, la période d'évaluation ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition.

## VII. DÉTERMINER CE QUI FAIT PARTIE D'UNE TRANSACTION DE REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

L'acquéreur et l'entreprise acquise peuvent entretenir, avant que les négociations relatives au regroupement d'entreprises ne commencent, des relations préexistantes ou un autre accord ou elles peuvent avoir conclu pendant les négociations un accord distinct du regroupement d'entreprises. Quel que soit le cas, l'acquéreur doit identifier tout montant qui ne fait pas partie de ce que l'acquéreur et l'entreprise acquise (ou ses détenteurs antérieurs) ont échangé lors du regroupement d'entreprises, à savoir les montants qui ne font pas partie de l'échange portant sur l'entreprise acquise. En application de la méthode de l'acquisition, l'acquéreur doit comptabiliser seulement la contrepartie transférée en échange de l'entreprise acquise et les actifs acquis et les passifs repris en échange de l'entreprise acquise. Les transactions séparées doivent être comptabilisées selon les IFRS concernées.

### SECTION 6. ÉVALUATION ET COMPTABILISATION ULTÉRIEURES

En général, un acquéreur doit procéder à l'évaluation et à la comptabilisation ultérieure des actifs acquis, des passifs repris ou encourus et des instruments de capitaux propres émis à l'occasion d'un regroupement d'entreprises selon les autres IFRS applicables pour ces éléments, en fonction de leur nature. Cependant, la présente norme fournit des indications sur l'évaluation et la comptabilisation ultérieure des actifs acquis, des passifs repris ou encourus et des instruments de capitaux propres émis lors d'un regroupement d'entreprises suivants :

- droits recouvrés ;
- passifs éventuels comptabilisés à la date d'acquisition ;
- actifs compensatoires ;
- et contrepartie éventuelle.

### SECTION 7. INFORMATIONS À FOURNIR

L'acquéreur doit notamment fournir les informations qui permettent aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer la nature et l'effet financiers d'un regroupement d'entreprises qui survient :

- pendant la période de *reporting* courante ;
- ou après la fin de la période de *reporting* mais avant que la publication des états financiers ne soit autorisée.

L'acquéreur doit fournir des informations permettant aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer les effets financiers des ajustements comptabilisés pendant la période courante correspondant à des regroupements d'entreprises qui sont survenus pendant la période courante ou au cours de périodes

## Synthèse

<b>Détermination du goodwill</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Méthode du « goodwill partiel » : goodwill = prix d'acquisition des titres – quote-part détenue dans les capitaux propres évalués à la juste valeur.</li> <li>• Méthode du « goodwill complet » : prix estimé pour acquérir 100 % des titres – capitaux propres évalués à la juste valeur.</li> </ul>
<b>Comptabilisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Goodwill positif : actif incorporel non amortissable.</li> <li>• Goodwill négatif : produit de l'année d'acquisition.</li> </ul>
<b>Test de dépréciation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépréciation</li> <li>• Dépréciation de l'UGT affectée en priorité sur le goodwill.</li> <li>• Une dépréciation de goodwill ne peut jamais être reprise.</li> </ul>

## COMPARAISON AVEC LES NORMES FRANÇAISES

Les principales divergences entre les règles françaises et les normes internationales concernent :

- **La définition des regroupements d'entreprises**
- **Les modalités de mise en œuvre de la méthode de l'acquisition**

Méthode de comptabilisation des regroupements d'entreprises : En IFRS, tous les regroupements d'entreprises doivent être comptabilisés selon la méthode de l'acquisition (juste valeur).

Passifs éventuels : En IFRS, contrairement aux principes français, nécessité de comptabiliser les passifs éventuels de l'entreprise acquise séparément du goodwill, à leur juste valeur, dès lors que celle-ci peut être évaluée de manière fiable à la date d'acquisition.

- **Le goodwill**

En IFRS, deux méthodes de calcul sont possibles : les intérêts minoritaires sont évalués pour la quote-part de l'actif net identifiable de la cible (méthode du goodwill partiel) ou à la juste valeur à la date de la prise du contrôle (méthode du goodwill complet). En règles françaises, seule la méthode du goodwill partiel est autorisée.

Amortissement du goodwill : Le goodwill ne fait pas l'objet d'un amortissement en normes IFRS, contrairement aux principes français. Il est uniquement soumis à des tests de dépréciation.

Présentation du goodwill négatif (cas d'une acquisition à des conditions avantageuses selon IFRS 3)

En IFRS, l'excédent ne figure pas au bilan (car comptabilisé en résultat) alors que le goodwill négatif est inscrit au passif en principes français.

- **Regroupement d'entreprises réalisé par étapes**

En IFRS, si un regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, l'acquéreur doit réévaluer la participation qu'il détenait précédemment dans l'entreprise à sa juste valeur à la date d'acquisition, et comptabiliser d'éventuel profit ou perte en résultat. En règles françaises, le coût d'acquisition à la date de prise de contrôle est égal à la somme des coûts d'acquisition historiques.

- **Période d'évaluation**

En IFRS, la période d'évaluation ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition.

**EXEMPLE****Extrait du rapport annuel de Saint-Gobain, 2012****Regroupements d'entreprises**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, le Groupe applique les normes IFRS 3 révisée et IAS 27 amendée (IFRS 3R et IAS 27A). L'application de ces nouvelles normes est prospective et, en conséquence les regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2010 sont traités selon les anciennes normes IFRS 3 et IAS 27.

**Écarts d'acquisition**

Lors d'une acquisition, les actifs et les passifs assumés de la filiale sont comptabilisés à leur juste valeur dans un délai d'affectation de 12 mois et rétroactivement à la date de l'acquisition.

L'évaluation du prix d'acquisition (« contrepartie transférée » dans la nouvelle terminologie IFRS 3R), incluant le cas échéant le montant estimé de la juste valeur des compléments de prix et rémunérations conditionnelles (« contrepartie éventuelle » dans la terminologie IFRS 3R), doit être finalisée dans les 12 mois qui suivent l'acquisition. Conformément à IFRS 3R, les ajustements éventuels du prix d'acquisition au-delà de la période de 12 mois sont enregistrés en compte de résultat. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, les coûts directs liés à l'acquisition c'est-à-dire les frais que l'acquéreur encourt pour procéder aux regroupements d'entreprises tels que les honoraires payés aux banques d'affaires, aux avocats, aux auditeurs et aux experts dans le cadre de leurs missions de conseil, ne sont plus un élément du prix d'acquisition.

Ils sont donc comptabilisés en charges de la période, et ne sont plus inclus dans le coût d'acquisition comme auparavant.

Par ailleurs, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les écarts d'acquisition sont enregistrés uniquement lors de la prise de contrôle (ou lors de la prise de participations pour les sociétés mises en équivalence ou intégrées proportionnellement). Toute augmentation ultérieure de pourcentage d'intérêt n'affecte plus l'écart d'acquisition mais est enregistrée en variation des capitaux propres. Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan consolidé comme la différence entre, d'une part, le prix d'acquisition à la date d'acquisition, augmenté du montant des intérêts minoritaires de l'acquise déterminés soit à leur juste valeur (méthode du goodwill « complet ») soit sur la base de leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets identifiables acquis (méthode du goodwill « partiel ») et, d'autre part, le montant net des actifs et passifs acquis à leur juste valeur à la date d'acquisition. Le Groupe privilégie la méthode du goodwill « partiel » et en conséquence le montant des écarts d'acquisition enregistré selon la méthode du goodwill « complet » n'est pas significatif. Tout surplus du prix d'acquisition par rapport à la quote-part de l'acquéreur dans les justes valeurs des actifs et passifs acquis est comptabilisé en écart d'acquisition. Toute différence négative entre le prix d'acquisition et la juste valeur des actifs et passifs acquis est reconnue en résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

**Acquisitions par étapes et cessions partielles**

En cas de prise de contrôle d'une entité dans laquelle le Groupe détient déjà une participation, la transaction est analysée comme une double opération : d'une part comme une cession de la totalité de la participation antérieurement détenue avec constatation du résultat de cession consolidé, et d'autre part, comme une acquisition de la totalité des titres avec constatation d'un écart d'acquisition sur l'ensemble de la participation (ancien lot et nouvelle acquisition).

En cas de cession partielle avec perte de contrôle (mais conservation d'une participation minoritaire), la transaction est également décomposée en une cession et une acquisition : cession de la totalité de la participation avec calcul d'un résultat de cession consolidé, puis acquisition d'une participation minoritaire qui est alors enregistrée à la juste valeur. »

## CHAPITRE 7. IAS 1

L'IAS 1 relatif à la présentation des états financiers vaut pour les comptes annuels et les comptes de groupes. Selon cette norme, un jeu complet d'états financiers (et donc de comptes de groupes) comprend les composantes suivantes :

- un état de la situation financière (*a statement of financial position*), c'est-à-dire un bilan, à la fin de l'exercice ;
- un état du résultat global (*a statement of comprehensive income*) réalisé au cours de l'exercice ;
- un état des variations des capitaux propres ;
- un tableau des flux de trésorerie (*a statement of cash flows*) ;
- des notes, incluant un résumé des changements significatifs de méthodes comptables ainsi que des informations explicatives ;
- et un état de la situation financière élaboré au début de la période comparable la plus récente lorsque l'entité applique rétrospectivement une méthode comptable ou présente rétrospectivement des éléments de sa situation financière, ou effectue des reclassements d'éléments dans ses états financiers.

Ce jeu de documents est donc identique à celui prévu par le règlement 99-02, sauf que celui-ci localise dans l'annexe le tableau des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie. L'état de résultat global se distingue le plus fortement les normes internationales du règlement 99-02, lequel ne le prévoit pas.

### SECTION 1. LE BILAN

L'état de la situation financière doit comporter, au minimum, les postes présentant les montants suivants :

- immobilisations corporelles ;
- immeubles de placement ;
- immobilisations incorporelles ;
- actifs financiers ;
- participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ;
- actifs biologiques ;
- stocks ;
- clients et autres débiteurs ;
- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- fournisseurs et autres créditeurs ;
- provisions ;
- passifs financiers ;
- passifs et actifs d'impôt différé ;
- participations ne donnant pas le contrôle, présentées au sein des capitaux propres ;
- et capital émis et réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère.

Les goodwill peuvent être compris, pour leur montant net, dans les immobilisations incorporelles.

Les participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) sont présentées obligatoirement au sein de la rubrique. Capitaux propres, celle-ci regroupant deux sous-rubriques différentes (« Capitaux propres-part du groupe » et « participation ne donnant pas le contrôle »), dont le total doit obligatoirement apparaître dans l'État de la situation financière.

Le cas échéant, l'état de la situation financière doit comporter également des postes présentant les montants suivants :

- le total des actifs classés comme étant détenus en vue de la vente et les actifs inclus dans des groupes destinés à être cédés, qui sont classés comme détenus en vue de la vente selon IFRS 5 « Actif non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnés » ;
- et les passifs inclus dans des groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente selon IFRS 5.

Des postes, rubriques et sous-totaux supplémentaires doivent être présentés dans l'état de la situation financière lorsqu'une telle présentation est nécessaire pour comprendre la situation.

**État de la situation financière (ou bilan) conforme à la norme IAS 1**

	Notes (A)	Exercice N	Exercice N-1
<b>ACTIFS</b>			
<b>Actifs non courants</b>			
Goodwill			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Immeubles de placement			
Participations dans les entreprises associées			
Actifs financiers non courants			
Actifs financiers de couverture, non courants			
Actifs biologiques			
Actifs d'impôts différés			
Actifs de régime			
<b>Total actifs non courants</b>			
<b>Actifs courants</b>			
Stocks			
Créances clients			
Autres actifs			
Créances d'impôts courants			
Actifs financiers de couverture courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Actifs détenus en vue de la vente			
<b>Total actifs courants</b>			
<b>TOTAL ACTIFS</b>			
<b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>			
<b>Capitaux propres</b>			
Capital social			
Primes, titres auto-détenus et autres réserves			
Résultat part du groupe			
<b>Capitaux propres part du groupe</b>			
Participations ne donnant pas le contrôle – Réserves			
Participations ne donnant pas le contrôle – Résultat			
Participations ne donnant pas le contrôle.			
<b>Total des capitaux propres</b>			
<b>Passifs non courants</b>			
Provisions			
Passifs financiers non courants			
Autre dettes non courantes			
Passif d'impôt différé			
<b>Total des passifs non courants</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Provisions			
Dettes fournisseurs			
Passifs financiers courants			
Dettes d'impôts exigibles			
Créances d'impôts courants			
Autres dettes courantes			
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente			
Actifs détenus en vue de la vente			
<b>Total des passifs courants</b>			
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>			

(a) Chaque poste est assorti d'un renvoi à une note de l'annexe identifiée par un numéro.



## SECTION 2. L'ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL (STATEMENT OF COMPREHENSIVE INCOME)

En ce qui concerne son contenu, la norme se borne à donner une liste minimale d'informations qui doivent y figurer, à savoir (certaines de ces informations ne concernent que les groupes) :

- les produits des activités ordinaires ;
- les charges financières ;
- la quote-part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ;
- la charge d'impôt sur le résultat ;
- le total, d'une part, du profit ou de la perte après impôt des activités abandonnées et, d'autre part, du profit ou de la perte après impôt comptabilisé (e) résultant de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente, ou de la cession des actifs ou du (des) groupe (s) destiné (s) à être cédé (s) constituant l'activité abandonnée ;
- le résultat traditionnel ;
- les autres éléments du résultat global classés par nature ;
- la quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (lorsqu'il s'agit du compte de résultat d'un groupe) ;
- et le résultat global total.

## SECTION 3. RÉSULTAT PAR ACTION OU RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

Une entité doit calculer le résultat dilué par action pour le résultat attribuable au porteur d'actions ordinaires de l'entité mère et, s'il est présenté pour le résultat des activités ordinaires pour suivies attribuables à ces mêmes porteurs de capitaux propres.

Une entité, qui présente une activité abandonnée, doit indiquer le résultat de base et le résultat dilué par action pour l'activité abandonnée soit dans le compte de résultat, soit dans les notes.

## SYNTHÈSE

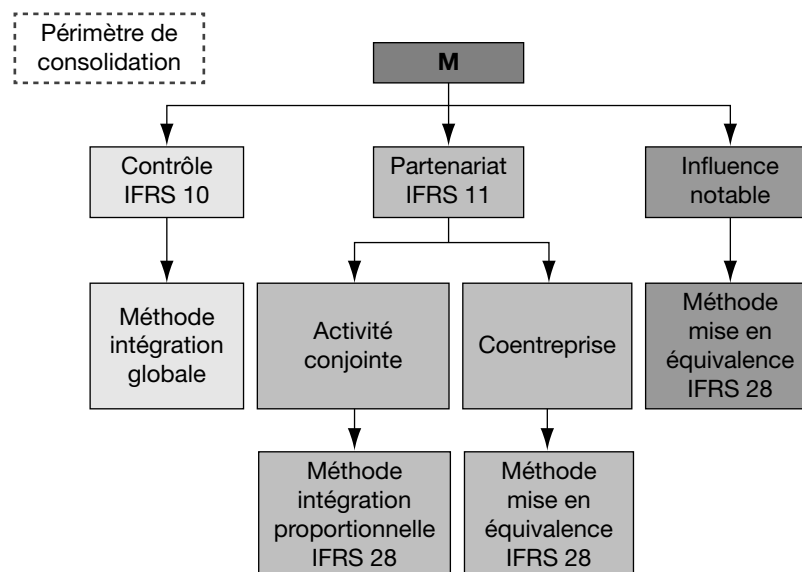
Le processus de consolidation est identique quel que soit le référentiel applicable.

L'homogénéité des comptes et les principes sont à respecter.

Les retraitements sont à effectuer.

Liste des retraitements obligatoires en consolidation	
Règlement 99-02	Normes IFRS
<b>Principes</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prédominance de la substance sur l'apparence ;</li> <li>• rattachement des charges aux produits ;</li> <li>• élimination de l'incidence des écritures passées pour la seule application des législations fiscales.</li> </ul>	
<b>Homogénéité des comptes</b>	<b>Homogénéité des comptes</b>
<b>Élimination des écritures fiscales</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Élimination des amortissements dérogatoires</li> <li>• Élimination des provisions réglementées</li> <li>• Retraitement des subventions d'investissement</li> <li>• Capitalisation de certains frais accessoires d'acquisitions d'immobilisation</li> <li>• Enregistrement en capitaux propres de l'impact des changements de méthode</li> </ul>	
<b>Comptabilisation des impôts différés</b>	<b>Comptabilisation des impôts différés</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Provision pour engagement de retraite et coûts assimilés</li> <li>• Retraitement du crédit-bail</li> <li>• Étalement des frais d'émission d'emprunts et primes</li> <li>• Comptabilisation en résultat des écarts de conversion actif et passif</li> <li>• Comptabilisation des contrats à LT selon la méthode de l'avancement</li> </ul>	





### Processus de consolidation en normes IAS/IFRS

#### Première étape : Travaux préparatoires

Détermination du périmètre de consolidation (identification des entités pouvant être exclues)  
Détermination des méthodes de consolidation

#### Deuxième étape : Opération de traitement de chaque entité consolidée

1. Report des comptes individuels (comptes de bilan et comptes de gestion)
2. Retraitements préalables à la consolidation et retraitements d'homogénéité :
  - a. Application des méthodes d'évaluation et de présentation retenues pour le groupe (choix de gestion)
  - b. Retraitements obligatoires
  - c. Retraitements optionnels, application des méthodes préférentielles
  - d. Conversion des comptes libellés en monnaie étrangère

#### Troisième étape : Consolidation

1. Cumul des comptes retraités :
  - Report à 100 % pour les entités intégrées globalement
  - Report limité au pourcentage d'intérêts intégrés, pour les entités intégrées proportionnellement
  - Pas de report pour les sociétés mises en équivalence
2. Retraitements de consolidation :
  - Élimination des comptes réciproques des entreprises intégrées
  - Élimination des résultats internes
3. Traitement des écarts d'évaluation et du goodwill complet ou partiel
4. Mise en équivalence des entités sous influence notable
5. Partage des capitaux propres et élimination des titres des entités intégrées

**Quatrième étape : Présentation des documents de synthèse consolidés****Bilan**

- **Capitaux propres (part du groupe)** : ils représentent les droits des associés de la société mère.
- **Intérêts minoritaires** : ils représentent principalement les droits des associés des entités intégrées globalement, autres que la société mère.

**L'état de résultat global (statement of comprehensive income)**

- les produits des activités ordinaires ;
- les charges financières ;
- la quote-part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ;
- la charge d'impôt sur le résultat ;
- le total, d'une part, du profit ou de la perte après impôt des activités abandonnées et, d'autre part, du profit ou de la perte après impôt comptabilisé (e) résultant de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente, ou de la cession des actifs ou du (des) groupe (s) destiné (s) à être cédé (s) constituant l'activité abandonnée ;
- le résultat traditionnel ;
- les autres éléments du résultat global classés par nature ;
- la quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (lorsqu'il s'agit du compte de résultat d'un groupe) ;
- et le résultat global total.

**Tableau de variation de capitaux propres****Notes, incluant un résumé des changements significatifs de méthodes comptables ainsi que des informations explicatives**

- Principes généraux, référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation
- Informations relatives au périmètre de consolidation
- Comparabilité des comptes
- Explications des postes du bilan et du compte de résultat, méthodes préférentielles

**TITRE 4. CAS DE SYNTHÈSE****RÉSUMÉ**

- Les différentes étapes de la consolidation ont été développées tout au long de ce cours. Vous avez étudié les particularités de chacune de ces étapes, vous avez identifié les points de vigilance, les difficultés de traitement, etc.
- Cette partie a pour objet de prendre un peu de recul, d'avoir une vision un peu plus globale de la consolidation tout en mettant l'accent sur certains points.

## Exercice 1 : Cas Didier

### ÉNONCÉ

#### RÉSUMÉ

Le cas Didier porte sur les opérations de consolidation suivant le règlement 99-02 :

- les retraitements de pré-consolidation : annulation de la réévaluation d'une filiale ;
- la détermination et la comptabilisation des écarts d'évaluation ;
- la détermination et la comptabilisation des écarts d'acquisition ;
- le partage des capitaux propres.

Seules les écritures de consolidation des comptes de bilan sont demandées. Aucun compte de gestion ne doit donc être mouvementé. Les enregistrements seront présentés en k€..

La société Didier est à la tête d'un groupe de l'industrie pharmaceutique. Les comptes consolidés du groupe sont établis conformément au règlement n° 99-02 du CRC. Les informations suivantes sont extraites du manuel de consolidation du groupe :

- toute réévaluation pratiquée dans les comptes individuels est éliminée dans les comptes consolidés ;
- les écarts d'acquisition positifs sont amortis sur une durée de 10 ans ;
- les impôts différés sont calculés au taux de 33 1/3 %.

Vous venez d'être nommé en tant que responsable de la consolidation des comptes du groupe Didier. Les états financiers des entités du groupe vous sont fournis en annexe 1 et des informations complémentaires vous sont données en annexe 2.

Il vous est précisé que pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice N, il n'y a ni élimination de comptes réciproques ni élimination de résultats internes à effectuer. Tous les comptes retraités des filiales du groupe Didier ont été reportés dans un journal spécifique de consolidation. Le service de pré-consolidation de la filiale Celia ayant omis d'éliminer l'incidence sur ses comptes de la réévaluation des immobilisations corporelles effectuée à la fin de l'exercice N-1, vous avez pris la décision de procéder à ce retraitement de pré-consolidation complémentaire dans le journal général de consolidation avant d'enregistrer les autres écritures de consolidation nécessaires. Vous disposez en **annexe 3** d'extraits de la réglementation comptable applicable dans les comptes individuels et dans les comptes consolidés.

Compte tenu de la situation financière de la filiale Alia, le directeur financier de la société Didier envisage de céder des titres représentant 15 % d'intérêts dans cette filiale pour 1 € symbolique au début de l'exercice N+1.

### Retraitement de pré-consolidation : réévaluation

#### TRAVAIL À FAIRE

1. Présentez les écritures de retraitement relatives à la réévaluation des actifs de la société Celia.

### Écarts d'évaluation et d'acquisition, partage des capitaux propres de la société Celia

2. Déterminez le montant de l'écart d'acquisition sur titres Celia au 01/01/N-3.
3. Présentez les écritures de prise en compte et de retraitement des écarts d'évaluation et de l'écart d'acquisition ainsi que celles relatives au partage des capitaux propres et à l'élimination des titres Celia.

### Écarts d'évaluation et d'acquisition, partage des capitaux propres de la société Belmat

4. Déterminez le montant de l'écart d'acquisition sur titres Belmat au 01/01/N-1.
5. Présentez les écritures de prise en compte et de retraitement des écarts d'évaluation et de

l'écart d'acquisition ainsi que celles relatives au partage des capitaux propres et à l'élimination des titres Belmat.

### Analyse et partage des capitaux propres de la société Alia

6. Analysez ses capitaux propres consolidés au 31/12/N et présenter dans un tableau le partage de des capitaux propres en distinguant la part du groupe et celle des intérêts minoritaires.

7. Présentez les écritures de partage des capitaux propres et d'élimination des titres Alia.

### Cession de titres Alia et résultat de cession

8. En ce qui concerne la cession de titres Alia envisagée pour le début de l'exercice N+1, déterminer le résultat de cession consolidé et présenter l'écriture de retraitement de la cession à enregistrer dans les comptes consolidés au 31/12/N+1.

## ANNEXE 1 ÉTATS FINANCIERS DES ENTITÉS DU GROUPE DIDIER

Les bilans retraités des sociétés du groupe Didier qui ont été reportés dans le journal spécifique de consolidation se présentent comme suit au 31/12/N :

### 1. Bilan retraité de la société Didier au 31/12/N (en k€)

Immobilisations	3 500	Capital	5 000
Titres de participation <sup>(1)</sup>	3 020	Réserves	1 700
Actifs d'exploitation	2 980	Résultat	800
			7 500
		Dettes	2 000
	9 500		9 500

(1) dont :

Titres de participation	Brut	Dépréciation	Net
Celia	680	-	680
Alia	1 500	-	1 500
Belmat	840	-	840

#### REMARQUE

La valeur des titres de participation détenus par la société Didier a été retraitée dans le cadre des opérations préalables à la consolidation. En conséquence, les valeurs brutes incluses dans ce bilan retraité correspondent au coût d'acquisition des titres, net de l'économie d'impôt sur frais directement attribuables à l'acquisition.

### 2. Bilan partiellement retraité de la société Celia au 31/12/N (en k€) (avant retraitement des écarts de réévaluation)

Terrain	390	Capital	100
Autres immobilisations	1 370	Écarts de réévaluation	240
Actifs d'exploitation	940	Réserves	520
		Résultat (perte)	- 50
			810
		Dettes	1 890
	2 700		2 700

**3. Bilan retraité de la société Alia au 31/12/N (en k€)**

Immobilisations	1 200	Capital	2 000
Actifs d'exploitation	800	Réserves	120
		Report à nouveau (solde débiteur)	- 200
		Résultat (perte)	- 2 400
			- 480
		Dettes	2 480
	2 000		2 000

**4. Bilan retraité de la société Belmat au 31/12/N (en k€)**

Immobilisations	460	Capital	500
Actifs d'exploitation	640	Réserves	550
		Résultat (perte)	- 90
			960
		Dettes	140
	1 100		1 100

**ANNEXE 2 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES****1. Données relatives à la société Celia****Entrée de la société Celia dans le périmètre de consolidation du groupe Didier**

Au début de l'exercice N-3, la société Didier a acquis des actions Celia représentant un pourcentage d'intérêts de 80 % pour un coût d'acquisition de 680 k€, net de l'économie d'impôt sur frais directement attribuables à l'acquisition. À la date de son entrée dans le périmètre de consolidation du groupe Didier, les capitaux propres retraités de la société Celia avaient une valeur de 510 k€ et il existait les plus-values latentes suivantes :

- sur un terrain : 42 k€ ;
- sur une construction : 168 k€ (durée d'utilisation prévue à l'origine : 20 ans, durée d'utilisation restante : 8 ans, amortissement linéaire).

**Réévaluation des immobilisations corporelles**

Au 31/12/N-1, la société Celia a procédé à la réévaluation de ses actifs immobilisés. Dans les comptes individuels, le bilan se présentait comme suit en k€, au 31/12/N-1 :

	Avant réévaluation	Après réévaluation		Avant réévaluation	Après réévaluation
Terrain	300	390	Capital	100	100
Autres immobilisations	1 300	1 450	Écarts de réévaluation	-	240
Actifs d'exploitation	960	960	Réserves	500	500
			Résultat	100	20
				700	860
			Dettes	1 860	1 940
	2 560	2 800		2 560	2 800

L'immobilisation amortissable réévaluée est une construction. Cette construction est amortissable en mode linéaire sur une durée d'utilisation prévue de 20 ans. Au 31/12/N-1, sa durée d'utilisation restante était de 5 ans.

**2. Données relatives à la société Alia**

Les titres de participation Alia détenus par la société Didier, représentant 75 % du capital de la société Alia, ont été souscrits lors de la constitution de la société, le 1/01/N-2.

L'évolution des capitaux propres consolidés de la société Alia dans les comptes consolidés, avant le partage des capitaux propres de la société, vous est communiquée dans le tableau suivant, en k€ :

	31/12/N-1	31/12/N
Capital	2 000	2 000
Réserves	120	120
Report à nouveau (solde débiteur)	-	- 200
Résultat (perte)	- 200	- 2 400
	1 920	- 480

Dans les comptes individuels de la société Didier, les titres de participation Alia ne sont pas dépréciés, compte tenu de l'analyse du facteur « prévisionnel » de la valeur d'usage des titres Alia, en accord avec les commissaires aux comptes du groupe Didier.

On vous précise que les actionnaires minoritaires de la société Alia n'ont pas l'obligation formelle de combler les pertes de leur société.

### 3. Données relatives à la société Belmat

#### **Entrée de la société Belmat dans le périmètre de consolidation du groupe Didier**

Le 1/01/N-1, la société Didier a acquis des actions représentatives de 80 % du capital de la société Belmat pour un montant de 920 k€, net de l'économie d'impôt sur frais directement attribuables à l'acquisition. À la date d'acquisition des titres, les capitaux propres retraités de la société Belmat avaient une valeur de 900 k€. Lors de son entrée dans le périmètre de consolidation du groupe Didier, une marque de la société Belmat créée en interne a été évaluée à 100 k€.

#### **Clause de garantie de passif**

Dans le protocole d'accord signé entre les parties, le 1/01/N-1, une clause de garantie de passif au bénéfice de l'acquéreur, la société Didier, a été insérée. La garantie, d'une durée de 3 ans, vise à prémunir la société Didier d'éventuels passifs n'apparaissant pas dans les comptes à la date d'acquisition des actions Belmat.

#### **Rappel d'impôts versé par la société Belmat**

Fin juillet N, à la suite d'un contrôle fiscal qui avait commencé deux mois plus tôt, une proposition de rectification a été reçue par la société Belmat. Le 31/07/N, la société Belmat a dû verser un rappel d'impôts de 100 k€ pour l'exercice N-2.

#### **Mise en œuvre de la garantie de passif**

Au cours du mois d'août N, considérant que le rappel d'impôts supporté par la société Belmat était couvert par la clause de garantie de passif, le vendeur des titres Belmat a reversé à la société Didier 80 % des 100 k€, soit un montant de 80 k€. Dans les comptes individuels de la société Didier, la valeur d'entrée des titres de participation Belmat a été diminuée en conséquence.

**Remarque :** Par hypothèse, la valeur des actifs et passifs identifiables de la société Belmat à la date de son entrée dans le périmètre de consolidation n'est pas remise en cause.

## ANNEXE 3 EXTRAITS DE LA RÉGLEMENTATION COMPTABLE

### **Art. 350-1 du règlement n° 99-03 du CRC**

Des ajustements de valeur portant sur l'ensemble des immobilisations corporelles et financières peuvent être effectués dans le cadre de la réévaluation des comptes.

[...]

Le produit hors frais de la cession qui excède la valeur nette comptable de l'immobilisation avant réévaluation, peut en tout ou partie être transféré à un compte distribuable à hauteur du montant résiduel de la réévaluation comptabilisée au passif du bilan, selon les règles du droit commun. Il en est de même lors de chaque exercice bénéficiaire pour le supplément d'amortissement relatif à la partie réévaluée de l'immobilisation.

.../...

.../... § 210 du règlement n° 99-02 du CRC – Coût d'acquisition des titres

[...] Lorsque la convention d'acquisition prévoit un ajustement du prix d'acquisition dépendant d'un ou plusieurs événements, le montant de la correction doit être inclus dans le coût d'acquisition à la date d'acquisition si cet ajustement est probable et si le montant peut être mesuré de façon fiable. Lors de la comptabilisation initiale d'une acquisition, il est en général possible d'estimer le montant de tout ajustement, même si une incertitude existe, sans porter atteinte à la fiabilité de l'information. Si ces événements futurs ne se produisent pas, ou s'il est nécessaire de revoir l'estimation, le coût d'acquisition est ajusté avec les répercussions correspondantes sur l'écart d'acquisition.

Le coût d'acquisition doit également être corrigé lorsqu'une éventualité affectant le montant du prix d'acquisition se résout postérieurement à la date d'acquisition.

[...]

§ 270 du règlement n° 99-02 du CRC – Intérêts minoritaires débiteurs

Lorsque, à la suite de pertes, la part revenant aux intérêts minoritaires d'une entreprise consolidée par intégration globale devient négative, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures imputables aux intérêts minoritaires sont déduits des intérêts majoritaires, sauf si les associés ou actionnaires minoritaires ont l'obligation formelle de combler ces pertes. Si, ultérieurement, l'entreprise consolidée réalise des bénéfices, les intérêts majoritaires sont alors crédités de la totalité des profits jusqu'à ce que la partie qu'ils avaient assumée des pertes imputables aux intérêts minoritaires ait été totalement éliminée.

**CORRIGÉ**

**Retraitement de pré-consolidation : réévaluation**

**1. Écritures de retraitement relatives à la réévaluation des actifs de la société Celia, au 31/12/N**

**REMARQUE**

La durée d'utilisation restante de la construction était de 5 ans, au 31/12/N-1 et, d'après les données de l'énoncé, l'écart de réévaluation est toujours égal à 240 k€ au 31/12/N.

Bilan		
	Débit	Crédit
Écart de réévaluation libre ( <i>pour solde</i> )	240	
Terrains		92
Constructions		150
<i>Élimination de la réévaluation, avant prise en compte de l'imposition différée</i>		
Impôts différés – Actif ( $240 \times 1/3$ )	80	
Réserves Celia		80
<i>Prise en compte de l'imposition différée (élimination du décalage temporaire déductible)</i>		
Amortissements des constructions	30	
Résultat Celia ( $150 \times 1/5$ )		30
<i>Élimination du complément d'amortissement dû à la réévaluation, avant prise en compte de l'imposition différée</i>		
Résultat Celia ( $30 \times 1/3$ )	10	
Impôts différés – Actif		10
<i>Prise en compte de l'imposition différée (élimination de la diminution du décalage temporaire déductible)<sup>(1)</sup></i>		

(1) Admettre le crédit au compte « Impôts différés – Passif ».



## Écarts d'évaluation et d'acquisition, partage des capitaux propres de la société Celia

### 2. Détermination de l'écart d'acquisition au 01/01/N-3

Le 1/01/N-3, la société Celia est entrée dans le périmètre de consolidation du groupe Didier.

#### Calcul des capitaux propres réestimés (en k€)

Capitaux propres retraités de Celia au 1/01/N-3	510
+ Écarts d'évaluation nets d'impôts différés : (210 – 70)	140
• Écart d'évaluation brut sur terrain : 42	
• Écart d'évaluation brut sur construction : 168	
• Passif d'impôt différé sur écarts d'évaluation : $210 \times 1/3 = 70$	
= <b>Capitaux propres réestimés</b> (Actifs identifiables – Passifs identifiables)	650

#### Calcul de l'écart d'acquisition (en k€)

Coût d'acquisition des actions Celia, net d'économie d'IS sur frais d'acquisition	680
– Quote-part de l'actif net réestimé de Celia revenant de plein droit à l'acquéreur ( $650 \times 80\%$ )	– 520
= <b>Écart d'acquisition au 1/01/N-3</b>	160

### 3. Écritures de consolidation relatives à la société Celia

#### Retraitements relatifs à l'écart d'acquisition et aux écarts d'évaluation

##### Journal de consolidation du groupe Didier (en k€)

Bilan		
	Débit	Crédit
Écart d'acquisition	160	
Réserves groupe		160
<i>Prise en compte de l'écart d'acquisition sur titres Celia acquis au 01/01/N-3<sup>(1)</sup></i>		
Réserves groupe ( $160 \times 1/10 \times 3$ )	48	
Résultat groupe ( $160 \times 1/10$ )	16	
Écart d'acquisition		64
<i>Amortissements de l'écart d'acquisition sur titres Celia pour la période du 01/01/N-3 au 31/12/N</i>		
Terrains	42	
Constructions	168	
Impôts différés – Passif		70
Réserves Celia		140
<i>Prise en compte des écarts d'évaluation au 01/01/N-3<sup>(2)</sup></i>		
Réserves Celia ( $168 \times 1/8 \times 3$ )	63	
Résultat Celia ( $168 \times 1/8$ )	21	
Amortissements des constructions		84
<i>Retraitement des écarts d'évaluation pour la période du 01/01/N-3 au 31/12/N, avant prise en compte de l'imposition différée</i>		
Impôts différés – Passif ( $84 \times 1/3$ )	28	
Réserves Celia ( $63 \times 1/3$ )		21
Résultat Celia ( $21 \times 1/3$ )		7
<i>Prise en compte de l'imposition différée (élimination du décalage temporaire déductible)<sup>(3)</sup></i>		

(1) Autre solution possible : le compte « Titres de participation Celia » est crédité au lieu du compte « Réserves groupe ». Dans ce cas, dans l'écriture de partage des capitaux propres de Celia, le compte « Titres de participation Celia » est crédité pour solde de 520 k€ et le compte « Réserves groupe » est crédité pour le montant suivant :  $798 \times 80\% - 520 = 118,4$  k€.

(2) Faute de donnée relative au cumul des amortissements comptables de la construction à la date d'entrée de Celia dans le périmètre de consolidation du groupe Didier, il n'est pas possible d'ajuster la valeur brute réestimée de la construction.

(3) Admettre le débit au compte « Impôts différés – Actif ».

## Retraitement relatif au partage des capitaux propres de Celia

## Journal de consolidation du groupe Didier (en k€)

Bilan		
Capital Celia ( <i>pour solde</i> )	100	
Réserves Celia ( <i>pour solde</i> ) ( $520 + 80 + 140 - 63 + 21$ )	698	
Réserves groupe ( $680 - 798 \times 80 \%$ )	41,6	
Titres de participation Celia ( <i>pour solde</i> )		680
Intérêts minoritaires ( $798 \times 20 \%$ )		159,6
<i>Partage des capitaux propres hors résultat de Celia et élimination des titres Celia intégrés<sup>(1)</sup></i>		
Résultat groupe ( $44 \times 80 \%$ )	35,2	
Intérêts minoritaires ( $44 \times 20 \%$ )	8,8	
Résultat Celia ( <i>pour solde</i> ) ( $- 50 + 30 - 10 - 21 + 7$ )		44
<i>Partage du résultat de Celia</i>		

(1) Le partage des capitaux propres de CELIA doit tenir compte des données du bilan non retraité au 31/12/N (cf. l'énoncé), ainsi que des retraitements suivants :

- retraitements de pré-consolidation relatifs à l'écart de réévaluation ;
- retraitements de consolidation relatifs à l'écart d'acquisition et aux écarts d'évaluation.

## Écarts d'évaluation et d'acquisition, partage des capitaux propres de la société Belmat

En ce qui concerne la société Belmat :

## 4. Détermination de l'écart d'acquisition au 1/01/N-1

Le 1/01/N-1, la société Belmat est entrée dans le périmètre de consolidation du groupe Didier.

## Calcul des capitaux propres réestimés (en k€)

Capitaux propres retraités de Belmat au 1/01/N-1	900
+ Écarts d'évaluation nets d'impôts différés : ( $100 - 0$ )	100
• Écart d'évaluation brut sur marque : 100	
• Passif d'impôt différé sur écart d'évaluation relatif à la marque : néant <sup>(1)</sup>	
<b>= Capitaux propres réestimés (Actifs identifiables – Passifs identifiables)</b>	<b>1 000</b>

(1) Il n'y a pas de passif d'impôt différé relatif à l'écart d'évaluation sur la marque, car celle-ci ne peut être cédée séparément de l'entreprise acquise.

## Calcul de l'écart d'acquisition (en k€)

Coût d'acquisition des actions Belmat, net d'économie d'IS sur frais d'acquisition	<sup>(1)</sup> 840
– Quote-part de l'actif net réestimé de Belmat revenant de plein droit à l'acquéreur ( $1\ 000 \times 80 \%$ )	– 800
<b>= Ecart d'acquisition au 1/01/N-1</b>	<b>40</b>

(1) 920 k€ (coût d'acquisition initial – 80 k€ encaissés en août N au titre de la garantie de passif).

**5. Écritures de consolidation relatives à la société Belmat**

Retraitements relatifs à l'écart d'acquisition et à l'écart d'évaluation

**Journal de consolidation du groupe Didier (en k€)**

Bilan		
	Débit	Crédit
Écart d'acquisition	40	
Réserves groupe		40
<i>Prise en compte de l'écart d'acquisition sur titres Belmat acquis au 01/01/N-1<sup>(1)</sup></i>		
Réserves groupe ( $120 \times 1/10$ )	12	
Écart d'acquisition ( $40 \times 1/10 \times 2$ )		8
Résultat groupe ( $12 - 8$ )		4
<i>Amortissements de l'écart d'acquisition sur titres Belmat pour la période du 01/01/N-1 au 31/12/N<sup>(2)</sup></i>		
Marque	100	
Réserves Belmat		100
<i>Prise en compte de l'écart d'évaluation</i>		

(1) Autre solution possible : le compte « Titres de participation Belmat » est crédité au lieu du compte « Réserves groupe ».

(2) L'amortissement de l'écart d'acquisition doit être ajusté, compte tenu du fait qu'au 31/12/N-1 l'écart d'acquisition avait une valeur brute de 120 k€ (le coût d'acquisition des actions Belmat était en effet égal à 920 k€ à cette date (la garantie de passif ne s'est exercée qu'en N).

Retraitement relatif au partage des capitaux propres de Belmat

**Journal de consolidation du groupe Didier (en k€)**

Bilan		
	Débit	Crédit
Capital Belmat ( <i>pour solde</i> )	500	
Réserves Belmat ( $550 + 100$ ) ( <i>pour solde</i> )	650	
Titres de participation Belmat ( <i>pour solde</i> )		840
Réserves groupe ( $1\ 150 \times 80\ \% - 840$ )		80
Intérêts minoritaires ( $1\ 150 \times 20\ \%$ )		230
<i>Partage des capitaux propres hors résultat de Belmat et élimination des titres Belmat intégrés<sup>(1)</sup></i>		
Résultat groupe ( $90 \times 80\ \%$ )	72	
Intérêts minoritaires ( $90 \times 20\ \%$ )	18	
Résultat Belmat ( <i>pour solde</i> )		90
<i>Partage du résultat de Belmat</i>		

(1) Le partage des capitaux propres de Belmat doit tenir compte des données du bilan retraité au 31/12/N (cf. l'énoncé), ainsi que des retraitements de consolidation relatifs à l'écart d'acquisition et à l'écart d'évaluation.

Si le compte « Titres de participation Belmat » a été crédité pour 40 k€ dans la première écriture, il n'est crédité que de 800 k€ dans cette écriture et, en conséquence, le compte « Réserves groupe » est crédité de 120 k€.

**Analyse et partage des capitaux propres de la société Alia**

En ce qui concerne la société Alia :

**6. Analyse des capitaux propres consolidés**

Analyse des capitaux propres consolidés de Alia au 31/12/N-1, avant les écritures de partage

Au 31/12/N-1, la part nette revenant aux intérêts minoritaires était positive :  $1\ 920 \times 25\ \% = 480\ \text{k€}$ .

Elle se décomposait de la manière suivante :

- part dans les capitaux propres hors résultat :  $2\ 120 \times 25\ \% = 530\ \text{k€}$  (part positive) ;
- part dans le résultat :  $-200 \times 25\ \% = -50\ \text{k€}$  (part négative).

Analyse des capitaux propres consolidés de Alia au 31/12/N, avant les écritures de partage

Au 31/12/N, la part nette revenant aux intérêts minoritaires est devenue négative :

 $-480 \times 25\ \% = -120\ \text{k€}$ .

Elle se décompose de la manière suivante :

- part dans les capitaux propres hors résultat :  $1\,920 \times 25\% = 480$  k€ (part positive) ;
- part dans le résultat :  $-2\,400 \times 25\% = -600$  k€ (part négative).

Selon les dispositions du § 270 du règlement n° 99-02 du CRC, les intérêts minoritaires dans Alia ne doivent pas être négatifs. Pour que leur valeur soit nulle, il faut que la part négative des intérêts minoritaires dans les pertes soit limitée à 480 k€.

L'excédent de cette part négative, soit 120 k€, doit être supporté par les intérêts majoritaires. Il en résulte le fait que la part du groupe dans les pertes de Alia est calculée ainsi :

$$2\,400 \times 75\% + 120 = 1\,920 \text{ k€}.$$

Tableau d'analyse du partage des capitaux propres de Alia (en k€)

	Total	Part du groupe (75 %)	Part des intérêts minoritaires (25 %)
Capital Alia	2 000		
+ Réserves Alia	120		
+ Report à nouveau	- 200		
= Capitaux propres Alia ( <i>hors résultat</i> )	1 920	1 440	480
- Titres Alia détenus par Didier (à éliminer)		- 1 500	
= $\Rightarrow$ Réserves consolidées		- 60	480
Résultat Alia	- 2 400	- 1 920	- 480
= $\Rightarrow$ Capitaux propres consolidés (résultat inclus)		- 1 980	0

## 7. Écritures de consolidation relatives à la société Alia

Retraitement relatif au partage des capitaux propres de Alia

Journal de consolidation du groupe Didier (en k€)

Bilan (en k€)		
	Débit	Crédit
Capital Alia ( <i>pour solde</i> )	2 000	
Réserves Alia ( <i>pour solde</i> )	120	
Réserves groupe ( $1\,500 - 1\,920 \times 75\%$ )	60	
Report à nouveau Alia ( <i>pour solde</i> )		200
Titres de participation Alia ( <i>pour solde</i> )		1 500
Intérêts minoritaires ( $1\,920 \times 25\%$ )		480
<i>Partage des capitaux propres hors résultat de Alia et élimination des titres Alia intégrés<sup>(1)</sup></i>		
Résultat groupe	1 920	
Intérêts minoritaires	480	
Résultat Alia ( <i>pour solde</i> )		2 400
<i>Partage du résultat de Alia</i>		

(1) Les titres Alia ont été souscrits lors de la constitution de la société. Il n'y a donc ni écart d'acquisition ni écarts d'évaluation à retraiter.

## Cession de titres Alia et résultat de cession

**8. En ce qui concerne la cession de titres Alia envisagée pour le début de l'exercice N+1, déterminer le résultat de cession consolidé et présenter l'écriture de retraitement de la cession à enregistrer dans les comptes consolidés au 31/12/N+1.**

Dans le cas d'une cession partielle de titres d'une entreprise restant consolidée par intégration globale, l'ensemble des éléments concourant à la détermination de la plus ou moins-value (y compris une quote-part de l'écart d'acquisition et de l'écart de conversion) est pris en compte au prorata de la cession réalisée (15 % des actions Alia cédées/75 % des actions Alia détenues avant la cession, soit 1/5) pour déterminer le résultat de cession.

À la date de cession envisagée, le 01/01/N+1, les capitaux propres de la société Alia cédée sont calculés ainsi (en k€) :

Capitaux propres retraités de la société Alia (selon les normes de consolidation)	- 480
+ Valeur résiduelle des écarts d'évaluation déterminés à la date de cession des titres	(1) 0
	- 480

(1) Les titres Alia ont été souscrits lors de la constitution de la société. Il n'y a donc ni écart d'acquisition ni écarts d'évaluation.

#### Calcul de la valeur comptable consolidée des titres Alia cédés (en k€)

Quote-part correspondante des capitaux propres de l'entreprise ( $- 480 \times 15 \%$ )	- 72
+ Écart d'acquisition net correspondant aux titres cédés	(1) 0
+ Écart de conversion correspondant aux titres cédés (si Alia avait établi ses comptes en monnaie étrangère et si la méthode du cours de clôture avait été utilisée)	0
	- 72

(1) Les titres Alia ont été souscrits lors de la constitution de la société. Il n'y a donc ni écart d'acquisition ni écarts d'évaluation.

#### Calcul du résultat de cession consolidé des titres Alia cédés (en k€)

1 € - (- 72 k€)  $\approx$  72 k€ (produit net exceptionnel).

#### Retraitement du résultat de cession enregistré dans les comptes individuels

Le résultat de cession enregistré dans les comptes individuels est égal au montant suivant :

1 € (prix de cession) - 1 500 k€  $\times$  15/75  $\approx$  - 300 k€ (charge nette exceptionnelle).

Le résultat de cession enregistré dans les comptes individuels doit être porté au niveau du résultat de cession consolidé. L'écriture d'ajustement à comptabiliser dans les écritures de consolidation au 31/12/N+1 sera la suivante :

#### Journal de consolidation du groupe Didier (en k€)

Bilan (en k€)		
	Débit	Crédit
Réserves groupe	372	
Résultat groupe (72 - (- 300))		372
Ajustement du résultat de cession des actions Alia <sup>(1)</sup>		

(1) Le retraitement comptable n'a pas d'impact sur les capitaux propres consolidés car la variation du résultat consolidé a pour contrepartie une variation en sens opposé des réserves consolidées. En conséquence, le retraitement n'est pas générateur d'imposition différée.

## Exercice 2 : Cas Axa

### ÉNONCÉ

Le cas Axa porte sur la détermination des pourcentages de contrôle et d'intérêt, les calculs d'écart en règlement 99-02 du CRC.

Les comptes consolidés du groupe Axal sont établis en conformité avec la réglementation française (règlement n° 99-02 du CRC). La consolidation du groupe est faite directement au niveau de la société consolidante Axal, sans palier intermédiaire. La société Cantal est une filiale directe du groupe. La société Axal détient en effet un pourcentage de contrôle et d'intérêts de 80 % dans Cantal.

Au 31/12/N-1, la société Cantal détenait une participation représentant 60 % d'intérêts dans sa filiale Banjo. Cette participation avait été acquise en N-25 pour un coût d'acquisition de 1 800 k€. Les actions Banjo détenues par Cantal étaient les seules actions à avoir acquis un droit de vote double, les autres actions émises par Banjo étant des actions au porteur ordinaires.

L'écart d'acquisition déterminé à l'entrée de Banjo dans le périmètre de consolidation a été amorti en mode linéaire sur une durée de 10 ans.

La contribution de Banjo au bilan consolidé du groupe Axal, au 31/12/N-1, est présentée en annexe.

Le 1/01/N, la société Cantal a cédé la totalité de sa participation dans Banjo à une entité extérieure au périmètre de consolidation du groupe Axal. Le prix de cession de cette participation a été égal à 7 600 k€.

Jeune diplômé d'expertise comptable, votre directeur de mission vous confie le dossier du groupe Axal. Les comptes consolidés condensés du groupe Axal se présentent ainsi au titre de l'exercice N :

#### Bilan consolidé du groupe Axal au 31/12/N (en k€)

Actif		Passif	
Écarts d'acquisition	9 000	Capitaux propres (part du groupe)	
Immobilisations incorporelles	14 000	Capital	90 000
Immobilisations corporelles	255 800	Réserves	237 200
Stocks	48 600	Résultat	54 800
Créances	277 000	Intérêts minoritaires	38 400
Disponibilités	7 400	Dettes	191 400
<b>Total</b>	<b>611 800</b>	<b>Total</b>	<b>611 800</b>

#### Compte de résultat consolidé du groupe Axal au 31/12/N (en k€)

Actif		Passif	
Charges d'exploitation	545 040	Produits d'exploitation	634 000
Charges exceptionnelles <sup>(1)</sup>	12 800	Produits exceptionnels <sup>(2)</sup>	20 200
Impôts sur les résultats	38 600		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	560		
Résultat net :			
• part du groupe	54 800		
• part des minoritaires	2 400		
<b>Total</b>	<b>654 200</b>	<b>Total</b>	<b>654 200</b>

(1) Valeurs comptables des éléments d'actif cédés :

- sur immobilisations corporelles : 11 000 ;
- sur titres de participation Banjo : 1 800.

(2) Produits des cessions d'éléments d'actif :

- sur immobilisations corporelles : 12 600 ;
- sur titres de participation Banjo : 7 600.

Le responsable de la consolidation du groupe Axal vous fournit une ébauche de son travail d'analyse de la variation des réserves (part du groupe). Il vous demande votre aide pour retrouver l'écart non encore résolu.

Réserves (part du groupe) au 31/12/N-1	203 688
Résultat (part du groupe) au 31/12/N-1	48 600
Dividendes versés en N	– 10 000
Écart ( <b>non encore résolu</b> )	– 5 088
Réserves (part du groupe) au 31/12/N	237 200

#### TRAVAIL À FAIRE

1. Calculez le pourcentage de contrôle juridique de la société Axal dans Banjo au 31/12/N-1. Déduisez-en le type d'influence exercée jusqu'à la fin de l'exercice N-1 et la méthode de consolidation appliquée.
2. Calculez le pourcentage d'intérêts de la société Axal dans Banjo au 31/12/N-1. En déduire le pourcentage d'intérêts minoritaires dans Banjo intégrés dans les états financiers consolidés du 31/12/N-1, avant la déconsolidation de Banjo au début de l'exercice N.

3. Après avoir résolu et expliqué les écarts relatifs à la variation des réserves (part du groupe) au titre de l'exercice N :

a. Vous passerez les écritures de régularisation relatives à la déconsolidation de Banjo dans le journal de consolidation du groupe Axal (pour les comptes de bilan et pour les comptes de gestion), au 31/12/N.

b. Vous présenterez le bilan consolidé rectifié au 31/12/N.

## ANNEXE

### CONTRIBUTION DE BANJO AU BILAN CONSOLIDÉ DU GROUPE AXAL AU 31/12/N-1 (EN K€)

Actif		Passif	
Immobilisations incorporelles	1 800	Capitaux propres (part du groupe)	
Immobilisations corporelles	10 600	Réserves	6 048
Stocks	3 400	Résultat	480
Créances	7 400	Intérêts minoritaires	7 072
Disponibilités	800	Dettes	10 400
<b>Total</b>	<b>24 000</b>	<b>Total</b>	<b>24 000</b>

Cette « contribution » représente les actifs et les passifs intégrés de Banjo dans le cadre d'une consolidation directe, après le partage des capitaux propres intégrés de Banjo entre les intérêts du groupe et les intérêts minoritaires. À ce stade, les titres de participation Banjo détenus par Cantal n'avaient pas encore été éliminés.

## CORRIGÉ

### 1. Pourcentage de contrôle dans Banjo

Au 31/12/N-1, le pourcentage de contrôle indirect de la société consolidante Axal dans Banjo correspondait au pourcentage de contrôle direct de sa filiale Cantal dans Banjo, soit :  $60 \% \times 2 / (60 \% \times 2 + 40 \% \times 1) = 75 \%$ .

La société Axal exerçait donc un contrôle exclusif dans Banjo et la méthode de consolidation qui était appliquée pour Banjo, avant sa déconsolidation le 1/01/N, était l'intégration globale.

### 2. Pourcentage d'intérêts dans Banjo

Le pourcentage d'intérêts de la société consolidante Axal dans Banjo était le suivant au 31/12/N-1 :

$$80 \% \times 60 \% = 48 \%$$

Le pourcentage des intérêts minoritaires intégrés de Banjo était donc le suivant :

$$100 \% - 48 \% = 52 \%$$

### 3. Variation des réserves (part du groupe)

Pour corriger les comptes consolidés présentés dans l'énoncé, il est nécessaire de résoudre les écarts inexpliqués de la variation des réserves (part du groupe).

Il faut analyser les conséquences de la cession des titres Banjo au 01/01/N, cette cession ayant entraîné la déconsolidation de Banjo. Le résultat de cession enregistré dans les comptes individuels de Cantal est égal à la différence suivante (en k€) :

$$\text{Prix de cession (7 600)} - \text{Valeur comptable des titres Banjo cédés (1 800)} = 5 800 \text{ k€}$$



Or, dans les comptes consolidés N du groupe Axal, le résultat de cession est déterminé différemment. Le prix de cession est le même mais la valeur comptable consolidée des titres Banjo cédés est égale au montant suivant, compte tenu du fait que l'écart d'acquisition sur titres Banjo a été totalement amorti :

Capitaux propres retraités et réestimés de Banjo au 31/12/N-1  $(6\,048 + 480 + 7\,072) \times 60\% = 8\,160$  k€.

Le résultat de cession revenant à Cantal qui doit être enregistré dans les comptes consolidés du groupe Axal au titre de l'exercice N est donc égal à la différence suivante (en k€) :

Prix de cession (7 600) – Valeur comptable consolidée des titres Banjo cédés (8 160) = (560).

D'où une différence entre le résultat de cession consolidé revenant à Cantal et le résultat de cession individuel de Cantal égal à :  $5\,800 + 560 = 6\,360$  k€.

#### a. Écritures de retraitement pour les comptes consolidés au 31/12/N (en k€)

##### Écritures pour les comptes de bilan (consolidation directe)

Résultat groupe $(6\,360 \times 80\%)$	5 088	
Intérêts minoritaires $(6\,360 \times 20\%)$	1 272	
Réserves groupe		5 088
Intérêts minoritaires		1 272
Diminution du résultat (part du groupe) et du résultat (part des minoritaires de Cantal) en contrepartie de l'augmentation des réserves consolidées (part du groupe et part des minoritaires de Cantal)		

##### Écritures pour les comptes de gestion (consolidation directe)

Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	6 360	
Résultat global		6 360
Augmentation de la valeur comptable consolidée des titres Banjo cédés		

#### Analyse de l'écart non encore résolu

L'écart non encore résolu relatif à la variation des réserves (part du groupe) s'explique par l'oubli de comptabilisation de l'écriture de retraitement du résultat de cession consolidé des titres Banjo.

#### b. Bilan consolidé rectifié du groupe Axal

Bilan consolidé du groupe Axal au 31/12/N (en k€)			
Actif		Passif	
Écarts d'acquisition	9 000	Capitaux propres (part du groupe)	
Immobilisations incorporelles	14 000	Capital	90 000
Immobilisations corporelles	255 800	Réserves <sup>(1)</sup>	242 288
		Résultat <sup>(2)</sup>	49 712
Stocks	48 600	Intérêts minoritaires	38 400
Créances	277 000		
Disponibilités	7 400	Dettes	191 400
	611 800		611 800

(1)  $237\,200 + 5\,088$

(2)  $54\,800 - 5\,088$

### Exercice 3 : Périmètre de consolidation

#### ÉNONCÉ

Le cas Sanofisa porte sur la détermination du périmètre de consolidation en règlement 99-02 du CRC.

**Ce cas est fictif.**

#### Contexte économique de l'industrie pharmaceutique dans le monde

L'industrie pharmaceutique regroupe les activités de recherche, de production et de commercialisation de médicaments. C'est l'une des industries les plus rentables. Cette rentabilité s'explique par l'augmentation des besoins en médicaments :

- du fait du vieillissement de la population ;
- de l'augmentation de maladies de longue durée et de leur possibilité de traitement ;
- de découvertes thérapeutiques ;
- et de l'accès en progression aux services de santé.

Néanmoins, cette industrie rencontre des difficultés :

- une concurrence des médicaments génériques ;
- une surveillance active des autorités de santé ;
- une augmentation très importante de la biotechnologie.

Face à ces difficultés, certaines entreprises développent des produits à fort potentiel et développent des expertises clefs.

#### Présentation de Sanofisa

Sanofisa est l'une des premières sociétés pharmaceutiques françaises qui s'est transformée grâce à des acquisitions successives. La société Sanofisa, société anonyme au capital de 80 000 actions de 50 euros nominal, a été créée le 1<sup>er</sup> janvier 1984. Souhaitant développer sa croissance économique et assurer sa pérennité, elle a pris des participations directes et indirectes dans des entreprises françaises. Des informations détaillées relatives à ces participations vous sont communiquées en **annexe 3**.

Sanofisa se concentre sur les axes suivants :

- le développement de produits s'adressant aux patients âgés (activité de la société S2) ;
- une expertise pointue sur des marchés, tels le diabète, les maladies cardio-vasculaires, les vaccins (activité de la société S4) ;
- le développement de produits très spécialisés incopiables (activité de la société S5) ;
- l'acquisition de sociétés de biotechnologie (activité de la société S1).

De plus, ses frais de marketing sont très importants. Sanofisa préfère qu'une société S3 les prenne en charge afin de mieux pouvoir les contrôler.

#### TRAVAIL À FAIRE

1. Présentez le raisonnement qui permet de retrouver le nombre d'actions S3 souscrites par Sanofisa en juin 2012, soit 2 500 actions nouvelles S3.

NB. Pour le travail demandé, poser : soit  $x$  le nombre de droits de souscription S3 cédés par Sanofisa.

2. Justifiez le fait que Sanofisa a pu conserver le contrôle exclusif dans S3 à l'issue de cette augmentation de capital.
3. Définissez les principales caractéristiques d'une entité ad hoc et précisez quels sont les trois critères qui permettent d'apprécier le contrôle en substance d'une entité ad hoc, au regard du règlement CRC 99-02.
4. Indiquez, en justifiant votre choix, si une telle entité ad hoc figure dans les sociétés présentées en annexe 3.

5. Analysez les participations circulaires entre Sanofisa, S2 et S6. Déduisez-en :
- d'une part, les conséquences juridiques au regard du droit commercial ;
  - d'autre part, les conséquences au regard du calcul des pourcentages d'intérêts.
6. Déterminez le pourcentage de contrôle détenu par Sanofisa dans chacune des sociétés citées en annexe 3. Précisez le type d'influence exercée par Sanofisa et déduisez-en le périmètre de consolidation du groupe Sanofisa.
7. Déterminez le pourcentage d'intérêts des associés majoritaires de Sanofisa dans chacune des sociétés consolidées, y compris dans Sanofisa. Déduisez-en, pour chacune des sociétés S6, S7 et S8, le pourcentage des intérêts minoritaires intégrés.

**REMARQUE**

Le pourcentage d'intérêts revenant aux associés majoritaires de Sanofisa est à calculer pour chacune des entités consolidées mais le pourcentage d'intérêts intégrés revenant aux minoritaires n'est à calculer que pour S6, S7 et S8.

**ANNEXE 1 BILAN DE LA SA HAMELINE AU 31/12/2012 (EN K€)**

Immobilisations corporelles (1 800 – 1 200)	600	Capital (4 000 actions)	400
Stocks	860	Réserves	520
Clients (et autres créances d'exploitation)	900	Total capitaux propres	<b>920</b>
Disponibilités	140	Dettes financières	350
		Dettes d'exploitation	1 080
		Dettes diverses	150
<b>Total</b>	<b>2 500</b>	<b>Total</b>	<b>2 500</b>

L'actionnaire principal, la SA H1, détient à elle seule 3 300 actions.

La valorisation totale de la SA HAMELINE suite à l'application de méthodes multicritères combinant approches patrimoniales et approches basées sur la capacité bénéficiaire s'élève à **1 800 k€**.

**ANNEXE 2 BILAN DE LA SA CANSONE AU 31/12/2012 (EN K€)**

Immobilisations corporelles (1 600 – 960)	640	Capital (1 500 actions)	300
Stocks	500	Réserves	200
Clients (et autres créances d'exploitation)	720	Provision pour hausse des prix	180
Disponibilités	40	Total capitaux propres	
		Dettes financières	<b>680</b>
		Dettes d'exploitation	700
		Dettes diverses	500
			20
<b>Total</b>	<b>1900</b>	<b>Total</b>	<b>1900</b>

L'actionnaire principal, la SA C1, détient à elle seule **1 290 actions**.

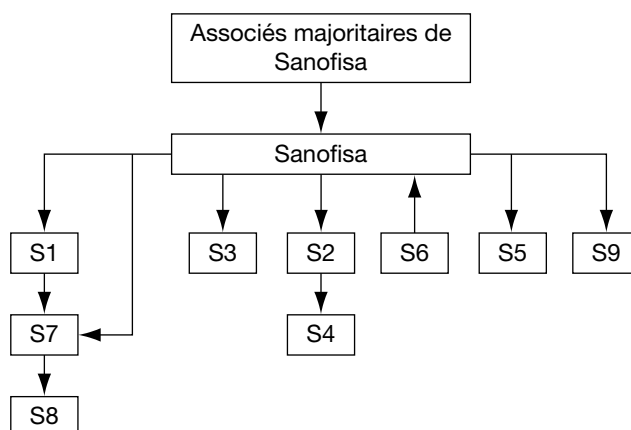
Suite aux différentes expertises réalisées, les valeurs réelles estimées sont les suivantes :

- actif incorporel (brevets, licences, marques et autres valeurs assimilées) 500 k€ ;
- actif corporel 900 k€ ;
- stocks 640 k€ ;
- pour les autres postes, les valeurs réelles correspondent aux valeurs bilantielles, mais il convient de tenir compte, en outre, des engagements de retraite évalués à 250 k€ et de l'impact de la prise en compte de la fiscalité différée (impôt calculé à 33,1/3 %).

La **valeur d'échange** de la société Cansone (calculée selon les mêmes méthodes que celles appliquées pour obtenir celle de la société HAMELINE) s'élève à **1 125 k€**.

### ANNEXE 3 LIENS DE PARTICIPATION DE SANOFISA ET INFORMATIONS DIVERSES

#### Organigramme des liens de participation directs et indirects de Sanofisa



#### Participation dans S1

Sanofisa recherchant de nouveaux débouchés a pris une participation dans S1, une société de biotechnologie spécialisée dans les traitements des maladies génétiques rares et des traitements des maladies rénales, par voie d'une O.P.A.

Cette opération lui a permis, en juin 1999, d'acquérir la moitié du capital de S1, soit 10 000 actions sur un total de 20 000 actions émises. Toutes les actions souscrites par Sanofisa à l'origine, et uniquement celles-ci, ont été inscrites sous la forme nominative. Les autres actions émises lors de la constitution de S1 sont au porteur.

En octobre 2010, l'AGE des actionnaires de la société S1 a décidé :

- de procéder, tout d'abord, à une double augmentation simultanée de capital donnant lieu à :
  - distribution d'une action gratuite pour deux anciennes (10 000 actions nouvelles), suite à une incorporation de réserves au capital ;
  - émission de 20 000 actions nouvelles de numéraire dont 8 000 ont été souscrites par Sanofisa ;
- d'attribuer, ensuite, un droit de vote double aux actions inscrites depuis au moins 4 ans sous la forme nominative, soit un total de 10 000 actions (actions détenues par Sanofisa).

#### Participation dans S2 et dans S6 par l'intermédiaire de S2

Souhaitant développer les produits s'adressant aux personnes âgées, Sanofisa a créé le 1<sup>er</sup> janvier 2000 une filiale : S2, au capital composé de 12 000 actions de 50 euros nominal. La moitié d'entre elles a pu être souscrite par Sanofisa alors que divers autres petits actionnaires se partagent l'autre moitié.

En janvier 2003, afin de financer une croissance forte et exigeante en investissements coûteux, S2 a décidé d'augmenter des trois quarts son capital initial en procédant à une augmentation de capital par émission d'actions nouvelles de numéraire de 50 euros nominal :

- émission de 4 000 actions ordinaires de numéraire ;
- émission de 5 000 certificats d'investissement (actions sans droit de vote) ;

La société Sanofisa, en difficultés de trésorerie, a été contrainte à se limiter à la souscription de 1 000 actions ordinaires seulement. Les 5 000 certificats de droits de vote émis ont été affectés en totalité à Sanofisa.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2011, S2 a acquis 60 % des actions de la société S6 (toutes les actions émises par S6 sont ordinaires). S6 détient elle-même 10 % des actions émises par Sanofisa. De ce fait, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2011 il existe des participations circulaires entre Sanofisa, S2 et S6.

### Participation dans S3

La société S3 est une SA qui a été constituée le 1<sup>er</sup> juillet 2008 en vue d'assurer le conditionnement et la commercialisation de l'ensemble des produits pharmaceutiques de diverses sociétés du secteur dont Sanofisa.

Sanofisa s'est assuré le contrôle de S3 en souscrivant à 22 500 actions sur les 30 000 actions ordinaires qui ont été émises en numéraire pour former le capital de départ (nominal de l'action : 50 euros).

S3 vient de procéder en juin 2012 à une augmentation de capital par émission de 20 000 actions ordinaires de numéraire au prix d'émission de 90 euros.

Sanofisa souhaitait conserver le contrôle de cette société mais elle redoutait l'effet de dilution du capital d'une telle opération car, compte tenu de sa situation de trésorerie, elle ne souhaitait pas souscrire à l'augmentation de capital au prorata de ses droits.

Sanofisa a donc décidé de vendre un certain nombre de ses droits de souscription (DS), au prix de cession moyen de 12 euros, afin de disposer des fonds nécessaires pour souscrire au maximum d'actions nouvelles S3.

Depuis la création de S3, il a été constaté aux assemblées d'actionnaires que de nombreux petits porteurs n'exerçaient pas leur droit de vote.

### Participation dans S4

La société S4 est née de la volonté de S2 qui l'a créée spécifiquement en novembre 2011 pour gérer la recherche en laboratoire destinée à la mise au point de nouveaux médicaments très spécialisés difficilement copiables. Il est très important pour Sanofisa de développer de tels médicaments et de conserver la gestion de cette société.

Le capital de S4 se compose de 5 000 actions de 100 euros de nominal que détiennent :

- S2 à hauteur de 800 actions ;
- et divers petits investisseurs qui se partagent les 4 200 actions restantes.

Ces derniers bénéficient d'une garantie qui leur est assurée contractuellement par S2. Par ailleurs, les statuts de S4 font apparaître des clauses indiquant que :

- les pouvoirs de décision sont exercés par S2 ;
- les risques inhérents à la gestion de S4 sont supportés « in fine » par S2.

### Participation dans S5

La société S5 a été créée en avril 2010 en vue de développer toute une gamme de produits liés à l'homéopathie. Cette activité nouvelle est promise à un bel avenir. Sanofisa s'intéresse donc à S5 et a souscrit 3 500 actions sur les 10 000 actions composant le capital initial de S5.

En octobre 2012, un actionnaire possédant 2 500 actions de la société S5 a décidé de se recentrer sur son activité de base et de céder par là même ses actions S5 liées à un secteur jugé comme trop marginal pour lui. Pour Sanofisa, ce retrait est une formidable opportunité de prendre le contrôle de S5 qui confirme toutes ses promesses.

Néanmoins, Sanofisa se heurte à une double contrainte :

- tout d'abord, suite à une surenchère faite par un autre actionnaire également intéressé par S5, le prix de la participation à acquérir est élevé : près du double de la valeur nominale, alors que la société S5 n'a pas trois ans d'existence ;
- enfin, Sanofisa ne dispose pas de la trésorerie nécessaire pour réaliser cette opération.

Sanofisa s'adresse à une banque d'investissement avec laquelle elle signe une convention de portage. Cette banque se porte acquéreur, en octobre 2012, des 2 500 actions S5 qui sont à vendre. Par ailleurs, Sanofisa s'engage fermement à racheter, fin mars 2014, les 2 500 actions S5 à l'établissement bancaire. Le contrat de portage précise en outre que Sanofisa exercera, pendant la durée du contrat, toutes les prérogatives essentielles liées aux actions S5.

**Participation dans S7**

La société S7 est une SA qui fabrique et commercialise des produits neurologiques. Sanofisa a participé à la constitution du capital de départ, le 1<sup>er</sup> janvier 1992, à concurrence de 25 %. Le capital, composé d'actions ordinaires, n'a pas varié jusqu'en 2003. En janvier 2003, S7 a émis des actions à dividende prioritaire sans droit de vote (ADP) qui composent depuis lors le quart de l'ensemble des actions représentatives du capital de S7. Par ailleurs, depuis 2010 S1 détient une participation de 20 % dans S7 (ce pourcentage est calculé sur le total des actions ordinaires et des ADP). Sanofisa et S1 ne détiennent aucune ADP émise par S7.

**Participation dans S8**

La société S7 a été à l'origine de la création de S8 dont elle possède 30 % du capital actuel (toutes les actions S8 sont des actions ordinaires).

**Participation dans S9**

La société Sanofisa, très intéressée par un de ses concurrents majeurs, a pris une participation de 1 %.

**CORRIGÉ****1. Présentez le raisonnement qui permet de retrouver le nombre d'actions S3 souscrites par Sanofisa en juin 2012, soit 2 500 actions nouvelles S3.****REMARQUE**

Pour le travail demandé, posez : soit  $x$  le nombre de droits de souscription S3 cédés par Sanofisa.

**Problématique :** Ne disposant pas d'une trésorerie suffisante pour souscrire à l'augmentation de capital au prorata de ses droits, Sanofisa a dû céder un certain nombre de droits de souscription (DS) détachés de ses 22 500 actions anciennes S3 pour souscrire au maximum d'actions S3 nouvelles avec le produit de la vente.

Soit  $x$  le nombre de DS cédés par Sanofisa.

Sachant que chaque DS a été cédé au prix de 12 €, Sanofisa a encaissé de cette vente un montant égal à  $12x$ .

Le nombre de DS exercés par Sanofisa pour souscrire à l'augmentation de capital est donc égal aux droits qui n'ont pas été cédés, soit :  $22\,500 - x$ .

Il a été émis 20 000 actions nouvelles pour 30 000 actions anciennes. Le rapport de souscription est donc le suivant :

3 DS doivent être exercés pour souscrire à 2 actions nouvelles S3.

Le nombre maximum d'actions nouvelles S3 qui a pu être souscrit par Sanofisa est donc le suivant :  $(22\,500 - x) \times 2/3$ .

On a donc l'équation suivante :  $12x = ((22\,500 - x) \times 2/3) \times 90$

$$\Rightarrow 12x = 1\,350\,000 - 60x$$

$$\Rightarrow 72x = 1\,350\,000$$

$$\Rightarrow x = 1\,350\,000/72 = 18\,750 \text{ DS cédés.}$$

Le nombre de DS que Sanofisa a pu exercer est donc le suivant :  $22\,500 - 18\,750 = 3\,750$ .

$\Rightarrow$  Nombre d'actions nouvelles S3 souscrites par Sanofisa :

$$3\,750 \times 2/3 = 2\,500 \text{ (CQFD).}$$

**2. Justifiez le fait que Sanofisa a pu conserver le contrôle exclusif dans S3 à l'issue de cette augmentation de capital.**

À l'issue de l'augmentation de capital réalisée en 2012, Sanofisa détient le nombre suivant d'actions ordinaires S3 :

$$22\,500 \text{ (actions souscrites en 2008)} + 2\,500 \text{ (actions souscrites en 2012)} = 25\,000.$$



Or, le capital de S3 est désormais constitué par 50 000 actions ordinaires (30 000 + 20 000).

Par conséquent, le pourcentage de contrôle de Sanofisa sur S3 est égal à :

$$25\,000/50\,000 = 50\,\%.$$

Il n'y a donc pas de contrôle exclusif de droit dans S3 puisque Sanofisa ne détient pas la majorité des droits de vote. En revanche, on peut présumer l'existence d'un **contrôle exclusif de fait** car il est précisé dans l'annexe 3 que de nombreux actionnaires de S3 n'exercent pas leur droit de vote.

### 3. Définissez les principales caractéristiques d'une entité ad hoc et précisez quels sont les trois critères qui permettent d'apprécier le contrôle en substance d'une entité ad hoc, au regard du règlement CRC 99-02.

Selon le règlement CRC 99-02, une entité ad hoc est une **structure juridique distincte**, créée spécifiquement pour gérer une opération ou un groupe d'opérations similaires pour le compte d'une entreprise. L'entité ad hoc est structurée ou organisée de manière telle que son activité n'est en fait exercée que pour le compte de cette entreprise, par mise à disposition d'actifs ou de fourniture de biens, de services ou de capitaux.

Une entité ad hoc est comprise dans le périmètre de consolidation dès lors qu'une ou plusieurs entreprises contrôlées ont en substance en vertu de contrats, d'accords, de clauses statutaires, le contrôle de l'entité.

Les trois critères suivants permettent d'apprécier le contrôle en substance d'une entité ad hoc :

- **détention en réalité des pouvoirs de décision**, assortis ou non de pouvoirs de gestion même si ces pouvoirs ne sont pas effectivement exercés ;
- **capacité de bénéficier de la majorité des avantages économiques**, que ce soit :
  - sous forme de flux de trésorerie,
  - de droit à une quote-part de l'actif net ou de disposer d'un ou plusieurs actifs,
  - de droit à la majorité des actifs résiduels en cas de liquidation ;
- **exposition à la majorité des risques**.

### 4. Indiquez, en justifiant votre choix, si une telle entité ad hoc figure dans les sociétés présentées en annexe 3.

La société S4 correspond à la définition d'une entité ad hoc. En effet, S4 est une structure juridique distincte de S2 qui est une autre société. S4 a été constituée spécifiquement pour gérer des opérations de recherche et de développement de nouveaux médicaments pour le compte de S2 qui en assure le contrôle de fait.

En effet, les statuts de S4 font apparaître :

- d'une part, que les pouvoirs de décision sont exercés par S2 ;
- que S2 est exposée à la majorité des risques.

### 5. Analysez les participations circulaires entre Sanofisa, S2 et S6. Déduisez-en d'une part les conséquences juridiques au regard du droit commercial ; et d'autre part les conséquences au regard du calcul des pourcentages d'intérêts.

#### Conséquences juridiques

La société Sanofisa exerce indirectement un contrôle exclusif dans S6 par l'intermédiaire de S2. En effet, S2 contrôle S6 en détenant 60 % des actions ordinaires émises par cette société. La société S2 est elle-même sous le contrôle exclusif de Sanofisa.

En conséquence, les actions Sanofisa détenues par S6 sont des actions d'autocontrôle de la société consolidante. Elles sont donc **privées du droit de vote**.

#### Conséquences au regard du calcul des pourcentages d'intérêts

Sanofisa détient 1/3 des intérêts dans S2. Le nombre de titres représentant le capital de S2 détenus par Sanofisa se décompose ainsi : 6 000 actions (souscrites en 2000) + 1 000 (actions souscrites en 2003) = 7 000 actions représentatives du capital de S2. Le nombre de titres



représentant le capital de S2 est égal au cumul suivant : 12 000 (actions émises en 2000) + 4 000 (actions émises en 2003) + 5 000 (certificats d'investissement émis en 2003) = 21 000.

Le pourcentage d'intérêts de Sanofisa dans S2 est donc égal à :  $7\,000/21\,000 = 1/3$ .

En outre, S2 détient un pourcentage d'intérêts de 60 % dans S6 et S6 détient un pourcentage d'intérêts de 10 % dans Sanofisa.

Le coefficient diviseur à appliquer dans le calcul des pourcentages d'intérêts dans ces trois sociétés est déterminé ainsi :  $1 - 1/3 \times 60 \% \times 10 \% = 0,98$ .

**6. Déterminez le pourcentage de contrôle détenu par Sanofisa dans chacune des sociétés citées en annexe 3. Précisez le type d'influence exercé par Sanofisa et déduisez-en le périmètre de consolidation du groupe Sanofisa.**

Société	Pourcentage de contrôle			Type d'influence
	direct	indirect	Total	
S1 (1)	55 %	-	55 %	Contrôle exclusif
S2 (2)	57,14 %	-	57,14 %	Contrôle exclusif
S3 (3)	50 %	-	50 %	Contrôle exclusif
S4 (4)	-	16 % (par S2)	16 %	Contrôle exclusif
S5	60 %	-	60 %	Contrôle exclusif
S6 (5)	-	60 % (par S2)	60 %	Contrôle exclusif
S7 (6)	25 %	26,67 % (par S1)	51,67 %	Contrôle exclusif
S8	-	30 % (par S7)	30 %	Influence notable
S9	1 %	-	1 %	Aucune influence

(1) Seules les actions nominatives détenues par Sanofisa depuis 1999 (durée de détention supérieure à 4 ans) ont acquis le droit de vote double. Le nombre total de droits de vote détenus par Sanofisa est donc calculé ainsi :

$10\,000 \times 2 + 10\,000/2$  (5 000 actions gratuites obtenues en 2010)  $\times 1 + 8\,000$  (actions ordinaires souscrites en 2010)  $\times 1 = 33\,000$ .

Le nombre de droits de vote pouvant s'exprimer aux assemblées de S1 est égal au total suivant :  $10\,000 \times 2$  (actions acquises par Sanofisa en 1999) + 10 000 (autres actions S1 existant en 1999) + 10 000 (actions gratuites émises en 2010) + 20 000 (actions de numéraire émises en 2010) = 60 000.

⇒ Pourcentage de contrôle de Sanofisa dans S1 :  $33\,000/60\,000$ .

(2) Le nombre de droits de vote détenus par Sanofisa est égal au total suivant :

$6\,000$  (actions souscrites en 2 000 :  $12\,000/2$ ) +  $1\,000$  (actions souscrites en 2003) +  $5\,000$  (certificats de droits de vote attribués en 2003) = 12 000.

Le nombre de droits de vote pouvant s'exprimer aux assemblées de S2 est calculé ainsi :

$12\,000$  (actions émises en 2 000) +  $4\,000$  (actions émises en 2003) +  $5\,000$  (certificats de droit de vote émis en 2003) = 21 000.

⇒ Pourcentage de contrôle de Sanofisa dans S2 :  $12\,000/21\,000 = 57,14 \%$ .

(3) Le nombre de droits de vote détenus par Sanofisa est égal à :

$22\,500$  (actions souscrites en 2008) +  $2\,500$  (actions souscrites en 2012) = 25 000.

Le nombre de droits de vote pouvant s'exprimer aux assemblées de S3 est égal au total suivant :

$30\,000$  (actions émises en 2008) +  $20\,000$  (actions émises en 2012) = 50 000.

⇒ Pourcentage de contrôle de Sanofisa dans S3 :  $25\,000/50\,000$ .

**REMARQUE**

Nous avons vu précédemment que l'on pouvait présumer un contrôle exclusif de fait.

(4) Sanofisa exerce un contrôle exclusif sur S2 qui a créé la société S4. Or, S2 détient 800 actions sur les 5 000 composant le capital de S4, soit 16 %, ce qui est inférieur à 20 % et pourrait laisser penser qu'il faut exclure S4 du périmètre de consolidation.

Or, les clauses statutaires révèlent que S4 est une société ad hoc. Elle est donc sous le contrôle exclusif indirect de Sanofisa.

(5) Le nombre de droits de vote détenus par Sanofisa est égal à :

3 500 (actions souscrites en 2010) + 2 500 (actions ayant fait l'objet d'une convention de portage en 2012 et détenues provisoirement par un établissement bancaire pour le compte de Sanofisa) = 6 000.

Le nombre de droits de vote pouvant s'exprimer aux assemblées de S5 est égal à 10 000 (actions émises en 2010).

⇒ Pourcentage de contrôle de Sanofisa dans S5 : 6 000/10 000.

(6) Le pourcentage de droits de vote détenus directement par Sanofisa est égal à 25 % (actions ordinaires souscrites en 1992). Le nombre d'actions ordinaires S7 détenues directement par S1 représente 20 % du capital de S7, soit 26,67 % des actions ordinaires. En effet, si  $x$  est le nombre total d'actions,  $0,25x$  représente le nombre d'ADP et  $0,75x$  représente le nombre d'actions ordinaires. Donc, le pourcentage de contrôle direct de S1 dans S7 doit être calculé ainsi :  $20\% / 0,75 = 26,67\%$ .

### Périmètre de consolidation du groupe Sanofisa

La société S9 n'est pas consolidable car la société Sanofisa n'y exerce aucune influence. Le **périmètre de consolidation du groupe Sanofisa** est constitué de la **société mère et des sociétés S1, S2, S3, S4, S5, S6, S7 et S8**. Toutes les sociétés consolidées sont intégrées globalement, à l'exception de la société S8 qui est mise en équivalence.

### 7. Déterminez le pourcentage d'intérêts des associés majoritaires de Sanofisa dans chacune des sociétés consolidées, y compris dans Sanofisa. Déduisez-en, pour chacune des sociétés S6, S7 et S8, le pourcentage des intérêts minoritaires intégrés.

Le pourcentage d'intérêts des associés majoritaires de Sanofisa dans chacune des sociétés consolidées est calculé dans le tableau suivant :

Société	Pourcentage d'intérêts des associés majoritaires de Sanofisa			Pourcentage d'intérêts minoritaires intégrés
	directs	indirects	Total	
Sanofisa	$90\% \times 1/0,98 = 91,84\%$	-	91,84 %	
S1 (1)	-	$91,84\% \times 46\% = 42,25\%$	42,25 %	
S2 (2)	-	$91,84\% \times 1/3 = 30,61\%$	30,61 %	
S3 (3)	-	$91,84\% \times 50\% = 45,92\%$	45,92 %	
S4	-	$30,61\% \times 16\% = 4,90\%$	4,90 %	
S5 (4)	-	$91,84\% \times 35\% = 32,14\%$	32,14 %	
S6	-	$30,61\% \times 60\% = 18,37\%$	18,37 %	$100\% - 18,37\% = 81,63\%$
S7 (5)	-	$91,84\% \times 18,75\% + 42,25\% \times 20\% = 25,67\%$	25,67 %	$100\% - 25,67\% = 74,33\%$
S8	-	$25,67\% \times 30\% = 7,70\%$	7,70 %	$30\% - 7,70\% = 22,30\%$

(1) Le nombre d'actions détenues par Sanofisa est le suivant :

10 000 (actions souscrites en 1999) + 10 000/2 (5 000 actions gratuites obtenues en 2010) + 8 000 (actions ordinaires souscrites en 2010)  $\times 1 = 23\,000$ .

Le nombre d'actions émises par S1 est égal au total suivant : 20 000 (actions émises en 1999) + 10 000 (actions gratuites émises en 2010) + 20 000 (actions de numéraire émises en 2010) = 50 000.

⇒ Pourcentage d'actions S1 détenues par Sanofisa :  $23\,000 / 50\,000 = 46\%$ .

(2) Le nombre d'actions détenues par Sanofisa est égal au total suivant :

6 000 (actions souscrites en 2 000 :  $12\,000/2$ ) + 1 000 (actions souscrites en 2003) = 7 000.

Le nombre de titres représentant le capital de S2 est égal au cumul suivant : 12 000 (actions émises en 2000) + 4 000 (actions émises en 2003) + 5 000 (certificats d'investissement émis en 2003) = 21 000.

Le pourcentage d'intérêts de Sanofisa dans S2 est donc égal à :  $7\,000/21\,000 = 1/3$ .

(3) Le nombre d'actions détenues par Sanofisa est égal à :

22 500 (actions souscrites en 2008) + 2 500 (actions souscrites en 2012) = 25 000.

Le nombre d'actions émises par S3 est égal au total suivant :

30 000 (actions émises en 2008) + 20 000 (actions émises en 2012) = 50 000.

⇒ Pourcentage d'intérêts de Sanofisa dans S3 :  $25\,000/50\,000 = 50\%$ .

(4) Seules les 3 500 actions détenues par Sanofisa depuis 2010 (sur 10 000 actions S5 émises) doivent être prises en compte.

(5) Soit y le nombre d'actions (ordinaires et ADP) représentant le capital de S7. Ce nombre inclut 0,75 y actions ordinaires et 0,25 y ADP.

Sanofisa détient directement le pourcentage d'intérêts suivant :  $25\% \times 0,75 = 18,75\%$ .

S1 détient directement le pourcentage d'intérêts de 20 %.



À envoyer à la correction

Auteur : Bernadette COLLAIN

**REMARQUE**

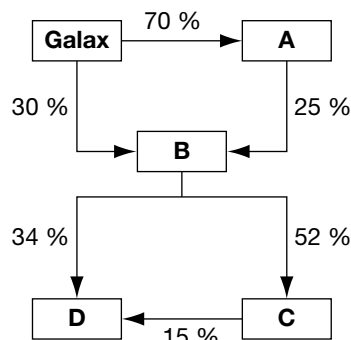
L'objectif de ce devoir est de reprendre toutes les étapes d'une consolidation, avec des éléments assez simples pour en avoir une vision globale et bien distinguer chacune des étapes les unes par rapport aux autres.

**EXERCICE 1 : CAS GALAX – PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION (4 POINTS)****Contexte**

La société Galax est une société Holding dont l'objet est la gestion d'un portefeuille de participations, qui compte aujourd'hui plus de 50 sociétés.

La stratégie de la société Galax est la diversification dans différents secteurs industriels. À la fois pour suivre la rentabilité de ces différents secteurs et pour répondre aux exigences de l'information sectorielle, la consolidation est réalisée par palier.

La gestion de ce portefeuille de participations doit répondre aux exigences de rentabilités financières, remontée des dividendes et également au suivi du périmètre de consolidation.

**Présentation d'un sous-groupe du groupe Galax****Organigramme et pourcentage de titres détenus**

Le capital des sociétés A, C et D est constitué uniquement d'actions ordinaires.

(Rappel : 1 action = 1 droit de vote = 1 droit financier)

Le capital de la société B est composé d'actions ordinaires, d'actions de préférence (sans suppression du droit de vote) et d'actions à droit de vote double

**Composition du capital de B et détails des titres détenus par les principaux actionnaires**

	Total du capital	Société Galax	Société A	Actionnaire X
		30 %	25 %	23 %
Actions ordinaires	4 000	850	1 325	1 195
Actions de préférence	1 000	500	100	
Actions à droit de vote double	1 500	700	400	300
TOTAL	6 500	1 950	625	1 495

Un actionnaire minoritaire de la société B qui détient 23 % des actions de B, cherche à augmenter son influence, voire à prendre le contrôle de B. Les autres actionnaires ne détiennent, chacun, pas plus de 1 % du capital de B.

Pour atteindre son objectif, l'actionnaire X se porte acquéreur de la totalité des actions à droits de vote double détenues par le groupe Galax.

### TRAVAIL À FAIRE

1. Déterminez les pourcentages de contrôle de la société Galax dans toutes ses filiales et la nature du contrôle correspondant ? (Les pourcentages seront arrondis à un chiffre après la virgule). (1 point)
2. Indépendamment des considérations financières, si le projet d'achat des actions à droit de vote double abouti, quels seront les pourcentages de contrôle de l'actionnaire X et du groupe Galax ? (2 points)
3. Quelles seront, alors, les conséquences pour le groupe Galax ? (1 point)

## EXERCICE 2 : CAS AMARANTE – CONSOLIDATION DU GROUPE (16 POINTS)

### Présentation du groupe

La société Ama détient 60 % des actions de la société Rante. Le capital de la société Rante est composé d'actions ordinaires.

La société Rante fabrique et commercialise des composants électroniques, sous la marque RTE.

La société Ama est cliente de la société Rante et incorpore les composants RTE dans ses produits.

Tous les montants sont en milliers d'euros. Le taux d'IS est de 33,1/3 %.

### Extraits des comptes annuels

Par simplification, les postes charges et produits constatés d'avance, écarts de conversions actifs et passifs sont regroupés avec les créances et les dettes d'exploitation.

ACTIF au 31/12/N	Ama	Rante
Immobilisations	3 650	2 400
Immobilisations financières	850	
Titres de participation	1 800	
Stock d'encours	510	
Stocks matières premières	150	
Créances	2 800	1 200
Disponibilités	1 240	400
Total	11 000	4 000

PASSIF au 31/12/N	Ama	Rante
Capital	3 000	1 000
Réserves	1 400	600
Résultat	1 400	300
Provisions	2 100	100
Dettes	3 100	2 000
Total	11 000	4 000

COMPTE DE RÉSULTAT	Ama	Rante
Produits d'exploitation	54 000	18 000
Charges d'exploitation	51 600	17 400
Résultat d'exploitation	2 400	600
Résultat financier	- 200	- 100
IS	800	200
Résultat net	1 400	300

**1. Méthode de consolidation****TRAVAIL À FAIRE**

1. Quelle est la méthode de consolidation applicable ? (1 point)

**2. Opérations de pré-consolidation – Retraitements des comptes individuels**

Le manuel de consolidation indique que les méthodes préférentielles doivent être appliquées. L'analyse des comptes des sociétés Ama et Rante a permis d'identifier les retraitements à effectuer.

**Société Ama****Méthode préférentielle : Contrat à long terme**

Un contrat en cours à la date de clôture est comptabilisé suivant la méthode à l'achèvement dans les comptes individuels.

Termes du contrat :

Prix ferme : 1 500

Résultat prévisionnel : 200

Pourcentage avancement : 40 %

Charges engagées en N : 520

**Société Rante****Méthode préférentielle : Engagements de retraite**

La société Rante présente ses engagements de retraite dans l'annexe des comptes annuels. Au 31/12/N figure les informations suivantes :

Les engagements de retraite au 31/12/N s'élèvent à 900 k€. La charge de l'exercice est de 60 k€. Il n'y a eu aucun départ à la retraite au cours de l'exercice.

2. (5 points)

a. Pour chacune des sociétés, présentez les écritures de retraitements (il sera fait abstraction de la TVA par simplification).

b. Établissez le bilan et le compte de résultat retraités des deux sociétés.

**3. Cumul des comptes**

3. Présentez le bilan et le compte de résultat cumulés. (1 point)

**4. Élimination des opérations internes****Comptes réciproques**

Les ventes des produits RTE réalisées par Rante pour le client Ama se sont élevées à 4 000 au cours de l'exercice N.

La société Rante a constaté une créance sur la société Ama de 500 au 31/12/N.

Au 31/12/N, il reste dans les stocks de Ama des composants RTE pour une valeur de 144. Ce stock était évalué à 180 au 31/12/N-1. La société Rante réalise une marge de 20 % sur les produits RTE.

La société Ama a accordé un prêt à la société Rante. La dette s'élève à 200 au 31/12/N et les intérêts de l'exercice se sont élevés à 100.

La société Rante a versé, en N, des dividendes à la société Ama, prélevés sur les bénéfices N-1 pour 120.

4. (4 points)

a. Présentez les écritures d'élimination des comptes réciproques.

b. Présentez le bilan et le compte de résultat après élimination des opérations internes.



### 5. Élimination des titres et partage des capitaux propres

À la date de prise de contrôle (01/01/N-3) de la société Rante par la société Ama les capitaux propres de Rante s'élevaient à 1 100 (capital 1 000 ; réserves 100).

Pour évaluer la société Rante, il a été pris en compte une marque commerciale pour 1 700 et la provision pour indemnité de départ à la retraite pour 270. Les estimations faites sur 5 ans ont permis de vérifier la rentabilité de l'opération.

#### 5. (5 points)

- a. Déterminez l'écart d'évaluation au 01/01/N-3 et sa valeur au 31/12/N.
- b. Déterminez l'écart d'acquisition au 01/01/N-3 et sa valeur au 31/12/N.
- c. Déterminez la part du groupe et des intérêts minoritaires dans les capitaux propres de Rante et présentez les écritures de consolidation.
- d. Établissez le bilan et le compte de résultat consolidés.

À envoyer à la correction  
Auteur : Marie-Astrid LE THEULE

## EXERCICE 1 : IFRS 10 : LE CONTRÔLE

### REMARQUE

Ce devoir est noté sur 21 points.  
Le barème est de 1 point par question.

### RAPPEL

Un investisseur contrôle si ces 3 conditions sont réunies :

- **le pouvoir sur les activités pertinentes de cette entité** (analyse des droits de vote substantiels) ;
- **les droits aux rendements variables** (par exemple, les dividendes)
- **la capacité d'agir sur ces rendements** (par exemple, la rémunération)

#### Attention :

- **Analyser les droits de vote.** Néanmoins, les droits de vote sont très insuffisants, il est nécessaire d'analyser **les droits substantiels**. Ces droits substantiels sont soit les droits de vote résultant de la détention juridique ; soit les droits de vote potentiels ; soit les autres droits décisionnels relatifs aux activités de l'entité.

Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls sont à considérer les droits substantiels : droits de vote ou autre droit contractuel (droit de révocation des dirigeants, droits de veto, etc..) qui donne à l'investisseur la capacité de diriger les activités de l'entité.

Lorsqu'il évalue s'il a le pouvoir, l'investisseur ne tient compte que des droits substantiels relatifs à l'entité faisant l'objet d'un investissement (détenu par l'investisseur et des tiers). Pour qu'un droit soit substantiel, il faut que son détenteur ait la capacité pratique de l'exercer.

- L'investisseur qui a la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes **détient le pouvoir même s'il n'a pas encore exercé son droit de diriger**. Tout élément témoignant du fait que l'investisseur dirige les activités pertinentes peut aider à déterminer s'il détient le pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement, mais de tels éléments ne permettent pas en eux-mêmes de déterminer de façon concluante si tel est le cas.
- **Si plusieurs investisseurs** ont chacun des droits effectifs leur conférant la capacité de diriger unilatéralement des activités pertinentes différentes, celui qui a la capacité actuelle de diriger les activités qui ont l'incidence la plus importante sur les rendements de l'entité faisant l'objet d'un investissement détient le pouvoir sur celle-ci.

**Remarque :** Tous les exemples sont des exemples donnés et remaniés issus de la norme IFRS 10.

### 1. Le pouvoir

#### Premier dossier

Un investisseur A détient 35 % des droits de vote dans une entité faisant l'objet d'un investissement. Trois autres actionnaires B, C, D en détiennent chacun 5 %. Le reste des droits de vote est détenu par un grand nombre d'actionnaires dont aucun n'en détient à lui seul plus de 1 %. Aucun des actionnaires n'a conclu d'accord prévoyant la consultation d'autres actionnaires ou la prise de décision collective. Pour être approuvées, les décisions concernant les activités pertinentes de l'entité faisant l'objet d'un

investissement doivent obtenir **la majorité des voix exprimées lors des assemblées générales des actionnaires**. 75 % des droits de vote ont été exercés lors des assemblées générales récentes.

#### TRAVAIL À FAIRE

1. Combien l'actionnaire A détient-il de droits de vote ?
2. Combien les autres actionnaires détiennent-ils de droits de vote ?
3. Quels sont, dans le passé, les comportements des multiples actionnaires ? Que pouvez-vous en déduire ?
4. L'investisseur A a-t-il le pouvoir ? A-t-il la capacité de diriger unilatéralement le pouvoir ? Expliquez pourquoi.

#### Deuxième dossier

L'investisseur A et deux autres investisseurs détiennent chacun un tiers des droits de vote dans une entité faisant l'objet d'un investissement. L'activité exercée par celle-ci est étroitement liée à l'investisseur A. En plus de ses instruments de capitaux propres, l'investisseur A détient des titres de créances convertibles en actions ordinaires de l'entité faisant l'objet d'un investissement à tout moment, à un prix fixe qui est hors du cours (sans l'être fortement). S'il convertissait ses titres de créances, l'investisseur A détiendrait 60 % des droits de vote dans l'entité faisant l'objet d'un investissement, et profiterait de la réalisation de synergies.

5. Les titres de créances convertibles en actions sont-ils des droits de vote potentiels ? Faut-il en tenir compte ?
6. L'investisseur A détient-il le pouvoir ?

#### Troisième dossier

L'investisseur A détient 70 % des droits de vote dans une entité faisant l'objet d'un investissement. L'investisseur B en détient 30 %, ainsi que l'option d'acquérir la moitié des droits de vote de l'investisseur A. L'option est exerçable à la fin des deux prochaines années à un prix fixe qui est fortement hors du cours (et on s'attend à ce qu'il le demeure durant la période de deux ans). L'investisseur A exerce ses droits de vote et dirige activement les activités pertinentes de l'entité.

7. L'option d'acquérir la moitié des droits de vote est-elle un droit de vote potentiel ? Faut-il en tenir compte ?
8. A a-t-elle la capacité actuelle de diriger ?
9. Qui a le pouvoir ?

## 2. Variabilité des rendements

Un décideur constitue, commercialise et gère un fonds qui offre des possibilités de placement à un certain nombre d'investisseurs. Le décideur (gestionnaire du fonds) doit prendre ses décisions dans les meilleurs intérêts de tous les investisseurs et conformément aux accords régissant le fonds. Le gestionnaire du fonds a toutefois un vaste pouvoir discrétionnaire pour la prise de décisions. Il reçoit **pour ses services une commission fondée sur le marché, correspondant à 1 % de la valeur des actifs sous gestion et 20 % de tous les bénéfices du fonds si un niveau déterminé de bénéfice est atteint. Les commissions sont en rapport avec les services fournis.**

Bien qu'il doive prendre ses décisions dans les meilleurs intérêts de tous les investisseurs, le gestionnaire du fonds a **un vaste pouvoir décisionnel sur la direction des activités pertinentes du fonds**. Il touche **une commission fixe et une commission de performance qui sont en rapport avec les services fournis**. De plus, le mode de rémunération du gestionnaire du fonds aligne ses intérêts sur ceux des autres investisseurs, soit l'augmentation de la valeur du fonds, sans créer une exposition à la variabilité des rendements générés par les activités du fonds qui serait d'une importance suffisante pour que la rémunération, considérée isolément, indique que le gestionnaire du fonds agit pour son propre compte.

Le gestionnaire du fonds détient un placement au prorata de 20 % dans le fonds, mais il n'a pas l'obligation de financer les pertes au-delà de celui-ci. Le fonds a un conseil d'administration, dont tous les membres sont indépendants du gestionnaire du fonds et nommés par les autres investisseurs. Le

gestionnaire du fonds est nommé par le conseil pour un mandat d'un an. Si le conseil décide de ne pas renouveler le contrat du gestionnaire du fonds, les services fournis par ce dernier pourraient l'être par d'autres gestionnaires du même secteur d'activité.

Bien que le gestionnaire du fonds touche une commission fixe et une commission de performance qui sont en rapport avec les services fournis, la combinaison de sa participation de 20 % et de sa rémunération créent une exposition à la variabilité des rendements générés par les activités du fonds d'une importance suffisante pour indiquer qu'il agit pour son propre compte. Toutefois, **les investisseurs détiennent des droits substantiels leur permettant de le révoquer, le conseil d'administration leur procure un mécanisme faisant en sorte qu'ils peuvent révoquer le gestionnaire du fonds s'ils le désirent.**

Le gestionnaire de fonds contrôle-t-il le fonds ? Pour y répondre, différentes étapes sont à analyser :

10. Le gestionnaire de fonds a-t-il un pouvoir décisionnel ?
11. Sa rémunération est-elle liée à la performance ?
12. Pourrait-t-on en déduire que le gestionnaire contrôle le fonds ?
13. Y a-t-il un obstacle en lien avec les autres investisseurs ?
14. Peut-on alors en déduire que le gestionnaire de fonds contrôle le fonds ?

## EXERCICE 2 : IFRS 3 : GOODWILL COMPLET ET PARTIEL

Au 1<sup>er</sup> janvier 2010, la société Pologne a acquis 20 % d'une entreprise Russie pour 200. À la date d'acquisition de ces titres, la juste valeur totale des actifs et passifs de Russie s'élevait à 1 800.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, la société Pologne prend le contrôle de Russie, en achetant 50 % complémentaires pour 1 400. À cette date, la juste valeur totale des actifs et passifs de Russie s'élève à 2 400.

### REMARQUE

La juste valeur des 30 % d'intérêts minoritaires n'est pas affectée d'une décote, ni d'une prime.

### TRAVAIL À FAIRE

1. Quelle est la juste valeur des 20 % déjà détenus ?
2. Quel est l'impact sur le résultat ?
3. Évaluez le goodwill selon la méthode de la norme IFRS 3 avec le goodwill partiel.
4. Évaluez le goodwill selon la méthode de la norme IFRS 3 avec le goodwill complet.

## EXERCICE 3 : ENJEUX DE LA CONSOLIDATION

### REMARQUE

L'exemple est emprunté à l'article « Comptes Enron de quoi s'agit-il ? », *Revue française de comptabilité*, n° 43.

Vous avez les bilans suivants d'un même groupe :

**Bilan consolidé du groupe**

Actif			Passif		
	Avant	Après		Avant	Après
Actif immobilisé	200	100	Capitaux propres	100	100
Actif circulant	300	200	Dettes financières	200	100
			Autres dettes	200	100
<b>Total actif</b>	<b>500</b>	<b>300</b>	<b>Total passif</b>	<b>500</b>	<b>300</b>

## Bilan de l'entité ad hoc

Actif			Passif		
	Avant	Après		Avant	Après
Actif immobilisé	0	100	Capitaux propres	10	10
Actif circulant	10	110	Dettes financières	0	100
			Autres dettes	0	100
<b>Total actif</b>	<b>10</b>	<b>210</b>	<b>Total passif</b>	<b>10</b>	<b>210</b>

## TRAVAIL À FAIRE

1. Suite à l'analyse du bilan consolidé et du bilan ad hoc, que pouvez-vous constater ?
2. Une entité ad hoc est-elle dans le périmètre de consolidation ? Rappelez la définition de l'entité ad hoc.
3. Quel est l'intérêt, alors, pour un groupe, de créer une entité ad hoc ?





